



# Supplément « Initiatives » Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14524 - 6 F

MERCREDI 9 OCTOBRE 1991

BOURSE ★★  
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

A l'expiration du moratoire de trois mois demandé par la CEE

## La Croatie et la Slovaquie ont confirmé leur accession à l'indépendance

### L'Europe impuissante

L'ARMÉE fédérale et la Serbie - qui adore jouer les martyrs de l'histoire de la Yougoslavie - continuent à déferler cyniquement l'Europe et tous ceux qui cherchent à mettre fin à la guerre en Croatie. Largement responsables de l'échec des accords de cessez-le-feu successifs, les dirigeants serbes et les chefs militaires ont poursuivi, lundi 7 octobre, leur offensive.

Pour la première fois depuis le début du conflit, Zagreb a été bombardée. Le palais où se trouvait le président croate, M. Franjo Tudjman, le président de la «fédération», M. Stipe Mesic, et le premier ministre fédéral, M. Ante Markovic, a été touché. De surcroît, quelques heures après l'attaque, les fédéraux et le «bloc serbe» ont l'aplomb d'annoncer un cessez-le-feu et de faire semblant, ainsi, de respecter le nouvel ultimatum que les Douze avaient lancé, dimanche dernier, à La Haye, en brandissant la menace d'un embargo commercial total du pays.

Et c'est à l'Europe et à ses institutions - d'abord maintenant à Belgrade - qu'il revient de convaincre les forces croates de lever le blocus des casernes fédérales... Bien entendu, on peut imaginer que l'armée yougoslave avait bien choisi son heure pour mener cette attaque : le 8 octobre marque la fin du moratoire de trois mois sur l'indépendance auquel la Slovaquie et la Croatie avaient consenti, à la demande de la CEE, pour tenter de trouver une solution négociée à la crise. Peut-être a-t-elle aussi entendu la mise en garde de l'Union soviétique, si discrète jusqu'à présent.

L'impuissance de l'Europe, face à cette guerre qui déchire ses anciens lieux de villégiature, est pathétique. S'étant d'abord voilé la face, les Douze tentent aujourd'hui de conserver leur unité. Une reconnaissance de l'indépendance de la Croatie et de la Slovaquie ne pourra être, affirme-t-on, que collective - autrement dit, elle n'est sans doute pas pour demain, car les divisions entre Européens sont grandes.

MAIS ce maintien de l'unité n'a un prix : la passivité. Personne, en effet, ne croit à l'efficacité d'un embargo économique ou d'un embargo sur les armements pour faire cesser la bataille. Et personne ne veut sérieusement entendre parler de l'envoi d'une force d'interposition conséquente. Les premiers à récuser cette idée sont les ministres de la défense des Douze et leurs hiérarchies militaires.

L'épreuve est certes la plus dure que l'on puisse imaginer pour une Europe à la recherche d'une cohésion politique. Le spectacle qu'elle donne n'en est pas moins du plus mauvais effet. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que Varsovie, Budapest et Prague viennent de se tourner vers l'OTAN pour réclamer la création de forces de paix internationales. L'incapacité de l'Europe à envoyer la crise yougoslave donne à Washington des raisons supplémentaires de chercher à «vendre» une Alliance renouée, mais toujours atlantique.

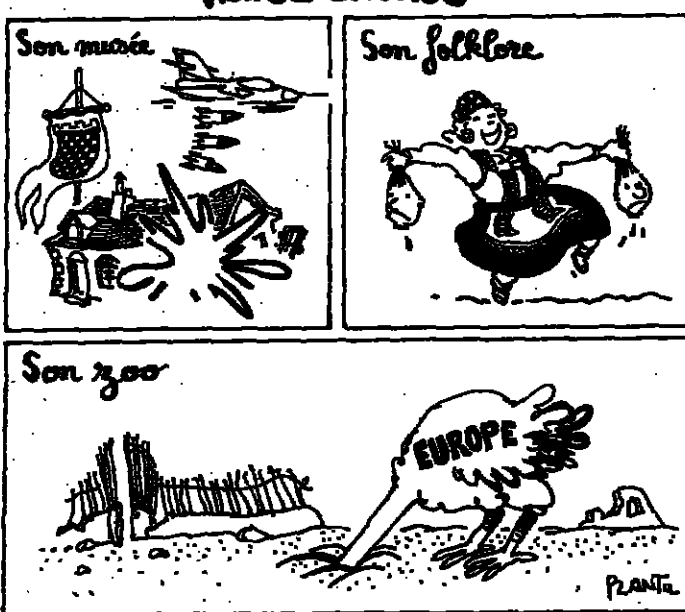
M0147 - 1009 0 - 6.00 F



Les combats en Croatie ont, selon Radio-Belgrade, baissé d'intensité dans la matinée du mardi 8 octobre, quelques heures après l'expiration de l'ultimatum fixé par la CEE pour l'arrêt des hostilités. La veille, l'aviation yougoslave avait annoncé, après avoir bombardé le palais présidentiel à Zagreb, un cessez-le-feu «absolu», à condition que les forces croates lèvent le siège des casernes fédérales. La Croatie et la Slovaquie ont confirmé, mardi, leur accession à l'indépendance. La Communauté européenne leur avait demandé, le 7 juillet dernier, à Brioni, d'en «suspendre» l'application pour une durée de trois mois.

Lire page 3 les articles d'AFSANE BASSIR POUR, ALAIN FRACHON et FLORENCE HARTMANN

### visitez ZAGREB



## La CIA règle ses comptes

La nomination de M. Gates à la tête de l'agence américaine est l'occasion d'un vaste déballage

WASHINGTON

de notre correspondant

Par définition, «l'empire du mal» était malfaisant, mais jusqu'à quel point ? Fallait-il voir la main du Kremlin derrière tous les mauvais coups de l'actualité internationale ? Au cours de la dernière décennie, l'URSS était-elle cette formidable puissance décrite par la Maison Blanche de Ronald Reagan ou déjà un empire finissant, en état de décomposition avancée ? A-t-on cherché à tromper l'opinion occidentale sur la «vraie nature de l'URSS» ?

Ces questions peuvent, aujourd'hui, sembler académiques. Elles ont hanté la CIA durant toutes les années 80. Ces dernières semaines, elles ont resurgi

avec force à Washington et sont au cœur d'un débat politique qui suscite plus de polémiques et de discussions que la campagne pour les présidentielles de 1992. Ce débat s'est ouvert devant la commission du renseignement du Sénat, chargée de confirmer, ou de rejeter, la nomination par le président George Bush d'un nouveau directeur de la CIA, Robert Gates, un vétéran de la maison.

Les témoins défilent devant quinze sénateurs d'humeur inquisitoriale et les analyses - jusque-là secrètes - de la CIA sur l'URSS de la dernière décennie sont livrées au public. Tout est diffusé en direct sur une chaîne spécialisée et largement reprise le soir au journal télévisé.

ALAIN FRACHON

Lire la suite page 6

## Les paradoxes de la concurrence

L'affaire De Havilland montre que la Commission européenne accorde une place insignifiante à la politique industrielle

BRUXELLES

(Communautés européennes)

de notre correspondant

Des rapprochements, des acquisitions, que recommande le bon sens - ainsi que la Commission de Bruxelles elle-même - dans des rapports sur l'aéronautique, l'électronique, l'automobile... soumis récemment aux Douze, tenus en échec par ladite Commission au nom du libre jeu de la concurrence : le paradoxe n'est qu'apparent. Il reflète la priorité quasi absolue qu'accorde le traité de Rome (1957), puis celui de l'Acte unique (1986), au respect de la concurrence et la place insignifiante qui y est faite à la politique industrielle.

Pendant la seconde moitié des années 80, où l'idéologie libérale était dominante, personne n'a osé

suggérer qu'il serait peut-être utile de corriger ce déséquilibre, d'autant plus que la conjonction, alors excellente, masquait souvent la faiblesse structurelle des entreprises du Vieux Continent. Cette nécessité n'est apparue qu'en 1990, lorsque les graves difficultés rencontrées en Europe par la filière électronique et, à un moindre degré, par l'automobile ont fait comprendre que l'instauration d'un grand marché sans frontières ne suffirait pas pour «muscler» les entreprises de la CEE.

Les premières tentatives pour rattraper le temps perdu, plutôt décevantes, n'ont pas encore porté leurs fruits, freinées par la complexité de l'exercice, les divisions profondes, de nature idéologique, qui subsistent au sein de la Commission (à l'intérieur du collège

comme de ses services), par la difficulté à mobiliser tant les entreprises que les gouvernements. Pour les Douze, occupés à bâtir une union économique et monétaire ainsi qu'une politique étrangère et de sécurité commune, le sauvetage de l'industrie n'a pas été jusqu'ici une priorité.

Le traité de Rome confie des pouvoirs considérables à la Commission pour traquer les diverses formes d'entrave à la concurrence, qu'il s'agisse d'accords de prix, d'abus de position dominante, d'aides d'Etat injustifiées. Le législateur communautaire a toujours considéré que l'établissement d'un marché sans frontières devait s'accompagner d'une police de la concurrence efficace.

PHILIPPE LEMAITRE

Lire la suite page 22

## Irradiieux Kazakhstan

Après quarante-deux ans d'exploitation, le site d'essais nucléaires soviétique de Semipalatinsk a été fermé

SEMPALATINSK

(Kazakhstan)

correspondance

Le paysage est lunaire. Le sol, littéralement labouré, laisse apparaître, de ci de là, des surfaces de roches noires vitrifiées, des restes de bunker aux canons à moitié fendus, des ruines de bâtiments et de structures diverses, des ponts en partie démolis. A perte de vue, des lignes électriques et téléphoniques, des pistes défoncées, des routes plus ou moins goudronnées, des voies ferrées parfois.

Avant sa fermeture, le 29 août dernier, par décret du président de Kazakhstan M. Noursoultan Nazarbaev (le Monde du 31 août), 467 essais nucléaires ont été effectués ici, sur le site soviétique de Semipalatinsk. Si la plupart furent souterrains, les

124 premiers tirs, entre 1949 et 1963, se sont, cependant, déroulés dans l'atmosphère ou au sol, et ont profondément marqué le relief qu'ils ont parfois totalement bouleversé. Ils furent menés à des fins évidemment militaires, mais aussi, parfois, civiles (excavations, création de cavités de stockage souterraines, etc.). Pour répondre aux vœux de Staline, un kilomètre de ligne de métro a été même construit sur le site afin de tester les effets destructeurs de la bombe atomique sur ce genre d'ouvrage.

Le polygone nucléaire s'étend sur plus de 150 km au sud et au sud-ouest de Kourchatov, ville dont le nom ne figure encore sur aucune carte, et qui n'était connue des initiés que par son code postal, Semipalatinsk-21.

SERGE BERG

Lire la suite page 14

<b>Menaces sur Eurotunnel</b>	Conflit entre le concessionnaire et les constructeurs.	page 21
<b>Natalia Ginzburg est morte</b>	L'une des grandes figures de la littérature italienne.	page 30
<b>«Musica» à Strasbourg</b>	Le Festival de musique contemporaine s'ouvre au théâtre.	page 18
<b>Nouvelles violences en Haïti</b>	La junte impose un président intérimaire.	page 6
«Sur le vif» et le sommaire complet se trouvent page 30		

LA BOUTIQUE

Cartier

L'ART D'ÊTRE UNIQUE

51, RUE FRANÇOIS I<sup>er</sup>, PARIS. 4074 60 60

A L'ÉTRANGER : Algérie, 450 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 700 m. ; Allemagne, 2,60 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; États-Unis, 485 F CFA ; Danemark, 14 KR ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2,200 L ; Luxembourg, 42 FR ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 F ; Portugal, 170 ESC ; République tchèque, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,50 FS ; USA (NY), 23 \$ ; USA (autres), 2,50 \$.

PAUL FABRA

Le Monde de la Fonction Commerciale

## DEBATS

Planification

## L'Etat stratège

par Pierre-Yves Cossé

Le mot plan n'est pas à la mode, le Cospian symbolise l'échec définitif des économies de commandement de l'Europe centrale et orientale. Mais, en anglais, la résonance du mot plan est différente, car le *strategic planning* correspond à des méthodes de prise de décision largement mises en œuvre par les grandes entreprises et les collectivités publiques. Choisissons pour la France une approche stratégique de la planification qui tienne compte de notre participation à la Communauté économique européenne et de notre large ouverture sur le monde.

La planification n'est pas une exception française s'expliquant par une fidélité au demeureur légitime — à Jean Monnet. Dans un univers aléatoire, la prévision quantitative est devenue impossible, il s'agit d'affronter l'incertitude en se préparant à faire face aux risques comme à saisir les opportunités. Aussi maints décideurs recourent à la gestion stratégique. D'abord dans les entreprises : les plus importantes d'entre elles exploitent de façon continue leur environnement externe et évaluent leurs forces et faiblesses, avant de fixer des priorités stratégiques qui seront mises en œuvre par des programmes d'action soumis à évaluation.

De grandes institutions publiques, qui ont, elles aussi, à faire des choix dans un univers incertain, recourent à une approche stratégique : des Etats, des grandes villes américaines ou des régions françaises qui développent les travaux de prospective et amorcent de larges consultations pour déterminer leurs priorités et aboutir à des programmes. La planification, stratégique ou sectorielle, est également pratiquée dans des grands pays industriels. Sait-on que l'Economic Planning Agency à Tokyo est beaucoup plus importante que le Commissariat général du Plan français ? Est-on conscient que la planification des transports prenant en compte l'ensemble des modes de transport est beaucoup plus développée en Allemagne, aux Pays-Bas ou en Suisse qu'en France, où nos schémas directeurs ignorent l'intermodalité ? A l'échelle de la Communauté, la notion de stratégie, notamment dans le domaine de la recherche et des industries à haute technologie, est maintenant admise et se traduit par la mise en place de programmes d'action à moyen terme.

La stratégie n'est pas le luxe des époques paisibles, mais un outil qui doit être, à tout moment, au service des décideurs. La proximité des échéances électorales et les incertitudes internationales peuvent inciter à juger inopportune une réflexion stratégique et à attendre une période plus calme, sur le plan national ou international. Or l'attentisme est dangereux.

Préparer l'avenir fait partie des missions de l'Etat, qui doit résister à la « dictature du court terme », offrir des visions lointaines comme le font les pouvoirs publics japonais, bref s'affirmer comme « maître du temps ». La vocation du Commissariat général du Plan, non directement impliquée dans les polémiques quotidiennes, est d'être en permanence un lieu de débat et de confrontation, où l'on élabore des diagnostics et où l'on cherche à faire ressortir les convergences,

dans les orientations stratégiques, entre tous les acteurs de la vie économique et sociale, le consensus étant généralement illusoire dans une société pluraliste.

D'ailleurs, la démarche suivie par le Commissariat général du Plan au cours des dernières années, s'inspirant des méthodes de la planification stratégique, a été continuée. Les orientations du XI<sup>e</sup> Plan ont été approfondies et explicitées lors de l'examen à mi-parcours effectué en début d'année. L'environnement international a été réévalué en concertation avec les partenaires professionnels et sociaux lors de la crise du Golfe. Des études prospectives à long terme ont fait ressortir l'urgence de choix stratégiques, qu'il s'agisse du système éducatif, des retraites ou de l'énergie. Le besoin d'améliorer l'efficacité des politiques et d'ouvrir un débat, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'administration, sur les modes d'action de l'Etat a conduit à mettre en place un dispositif interministériel d'évaluation des politiques publiques, sous la coordination du Commissariat au Plan, dont les premiers résultats apparaîtront en 1992.

## Coordonner et mobiliser

En 1992, afin de préparer le XI<sup>e</sup> Plan et la troisième génération des contrats de plan Etat-région, il convient de faire réfléchir des commissions nationales qui associent les experts et les acteurs économiques et sociaux, et d'organiser une concertation avec les conseils régionaux, qui ont la responsabilité d'élaborer les plans des régions, en vue d'articuler la planification nationale et régionale.

Le postulat de départ est que les différents acteurs de la vie économique et sociale, même placés dans des relations de concurrence, trouvent intérêt à une information réciproque sur leurs propres stratégies. Il est possible et souhaitable, au-delà des conflits nécessaires de dégarer les voies d'une coordination entre acteurs autonomes et d'une adhésion à quelques références communes. Entre un Etat capable d'explicitier ses orientations à moyen terme et des décideurs plus conscients de leur environnement et plus aptes à réagir aux aléas, une complémentarité peut ainsi être recherchée, même si elle n'exclut pas quelques ruses de la part des acteurs en présence. Certes les décisions finales seront prises par les seules instances politiques, mais elles s'appuieront tout naturellement sur les matériaux qui résulteront d'un travail approfondi et concerté.

Cette réflexion ne sera pas indépendante du contexte, donné ou probable, des prochaines années. La période ouverte par le XI<sup>e</sup> Plan sera, selon toute probabilité, celle de la deuxième phase de l'union économique et monétaire et d'un progrès substantiel de la coopération politique. Cela modifie le champ traditionnel de la planification. Dans les domaines où le partage des compétences avec la Communauté européenne a été accepté, des stratégies exclusives nationales n'ont plus leur place. L'enjeu est le parti à tirer des politiques communes et notre capacité de proposition et d'influence en vue de leur approfondissement. Dans les domaines qui

relèvent de la compétence nationale, formation et transferts sociaux notamment, la définition de stratégies efficaces sera prioritaire pour le Plan.

Cette période est également celle d'une mondialisation accélérée des économies, d'une pression concurrentielle et d'une exigence croissante de compétitivité s'imposant à toute la société française, aux entreprises comme aux administrations. La contrepartie de la généralisation des mécanismes de marché est la montée des laissés-pour-compte et de l'exclusion des secteurs sociaux les plus fragiles. Le besoin d'une solidarité publique plus active et plus proche des groupes et des hommes concernés appelle un réexamen de nos mécanismes d'intervention et un effort accru de cohésion sociale.

Cette exigence de cohésion sociale sera d'autant plus forte que le fonctionnement du marché du travail de longue durée, qui est de plus en plus facteur d'exclusion et de marginalisation sociale. C'est en combinant des approches complémentaires, à la fois économiques et sociales, macroéconomiques et sectorielles, que l'on peut espérer progresser. Si le rythme de croissance et le développement des petites et moyennes entreprises, qui nécessitent une forte accumulation de capital et un apport croissant de l'investissement étranger, restent une préoccupation centrale, le fonctionnement du marché du travail et l'ensemble des comportements microéconomiques doivent susciter plus d'attention que par le passé.

En particulier, ce que nous appelons le modèle socio-productif, c'est-à-dire l'organisation de nos entreprises et leurs rapports avec leur environnement clients, fournisseurs et administratifs, apparaît moins performant que le modèle japonais ou allemand. Notre capacité à mobiliser l'ensemble des ressources humaines existant à l'intérieur de l'entreprise est dans bien des cas encore réduite. La polyvalence est faible, les échelons hiérarchiques trop nombreux et la gestion prévisionnelle des emplois balbutiante. C'est dire que le traitement du problème de l'emploi concerne tous les acteurs de la société et appelle une révision des comportements collectifs et individuels.

## Préserver l'environnement

Une autre considération dominera la réflexion de notre avenir, celle de l'environnement. Selon l'expression retenue par les instances internationales, le développement économique est insoutenable s'il conduit à la destruction du patrimoine naturel que nous aurons à léguer à nos descendants. Une réflexion d'ensemble est devenue nécessaire sur l'adaptation de nos modes de production et de consommation, la prise en compte des coûts externes et la pertinence des interventions publiques : on ne saurait attendre du seul jeu spontané du marché des réponses satisfaisantes à ces questions.

Préparer l'avenir exige de sélectionner des priorités qui fonderont les orientations stratégiques de l'Etat. Le recours à la concertation, selon la tradition de l'administration du Plan, sous des

formes renouvelées, permettra, notamment, un travail en commun approfondi avec les régions et avec les échelons déconcentrés de l'Etat, dans le respect des compétences de chacun. La qualité de ce travail et plus précisément la capacité à définir des orientations communes influenceront directement sur la cohérence de la future génération des contrats de plan Etat-région.

Préparer l'avenir, c'est aussi une manière d'affirmer la personnalité française en affichant les valeurs auxquelles nous tenons et en adaptant notre organisation économique et sociale à un contexte nouveau. C'est enfin un moyen d'inciter nos partenaires européens à progresser vers une Europe plus consciente de son identité, qui expliciterait ses stratégies à moyen et à long terme. Nous n'avons certes pas un modèle tout fait à leur présenter. Nous avons, en revanche, une ambition pour l'Europe, qui est au cœur de notre projet à moyen terme.

Pierre-Yves Cossé, qui vient d'être nommé président de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE), était commissaire général au Plan depuis 1988.

Bonheurs

## Lettre aux fils

par Albert Memmi

UN jeune homme fit reproche à son père d'avoir été trop souvent absent.

« Mais j'étais toujours là ! protesta le père, je travaillais en chambre... »

— Oui, rétorqua le fils, mais tu ne me voyais pas. »

Dans cet éternel procès, malgré l'apparence, c'est le fils qui a raison. Il exprime ce dont il a souffert, et souffre encore : il n'a pas été rassasié de son père.

Pourtant le père n'est pas nécessairement coupable. Quel que soit le don des parents aux enfants, l'attente des enfants sera toujours déçue ; elle excédera toujours ce qu'un être humain, même le mieux disposé, peut offrir.

Franz Kafka a écrit une « Lettre au père » ; si je rédigeais une lettre aux fils, j'y déclarerais ceci :

« Oui, vos pères ne vous ont pas donné tout l'amour, l'aide et l'attention que vous souhaitez. Au contraire, ils vous ont contraints, ils ont représenté la loi et ses règlements ; ils ont été maladroits, injustes, brutaux quelquefois. »

« Pire, ils vous ont convaincus qu'ils avaient raison ; au

point que vous avez repris leurs carences et leurs illusions ; jusqu'à leurs tics, ce timbre de voix, qui fait hésiter au téléphone même les amis, cette mimique que vous reconnaissez, avec amusement ou irritation, lorsque vous êtes devant votre miroir. »

« Assurément, vos pères ont eu des vices énormes ; comment n'en conviendrait-il pas ? Mais ce paquet de fragilité et d'errements qu'ils vous ont transmis, ils le tiennent de leurs propres pères. Vos pères sont vos alliés indéfectibles ; mais ils ne peuvent engager que leurs forces. »

« Les parents doivent tout à leurs enfants, les enfants, rien ; telle est la loi naturelle. Un proverbe d'Europe centrale dit qu'un père peut nourrir dix enfants, dix enfants ne peuvent pas nourrir un père. Mais un jour, les enfants doivent se prendre en charge ; telle est encore la loi. »

« Les pères sont des rois déchus ; ménager le souvenir de leur gloire passée. Mais ne les placez pas si haut que vous ne puissiez leur pardonner ; car, seulement alors, vous deviendrez, autant que faire se peut, des adultes. »

## COURRIER

## M. Calvet et les Japonais

Au sein d'un public libre d'exercer son choix, il existe une demande pour les voitures japonaises difficile à ignorer, et leur succès aux Etats-Unis, pays où M. Calvet, lui, a dû mettre la clef sous le paillasson, est là pour le prouver. Des lors, contester l'importation de leurs voitures aboutira entre autres résultats à permettre aux Japonais d'augmenter leurs prix : une dentée devenue rare se vend plus cher.

Et les bénéfices supplémentaires ainsi obtenus, il y a fort à parier que les Japonais les consacreront pour une bonne part à la recherche (ils y consacreront davantage sans aucun doute que M. Calvet, si c'était lui qui était l'heureux bénéficiaire).

Cette recherche contribuera à consolider une avance technique que les Japonais, qui ont vu le reconnaître ou non, sont d'ores et déjà en passe de s'adjuger.

ALFRED CORNET

Bruxelles

A force d'être brutal et excessif dans ses propos contre les Japonais, M. Jacques Calvet, président de PSA, ne va-t-il pas tomber dans le ridicule et perdre de sa crédibilité ? Car enfin, s'il y a menace japonaise réelle pour l'avenir, dans neuf ans, quelle est la situation de fait du marché automobile français aujourd'hui ?

Aujourd'hui la pénétration étrangère est de l'ordre de 42 %, c'est-à-dire que sur cent automobiles achetées en France, quarante-deux sont étrangères. Aujourd'hui les firmes automobiles françaises se heurtent donc sur le marché national à une concurrence étrangère dure et inquiétante. Et dans ces 42 % les Japonais ne représentent qu'une faible part.

Alors là, on comprend les réactions de M. Calvet. Il a peur que ces 42 % ne deviennent dans quelques années 50 % et peut-être plus. Mais alors pourquoi ne parle-t-il pas des vrais adversaires d'aujourd'hui, qui sont européens, et parmi lesquels les Allemands sont les plus importants ? Comment Calvet n'arrive-t-il pas à les freiner, à les faire refluer ? Pourtant, les Allemands ne travaillent pas 2.000 heures et plus par an, comme les Japonais, au contraire ils sont dans une quasi-égalité avec les Français (autour de 1.650 heures). Pourtant, les Allemands ont des coûts salariaux supérieurs de 20 % (au moins) aux coûts français, toutes charges sociales comprises. Alors ?

Il est plus juste de penser que les entreprises françaises continuent de souffrir de handicaps graves : manque de productivité, politique de marketing peu efficace, qualité insuffisante.

A. MIETZNE

Courbevoie

## Les vrais privilégiés

J'ai été très désagréablement surpris de votre article intitulé : « Fin d'un privilège » à propos de la suppression de la première classe dans le métro parisien.

En ce qui concerne les transports dans les villes, qui donc a un privilège ? Assurément tous ceux qui utilisent une voiture particulière, polluante et occupent gratuitement la chaussée par stationnement, rarement payant à Paris. C'est ce privilège qu'il importe de supprimer, celui des vrais riches.

J'utilise uniquement les transports en commun et j'étais heureuse, moyennant un petit supplément, de voyager assise, quand je prends le métro à Paris.

MARGUERITE LEVASSEUR

Angers

## L'écologie selon M. Quilès

L'entretien que M. Paul Quilès, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de l'espace, a accordé au *Monde* dans son numéro du 15 août à propos de l'aménagement et de l'écologie est très éclairant sur la conception désolée que certains responsables politiques se font de l'écologie. Les transports d'abord, dont tout le monde convient qu'il s'agit d'une question majeure. Le ministre considère comme un postulat et un bien « l'accroissement de 50 % du nombre des voitures individuelles dans les vingt prochaines années ». Dès lors, le besoin de routes et d'autoroutes nouvelles s'impose et tout le reste en découle.

Pour M. Quilès, la contribution des associations se réduit à « s'insurger, dénoncer, refuser, s'opposer » : leur apport au débat est donc strictement négatif et s'inscrit contre le progrès représenté par la marée automobile et du transport par camion.

Ainsi, à l'inverse de l'effort remarquable réalisé après 1974 pour maîtriser la consommation d'énergie, aucune politique volontariste n'est présentée en matière de transport. Rien sur les grands choix concernant les modes de transport de marchandises, rien sur la revalorisation du chemin de fer, hors TGV, mais simplement l'accompagnement complaisant des tendances, y compris les plus lourdes pour l'environnement. Pour le ministre de l'équipement, l'écologie est un problème purement technique. Mais, même réduit à cette seule dimension, cela suppose de la part de ses services un savoir-faire que l'on n'aperçoit guère dans beaucoup d'aménagements qu'ils réalisent : port de Trébeurden (de plus en plus), autoroute du Cantal, route nationale du Somport, ilôts directionnels systématiques, mécon-

naissant l'identité des villages. Les Français et les étrangers qui ont vu cet été le défilant paysage des entrées de ville, le défilant du béton touristique, en doutent certainement.

Le ministre de l'équipement aurait pourtant bien des actions concrètes à mener, comme le rappelle l'actualité : ne pas laisser approuver les POS qui contredisent la loi littoral, déferler le POS de Paris, par exemple, pour densification sournoise et illégale, ne pas être soi-même maître d'œuvre rémunéré de ports de plaisance illégaux.

Mais non, dans notre pays, en l'absence de contrôle de l'Etat, dont c'est pourtant une mission majeure depuis la décentralisation, il faut que ce soient les juges saisis par les associations qui tentent de faire appliquer la loi. M. Quilès souhaite qu'on lui fasse confiance pour intégrer toutes les données de l'aménagement. Mais peut-on faire confiance aux structures qui ont conduit l'urbanisation de la France dans des conditions telles que le président de la République a jugé nécessaire de créer à part un ministre de la ville chargé de réparer les dégâts ? Puis parachever un propos célèbre de M. Quilès au congrès du PS, à Valence en 1981, il ne suffit pas de dire : on va faire de l'écologie, il faut dire comment, et le faire.

ANNE VOURCH

Paris

JEAN-MARIE COTTERET

## GOUVERNER C'EST PARAÎTRE

Réflexions sur la communication politique

Pour réussir en politique, faut-il faire partie de ceux qui sont les plus apparents ? Pourquoi les discours politiques se valent de leur sens, pourquoi les hommes politiques se battent pour être en tête des sondages, pourquoi le pouvoir politique cherche à s'imposer à la télévision ? Et faut-il supprimer le parlement ?

Collection « Politique d'aujourd'hui »

176 pages - 38 F.



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

puf



# ÉTRANGER

YUGOSLAVIE : après avoir attaqué le palais présidentiel à Zagreb

## L'armée fédérale s'est engagée à respecter un « cessez-le-feu absolu »

Deux heures avant l'expiration de l'ultimatum fixé par la Communauté européenne pour l'arrêt des hostilités sous peine de graves sanctions économiques, l'armée yougoslave s'est engagée, lundi 7 octobre, à un respect absolu du cessez-le-feu à minuit, à condition que la CEE garantisse auparavant un respect identique de la part de la Croatie. La prudence reste néanmoins de rigueur à Zagreb. Dans la nuit, plusieurs avions et onze hélicoptères ont survolé la capitale croate, dont les habitants, pour la première fois, ont passé la nuit aux abris. Des tirs ont été entendus à l'aéroport et plusieurs explosions ont retenti dans la ville, selon la Radio croate. Les Etats-Unis ont condamné lundi le bombardement de Zagreb, et envisagé de prendre des sanctions en coordination avec la CEE. La présidence néerlandaise de la Communauté devait déterminer mardi les mesures à prendre et leur calendrier d'application.

BELGRADE

de notre correspondant

Malgré les multiples alertes aériennes qui retentissent régulièrement dans Zagreb depuis deux mois, personne n'osait croire que la capitale de la Croatie serait bombardée. Pourtant vers 15 h 30, lundi 7 octobre, la télévision croate interrompit son programme pour annoncer que le palais présidentiel situé dans le vieux centre historique de Zagreb venait d'être endommagé par les tirs d'un avion.

Selon le reportage de la télévision de Zagreb, le service de sécurité de la présidence croate affirmait que les projectiles avaient été lancés avec une grande précision et dans le but d'atteindre les parties du bâtiment où pouvaient se trouver les dirigeants croates. Les images témoignaient d'importants dégâts dans le bureau du président Tudj-

man et dans la salle de conférences située dans l'aile sud du palais des Banes, ainsi que dans la partie où se trouvent les salles de réception. La cour intérieure du palais présidentiel était sous les décombres. Plusieurs bâtiments avoisinants ont été touchés, et notamment le consulat des Etats-Unis. La place Stjepan-Radik, où se trouve le palais des Banes mais aussi le Parlement et le siège du gouvernement croates, était couverte d'éclats de verre et de gravats. L'attaque aérienne a fait plusieurs blessés. Peu avant 16 heures, la télévision croate diffusait un communiqué décrétant l'alerte aérienne sur l'ensemble du territoire de la Croatie. Elle appelait aussi la population de Zagreb à rester dans les abris et annonçait que plusieurs avions yougoslaves se rapprochaient de la capitale.

Par une curieuse coïncidence, le président croate, M. Franjo Tudjman, le président yougoslave, M. Slobodan Milosevic, et le premier ministre fédéral, Ante Markovic, se trouvaient dans le palais des Banes au moment du bombardement. Aucun d'entre eux n'a été blessé. Après avoir déclaré que c'était « un miracle que nous soyons restés vivants », M. Markovic a accusé son ministre de la Défense, le général Kadijevic, d'être responsable de cette « tentative d'assassinat », et a indiqué qu'il ne comptait pas rentrer à Belgrade tant que ce dernier ne serait pas démis de ses fonctions.

En début de soirée, le ministre fédéral de la Défense et le commandement de l'armée de l'air niaient avoir bombardé Zagreb, affirmant qu'aucun ordre de ce genre n'avait été donné. Les autorités militaires accusaient par conséquent les Croates d'avoir perfidement simulé le bombardement.

Message de M. Gorbatchev

Il est intéressant, à ce sujet, de rappeler que, dans la nuit de lundi à mardi, le président soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, avait envoyé une note aux autorités yougoslaves et à l'armée, les sommant de respecter le cessez-le-feu et d'éviter toute opération militaire qui pourrait aggraver la situation. Dans ce message, M. Gorbatchev affirmait avoir des indices de la préparation d'une attaque imminente contre les gros centres industriels de Croatie et contre la capitale.

Le danger d'une nouvelle offensive de l'armée fédérale contre Zagreb n'est pas écarté, à en croire les déclarations du général Raseta. Le commandant adjoint de la cinquième région militaire (qui couvre la Slovénie et une grande partie de la Croatie) estimait lundi qu'une nouvelle attaque était possible... puisque les forces croates avaient bombardé dimanche soir deux casernes fédérales à proximité de Zagreb. La télévision yougoslave indépendante Yutel mettait néan-

moins en doute les affirmations du général Raseta. En montrant lundi soir que la caserne de Samobor près de Zagreb, où les forces croates et l'armée fédérale s'étaient affrontées dans la nuit de dimanche à lundi, n'avait nullement été rasée par les tirs croates. Selon Yutel, la garnison de Samobor avait commencé à être évacuée dans la journée de lundi.

Peu après le bombardement du palais présidentiel, M. Tudjman a déclaré à la presse que l'Europe et les Etats-Unis devaient exercer plus qu'une simple pression verbale sur la Serbie et l'armée. Plus directement, le ministre croate des Affaires étrangères, M. Separovic, demandait une intervention militaire des Etats-Unis en Yougoslavie. Si l'appel de M. Separovic n'a aucune validité dans le cadre de la fédération où seule la présidence collégiale peut exiger l'intervention de troupes étrangères, il pourrait devenir officiel, mardi 8 octobre, date à laquelle la Croatie devient un Etat indépendant. Le président Tudjman avait en effet réitéré, lundi, que la Croatie ne prolongerait pas d'une minute le moratoire sur sa déclaration d'indépendance, qui expirait lundi 7 octobre à minuit, et qu'elle serait indépendante dès mardi.

En accordant à son indépendance, la Croatie espère donc obtenir de la communauté internationale ce qu'elle revendique depuis le début de la guerre, à savoir que le conflit « serbo-croate » soit considéré comme une agression d'un Etat

contre un autre et traité comme le récent conflit dans le Golfe. Toutefois, il ne faut pas oublier que la Serbie, qui ne reconnaît pas l'indépendance de la Croatie, ou du moins pas sur l'ensemble de son territoire, s'est toujours opposée fermement à la présence des troupes étrangères en Yougoslavie et a averti à plusieurs reprises qu'elle les considérerait comme une armée d'occupation.

Le bloc serbe de la présidence yougoslave, qui s'était emparé jeudi 3 octobre du pouvoir fédéral en s'arrogeant certaines prérogatives du Parlement, s'est à nouveau réuni lundi avec le haut commandement militaire. Constatant que la Croatie ne respectait pas la trêve conclue le 4 octobre à La Haye, la présidence a décidé de prendre les mesures suivantes : l'armée fédérale assurera un cessez-le-feu absolu le 7 octobre à minuit à condition que la Communauté européenne garantisse que les forces croates respecteront ce cessez-le-feu dans les mêmes délais, qu'elles lèveront le blocus des casernes et des bâtiments de l'armée avant le 8 octobre à minuit et permettront à partir de cette date la sortie des unités fédérales des garnisons assiégées, sous le contrôle des observateurs européens. En cas d'échec, l'armée fédérale poursuivra les opérations visant à libérer les garnisons situées en Croatie. Lundi soir, la Serbie et l'armée semblaient donc avoir accepté les conditions fixées par le président

croate pour réaliser l'accord de La Haye. M. Tudjman avait refusé d'ordonner la levée du blocus des casernes tant que l'armée poursuivait ses opérations militaires. Dimanche, les autorités militaires avaient toutefois rejeté les propositions de la Croatie, estimant qu'aux termes du document de La Haye la levée du blocus des casernes était inconditionnelle. Il est probable que la Serbie et l'armée aient cédé sous la pression de l'ultimatum lancé dimanche par la Communauté européenne, qui annonçait des sanctions économiques contre la Yougoslavie si la trêve n'était pas effective au plus tard le 7 octobre à minuit. Néanmoins, entre l'accord de La Haye vendredi et cette nouvelle tentative de cessez-le-feu lundi soir, les combats ont fait rage en Croatie, causant des dégâts matériels immenses et un grand nombre de victimes, notamment civils.

FLORENCE HARTMANN

Un journaliste serbe tué. — Un journaliste du quotidien de Belgrade *Vecernje Novosti*, Milan Zegarac, qui se trouvait avec les forces serbes, a été tué dimanche 6 octobre, à Vukovar, dans l'est de la Croatie par une rafale de mitrailleuse, a indiqué l'agence Tanjug. Au total huit journalistes ont été tués et une dizaine d'autres blessés depuis le début de la guerre en Croatie. — (AFP)

## Les Douze se tournent à nouveau vers l'ONU

NEW-YORK

(Nations unies)

correspondance

Les ministres des affaires étrangères européens ont décidé d'engager à nouveau les Nations unies dans le conflit yougoslave, selon des sources proches du secrétaire général de l'Organisation. Un communiqué aurait été adressé à M. Perez de Cuellar, dimanche 6 octobre, à l'issue de la réunion des Douze. Ce communiqué demande au secrétaire général d'accroître la remise de son rapport sur la situation en Yougoslavie et d'envoyer « immédiatement » son représentant

spécial sur place. La résolution 713, adoptée à l'unanimité le 25 septembre, « exige » un tel rapport. Mais M. Perez de Cuellar, selon une source proche, « ne se presse pas » de s'engager dans le conflit, devant le « désarroi » de la Communauté européenne face au problème yougoslave. Les quatre membres européens du Conseil de sécurité, la France, la Grande-Bretagne, la Belgique et l'Autriche, devaient se réunir mardi avec M. Perez de Cuellar. Celui-ci, avant de nommer un représentant spécial, attend de reconnaître l'existence d'un Etat qui doit se rendre à New-York jeudi.

Selon un ambassadeur occidental,

la France et l'Allemagne souhaitent l'envoi d'une force d'interposition des Nations unies en Yougoslavie, tandis que la Grande-Bretagne, la Chine, l'Inde et la Roumanie y restent opposées. Ce diplomate estime que le Conseil pourrait adopter une résolution « contraignante » en vertu du chapitre 7 de la Charte des Nations unies « imposant un embargo sur la vente du pétrole » à la Yougoslavie. Pour d'autres diplomates, une résolution en vertu de ce chapitre 7, qui « y compris » de l'utilisation de la force pour faire respecter ses décisions, « ne passera jamais au Conseil de sécurité ».

A. B.-P.

## Les Etats-Unis stigmatisent les Serbes

WASHINGTON

de notre correspondant

Un sentiment d'impuissance à peu près total double de la conviction qu'il s'agit d'une affaire relevant d'abord de la responsabilité des Européens : telle paraît être la principale réaction des Etats-Unis devant la crise yougoslave.

Si le secrétaire d'Etat, M. James Baker, s'était rendu en juin à Belgrade, pour appeler toutes les parties au calme, l'administration Bush est aujourd'hui désireuse de céder le terrain aux Européens. Les Etats-Unis « collent » aux initiatives de la CEE, éminemment approuvées à Washington, et, lundi 7 octobre encore, le porte-parole du département d'Etat réitérait cette position : « Nous continuerons à travailler étroitement avec la CEE (...) pour déterminer quelles mesures, y compris des sanctions, nous pourrions prendre en réaction aux derniers événements ». Cela laisse entendre que les Etats-Unis pourraient se joindre à un embargo économique contre la Yougoslavie si l'armée fédérale continuait à attaquer la Croatie. Au début de l'été encore, les Etats-Unis, dans l'espoir de maintenir une fédération yougoslave, se bornaient à lancer des appels au calme uniformément adressés à toutes les parties. Au fil des semaines, alors qu'il est apparu que la partie serbe entendait « utiliser » la force, le discours a sensiblement changé : les Serbes sont maintenant stigmatisés comme étant les principaux fauteurs de guerre. Lundi, les Etats-Unis ont vivement condamné le

bombardement de Zagreb, cette « attaque contre des civils (...) manifestant un mépris total pour la vie des innocents ».

La semaine dernière, le département d'Etat avait signifié que les Etats-Unis n'entendaient aucunement reconnaître le coup de force perpétré par les Serbes et leurs alliés du Monténégro pour s'emparer du gouvernement de l'ancienne fédération. Fin septembre, devant le Conseil de sécurité de l'ONU, M. Baker avait eu des mots très durs pour les Serbes : « S'ils n'arrêtent pas le bain de sang, le gouvernement de la Serbie et l'armée fédérale porteront une responsabilité croissante dans l'avenir sieste qui se dessine pour les peuples de la Yougoslavie », avait notamment souligné le secrétaire d'Etat.

ALAIN FRACHON

Les chars fédéraux yougoslaves ne transiteront pas par l'Italie. — Le secrétaire d'Etat italien aux affaires étrangères, M. Claudio Viatore, a annoncé à l'issue de la réunion des ministres des affaires étrangères de la CEE, dimanche 6 octobre, que l'Italie n'autoriserait pas le transit par le port italien de Trieste de plusieurs dizaines de chars de l'armée yougoslave encore stationnés en Slovénie. L'annonce, par le président de la République, M. Francesco Cossiga, du passage de blindés de l'armée yougoslave, dans le cadre de l'évacuation de la Slovénie, avait provoqué de vives protestations en Italie (*Le Monde* du 8 octobre). — (AFP)

## Les imperfections du « modèle belge »

Les vifs échanges entre Wallons et Flamands, à l'occasion de l'actuelle crise gouvernementale, soulignent les difficultés que rencontre le « fédéralisme d'union »

BRUXELLES

de notre correspondant

A l'heure où le réveil des nationalismes à l'Est tenait les espoirs nés de l'effondrement du communisme, le modèle belge de coexistence entre deux communautés a pris du plomb dans l'ail. Depuis le début de la crise gouvernementale, qui vient d'aboutir à l'organisation d'élections législatives anticipées le 24 novembre, les partenaires de la coalition se lancent, en effet, des accusations véhémentes et les vifs commentaires de la presse jettent de l'huile sur le feu. Au point que, si l'on s'en tient aux paroles, un doute s'installe sur la pérennité du royaume. Tout au long de sa carrière à la tête de neuf gouvernements successifs, M. Wilfried Martens, social-chrétien flamand, a eu un objectif prioritaire : créer un « fédéralisme d'union » dans un pays où les disparités économiques aggravent les difficultés inhérentes à l'existence de deux communautés linguistiques. La complexité de l'édifice constitutionnel, résultant d'une « réforme de l'Etat » toujours en cours, rebute les Belges eux-mêmes. Les trois régions — Flandre, Wallonie et Grand Bruxelles — sont dotées de pouvoirs importants. Des dosages savants régissent l'accès à la fonction publique, avec à Bruxelles officiellement bilingue, la nécessité pour le moindre fonctionnaire de pouvoir s'exprimer en français et en néerlandais. Il en résulte une coûteuse pléthore d'agents de l'Etat et une multiplicité de centres de décision, nuisible à l'efficacité, comme en témoigne la paralysie de la justice et de la police dans de nombreuses affaires.

Dans le gouvernement national, des ministres d'Etat représentent les divers partis de la majorité mais surtout les différentes régions et communautés. Il existe évidemment des partis propres à celles-ci : notamment la Volksunie et le Vlaams Blok en Flandre — mais, surtout, les grandes formations traditionnelles — socialistes, sociaux-chrétiens, libéraux — ont éclaté en deux branches dis-

tinctes entre le Nord et le Sud. Les employées de certains journaux montrent que les responsables de ces partis parlent un langage de plus en plus différent, sans grand rapport avec l'idéologie originelle. Seuls les deux grands syndicats — chrétiens et socialistes — ont échappé à la scission, mais leur unité est souvent menacée, comme on l'a vu ces derniers mois lors du débat sur le tracé du TGV.

Il y a un décalage frappant entre les polémiques communautaires dans la presse ou l'appareil des partis et la réalité quotidienne dans la vie de tous les jours, dans les entreprises et même au sein du gouvernement. Depuis la crise de la semaine dernière, le président du Parti social-chrétien flamand (CVP), M. Herman Van Rompuy, refuse, certes, de s'exprimer en français, mais, en général, les ministres importants peuvent mener une conversation fluide dans une autre et ce bilinguisme constant est l'un des charmes de la classe dirigeante belge.

Alors que les Flamands se suffisent à eux-mêmes, sans grande dévotion à l'égard des Pays-Bas, la France exerce sur les Wallons une influence et une attraction constantes, au point que ses adversaires se moquent du mimétisme miterrandien du chef des socialistes francophones, M. Guy Spitaels. Il existe, notamment dans la région de Liège, des « rallachistes » (à la France) que l'éclatement du royaume n'affecterait pas outre mesure. Longtemps, certains Belges ont espéré que de Gaulle viendrait crier chez eux un « Vive la Wallonie libre ! » aussi sentent-ils que le « Québec libre ! » (1). Il y a même un petit parti de la « Wallonie française » qui a tenu à Lille un congrès sur le thème du « retour à la France ».

Paris est d'une extrême prudence à l'égard de ces activités, ne désirant évidemment pas se prêter aux suspensions d'un régime ami. Cependant, cette réserve légitime ne justifie pas les inhibitions dans la coopération avec des instances créées dans le cadre du fédéralisme belge, telle la « Communauté française » qui repré-

sente en fait les Belges francophones par les affaires de culture et d'enseignement. Une absence d'enthousiasme pour des projets communs, un refus des contacts personnels à haut niveau, sont péniblement ressentis par certains responsables belges, peu suspects de « rallachisme » mais qui croient en la francophonie.

Complexe d'infériorité

Les milieux d'affaires sont moins pusillanimes. La prise de contrôle de la Générale de Belgique par le groupe Suez, le rachat de la banque nationale d'armement d'Hervat par GIAT-Industries, les négociations en cours pour l'entrée d'Air France dans le capital de la Sabena, ont contribué récemment à attiser la méfiance des Flamands. En fait, une bonne partie des affaires actuelles s'expliquent par des différends d'ordre économique. A l'heure de l'austérité, la Flandre, qui exporte beaucoup plus que la Wallonie, prétend imposer ses vues au sein du gouvernement. La Wallonie réagit souvent de façon émotionnelle. Maintenant qu'on est entré dans des querelles de boutiques, il est question de régionaliser l'agriculture, la dette publique, etc.

La sécurité sociale est la principale institution à avoir résisté aux tentatives à la partition. Certains Flamands remettent maintenant le statu quo en question, estimant qu'ils n'ont pas à cotiser pour la Wallonie, plus vieille, moins active, pleine de préretraités engendrés par la reconstruction des mines et de la sidérurgie. Ce débat, s'il s'envenime, risque de porter un coup très rude au fédéralisme belge. Les stratégies de presse que tous les partis essaient de gagner des voix en misant sur les réactions nationalistes d'une fraction de l'électorat flottant. Ils peuvent très bien faire monter les enchères à l'approche d'un scrutin qui s'annonce

comme particulièrement confus. Grand défenseur de l'unité nationale, M. Martens sort affaibli de la dernière crise. Bien sûr, il reste le Palais. Le roi Baudouin a apparemment renoncé au projet qu'on lui prêtait de se retirer. Sans doute parce qu'il ne peut hériter présomptif le prince Philippe, fils d'Albert et de Paola, n'est pas perçu par la majorité des Belges comme ayant la carrure nécessaire pour faire face aux difficultés à venir.

Conscient de la fragilité du « fédéralisme d'union », M. Martens a habilement cherché une planche de salut dans la construction européenne. Une certaine dilution des identités nationales ne peut que convenir à un pays lui-même dépourvu en partie de cette identité. Mieux, l'antienne actuelle de l'Europe des régions pourrait faire disparaître certains antagonismes belges en les « noyant » dans des ensembles plus vastes.

Le premier ministre a décidé de quitter son fief de Gand pour se présenter sur la liste bruxelloise des candidats au Sénat, dont certains sont élus en même temps que les députés. Essayer de faire le plein des votes flamands et francophones de la cité bilingue sur le thème « aidez-moi à défendre la cause de Bruxelles comme capitale de l'Europe » était plus exaltant que les querelles communautaires. Malheureusement pour M. Martens, après ce qui s'est passé la semaine dernière, celles-ci risquent de l'engluier. En tout cas, même s'il représente toujours son pays au conseil européen de Maastricht, les 9 et 10 décembre, la crise belge l'aura empêché de peser lourd dans la préparation de l'union politique et de l'union économique et monétaire auxquelles il s'intéressait tant.

JEAN DE LA GUERIVIERE

(1) Lire à ce sujet, aux éditions Pierre-Marcel Favre, *De Gaulle : l'homme et le Belge*, du journaliste belge Claude de Grouart, avec une préface de Philippe de Saint Robert, écrite avant que ce dernier ne devienne conseiller culturel à l'ambassade de France en Belgique.

PATRICK WEIL

LA FRANCE ET SES ÉTRANGERS

« Une analyse magistrale d'un demi-siècle de politique française de l'immigration. »  
Philippe Bernard,  
*Le Monde*

« De loin, le livre le plus éclairé, le plus équilibré sur l'incroyable série de maladroites qui nous a conduits où nous en sommes. »  
Alain-Gérard Stama,  
*Le Figaro*

« Un excellent livre qui vient fort à propos. »  
Philippe Alexandre,  
RTL

« Patrick Weil a gagné son pari avec brio. Son ouvrage considérable fera date. Qu'il en soit remercié. »  
Marceau Long,  
Président du Haut Conseil à l'Intégration

Calman-Lévy / Fondation Saint-Simon

Un vol. 404 p., 140 F

## EUROPE

### URSS

## Le PCUS aurait distribué 20 millions de dollars par an aux « partis frères »

Le Parti communiste soviétique a distribué depuis 1987 aux « partis frères » plus de 20 millions de dollars par an avec l'aide de convoyeurs de fonds du KGB, dont environ 2 millions de dollars au Parti communiste français, affirme cette semaine l'hebdomadaire russe *Rossia* (nos dernières éditions du 8 octobre).

Ces aides du « Fonds de soutien aux organisations de travailleurs de gauche », créé par Staline à la fin des années 40, étaient gérées par le département des relations interna-

tionales du comité central du PCUS, selon le journal, qui n'a pas révélé le montant des aides des années précédentes.

Parmi des papiers confidentiels saisis au siège du comité central après la saisie de son bâtiment de la Starva plochad, dans le centre de Moscou, un document du 4 février 1987, n° NP-51/49, affirme que le fonds de soutien avait voté un budget de plus de 20 millions de dollars pour cette année-là, dont 17,5 millions financés par le Parti communiste soviétique. Le reste était apporté par les partis des pays du bloc de l'Est. Selon un document du 25 février 1987 (n° NP 54/18),

deux millions de dollars ont été versés au PCF et deux autres au PC américain. Le PC portugais a, lui, reçu 1 million de dollars, le grec 900 000, l'indien 600 000, l'indonésien 500 000 et l'argentin 400 000. Le danois et l'uruguayen ont reçu 350 000 dollars chacun.

Outre ces aides annuelles, certains partis communistes recevaient des allocations « complémentaires », ajoute *Rossia*. En 1987, le PCF a ainsi reçu 1 million de dollars supplémentaires et le PC des Etats-Unis 500 000 dollars.

Le dernier budget d'assistance aux partis frères a été adopté sur le modèle des années précédentes. Le

11 décembre 1989 pour 1990. Valentin Faline, dernier chef du département international du comité central avant la suspension des activités du parti à la fin août, s'est vu remettre les 22 millions de dollars à distribuer aux partis frères.

Une partie de l'argent arrivait aux destinataires « par les canaux du KGB », qui faisait signer des reçus aux bénéficiaires. Ces factures sont conservées dans les coffres sous scellés du comité central. Les dernières sont datées de 1990, ajoute le journal, qui s'étonne avec amertume que ces fonds aient continué à être livrés alors que le pays demandait des crédits à l'étranger.

C'est le compte n° 1 de la Vachekonombank (Banque du commerce extérieur de l'URSS) qui servait de relais pour la rénumération « des objectifs particuliers ». Seul le chef et deux collaborateurs du département international du comité central étaient au courant de son existence. Sur un simple coup de téléphone, ils se faisaient remettre la somme en liquide après avoir donné le code secret du compte.

Le KGB prévenait ensuite prendre possession de la somme pour effectuer la livraison à l'étranger. L'hebdomadaire affirme que dans les pays où existaient plusieurs partis communistes, c'était le plus orthodoxe qui recevait les subventions. Lors de la fouille du bâtiment du comité central après le putsch du 19 août, 600 000 dollars en liquide emballés consciencieusement ont été trouvés dans un coffre-fort du département international, selon *Rossia*. — (AFP)

## Le PCF oppose « le démenti le plus absolu »

Le directeur de l'Humanité, M. Roland Leroy, a apporté, lundi 7 octobre, « le démenti le plus absolu, le plus catégorique et le plus immédiat » aux affirmations de l'hebdomadaire soviétique *Rossia* selon lequel le PCF, comme les autres « partis frères », recevait chaque année une aide financière importante du Parti communiste d'Union soviétique par le biais d'un fonds de soutien aux organisations de travailleurs de gauche, créé par Staline à la fin des années 40.

« Le PCF tire ses ressources des cotisations de ses adhérents, de la part reversée au parti des indemnités des élus et du soutien

des électeurs et des militants », a ajouté M. Leroy, qui présentait, à Ivry-sur-Seine, le premier numéro de l'édition départementale de l'Humanité-Val-de-Marne. J'ajoute que nous avons publié aujourd'hui dans l'Humanité les comptes du PCF et que tout est clair.

La trésorerie du PCF, M. Pierre Saura, a indiqué, pour sa part : « La rengaine de l'« or de Moscou », panoplie de la campagne anticommuniste, se colporte depuis des décennies. Ce n'est pas parce qu'elle provient de Moscou qu'elle aura plus de véracité. Plus fort que la calomnie sont les faits et ils sont tous : l'Humanité du lundi 7 octobre

publie la comptabilité du PCF des dix dernières années. Elle est claire, transparente, irréfutable. Le PCF obtient ses ressources des cotisations de ses adhérents, des souscriptions populaires organisées chaque année et du versement d'une part très importante des indemnités des élus communistes. Tout cela me conduit à opposer un démenti formel aux allégations de ce journal et à mettre au défi qui que ce soit — avec le moindre fait — de contredire mes affirmations catégoriques.

Selon les comptes publiés lundi par l'Humanité, les recettes du PCF se sont élevées en 1990 à 98 379 208 francs et les dépenses à 95 073 040 francs.

### Les propositions de désarmement

## La Russie est favorable à des réductions radicales de l'armement nucléaire

Les autorités russes devaient faire, mardi 8 octobre, des propositions de désarmement nucléaire « plus radicales » que celles du président Gorbatchev, alors que les dirigeants ukrainiens annoncent des plans de constitution de leur propre armée et que les Baltes réclament le retrait « immédiat » des armes nucléaires de leurs territoires.

Le programme de désarmement de M. Gorbatchev risque d'être rapidement « déstabilisé » par les propositions concurrentes des républiques soviétiques sur le territoire des-

quelles ces armes sont déployées. Le ministre russe des affaires étrangères, M. Andreï Kozyrev, devait ainsi, selon l'agence Tass, « avancer des propositions complémentaires plus radicales de réduction des armements nucléaires » lors d'une rencontre mardi à Moscou, avec le sous-secrétaire d'Etat américain Reginald Bartholomew.

Ce dernier, qui s'est déjà entretenu avec le chef de la diplomatie soviétique Boris Pankine, entame ainsi ses consultations avec les dirigeants républicains sur l'initiative de désarmement du président Bush, auxquelles l'Ukraine et le Kazakhstan veulent aussi participer. Les diri-

geants ukrainiens, qui affirment vouloir négocier eux-mêmes la liquidation des missiles intercontinentaux qui restent sur leur sol après les réductions prévues par le traité START, ont décidé samedi, selon l'agence Interfax, que l'armée nationale ukrainienne doit compter d'ici deux ans quelque 450 000 hommes. Mais les troupes de défense stratégiques et de défense anti-aérienne resteraient sous contrôle du pouvoir fédéral « pendant quelque temps », a déclaré le colonel Martirosian, président de l'Union des officiers d'Ukraine.

Les dirigeants des trois Etats baltes indépendants ont de leur côté

exigé samedi, lors d'une réunion du Conseil balte à Vilnius, le retrait « immédiat » de leurs territoires de toutes les armes nucléaires soviétiques. Le Conseil balte a en outre exigé que soient retirées, avant le 1<sup>er</sup> décembre de cette année, les troupes et les installations militaires soviétiques stationnées dans leurs territoires par les quelque 300 000 à 400 000 hommes qui y stationnent.

Le commandant des forces soviétiques dans les Etats baltes, le général Valeri Mironov, a répondu lundi que la demande de retrait des troupes au 1<sup>er</sup> décembre « n'était pas réaliste » et que tout devait être réglé à un niveau inter-gouvernemental. Ces négociations intergouvernementales ont déjà commencé avec l'Estonie, le gouvernement soviétique devant examiner, selon des sources estoniennes, les possibilités de transférer à cet Etat du matériel et des armes. Du côté lituanien, par contre, le président Landsbergis, qui n'avait pas réussi à imposer au Conseil balte une demande de retrait de toutes les forces soviétiques avant la fin de l'année, a rejeté lundi les termes de l'ordre du jour proposé par le ministre soviétique Chaptchikov pour une rencontre prévue le 8 octobre. — (AFP, Reuter)

### La France accueille « très favorablement » les mesures annoncées par M. Gorbatchev

Le porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Daniel Bernard, a déclaré lundi 7 octobre que la réponse de M. Gorbatchev aux propositions américaines de désarmement « ne modifie pas la position de principe définie par la France, qui est favorable au processus de désarmement, mais qui ne pourra participer que lorsque le rapport de forces sera comparable ».

La France « accueille très favorablement la réaction positive de l'Union soviétique » en matière de désarmement, ainsi que « l'élimination du nucléaire tactique proposée par M. Mikhaïl Gorbatchev », indique un communiqué de la présidence de la République diffusé lundi soir. Elle « confirme que, le moment venu, elle prendra sa part dans le processus de désarmement nucléaire » et se félicite de voir Moscou et Washington « s'engager réellement dans la voie de la stratégie de dissuasion minimale qu'elle préconise ».

## Le bon docteur Kachpirovski

SAINT-PETERSBOURG  
de notre envoyé spécial

Merci, docteur Kachpirovski. Grâce à vous, nous avons eu sous les yeux la métaphore la plus sombre, excessive sûrement, et c'est tant mieux, de ce qui se passe un peu partout en Russie et dans d'autres Républiques de l'empire effondré. Une manière de discours sur l'état de l'Union, encore dite soviétique.

Le bon docteur Anatoli Kachpirovski est en tournée. A Saint-Petersbourg, il a attiré, du 14 au 18 septembre, au complexe sportif et musical Lénine, quatre à cinq mille personnes pour ses séances de l'après-midi, et cinq à huit mille chaque soir (quintze roubles la place). Dire que ce guérisseur est très connu relève de la litote.

Cet après-midi par exemple, le docteur Kachpirovski est en retard. A la sortie de son hôtel, il a été une fois de plus assailli par le groupe de ceux qui voulaient lui parler, lui présenter leurs misères corporelles, lui demander la guérison. Lorsqu'il arrive au complexe Lénine, dans une voiture modeste pour déjouer la possible frénésie ambiante, la milice veille, ses gardes du corps veillent, une équipe d'organismes de tournées de retard, le petit homme râblé, costume de toile noire et mocassins de même couleur, le cheveu brun coupé ras, le nez épaté, sont justes, car il refuse d'indiquer son âge) accède à l'estrade du complexe Lénine.

### Relaxation collective

La demi-salle de l'immense palais des sports s'est remplie d'une foule qui l'attend sagement : vieillards et personnes d'âge mûr en majorité, mais aussi des adolescents et même quelques enfants. Sept ou huit bouquets de fleurs sont déjà déposés au pied de la table du docteur. Pendant la séance — le spectacle ? — il en recevra une cinquantaine d'autres. Du reste, au moment même de son entrée en scène, une jeune femme vient déposer des glaçons sur la table du guérisseur, qui s'en retourne aussitôt en coulisses et se fera attendre un petit moment.

Le docteur Kachpirovski commence alors son discours de la méthode. Qu'importe si la méthode paraît se réduire à ce discours et, bien sûr, aux « dons » du guérisseur : « L'important c'est le premier contact (...), vous devez penser que tout ce que je dis est vrai (...), personne ne sait pourquoi la maladie est en lui (...). D'abord, il n'y a rien, puis la maladie croît et croît. Puis le mal se déclenche et les gens se sentent terriblement mal (...). Les influences les plus fortes sont exercées par le cosmos, les signes, les ondes. Il existe un nombre considérable d'influences que les gens ne peuvent capturer... »

Le docteur Kachpirovski, qui se crédite avantageusement de les capter, fait partager cette croyance à la foule docile. Beaucoup ferment déjà les yeux en l'écoutant. Tout à l'heure, il ordonnera à la salle entière de le faire. L'autosuggestion, ici, va bon train.

Au fil du discours, le cortège de maladies, de guérisons promises, s'allonge : hépatites,

maladies rénales, goitres, eczémas, puis, péta-mélie, l'effacement des cicatrices, le changement de couleur des cheveux ou des yeux sous et grâce au regard kachpirovskien. Après cinquante minutes de ce discours, pendant lesquelles une hôtesse et un enfant ont ramassé dans la salle des centaines de questions et de requêtes écrites qui s'amoncellent ensuite sur le bureau, le docteur laisse la parole aux témoins. Une file de quarante à cinquante personnes se forme dans l'allée centrale. Au micro, chacun vient expliquer qu'en une ou deux séances sa pression s'est régulée, ses dents se sont régénérées, ou que le cœur va mieux, que les forces sont revenues...

A la fin de ce défilé, ou plutôt avant qu'il puisse l'interrompre, le docteur Kachpirovski se dit un peu fatigué : fatigué peut-être d'avoir ordonné un peu brutalement à tous ces intervenants de ne pas le remercier, surtout pas. Et aussi d'avoir interiorisé, comme il le dit, l'exposé de tous leurs maux. Mais il y a de la place à l'intérieur du docteur Kachpirovski. Après une obscure carrière de généraliste et de psychiâtre, il s'est mis à multiplier les interventions télévisées, celles où il parlait et celles où il supervisait l'opération sans anesthésie de patients qui se trouvaient à mille ou deux mille kilomètres de lui. La célébrité a aussitôt déferlé : les lettres ont afflué.

Puisque le docteur Kachpirovski est fatigué, on passe au dernier acte de la séance : un quart d'heure de relaxation collective : « Soyez apaisés, calmes, fermez les yeux... » Et lorsqu'il suggère que « peut-être des gens vont se lever, venir vers la scène », une incroyable imitation des spectacles du désarmement polonais Kantar s'emmanche alors : cortège de paquebots, aux gènes aux gènes automatiques, secoués, yeux fermés ou yeux ouverts, ou regards vagues, bras dressés, stas agitées de mouvements circulaires, corps ondulant. Ils sont bientôt près de deux cents, regroupés ainsi, tableau vivant d'une misère qui croit trouver son apaisement en trouvant son maître. « Peut-être certains d'entre vous vont-ils rire », suggère le docteur Kachpirovski. Les rires fusent. « Peut-être allez-vous pleurer. » On entend des sanglots. Jusqu'à ce que l'ordonnateur exige : « Je vais compter, vous allez rentrer dans votre état normal et regagner vos places. 1, 2, 3... » Tous regagnent leurs places. Le docteur Kachpirovski conclut : « Vous allez retrouver une condition nouvelle. Vos maux sont finis, chacun sera mieux. »

Le docteur Kachpirovski a-t-il lu Freud ? « Je l'ai lu, mais je ne l'ai pas étudié. » Il désigne les deux portes de la pibce où il se trouve : « Freud est parti par la (porte de gauche), du côté de l'esprit, et moi par la (porte de droite), du côté du corps. » Peut-être la Russie devrait-elle entrouvrir la porte de gauche.

MICHEL KAJMAN

RECTIFICATIF : Dans l'article consacré aux usines Kirov de Saint-Petersbourg (le Monde du 4 octobre), une erreur de transmission a déformé un propos rapporté. Il fallait lire : « le communisme, ce n'est pas le malheur » et non « le communisme, ce n'est pas le meilleur ».

## SPECIAL INGENIEURS

**ENTREE GRATUITE**



**7<sup>e</sup> SALON DE LA FONCTION INGENIEUR**

**11 et 12 octobre - PARC DES EXPOSITIONS - PORTE DE VERSAILLES**

Vendredi 11 octobre : 9h30 - 19h - Samedi 12 octobre : 9h30 - 17h30

80 stands : Entreprises : tous secteurs d'activité Prestataires de services

**INGENIEURS, votre métier évolue !**

Perspectives de carrière... ouverture européenne... Rémunération... Mobilité... Emplois... Secteurs porteurs... Accroissement des responsabilités...

Venez faire le point sur votre fonction :

A TOP INGENIEURS, vous rencontrerez des ingénieurs de tous horizons et des responsables de PME, PMI et grandes entreprises actives.

A travers les conférences et les dialogues sur les stands, vous saurez comment vous situer et bouger dans l'environnement technologique et économique actuel.

Pour toute information

Conférences Espace conseil "Carrière" Festival de films

**Accès facile** Bus : 39 - 49 PC

**Métro :** Porte de Versailles

**TEL: 43 87 13 19 MINITEL: 36 16 code FTB TOP**

## ESPRIT

octobre 1991

**La fin du communisme**

**L'Europe et le spectre des nationalismes**

Le numéro : 70,00 FF - Abonnement 1 an (10 numéros) : 480 FF  
212, rue Saint-Martin, 75003 PARIS - TEL : 48 04 08 33

Pierre Hassner  
Pierre Kende  
Pascal Lamy  
Marie Mendras  
Olivier Roy



## DIPLOMATIE

Les débats sur l'union politique des Douze

### Les Pays-Bas se disent « outrés » par les méthodes de MM. Dumas et Genscher

C'est comme un véritable coup de force contre la présidence néerlandaise de la CEE que les Pays-Bas ont perçu l'initiative annoncée dimanche 6 octobre par MM. Genscher et Dumas de convoier les ministres européens des affaires étrangères le souhaitant à discuter, vendredi 11 octobre à Paris, de la future union politique des Douze (le Monde du 8 octobre).

LA HAYE

de notre correspondant

« La France et l'Allemagne pimentent la présidence de la CEE », « Les Pays-Bas mis sur la touche », « Les partenaires européens nient Van den Broek » : les « unes » de la presse du matin avaient donné le ton lundi. Le quotidien du soir « le NRC Handelsblad » a tiré sur mise à l'écart de la présidence de la CEE, estimant dans son éditorial que le duo Dumas-Genscher avait « définitivement tordu le cou à la présidence néerlandaise ». Dans la foulée des radios, le journal télévisé de 20 heures a affirmé que la France et l'Allemagne « cherchaient querelle aux Pays-Bas ».

« Ce qui vient de se passer est l'exemple typique de ce dont nous ne voulons pas pour l'Europe », a écrit « une entente intergouvernementale entre des pays soucieux de former un directeur pour la Communauté », a déclaré le porte-parole

de M. Van den Broek. Que la France et l'Allemagne aient eu besoin de préciser leur projet commun d'union politique européenne, les Pays-Bas l'admettent. Mais ils sont « outrés » par la manière cavalière dont elles ont organisé leur démarche.

Détournement de voiture

Contrairement à leur homologue britannique, mais conformément à une pratique qui leur est habituelle, MM. Dumas et Genscher « n'ont pas eu la politesse » d'attendre la fin de la conférence de presse de MM. Van den Broek et Delors, à l'issue de la réunion informelle de ce week-end pour s'adresser aux journalistes. La Haye le leur avait pourtant demandé, mais le ministre français, notamment, s'y serait certainement refusé, selon une source néerlandaise.

MM. Dumas et Genscher auraient même essayé de « détourner » la voiture réservée aux présidents de la Communauté et de la Commission pour arriver les premiers à l'hôtel où étaient réunis les journalistes et s'emparer de la grande salle de presse. La manœuvre fut déjouée à temps - mais au prix de quelle bousculade !

Les ministres français et allemands n'avaient informé de leur projet aucun de leurs collègues, ni pendant les discussions du week-end, ni au cours du déjeuner de clôture. Sur la forme, l'indélicatesse de la démarche est blessante mais les Néerlandais, qui, selon l'expres-

sion d'un diplomate français, ont « le cuir dur » s'en accommoderaient presque : « La France et l'Allemagne ont sans doute voulu organiser la riposte au document anglo-italien tout en nous portant un coup. »

Sur le fond, en revanche, les Néerlandais sont interloqués : si Paris et Bonn ont bien invité d'autres États membres à s'associer à leur réunion de vendredi prochain, ils l'ont fait en des termes ambigus - M. Dumas a convié « les États voulant faire du sommet de Maastricht un succès » - et surtout en dépit des accords passés quelques heures plus tôt : « Les ministres venaient de décider de renvoyer à leurs représentants permanents la poursuite des négociations », fait-on valoir aux Pays-Bas.

En conséquence, La Haye estime que la réunion de Paris « sort du cadre institutionnel prévu » et que en l'organisant, la France et l'Allemagne s'arrogent les prérogatives de la présidence. Soucieux de pousser les feux de l'union politique à douze et inquiets du retard pris par les négociations, Paris et Bonn ont-ils décidé de faire des Pays-Bas leur souffre-douleur ou simplement commis une maladresse ? La réaction des Néerlandais, qu'un fonctionnaire de la Commission juge « par certains égards excessive », s'explique aussi par une méfiance viscérale à l'égard des grands pays volontiers considérés comme dominants. Les fées qui se penchent sur le berceau de Maastricht paraissent en tout cas bien mal inspirées.

CHRISTIAN CHARTIER

## PROCHE-ORIENT

ISRAËL : les conditions de M. Shamir pour la conférence de paix

### Jérusalem se retirera de la négociation si la délégation palestinienne se réclame de l'OLP

JÉRUSALEM

de notre correspondant

« Comme nous l'avons dit à nos interlocuteurs américains, et comme ils en sont d'accord, à aucun moment l'organisation terroriste de l'OLP ne doit mettre le pied dans le processus de paix. » Quand il s'agit de la prochaine conférence de paix que les États Unis tentent de mettre sur pied pour la fin de ce mois, les discours du premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, ne brillent pas vraiment par l'originalité. Toutefois, si la longue déclaration politique prononcée lundi 7 octobre à la Knesset pour l'ouverture de la session parlementaire d'hiver ne contenait rien de bien nouveau sur le fond, elle avait le mérite d'entrer véritablement, et pour la première fois, dans le détail des futures négociations.

Le premier ministre a d'abord voulu rassurer les partisans du « Grand Israël » qui craignent l'abandon, même partiel, des grands principes et, surtout, des territoires occupés. M. Shamir a donc réitéré les conditions draconiennes auxquelles il a accepté de participer et il a dressé le cadre étroit à l'intérieur duquel, selon lui, les entretiens devront obligatoirement prendre place.

D'abord, la délégation palestinienne - dont l'OLP et le gouvernement jordanien discutent, en ce moment même à Amman, l'éventuelle composition, et que M. Shamir appelle « l'élément palestinien de la délégation jordan-palestinienne » - cette délégation devra être « agréée » par Jérusalem

« avant » le début des négociations. On discerne mal comment le chef du Likoud pourra obtenir satisfaction sur ce point puisque la partie palestinienne, elle, ne cesse de répéter que la composition de sa délégation est entièrement de son ressort : M. Fayçal Hussein et M. Hanane Ashraoui l'ont encore fait savoir dimanche soir à leur retour de Londres et ils le rediront cette semaine à Washington lors de leur onzième rencontre avec M. James Baker.

« En aucun cas » la liste des noms retenus ne sera soumise à Jérusalem, affirme avec force les négociateurs israéliens. Mais cela est affaire de diplomatie et il n'est pas exclu qu'un artifice soit trouvé qui permettra à chacun de crier victoire.

« Dans leurs cœurs »

En tout état de cause, a menacé M. Shamir, si, « à un moment quelconque des entretiens, ladite délégation annonce qu'elle a été choisie par - ou qu'elle représente - l'organisation terroriste OLP », Israël mettra fin aux discussions. Personne ne pourra nous en empêcher, a-t-il laissé entendre le premier ministre, puisqu'il est entendu que les parrains de la conférence - Américains et Soviétiques - « n'auront aucun pouvoir quelconque » sur le déroulement des entretiens.

Et M. Shamir de définir, en trois points précis, le programme. Après la conférence proprement dite, ce que le premier ministre appelle « l'ouverture cérémoniale »

des négociations, où les participants et les parrains se retrouveront tous ensemble « pour faire des discours », et ce « pendant un ou deux jours », Israël mènera, en commissions directes et bilatérales, « des négociations directes et bilatérales avec chacun de ses voisins pour parvenir à un accord contractuel de paix ».

Deuxième point, « Israël conduira des pourparlers avec la délégation jordan-palestinienne (...) en vue de parvenir à un accord intérimaire de cinq ans, qui conduira à la réalisation du programme d'autonomie (des territoires occupés), conformément aux accords de Camp David ». Troisième et dernier point : Israël « participera aux assemblées régionales et multilatérales (avec ses voisins arabes) », mais seulement pour discuter « de sujets d'intérêt communs tels que les réfugiés, les problèmes de l'eau, de l'environnement, de développement économique », etc.

En tout état de cause, a encore précisé le chef du gouvernement, si, pendant les rencontres bilatérales, les voisins d'Israël « ne soulèvent que la question des territoires occupés (occupés depuis 1967) pour la mettre au centre des discussions, nous saurons qu'ils ne sont venus que pour cela, nous saurons que leurs intentions ne sont pas dirigées vers la paix, et nous en tirerons les conclusions appropriées ». En clair, les pays arabes qui vont participer aux négociations devront démontrer qu'ils ont accepté, « dans leurs cœurs », l'existence d'Israël, avant d'espérer récupérer tout ou partie des territoires perdus.

PATRICE CLAUDE

Réunissant son conseil exécutif à Genève

### Le Haut-Commissariat aux réfugiés souligne la diminution de ses moyens financiers

GENÈVE

de notre correspondant

Le nombre de réfugiés dans le monde, qui atteindrait déjà le chiffre alarmant de 17 millions, ne cesse de croître, et les quarante-cinq membres du conseil exécutif du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) passeront en revue, lors de leur réunion à Genève du 7 au 12 octobre, les principaux problèmes que cela pose à la communauté internationale.

Dans son discours d'ouverture, le haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés, M. Sadako Ogata (Japon), a appelé les chefs d'Etat et de gouvernement du monde entier à combattre la « montée angoissante » de la xénophobie dans de trop nombreux pays - sans préciser toutefois que c'est surtout dans les pays nantis qu'elle se manifeste principalement à l'égard de ceux qui viennent d'un pays pauvre.

M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, représentant la France, a constaté que « les égoïsmes nationaux se renforcent. (...) La xénophobie, le racisme et l'antisémitisme, ces cancers du genre humain, prennent à nouveau de l'ampleur. Nous devons rester vigilants et renforcer les institutions et les instruments internationaux qui servent de barrières à ces débordements ».

Il a rappelé, après avoir évoqué entre autres la situation dans la corne de l'Afrique, en Amérique centrale, en Asie, particulièrement au Cambodge, et dans les pays du Golfe, que « le statut de réfugié est théoriquement un état transitoire. Un réfugié doit pouvoir, et sans doute devrait-il vouloir, regagner son pays dès lors que les conditions seraient redevenues normales et qu'il n'y risquerait plus sa vie ou sa liberté. Ces conditions s'appellent démocratie et tolérance ». Lors de « situations de détresse » l'aide apportée aux réfugiés par les diverses organisations humanitaires doit être coordonnée, comme dans les autres cas d'action internationale. Mais, surtout, tous les États devraient, selon M. Kouchner, avoir l'obligation de faciliter l'accès de ces organisations aux victimes.

Au cours de la session, il sera question des difficultés budgétaires croissantes du HCR, alors que les pays donateurs ont tendance à resserrer les cordons de la bourse. Cette institution ne subsiste en effet que grâce à des contributions volontaires, contrairement à la

majorité des autres organes onusiens. Selon M. Ogata, le plan d'action pour 1992 devrait comporter trois axes principaux : l'amélioration de la capacité d'intervention du HCR en cas d'urgence, des « mesures préventives » dans les pays d'origine des exilés, et leur rapatriement « librement consenti ».

Sur ce dernier point, nombre d'observateurs demeurent sceptiques car quelles garanties peuvent être données qu'aucune pression n'est exercée sur les intéressés pour obtenir leur consentement et que leur protection matérielle et morale sera assurée dans leur patrie ?

ISABELLE VICHNIAC

## EN BREF

□ Le chef d'état-major soviétique en visite en France. - Le chef de l'état-major général des forces soviétiques, le général Vladimir Lobov, sera en visite officielle en France du lundi 14 au vendredi 18 octobre, sur l'invitation de son homologue français, l'amiral Jacques Lanxade. A l'origine, cette invitation avait été adressée au général Mikhail Moïseïev, chef de l'état-major soviétique avant le putsch de l'été dernier.

□ Le chef d'état-major français participe à un séminaire européen sur les doctrines militaires. - L'amiral Jacques Lanxade participe mardi 8 et mercredi 9 octobre, à Vienne, à un séminaire sur les doctrines militaires dans le cadre des négociations sur les mesures de confiance et de sécurité qui rassemblent les pays membres de la CSCE. C'est le seul chef d'état-major d'un grand pays occidental à prendre part à cette réunion qui se poursuivra jusqu'au 18 octobre.

□ AFRIQUE DU SUD : dix-huit tués lors d'une embuscade. - La police a annoncé qu'au moins dix-huit personnes ont été tuées, lundi 7 octobre, lors d'une embuscade tendue au retour des funérailles du responsable du Congrès national africain (ANC), Sam Ntuli, dans la cité de Tokomo, proche de Johannesburg. - (AFP)

□ BURKINA : le président Compaoré dispose à organiser un référendum. - Plus de dix mille personnes ont manifesté, lundi 7 octobre, à Ouagadougou, pour exiger la convocation d'une conférence nationale, bien que la veille le président Blaise Compaoré ait envisagé l'organisation d'un référendum sur l'avenir institutionnel du pays. La Coordination des forces démocratiques du Burkina (CFD), qui rassemble vingt partis de l'opposition a fait savoir lundi qu'elle n'était « pas contre » l'idée d'une telle consultation, mais qu'elle demanderait des garanties sur sa régularité. - (AFP)

□ CAMEROUN : un policier tué à Douala. - Un policier en civil a été tué, dimanche 6 octobre, dans le port de Douala, au cours des funérailles d'un homme tué par la police deux semaines auparavant, ont rapporté, lundi, des témoins.

□ IRAN : un Américain libéré après cinq ans de détention. - Le gouvernement iranien a libéré, lundi 7 octobre, M. Jon Patis, un ingénieur américain emprisonné depuis cinq ans pour espionnage au profit de la CIA, ont annoncé des responsables américains à Washington. M. Patis travaillait à la principale station de satellites à Assadabad. Il avait été arrêté lors d'un bombardement irakien, en 1986, et avait été condamné à dix ans de prison en 1987 par un tribunal révolutionnaire. - (AP)

□ IRLANDE DU NORD : un ministre britannique échappé à une tentative d'attentat. - Une bombe a été découverte, lundi soir 7 octobre, dans un bâtiment officiel de Belfast que devait inaugurer plus

tôt dans la journée le ministre britannique chargé de l'Irlande du Nord, M. Peter Brooke. L'engin, composé de 10 kilos de Semtex, a été découvert, lundi peu avant minuit, après quinze heures de recherches dans un nouvel immeuble des impôts à Dorchester House, au centre de Belfast.

□ MAROC : appel en faveur de la libération des militaires prisonniers. - L'Organisation marocaine des droits de l'homme (OMDH) a demandé, lundi 7 octobre, dans un communiqué, au gouvernement de libérer tous les militaires emprisonnés pour avoir participé aux tentatives de coup d'Etat de 1971 et 1972. « La plupart des détenus ont purgé depuis longtemps les peines auxquelles ils ont été condamnés, de sorte que leur détention revêt le caractère d'une séquestration arbitraire », précise l'OMDH. 106 membres des forces armées ont été emprisonnés après les putschs manqués et condamnés à des peines allant de trois ans de prison à la réclusion à perpétuité. - (Reuters)

## VOL QUOTIDIEN PARIS-TORONTO

SUR UN VOL HEBDOMADAIRE VOUS MULTIPLIEZ PAR SEPT VOS CHANCES D'ATTENDRE.

SUR AIR CANADA VOUS AVEZ SEPT CHANCES SUR SEPT DE PARTIR QUAND VOUS VOULEZ.



Pour tous ceux qui détestent les contraintes d'un vol hebdomadaire, nous multiplions par sept les chances de ne jamais être créant un nouveau vol quotidien Paris-Toronto, après celui

inauguré sur Paris-Montreal, Air Canada innove et démontre qu'il en était encore besoin son leadership sur le marché France-Canada. Un vol quotidien ne signifie pas pour autant une division

des prestations, bien au contraire. Un Ficti-met est servi pour la première classe et la classe affaires. Le confort, l'accueil et l'hospitalité sont toujours à la hauteur de la réputation Air Canada.

Voyager à bord d'un vol Air Canada, c'est de plus en plus une bouffée d'air frais, car nous vous rappelons que tous nos vols sont non-fumeur.

UNE BOUFFÉE D'AIR FRAIS

Air Canada

## AMÉRIQUES

HAÏTI : dans un climat de violences et de panique

## Les putschistes ont forcé le Parlement à élire un président par intérim

Sous la menace des blindés et de plus d'une centaine de soldats vociférants, le parlement haïtien a été contraint de voter, lundi 7 octobre, la destitution du président Jean-Bertrand Aristide et son remplacement, à titre provisoire, par le doyen de la Cour de cassation, M. Joseph Nerette. Par ailleurs, le maire de Port-au-Prince, M. Evans

Paul, qui s'apprêtait à se rendre à Caracas pour y rencontrer le Père Aristide, a été arrêté par des militaires. Ces derniers ont investi l'aéroport de la capitale où se déroulait une rencontre - la troisième depuis le coup d'Etat - entre une délégation de l'Organisation des États américains (OEA) et les putschistes dirigés par le général Raoul

Cédras. Dans un climat de panique, la délégation, qui a refusé de reconnaître le président intérimaire, a quitté précipitamment Port-au-Prince pour regagner Washington, où une réunion de l'OEA devait se tenir mardi.

Plusieurs pays, dont le Venezuela et l'Argentine, se sont prononcés pour l'envoi d'une force

d'intervention, tandis que d'autres, comme le Mexique et l'Uruguay, s'y sont déclarés opposés. Le porte-parole du Quai d'Orsay a indiqué mardi que la France « ne pouvait que condamner » le « coup d'Etat pseudo-constitutionnel » de la veille à Haïti. Les putschistes « s'enfoncent toujours un peu plus dans l'illégitimité », a-t-il ajouté.

## HAÏTI

de notre envoyé spécial

La tension est brutalement remontée en début d'après-midi, lundi, lorsqu'un détachement de plus d'une centaine de soldats, accompagnés de blindés, a investi le bâtiment abritant le Parlement. Des soldats d'une des unités réputées les plus dures se sont mis à tirer dans tous les sens en fusillant « les maquisards des politiciens ». On voit un nouveau président dès ce soir. Peu importe s'il s'agit d'un chien, hurle l'un d'entre eux, transpirant à grosses gouttes sous son casque.

Une partie des élus appartenant aux formations de gauche avait décidé dans la matinée de refuser la nomination du juge Nerette à la présidence par intérim et de s'en tenir à l'application de la constitution, dont l'article 148 prévoit que le premier ministre remplace le président, si celui-ci se trouve dans l'impossibilité temporaire d'exercer ses fonctions. Ce changement d'attitude d'une partie des élus, qui, la veille, penchaient pour une présidence provisoire, a provoqué la fureur des militaires. « Ils nous ont menacé de faire sauter le Parlement si on ne votait pas », déclare, livide et encore tremblant, un sénateur du Front national pour le

changement et la démocratie (FNCD), formation qui avait soutenu la candidature du Père Aristide à l'élection présidentielle de décembre dernier.

Peu après, l'aéroport de la capitale, où les envoyés de l'Organisation des États américains (OEA) tenaient une réunion orageuse avec le général Cédras et une délégation parlementaire, était brutalement envahi par une horde de soldats à la recherche de M. Evans Paul, le maire de Port-au-Prince, qui s'était publiquement prononcé en faveur du retour du président Aristide.

## « Nous tuons tout le monde »

En compagnie de quatre autres dirigeants, MM. Marc Bazin (centriste), Victor Benoit (social-démocrate), Serge Gilles (social-démocrate) et René Théodore (communiste), M. Paul venait d'être invité par le président Carlos Andres Perez à se rendre au Venezuela. Alors qu'il attendait l'avion envoyé par ce pays, M. Paul, l'un des hommes politiques les plus populaires d'Haïti, a été arrêté et violemment frappé. Il a été emmené vers une destination inconnue par des hommes de l'unité qui avait déclenché le coup d'Etat il y a huit jours. Dans la soirée de lundi,

les proches du maire de la capitale étaient toujours sans nouvelles de lui et craignaient pour sa vie.

« Si Aristide revient, il sera considéré comme mort. Nous brûlerons le pays et tuons tout le monde », criait un soldat, tandis que les députés de l'OEA, inquiets, regagnaient l'avion qui allait les ramener à Washington. Toute la journée, les speakers balourdés de la radio nationale - la seule qui émette encore, sous le contrôle des militaires - avaient affirmé que le général Cédras ne négocierait pas le retour du Père Aristide et que les États-Unis avaient pris leurs distances avec le président Aristide.

Ces derniers jours, les militaires, de concert avec plusieurs politiciens désireux de récupérer des postes de ministre et de haut fonctionnaire, n'ont cessé de mettre en avant les erreurs et les excès du Père Aristide, ainsi que l'intolérance de certains de ses partisans. Ils ont fait chorus avec certains représentants des classes les plus favorisées, qui n'avaient jamais accepté le résultat d'élections remportées pour la première fois par le candidat des masses noires et misérables, à travers un processus supervisé par les Nations Unies. Deux jours avant le coup d'Etat du 30 septembre, le Père Aristide avait prononcé un virulent discours contre cette « bourgeoisie », qu'il avait accusée de ne pas

faire assez de sacrifices pour aider le pays à sortir de la misère.

Fort de ses 70 % de voix obtenues dès le premier tour de l'élection de décembre dernier, le président Aristide avait d'autre part négligé les députés et les sénateurs, pour la plupart difficilement élus lors d'un deuxième tour marqué par une forte abstention.

## Le « supplice du Père Lebrun »

Les représentants des formations politiques qui l'avaient soutenu ne faisaient pas partie de son gouvernement, composé surtout d'intellectuels modérés. Plus grave, les groupes populaires se réclamant de « Lavalas », le mouvement extra-parlementaire appuyé par le président Aristide, avaient, à plusieurs reprises, menacé les élus, jugés trop critiques à l'égard du gouvernement, du supplice du « Père Lebrun » (père enflamé au cou de la victime). « C'est vrai qu'il y a eu une mauvaise gestion de l'espace démocratique, mais cela ne justifie absolument pas que l'armée commette des massacres et dépose un président démocratiquement élu », avait souligné au cours du week-end dernier M. Paul, qui, bien que partisan du Père Aristide, a eu lui-même

malice à partir avec les « Lavalas » au cours des derniers mois.

Le chef des putschistes, le général (militaire) Raoul Cédras, a répété que l'armée ne veut pas conserver le pouvoir. Les militaires ont dû passer à l'action, pour, dit-il, « sauver le pays de la dictature que le Père Aristide menaçait d'imposer ». Le général Cédras affirme avoir été entraîné par la base de l'armée qui n'acceptait pas, selon lui, la création d'une « milice privée » (unité chargée de la protection du président Aristide, pour la formation de laquelle des instructeurs français et suisses avaient été envoyés à Port-au-Prince). « Ce n'est qu'un prétexte. Les auteurs du putsch n'ont jamais accepté que nous nous attaquions au trafic de drogue, à la contrebande et à un trafic d'influence, dont les soldats n'étaient pas les premiers bénéficiaires », nous a déclaré le premier ministre du président Aristide, M. René Préval, réfugié dans la clandestinité depuis le coup d'Etat.

A La Saline, un des bidonvilles les plus misérables du bas de la capitale, la population s'est prononcée lundi sans équivoque en faveur d'une intervention étrangère pour faciliter le retour du président Aristide. « Si Tildé ne revient pas, ce sera honteux aux yeux de l'opinion internationale qui nous a aidés à l'élection », a-t-il

aucune raison de m'opposer à une intervention étrangère, quand ce sont des soldats haïtiens qui viennent nous tuer toutes les nuits », s'écriait Daniel, un jeune chômeur, bruyamment approuvé par le groupe qui s'était formé autour de journalistes étrangers. Terrorisés et affamés, beaucoup d'habitants de La Saline et d'autres quartiers populaires fuient vers les campagnes.

JEAN-MICHEL CAROIT

Un appel d'intellectuels de la diaspora. - Sept créateurs et intellectuels haïtiens, vivant en France pour la plupart, ont lancé, lundi 7 octobre à Paris, un appel pour le rétablissement de la légitimité constitutionnelle en Haïti et le retour du Père Aristide à la présidence. « On croyait en avoir fini avec ce long bail qu'Haïti semble avoir signé avec la dictature. Force est de constater que les militaires haïtiens n'ont pas encore compris ce fait (...). Le nouvel état de choses est dramatique et doit réveiller toute conscience. Il faut s'interdire le silence devant l'épouvantable », dit le texte signé par M. Toto Bissonnette et MM. Jean-Claude Charles, René Depestre, Jean Métellus, Leslie Pèan, Raoul Peck et Hervé Télémaque.

## La CIA règle ses comptes

Suite de la première page

Depuis quinze jours, les grands journaux consacrent au minimum deux à trois pages pleines sur l'affaire : reportages et publication intégrale des textes soumis à la commission.

Ce grand déballage ne se fait pas sur le mode de la discussion universitaire. C'est une querelle féroce entre deux groupes d'analystes à la CIA (et ailleurs dans le gouvernement), une discussion amère sur une époque qui, à l'apparement, laisse la centrale de renseignement américaine aussi divisée que démolie. L'affaire n'a rien de ces subtilités et souterraines batailles de services chères à John Le Carré : ce qui se joue devant la commission, a dit un sénateur, c'est « Règlement de comptes à O.K. Corral ».

## Rapports « tronqués, réécrits, manipulés »

Les accusations portées sont graves. Plusieurs anciens analystes de la CIA, appuyés par certains collègues encore en fonction, sont venus dire à la commission que le rôle de la centrale avait été perverti durant les années 80. Sous la direction de son chef de l'époque, William Casey (mort en 1987), et de M. Gates, en charge de la division des analyses, les analystes ont écrit, au numéro deux de l'agence, entre 1986 et 1988, les rapports étaient tronqués, réécrits, manipulés avec un objectif très clair : donner à l'URSS l'image la pire qui soit, afin de justifier la politique de Ronald Reagan.

Autrement dit, la direction de la CIA, acquise aux convictions réaganistes sur l'URSS, devançait les souhaits de la Maison Blanche. Elle tronquait aussi le travail de ses analystes pour pouvoir défendre la politique de l'administration devant le Congrès. William Casey et Robert Gates sont accusés d'avoir fait régner un climat d'intimidation tel que les analystes n'osaient plus leur soumettre que des « papiers » allant dans le sens des orientations de la direction.

Dans le psychodrame qui se joue devant la commission du Sénat, quatre interventions ont été particulièrement dévastatrices. Harold Ford (treize ans de CIA) est venu dire que M. Gates avait « manipulé le travail des analystes ». Melvin Goodman, ancien analyste de haut rang chargé des questions soviétiques, a affirmé que « Gates s'alignait sur les convictions de Casey [il] avait corrompu et les méthodes et la morale du travail de renseignement sur les affaires soviétiques ». Jennifer Glaucomana, elle aussi ancienne analyste de haut rang, a dénoncé « la prostitution » de sa fonction durant cette époque. Dou-

glas Mac Eachin, chef de la section du désarmement à l'agence, a déclaré que la direction Casey-Gates avait laissé un détestable climat de divisions idéologiques au sein de la CIA.

Les interventions du couple Casey-Gates sur la « copie de leurs

qu'au moins une demi-douzaine d'analystes ont pu le faire. L'agence, a déclaré, était devenue dans les années 80, préférant démissionner plutôt que subir la tutelle du couple Casey-Gates.

La tendance était également à voir la main du KGB derrière la plupart des opérations terroristes commises ces années-là. Devant la commission du Sénat, un des épisodes les plus explosifs a été l'évocation de la tentative d'assassinat commise contre le pape Jean-Paul II en mai 1981. Si l'on comprend bien les longues et confuses heures de débat consacrées à cette affaire, William Casey était convaincu que

M. David Whipple, ancien responsable de la CIA, aujourd'hui retraité, et qui était auprès de William Casey l'analyste des affaires de terrorisme de 1983 à 1985. M. Whipple se souvient des auditions devant le Congrès, au cours desquelles Casey attribuait nombre d'opérations terroristes au KGB. Casey quittait ensuite la salle, invoquant des raisons liées au travail pour se faire excuser, et il ne fallait alors avec le plus de tact possible, dit M. Whipple, essayer de laisser aux commissions du Congrès le sentiment qu'il n'était pas toujours possible de prouver la culpabilité des Soviétiques et qu'il était vraisemblable qu'ils n'y étaient souvent pour rien.

## « Trouver un prétexte »

Toujours revus et corrigés par Robert Gates, les documents de la CIA de cette époque dénotent un danger de pénétration soviétique en Iran. Ils suggèrent de vendre des armes à la République islamique, alors en guerre contre l'Irak, afin de renforcer un prétendu camp « modéré » à Téhéran. Devant la commission du renseignement du Sénat, d'anciens analystes ont expliqué ces jours derniers que les passages de leur travail mentionnant, au contraire, l'extrême réticence des ayatollahs à développer les relations avec l'URSS et donc l'improbabilité d'une pénétration soviétique en Iran, avaient été purement et simplement supprimés.

Robert Gates a plaidé coupable. Il a reconnu qu'il s'était agi, à l'époque, de trouver un prétexte pour vendre des armes à l'Iran - ce qui était interdit - afin d'obtenir la

libération des Américains retenus en otage à Beyrouth par des groupes de chiites libanais pro-iraniens. L'URSS n'avait pas grand-chose à voir dans l'affaire.

M. Gates se défend d'avoir « politisé » la CIA durant les années 80. Il explique qu'il avait trouvé, à son arrivée à la direction des analyses soviétiques, un département d'intellectuels complaisants et arrogants qui ne jugeaient pas utile de répondre aux questions sincères que les dirigeants politiques se posaient sur l'URSS. Il assure qu'il a bousculé les habitudes et les hiérarchies et que c'est sans doute cela qu'on ne lui pardonne pas. Il conclut : « Je ne suis peut-être pas populaire, mais la désignation du directeur de la CIA n'est pas un concours de popularité ».

Les sept sénateurs républicains de la commission accusent leurs collègues démocrates de « macabritisme », de vouloir « politiser » le processus de désignation du directeur de la CIA. Dans cette affaire, affirment-ils, les démocrates veulent en fait prendre une grosse revanche sur les années Reagan et se comporter en « mauvais perdants ». Ce serait le président Reagan qui, en poussant les Soviétiques dans leurs

derniers retranchements, en les forçant à une course aux armements qui les laissera exsangues, aurait gagné les dernières batailles de la guerre froide. C'est sa politique de confrontation qui aurait forcé les dernières défenses de l'URSS et ébranlé le système soviétique, en exacerbant ses contradictions internes.

William Casey et Robert Gates avaient peut-être une vision extrêmement pessimiste de l'URSS. Mais le New York Times cite aussi des « sources indépendantes » qui assurent que les soviétiques de la CIA avaient, eux, une vision « plutôt optimiste » des Soviétiques, pour ne pas dire angélique. Ils auraient développé une conception très « désidéologisée » de l'URSS, présentée comme une grande puissance avec une tendance naturelle à l'expansionnisme mais aussi le sens de ses responsabilités mondiales.

En vendant sa décision, à la mi-octobre sur la nomination de M. Gates, le Sénat rendra aussi, indirectement, un jugement sur ce qu'était, selon lui, l'URSS des années 80.

ALAIN FRACHON



services auraient eu pour résultat que la CIA décrivait l'URSS comme un monstre surpuissant, presque sans faille, ayant des visées expansionnistes sur toute la planète et contre lequel aucun effort ne devait être épargné : surarmement américain, « guerre des étoiles » chère à M. Reagan, lutte contre la pénétration soviétique en Amérique centrale, etc.

A en croire les contempteurs de M. Gates, la plus grosse bourde commise dans ce climat idéologique aurait été une constante surestimation d'une économie soviétique décriée par la CIA comme étant beaucoup plus performante qu'elle ne l'était en réalité.

## Le KGB trop souvent incriminé

Deuxième gros « ratage » : Mikhaïl Gorbatchev, toujours surestimé, jamais compris, présenté comme un secrétaire général comme les autres, un peu plus dangereux peut-être, parce que doué d'un grand sens des relations publiques. L'agence n'aurait rien vu venir des bouleversements annoncés par la période gorbatchevienne au Kremlin. Le New York Times rapporte

l'URSS était derrière la tentative et que l'auteur du coup de feu contre le pape, le Téméraire, était manipulé par le KGB. Seulement, la documentation recueillie par la CIA n'était aucunement probante et, en 1985, Casey demandait un nouveau rapport qui penchait du côté qu'il souhaitait.

M. Gates intitule le document « La tentative d'assassinat commise par Ali Agca contre le pape, l'hypothèse de la piste soviétique » (« the case for soviet involvement »). Quelques lignes bien organisées permettent de distiller dans la presse occidentale - américaine et européenne - l'essentiel de ce travail. Quelques mois plus tard, rapporte le Washington Post, une autre équipe de l'agence affirme, dans un mémorandum, que les conclusions de la CIA sont entachées de « graves faiblesses » et que, contrairement à ce que laisse croire le document de M. Gates, un des directeurs adjoints de la maison, John Mac Mahon, était en fait « persuadé que la tentative d'assassinat ne portait aucune marque des Soviétiques ». Qui croire ? Aujourd'hui, M. Gates se dit « agnostique » sur la question.

Le New York Times cite le cas de

Un ancien responsable du département d'Etat incriminé dans l'affaire de l'Irlande. - M. Elliott Abrams, qui fut secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires inter-américaines de 1985 à 1989, a été incriminé, lundi 7 octobre, pour avoir dissimulé au Congrès le rôle du colonel Oliver North dans l'opération secrète de fourniture d'armes à la Contranicaraguayenne, alors qu'une telle aide était interdite. M. Abrams, qui a plaidé coupable, est par ailleurs accusé d'avoir caché une demande d'aide financière au sultan de Brunei au bénéfice de la Contra. Le jugement devrait être prononcé le 15 novembre. - (AFP, Reuter, UPI).

ERRATUM. - Dans l'article de notre correspondant à Lima, publié dans notre édition du dimanche 6-lundi 7 octobre et intitulé « Regain de tension entre le Pérou et l'Équateur à propos d'un conflit frontalier », il fallait lire, au dernier paragraphe : les garants du protocole de Rio-de-Janeiro signé en 1942 (et non en 1982, comme indiqué par erreur) entre les États-Unis, le Brésil, l'Argentine et le Chili (et non l'Équateur).

Dans « le Monde diplomatique » d'octobre

## L'Europe impuissante

Deux ans après l'effondrement du mur de Berlin, un an après l'unification allemande, l'architecture de l'Europe nouvelle reste à dessiner. La CEE se divise face aux nouveaux équilibres qui s'esquissent et aux demandes multiples d'adhésion. La crise yougoslave, qui pourrait préfigurer d'autres explosions à l'Est, révèle, en particulier, l'impuissance de l'Europe. Dans le Monde diplomatique du mois d'octobre, Bernard Cassen analyse les causes de cette impuissance tandis que Bernard Frederick, Marc Ferro, John Berger, Marie Lavigne et Alain Gresh examinent les évolutions en URSS et dans les anciens pays socialistes.

On lira, d'autre part, un reportage de Simons Bitron sur les rancœurs et les craintes que font naître au sein des communistes orientaux d'Israël l'arrivée massive de Juifs soviétiques. La fin des conflits dans cette région reste bien hypothétique à la veille de l'ouverture d'une conférence de paix qui devra se prononcer sur les droits des Palestiniens. « Les événements de l'Est, remarque Ignacio Ramonet, ont rappelé qu'on n'efface pas les peuples », aussi, n'est-il pas vain de vouloir « effacer » les Palestiniens ?

Un ordre mondial plus juste passe aussi par une nouvelle conception du développement. Auteur des Vagues ouvertes de l'Amérique latine, l'écrivain Eduardo Galeano évoque les égarments de la modernité et le cauchemar d'un développement qui « méprise la vie et adore les choses ». Michel Chossudovsky décrit l'écrasement des Péruviens dans un Pérou « ajusté ». Tandis que Jacques Decroix s'interroge sur une pensée en clips qui célèbre la fin du communisme mais se révèle incapable d'évaluer les ravages du capitalisme.

Dans ce même numéro : Philippe Bacqué et Michel Rojo montrent comment Madrid favorise le réveil andalou ; Juan Goytisolo évoque la stagnation de la culture en Espagne ; Philippe Leymarie analyse les récents événements de Madagascar ; Denis Clerc se demande pourquoi on crée « thero » sur le salaire minimum ; et Frédéric F. Chalmers décrit la puissance (et la crise) des géants américains de l'assurance.

Egalement au sommaire : une nouvelle, « Le bonheur à nos pieds » (Bernard Liberté), où l'on découvre que la « raison rationnelle » est la meilleure cause des troubles de la raison.

En vente chez les marchands de journaux, 18 F.



## ASIE

CHINE : à l'occasion de la visite officielle du maréchal Kim Il-sung

### Pékin cherche à convaincre la Corée du Nord de s'ouvrir aux capitaux étrangers

Les entretiens du maréchal Kim Il-sung, chef de l'Etat et du parti de la Corée du Nord, en visite officielle en Chine depuis le 4 octobre, paraissent avoir donné lieu à des désaccords entre les deux alliés socialistes pourtant unis par une volonté commune de résister à la faillite de leur idéologie.

PEKIN

de notre correspondant

Le maréchal Kim Il-sung, un des derniers dictateurs communistes du monde, ne supporte pas l'avion et voyage toujours en train spécial. A Pékin, cela aura au moins évité à ses hôtes de lui imposer la vision des innombrables panneaux portant des publicités pour les marques sud-coréennes qui ont fleuri, depuis sa dernière visite officielle, dans et autour de l'aéroport de la capitale chinoise, l'un d'eux vantant la Korean Air, à l'endroit même où s'affichait jadis un slogan à la gloire du socialisme tiers-mondiste.

Difficile de ne pas noter d'embellie la fraîcheur des comptes-rendus officiels sur cette trente-neuvième visite du « Grand Leader » (le chiffre, révélé par la presse de Pékin, inclut de nombreuses visites secrètes). Manifestement, les entretiens ne se sont pas déroulés sur le mode militant et fraternel d'autrefois.

Sans le dire publiquement, la Chine n'a pu qu'applaudir à M. Kim Il-sung sa « faiblesse » avec le régime sud-coréen et son désir, de plus en plus visible, de normaliser ses relations diplomatiques avec Séoul : quelques jours plus tôt, les ministres sud-coréens et chinois des affaires étrangères s'étaient rencontrés à New-York, en marge des travaux des Nations unies. Les discussions « ont porté » sur les échanges économiques bilatéraux (5 milliards de dollars dans les deux sens cette année, contre 3,8 milliards l'an dernier), mais aussi sur le problème politique de la péninsule coréenne, et donc la question centrale du programme nucléaire du nord.

#### Plusieurs anomalies

M. Qian Qichen, le ministre chinois, passe pour avoir exprimé une sorte de soutien à l'exigence du Japon, de la Corée du Sud et des Etats-Unis, de voir Pyongyang accepter de soumettre ses équipements militaires aux inspections de l'Agence internationale de l'énergie atomique. La Corée du Nord, qui a par ailleurs notament acquis sur le marché nucléaire non officiel des bribes de technologie française, s'y est jusqu'à présent refusé.

Les comptes-rendus officiels de la visite présentent plusieurs anomalies : aucune référence n'y est faite à l'idéologie commune, ni à la guerre de Corée, des silences qui s'ajoutent à l'absence remarquée, au départ du Grand Leader pour la province chinoise du chef en titre du Parti communiste chinois, M. Jiang Zemin, qui était pourtant venu l'accueillir en gare de Pékin.

AFGHANISTAN : Percée de la résistance. - La guérilla a ouvert plusieurs brèches vers l'importante ville de Gardes qu'elle assiège, à une centaine de kilomètres au sud de Kaboul, a annoncé l'agence de presse Midia. Cet organe du régime du président Najibullah cite le commandant Jalaluddin Haqqani, qui avait déjà dirigé la prise de Khost en mars dernier. Par ailleurs, les factions islamistes « dures » ont refusé, le lundi 7 octobre, de participer à une réunion nationale proposée

Cette claque protocolaire contraste avec le tapis rouge déroulé par la Chine devant son hôte au début de sa visite, de même que la mollesse de son soutien - autrefois promis à Pyongyang comme « indéfectible ».

Parti dimanche pour la province du Shandong (dans le nord-est), M. Kim Il-sung devait visiter plusieurs de ces zones économiques spéciales où la « supériorité du socialisme » chinois prend la forme d'un capitalisme novateur. Il s'agit pour Pékin de convaincre le chef du régime de Pyongyang, abandonné par son ancien co-allié russe, d'ouvrir à son tour son économie aux capitaux étrangers.

Car si le régime nord-coréen reste au moins aussi inflexible que la direction chinoise actuelle sur les dogmes politiques, ses moyens économiques ne sont plus à la hauteur des besoins. Un diplomate nord-coréen qui avait fait défection en mai dernier a récemment décrit, dans une conférence de presse tenue à Séoul, une économie nord-coréenne frappée de pénuries, dans laquelle l'industrie ne parvient plus à s'approvisionner en matières premières et où certaines usines ne tournent plus que pour les visites d'inspection de hauts dirigeants ou la venue de dignitaires étrangers.

#### Pragmatisme géopolitique

Cette situation n'empêchait pas, en septembre, l'organe du Parti des travailleurs (communiste) nord-coréen, le *Rodong Sinmun*, d'entendre à travers le pays « la clameur des victoires socialistes ». La population nord-coréenne, y lisait-on, « est profondément convaincue de la justice de son cheminement sur la voie à sens unique du socialisme ». Mais moins d'un mois plus tard, le journal a salué le quarante-deuxième anniversaire de la Chine populaire en louant ses efforts en vue d'« approfondir les réformes et l'ouverture sur le monde extérieur », un commentaire qu'on n'avait pas encore entendu de la part des communistes de Pyongyang sur les aspects pragmatiques de la politique chinoise.

Selon la Chine, un travail de pionnier est effectué, en matière de libéralisation économique, par une centaine de sociétés à capitaux mixtes existant déjà en Corée du Nord. Les trois quarts d'entre elles appartiennent à des Japonais d'origine coréenne, pour un investissement de 90 millions de dollars, et produisent principalement des textiles et de l'agro-alimentaire.

On compte également, selon Pékin, « presque dix » joint-ventures sino-coréennes, dont deux restaurants. Le régime de Pyongyang a également dressé des plans pour faire de la région située au point de rencontre des frontières chinoise et soviétique une zone économique spéciale à la chinoise. Seul hic dans ce beau rêve : l'absence totale, pour le moment, de financement.

C'est avant tout pour des raisons de pragmatisme géopolitique que les Chinois ménagent encore un peu Pyongyang : ils ne veulent à aucun prix voir s'effondrer économiquement à leur porte une Corée du Nord qui serait « rache-

tée » par le Sud selon le schéma intervenu en Allemagne. Ils avaient donné 150 millions de dollars à la Corée du Nord en assistance économique d'urgence l'an dernier. On ignore si M. Kim Il-sung repart avec une nouvelle enveloppe, mais les difficultés financières de la Chine interdisent à celle-ci de multiplier les largesses à un moment où l'on soupçonne certains responsables de Pyongyang de commencer timidement à réfléchir à l'avenir.

Le transfuge du ministère des affaires étrangères, M. Ko Yong-hwan, a estimé que le régime nord-coréen pourrait « s'effondrer de l'intérieur dans les cinq ans ». Ses révérences laissent soupçonner qu'il n'est pas le seul, au sein de la bureaucratie du « Pansori sur terre », à nourrir d'aussi noires pensées. La description qu'il a faite, par exemple, des habitudes alimentaires de M. Kim Jong-il, « cher leader » et fils héritier du maréchal Kim Il-sung, fait irrésistiblement penser à la cour de Ceausescu, de décadence mémoire roumaine.

Des responsables du Bureau de la garde générale sont envoyés à l'étranger, avec pour mission de se procurer, pour Kim Jong-il, du cognac Hennessy en France, des truites en Norvège, du caviar dans la mer Noire, et même, a-t-il ajouté, « du foie de requin bleu pêché au large de l'Angola » pour ses vertus parait-il préventives contre le cancer. Toutes friandises qui permettent au fils de Kim Il-sung de se sentir d'attaque à l'heure où il est impatiënt, disant-il récemment, d'« éliminer les manœuvres anti-socialistes des impérialistes et des réactionnaires afin de réaliser la réunification de la nation et la victoire finale de la cause socialiste et communiste ». En verre, la radio de Pyongyang a traité le transfuge de « déchet humain ».

FRANCIS DERON

### Exécution de quarante « grands criminels »

Quarante « grands criminels » accusés de meurtres, vols et vols ont été exécutés fin septembre à Chongqing, dans la province du Sichuan, dans le sud-ouest du pays, a annoncé la presse chinoise. Ils avaient été condamnés lors d'un procès collectif organisé le 20 septembre dans un grand stade de la ville, en présence de cinq mille personnes, parmi lesquelles de nombreux cadres. Chaque année, la fête nationale du 1<sup>er</sup> octobre est précédée de nombreuses exécutions de ce type. En 1990, soixante-cinq « criminels de droit commun » avaient ainsi péri en une seule journée de septembre, peu avant le début des grands Jeux asiatiques. Depuis lors, un millier de personnes ont été exécutées dans l'ensemble du pays. Selon la plupart des observateurs internationaux, les droits de la défense ne sont guère observés en Chine. Les condamnés sont tués d'une balle dans la nuque, et les frais de cette opération sont ensuite facturés à la famille. - (AFP)

Exécution d'otages au Cachemire. - Des rebelles musulmans en lutte pour l'indépendance du Cachemire ont exécuté quatre membres des forces de l'ordre qu'ils détenaient, a annoncé lundi 7 octobre un porte-parole des séparatistes. Les victimes avaient été enlevées le 28 juillet dernier. Les rebelles indiens avaient refusé de les échanger contre des militants emprisonnés. Plus de 3 600 personnes ont été tuées au Cachemire depuis que les rebelles y ont intensifié leur campagne, en janvier 1990. - (Reuters)

## AFRIQUE

### La crise politique s'aggrave en Algérie

Suite de la première page

La raison essentielle en est que les députés, élus en 1988 selon les règles d'une société régie par un parti unique, tentent, pour assurer leur réélection, de verrouiller le système électoral, oubliant que la même démarche avait, en juin, précipité les islamistes dans la rue et conduit à l'état de siège.

Depuis près d'un mois, le blocage est total. Dans la nuit de dimanche à lundi, d'ultimes négociations entre le gouvernement et la commission juridique ont permis d'arriver à un arrangement qui, lundi après-midi, le premier ministre devait prononcer à la tribune de l'Assemblée un discours qualifié d'« important » avant que les députés ne passent au vote. L'on savait l'affaire délicate, mais personne ne soupçonnait que l'on pourrait, une fois encore, reporter l'épreuve. En fait, rien n'avait été réglé.

Une rencontre avec le président Chadli, lundi matin, suivie d'un déjeuner avec M. Belkhadem a incité M. Ghazali à retirer son projet pour le remanier et tenter, au risque de ternir son image d'homme ennemi des « magouilles », de concilier ce qui paraît de plus en plus inconciliable. Le 13 octobre, le gouvernement devrait se présenter devant l'Assemblée avec, dans ses cartons - seule concession majeure - un nouveau découpage électoral. Deux variantes sont à l'étude : soit un découpage en 399 circonscriptions (au lieu de 373 dans le projet initial), afin de permettre à quelques députés supplémentaires de croire en leur réélection, soit un retour au texte de 1987 qui avait divisé le pays en 295 circonscriptions, solution avancée en extrême par 145 députés désireux de sortir de l'impasse.

Pour le reste, le chef du gouvernement, soucieux de respecter sa promesse d'organiser des élections « propres », devra, selon ses proches, demeurer intransigeant. Ainsi, l'interdiction faite au mari de voter pour son ou ses épouses, sur présentation du livret de famille, serait maintenue, comme le seraient les

facilités permettant aux candidats indépendants de faire acte de candidature. L'âge de l'éligibilité qui, dans le premier projet, était de 27 ans, serait même abaissé à 25 ans.

Autant de dispositions qui hérisseraient nombre de députés du FLN. Si, estimant-ils, le mari ne peut pas voter pour sa femme, cette dernière qui, dans plusieurs régions, reste traditionnellement cloîtrée chez elle, n'ira pas aux urnes, ce qui pénalisera l'ancien parti unique dont l'électorat n'est pas composé que de militants de l'émancipation féminine. De même, la prolifération de candidats indépendants risque de détourner « du bon choix » de nombreux électeurs.

Dans ces conditions, on voit mal comment les différends d'aujourd'hui pourraient être aplatis demain. M. Ghazali n'a, en réalité, qu'une marge de manœuvre réduite : soit il présente au vote son nouveau texte, amendement par amendement, au risque d'être battu et de devoir en tirer les conséquences, soit, comme le lui suggè-

rent certains de ses collaborateurs, il demande un vote bloqué, ce qui n'exclut en rien la possibilité de l'échec.

Au-delà de ces calculs tactiques, les dernières péripéties sont la manifestation électorale d'une crise toujours non résolue. Les émeutes d'octobre 1988 comme celles de juin 1991, expriment dans la rue un problème politique posé aujourd'hui dans l'hémicycle : la difficulté de changer d'époque en douceur devant la résistance à la nouveauté d'un personnel politique, jusqu'alors fidèle serviteur d'un système de parti unique.

Toutes familles confondues, l'opposition ne manquera pas de tirer la morale de cette histoire. Le FLN a certes montré qu'il avait encore les moyens de faire obstacle au changement politique, mais, peut-être, cette trop belle démonstration sera-t-elle la dernière ? Jusqu'alors, la stratégie du FLN consistait à favoriser une bi-polarisation qui fasse de lui le dernier rempart contre les islamistes. L'affaire du code électoral pourrait bien favoriser une coalition dirigée en priorité, non plus contre les islamistes, mais contre le FLN qui n'arrive décidément pas à maîtriser ses ambitions hégémoniques.

GEORGES MARION

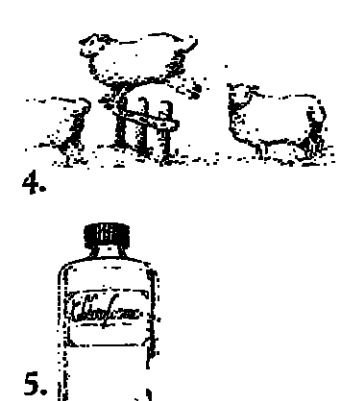
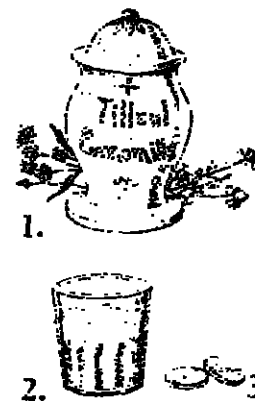
#### ZAIRE

### Les salaires des fonctionnaires sont augmentés d'au moins 900 % ...

Sur ordonnance du président Mobutu, les salaires de base des militaires et des fonctionnaires, qui plafonnaient à 150 000 zaires (environ 60 francs), seront portés à 1 500 000 zaires, à compter du 20 octobre, a annoncé, lundi 7 octobre, la radio nationale. Cette colossale augmentation - de 900 % à 1 500 % selon les cas - ne permettra, toutefois, aux bénéficiaires que de récupérer la valeur actuelle d'un peu plus d'un sac de « foutou » (manioc), qui se vendait, la semaine dernière, sur

les marchés de Kinshasa, 1 200 000 zaires. Le chef de l'Etat a, par ailleurs, accusé le premier ministre, M. Etienne Tshisekedi, de bloquer le processus démocratique, en s'obstinant à exiger les pleins pouvoirs et à vouloir hériter des prérogatives présidentielles - défenses et sécurité notamment. Enfin, à Bruxelles, le gouvernement a annoncé, lundi, que les parachutistes belges seront désormais autorisés à escorter les convois de vivres acheminés par le secteur privé. - (AFP)

Notre brochure vous fera tellement rêver, que vous pourrez facilement vous passer des autres solutions.



Rien n'est plus beau et plus noble que la passion. Chez Delta Air Lines, la passion est notre métier. Et nos clients le savent bien. En effet, depuis 17 années consécutives, ils nous élisent n°1 parmi les principales compagnies aériennes américaines, pour notre service à bord exemplaire et l'étendue de notre réseau qui dessert plus de 240 villes aux Etats-Unis.

Un. Pour faire toujours plus pour nos clients, nous nous sommes associés aux Voyages Kuoni, dont la réputation dans le domaine de l'organisation de voyages n'est plus à faire. Ainsi, de la collaboration de deux compétences est née la brochure "Dream Vacations". L'Amérique à la carte. Vous y découvrirez, à travers des séjours et des circuits qui sortent des sentiers battus, l'Amérique de vos rêves. La brochure "Dream Vacations" est disponible chez votre agent de voyages ou sur simple demande en retournant le coupon réponse ci-joint à l'adresse suivante : Voyages KUONI, Cedex 2362, 99231 PARIS CONCORDE. Quelque chose nous dit que bientôt vos rêves vont se réaliser. © Delta Air Lines 1991.

Je désire recevoir gratuitement la brochure "Dream Vacations".

DELTA AIR LINES  
New York - Paris - Londres - Amsterdam



## JEAN VILAR

Grand interprète et grand metteur en scène, Jean Vilar fut l'un des premiers à donner sa dimension au théâtre populaire. Dans cette remarquable biographie, appuyée de documents inédits, Jean-Claude Bardot restitue toute l'atmosphère d'une époque restée chère aux habitués du T.N.P. et du Festival d'Avignon.

592 p., 198 F.

ARMAND COLIN

PAUL FABRA

Le Monde de la Fonction Commerciale

## POLITIQUE

L'examen du code pénal à l'Assemblée nationale

## Les députés adoptent sans passion les nouvelles dispositions contre le terrorisme

Les députés ont commencé, lundi 7 octobre, l'examen du livre IV du code pénal, consacré à la répression des délits et des crimes contre la nation, l'Etat et la paix publique, présenté par M. Michel Sapin, ministre délégué à la justice. Ils ont notamment adopté, contre l'avis du gouvernement, un amendement incluant le patrimoine culturel dans « les intérêts fondamentaux » de la nation. Ils ont aussi décidé de punir de la détention criminelle à perpétuité (au lieu d'une peine de trente ans) et d'une amende de 5 millions de francs (au lieu de 3 millions) le fait de diriger ou d'organiser un mouvement insurrectionnel. Après avoir défini l'attentat comme le fait de commettre « un ou plusieurs actes de violence de nature à mettre en péril les institutions de la République ou de porter atteinte à l'intégrité du territoire », ils ont introduit le principe de la peine de sûreté pour les infractions les plus graves, comme l'attentat ou la trahison. Les députés ont enfin adopté les dispositions du projet relatives au terrorisme, qui reprennent pour une large part celles de la loi du 10 septembre 1986 et auxquelles ils ont ajouté le principe de la peine de sûreté.

Si certains des acteurs du débat de juin 1986 se sont retrouvés une nouvelle fois dans l'hémicycle pour évoquer le dossier du terrorisme, lundi 7 octobre, leurs interventions n'ont pas eu grand-chose à voir avec les échanges oratoires d'il y a cinq ans. Il s'agissait alors de légiférer sur un texte consacré à la lutte contre le terrorisme que présentait M. Alain Chalon, garde des sceaux. Succédant à un attentat meurtrier commis trois mois plus tôt, le 20 mars, dans une galerie commerciale des Champs-Élysées, le débat parlementaire n'avait pas été l'occasion pour les socialistes de battre le rappel contre la droite au nom des libertés bafouées, comme pour le projet de loi « sécurité et

liberté » de M. Alain Peyrefitte, six ans auparavant.

Des voix, pourtant, s'élevaient élevées dans l'hémicycle. M. Jean-Michel Belorgey, convaincu que M. Chalon s'était engagé avec son texte sur « un chemin où, la première étape franchie, on peut facilement en franchir d'autres », n'avait pas hésité à pronostiquer sa prochaine abrogation. D'abrogation, pourtant, il n'a été nullement question au cours de l'examen du livre IV du code pénal, même s'il ne faut pas en déduire que la question du terrorisme a été définitivement « pacifiée ».

Présentant les dispositions relatives au terrorisme cataloguées dans ce livre IV, le rapporteur du projet, M. François Colcombet (PS, Allier), a indiqué que le débat pouvait être « ouvert à la lueur de l'expérience accumulée depuis 1986 », et que celle-ci pouvait procurer « une base fiable » pour la rédaction du nouveau code qui incrimine « les actes de terrorisme » en liant à une pénalisation renforcée des infractions commises dans un contexte particulier (en relation « avec une entreprise individuelle ou collective ayant pour but de troubler gravement l'ordre public par l'intimidation ou par la terreur »). Soit, mot pour mot, les termes de la loi de 1986.

## Une volte-face

Comme s'ils souscrivaient tous au principe énoncé par M. Colcombet selon lequel « un code pénal n'est pas une œuvre angélique », les socialistes n'ont pas paru ébranlés par la présentation du dispositif prévu en matière de terrorisme. Proche des positions exprimées en 1986 par les détracteurs du texte de M. Chalon, M. Gilbert Millet (PC, Gard) a dénoncé en revanche « le flou d'une définition » pouvant éventuellement conduire, « sous prétexte de lutte contre le terrorisme, à attaquer aux droits syndicaux ou politiques ». Le porte-parole communiste a conclu son intervention en ajoutant qu'il sera impossible à son groupe de voter en faveur d'un tel texte.

Un rien revancharde. M. Nicole Cathala (RPR, Paris) a assuré que le gouvernement utilise une loi qu'il avait combattue. Prêt, pour sa part, à voter pour le texte présenté par M. Sapin, M. Jean-Jacques Hystre (UDC, Seine-et-Marne), après avoir invité les par-

lementaires présents « à ne pas se montrer trop répressifs, car nous avons pour mission de protéger les libertés individuelles », a lui aussi évoqué avec malice la volte-face d'un groupe qui, en 1986, « s'était montré particulièrement hostile à l'incrimination du terrorisme ».

A vrai dire, l'examen des articles consacrés à cette nouvelle infraction a été particulièrement rapide. Les députés n'ont véritablement divergé que sur les mesures d'exemption de peine destinées à favoriser les repentis de terroristes. La commission des lois a souhaité en vain modifier le texte qui stipule qu'une personne ayant tenté de commettre un acte de terrorisme ne peut bénéficier d'une exemption que si elle permet, en avertissant les autorités, d'éviter que l'infraction ne se réa-

lise et d'identifier les autres coupables. Elle souhaitait que l'exemption soit accordée si une seule des deux conditions était remplie. C'est finalement le dispositif du gouvernement, soutenu par M. Colcombet, qui a été adopté.

## La tentation des maires

Délaissant le dossier, naguère controversé, du terrorisme, les députés ont en fait consacré leur attention à un sujet plus prosaïque, mais sans doute plus sensible : le trafic d'influence et le délit d'ingérence. Un débat s'est instauré à propos d'un amendement de M. Pascal Clément (UDF, Loire), adopté par la commission des lois, qui permet aux maires, quelle que soit la population de

leur commune, d'acquiescer, sous le double contrôle du conseil municipal et de la chambre régionale des comptes, un lot communal pour le développement d'une activité professionnelle.

Au cours de la discussion générale, MM. Colcombet et Sapin ont exprimé d'importance leurs réserves à l'égard de cette mesure. M. Sapin a estimé que « la commission va trop loin ». « Je sais que l'immense majorité des élus locaux ne profitent pas de leurs fonctions pour servir leurs intérêts personnels. Il faut cependant les prémunir contre toute tentation », a-t-il ajouté.

M. Clément a cependant reçu le soutien de M. Jean Desanlis (UDF, Loire-et-Cher), qui a exprimé son impatience de voir ce texte adopté, au nom de la lutte

contre « la dévitalisation des campagnes », « le maire étant souvent artisan, commerçant ou chef d'entreprise ». Le député de la Loire a défendu son amendement en se demandant si « nous voulons limiter l'ingérence ou paralyser la vie personnelle [le texte permet également aux maires sous certaines conditions d'installer leur résidence principale sur des terrains communaux] et professionnelle d'élus ? ». « Ne nous laissons pas terroriser par le qu'en dira-t-on », a conclu M. Clément, confiant dans l'efficacité des « deux verrous » du dispositif de contrôle prévu pour ce type d'opération.

GILLES PARIS

Rapporteur du livre IV du code pénal

## M. Colcombet, le trublion assagi



Il traverse la salle des Quatre-Colonnes d'un pas pressé, les bras chargés de dossiers mal ficelés d'où s'échappent quelques feuillets d'amendements, deux rapports de la commission des lois, des notes manuscrites sur la duchesse de Montmorency, un recueil de poésies et des esquisses de portraits de ses collègues députés. Avec son allure d'adolescent vieilli, son cheveu rebelle, son regard candide d'un bleu délavé et son indéfectible courtoisie, on imaginerait davantage M. François Colcombet sous les boiseries de la Bibliothèque nationale ou sur l'estrade d'un amphithéâtre universitaire que dans les couloirs du Palais-Bourbon.

Elu député en juin 1988, M. Colcombet a toujours cultivé un petit air d'ailleurs, qui le préserve soigneusement des pèches mignonnes de la vie parlementaire. Inutile de lui demander de commenter la dernière escarmouche entre les courants du PS, ou d'attendre de lui une de ces fameuses petites phrases qui sont à l'Assemblée nationale ce que l'oxygène est au corps humain.

Ce député socialiste n'est pourtant pas un nouveau-né de la politique. Sorti de l'Ecole nationale de la magistrature en 1965, il a été l'un des fondateurs du Syndicat de la magistrature en 1968, qui regroupait ces « juges rouges » tant redoutés par la Chancellerie et l'institution judiciaire. Président du syndicat de 1973 à 1974, il y représentait toutefois l'aile plutôt modérée et provinciale. Cette expérience syndicale, riche de débats d'idées et de confrontations avec les autres organisations salariales, suscitait chez M. Colcombet, comme chez nombre de ses compagnons de route de l'époque, un solide engagement politique aux côtés de la gauche, alors confinée dans l'opposition. S'il milite activement au sein de

multiples associations de défense des droits de l'homme ou de l'environnement, M. Colcombet se consacre tout d'abord à sa carrière de magistrat. Il se forme au tribunal de Bourg-en-Bresse, puis de Lyon, aux côtés de juges devenus célèbres comme MM. Etienne Caccaldi, Pierre Truche ou Claude Henoteau. En cette aube des années 70, les « belles » affaires ne manquent pas. Lyon se découvre des policiers proxénètes et des chefs d'entreprise malhonnêtes. On parle, déjà, de fausses factures et M. Colcombet, alors membre de la section financière du tribunal de Lyon, inculte des notables, directeurs de sociétés cotées en Bourse.

## Directeur de l'éducation surveillée

La hiérarchie judiciaire s'écroule un peu de ces juges trop remuants et M. Colcombet est muté, en 1974, au parquet de Paris, en qualité de substitut du procureur de la République, à la section des morts suspectes. Il s'y ennuie trois ans, avant de poser sa candidature au poste

de conseiller référendaire à la Cour de cassation. On lui ferme l'accès de la chambre criminelle et de la chambre commerciale qu'il avait souhaitées, mais qui sont jugées trop « sensibles » pour ce magistrat gauchiste. Heureuse compensation, il accède du coup à la très prestigieuse première chambre.

En 1981, M. Colcombet sort de son obligation de réserve pour signer l'appel à voter François Mitterrand au premier tour de l'élection présidentielle. Avec la victoire du candidat socialiste, les tribulations du précédent septennat deviennent alors les piliers de la mise en œuvre des réformes promises par le gouvernement de gauche. Nommé président de la mission interministérielle de lutte contre la drogue en 1982, M. Colcombet accepte un an plus tard le poste de directeur de l'éducation surveillée que lui offre M. Robert Badinter, alors garde des sceaux. Il le conservera jusqu'en 1986, date à laquelle la victoire de l'opposition aux élections législatives et la nomination à la chancellerie de M. Alain Chalon bouteront le magistrat hors des couloirs du ministère et le renverront sur le terrain, à la cour d'appel de Paris, dont il préside la vingt-quatrième chambre, en charge des divorces.

Du monde judiciaire, M. Colcombet a alors un peu épuisé les plaisirs. La petite mairie de Dompiere-sur-Besbre, le village de l'Allier dont il est originaire, lui en offre d'autres depuis qu'en 1983 il a été élu à sa tête. Deux ans plus tard, monsieur le juge devient aussi conseiller général. Ce « provincial-parisien », tel qu'il aime à se définir, se passionne pour sa ville et son canton, auxquels il consacre la moitié de sa semaine. Il se spécialise dans les problèmes agricoles au conseil général, ouvre un cinéma à Dompiere, crée de multiples associations d'animation et sem-

ble avoir trouvé dans ce rôle d' élu local, mieux que partout ailleurs, de quoi satisfaire un inextinguible côté « boy-scout ». Reste à sauter le pas de l'engagement politique national. C'est fait en 1986, lorsque M. Colcombet emporte la circonscription jusqu'alors tenue par le député RPR Hector Rolland. De son siège de juge à son fauteuil de député, M. Colcombet a gardé trois habitudes : celle de croquer ses collègues, qui l'aide opportunément à passer, crayon à la main, de longues heures dans l'hémicycle, celle de l'éclatisme, qui lui fait rédiger, entre deux ardeurs législatives, une étude sur l'histoire locale de Moulins, et celle du désordre, qui, allée aux deux premières, tend par fois à ses interventions en séance une curieuse impression d'improvisation.

Malgré cela, M. Colcombet a effectué en trois ans plus de travail parlementaire que nombre de ses collègues riches de plusieurs mandats de député. Ses compétences juridiques ont fait de lui un pilier de la commission des lois et du groupe socialiste pour rapporter des textes aussi importants que le blanchiment de l'argent de la drogue, l'aide juridique, la loi Mermaz-Malandain sur le logement ou encore le droit des marques et la réforme judiciaire en Nouvelle-Calédonie.

Ironie du sort, c'est donc l'ancien président du Syndicat de la magistrature qui défendra à l'Assemblée nationale le livre IV du code pénal, dénoncé, comme les autres parties de cette réforme, par certaines associations professionnelles de magistrats qui le jugent trop répressif. Que ces « gauchistes » se rassurent, monsieur le député-législateur est justement en train de réapparaître des poésies car il s'est aperçu que, depuis quelques temps, sa mémoire flanchait.

PASCALE ROBERT-DIARD

DESORMAIS, RETROUVEZ VOLVIC AUX MEILLEURES TABLES.

Les grands chefs et sommeliers de la gastronomie, dont PAUL BOCUSE, ont choisi VOLVIC pour son extrême pureté issue du filtre naturel des volcans d'Auvergne. Retrouvez aux meilleures tables l'eau qui valorise la saveur des mets les plus fins.

**volvic** L'EAU DES SAVEURS INTACTES

**7H 25**  
**Alain Duhamel**  
**Trois minutes pour**  
**comprendre**  
**la politique.**

**Incisives, lucides, précises.**  
**Trois minutes quotidiennes avec Alain Duhamel,**  
**pour une analyse et un commentaire**  
**des faits politiques marquants de la journée.**  
**7H 25 Alain Duhamel sur Europe 1.**  
**Europe 1. La pêche.**

**EUROPE 1**



## POLITIQUE

La préparation des élections régionales

### Les têtes de liste du Front national représentent largement l'appareil du parti

M. Carl Lang, secrétaire général du Front national, devait rendre publics, mardi 8 octobre, les noms des chefs de file départementaux du parti d'extrême droite aux élections régionales de mars 1992. Élu lui-même dans l'Eure en 1986 à l'Assemblée régionale de Haute-Normandie, M. Lang a quitté celle-ci pour conduire la liste de son parti dans le Nord. M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, conduira une liste dans les Alpes-Maritimes et le député général, M. Bruno Mégret, sera chef de file dans les Bouches-du-Rhône: leur objectif est d'obtenir la «majorité de la

majorité» en Provence-Alpes-Côte d'Azur, c'est-à-dire trente-deux sièges au minimum dans une assemblée qui en comptera cent vingt-trois. Nous publions, à l'exception de trois départements (Marne, Morbihan et Territoire de Belfort), la liste des quatre-vingt-cinq chefs de file pour la France métropolitaine. En dehors du président, du vice-président, du député général et du secrétaire général du Front national, y figurent quinze autres membres du bureau politique, auxquels s'ajoutent trente-deux membres du comité central. Cinquante-six des chefs de file ont une fon-

ction de secrétaire départemental. Enfin, on trouve vingt-sept conseillers régionaux sortants, huit des dix députés européens d'extrême droite, l'unique député national, M<sup>me</sup> Marie-France Stirbois (non-inscrit, Eure-et-Loir), et un conseiller général, M. Fernand Le Rachinel (Manche). La fonction et les mandats figurent entre parenthèses derrière le nom de chaque tête de liste. Il s'agit de BP: bureau politique; CC: comité central; SD: secrétaire départemental; DE: député européen; D: député; CR: conseiller régional sortant; CG: conseiller général.

**Alsace.** — Bas-Rhin: Walter Krieger (CC, SD, CR); Haut-Rhin: Gérard Freulet (CC, CR).

**Aquitaine.** — Dordogne: Michel Courtois (CC, SD); Gironde: Jacques Colombier (CC, SD, CR); Landes: Eric Barouillet (SD); Lot-et-Garonne: Eddy Marsan (SD); Pyrénées-Atlantiques: Alexis Aréte (CR).

**Auvergne.** — Allier: Jacques Mayadoux (SD); Cantal: Paul Bardot (SD); Haute-Loire: Hubert Fayard (CC, SD); Puy-de-Dôme: Claude Jaffres (CC, SD).

**Bourgogne.** — Côte-d'Or: Pierre Jaboulet-Vercherre (CC, CR); Nièvre: Régis de la Croix Vaubois; Saône-et-Loire: Michel Collinot (BP, CR); Yonne: Claude Moreau (CC, SD, CR).

**Bretagne.** — Côtes-d'Armor: Raymond Blanc (CC, SD); Finistère: Olivier Morize (CC, CR); Ille-et-Vilaine: Pierre Mangendre (CC, SD); Morbihan: non désigné.

**Centre.** — Cher: Jean d'Opigny (CC, SD); Eure-et-Loir: Marie-France Stirbois (BP, SD, D, CR); Indre: Pierre Poli (SD); Indre-et-Loire: Jean Verdon (CC, CR); Loir-et-Cher: Anne-Marie Chalvet (CC, SD); Loiret: Paul Malaguti (CC, SD, CR).

**Champagne-Ardenne.** — Ardennes: Michel Dierckens (CC, SD, CR); Aube: Bruno Subtil (CC, SD, CR); Marne: non désigné; Haute-Marne: Henri Thomas (CR).

**Corse.** — Jean-Baptiste Biaggi (CR).

**Franche-Comté.** — Doubs: André Jacquot (SD); Jura: Gilles Moriconi (SD, CR); Haute-Saône: Jean-Marc Brissaud (CC, SD, sec. gén. gr. européen); Territoire de Belfort: non désigné.

**Île-de-France.** — Paris: Serge Martinez (CC, SD); Seine-et-Marne: Jean-François Jaikh (BP); Yvelines: Martine Lehideux (BP, DE); Essonne: Michel de Rostolan (CC); Hauts-de-Seine: Jean-Yves Le Gallou (BP, SD, CR); Seine-Saint-Denis: Roger Holcindre (BP); Val-de-Marne: Jean-Pierre Schenardi (BP, SD); Val-d'Oise: Yves de Coatsgoueden (CC).

**Langue-doc-Roussillon.** — Aude: Henri Escottell (SD); Gard: Charles de Chambrun (BP, ancien secrétaire d'Etat); Hérault: Jean-Claude Martinez (BP, DE); Lozère: Henri Trémollet de Vilhers; Pyrénées-Orientales: Pierre Ségret (BP).

**Limousin.** — Corrèze: Gilles du

Verdier (SD); Creuse: Marie de la Chapelle (SD); Haute-Vienne: Antoine Orabona (SD).

**Lorraine.** — Meurthe-et-Moselle: Jean-Claude Bardet (CC, SD); Meuse: Louis Rouyer (SD); Moselle: Guy Herlory (CC, SD); Vosges: Bernard Freppel (SD, CR).

**Midi-Pyrénées.** — Ariège: Michel Duchochois (SD); Aveyron: Jean Caldière (SD); Haute-Garonne: Bernard Antony (BP, SD, DE, CR); Gers: François Palletan (CC, SD); Lot: Jacques Tauran (BP, DE); Hautes-Pyrénées: Jean Fourcade (SD); Tarn: Jean-Marc Denier; Tarn-et-Garonne: Evelyn Duterre (SD).

**Nord-Pas-de-Calais.** — Nord: Carl Lang (secrétaire général, CR); Pas-de-Calais: François Porteu de la Morandière (CC, SD).

**Basse-Normandie.** — Calvados: Yves Dupres (SD); Manche: Fernand Le Rachinel (CC, CG, CR); Orne: André Cayrel (SD).

**Haute-Normandie.** — Eure: Yves Dupont (SD, CR); Seine-Maritime: Dominique Chaboche (vice-président, BP, CR).

**Pays de la Loire.** — Loire-Atlantique: René Bouin (SD); Maine-et-Loire: Jean Quelennec; Mayenne: Jacques Dansan (SD);

Sarthe: Jean-Claude Barlemont (SD); Vendée: Paul Petitdidier (CC, SD).

**Picardie.** — Aisne: Wallerand de Saint-Just (CC); Oise: Pierre Descaves (CC); Somme: Lionel Payet (CC, CR).

**Poitou-Charentes.** — Charente: Alain Leroy (SD); Charente-Maritime: Jean-François Galvaire; Deux-Sèvres: Jean-Romée Charbonneau (SD); Vienne: Noël Pichon (SD).

**Provence-Alpes-Côte d'Azur.** — Alpes-de-Haute-Provence: Mireille d'Ornano (CC); Hautes-Alpes: Dominique Franchetorier (SD); Alpes-Maritimes: Jean-Marie Le Pen (président, DE); Bouches-du-Rhône: Bruno Mégret (député général, DE); Var: Jean-Marie Le Chevallier (BP, SD, DE); Vaucluse: Jacques Bompard (SD, CR).

**Rhône-Alpes.** — Ain: André Clavel; Ardèche: M<sup>me</sup> Raymond Beraud; Drôme: Germaine Burgaz (CC, SD, CR); Isère: Hugues Petit (CR); Loire: Guy Despert (SD, CR); Rhône: Bruno Golisch (BP, DE, CR); Savoie: Georges Ract; Haute-Savoie: Michel Landrion (SD).

#### La gifle du maire

Le tribunal de police de Nancy a condamné, lundi 7 octobre, à 2 500 F d'amende, M. Job Durupt, maire (PS) de Tomblaine (Meurthe-et-Moselle), accusé par son premier adjoint, M. Jean-Paul Lacrosse, de l'avoir giflé, lors d'une cérémonie, le 1<sup>er</sup> mai dernier.

A son accusateur «fabuliste», le magistrat a répondu qu'il avait «paternellement» posé les mains sur les joues. Toutefois, M. Durupt devra aussi verser un franc de dommages et intérêts à son adversaire, ainsi que 1 500 F au titre des frais de justice. Le 21 octobre, le tribunal correctionnel examinera une plainte en diffamation, émanant, cette fois, de M. Durupt.

Immigration: M<sup>me</sup> Cresson s'entretient avec certains représentants de l'opposition. — Le premier ministre, M<sup>me</sup> Edith Cresson, devait ouvrir, mardi 8 octobre, une série d'entretiens avec des représentants de l'opposition sur les problèmes de l'immigration. Elle devait recevoir, en fin d'après-midi, MM. Jacques Barrot, président du groupe centriste à l'Assemblée nationale, Bernard Stasi, vice-président du CDS, Jean-Jacques Hies, député (UDC) de Seine-et-Marne. Jeudi, M<sup>me</sup> Cresson devrait s'entretenir avec M. Daniel Hoefel, président du groupe centriste au Sénat et, le 15 octobre, avec M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales du Sénat. Cette série d'entretiens fait suite aux courriers échangés, au printemps dernier, entre le premier ministre et des membres de groupes de l'opposition, sur des propositions concernant l'immigration en France.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

**Le Monde**  
CAMPUS

# Alain Cotta



Alain Cotta

## La France en panne

Fayard

204 p.  
89 F

*Peur de l'inflation? Mais nous allons finir par mourir guéris! Alain Cotta en fait l'éclatante démonstration dans son nouveau livre, "la France en panne". On espère que M. Bérégovoy le lira.*

Françoise Giroud, *Le Nouvel Observateur*

**FAYARD**

On y prend goût  
**NOUVELLES FRONTIÈRES**

**b**allade  
au marché flottant  
les pirogues sont remplies  
d'épices et de curieux fruits,  
zigzag  
entre  
les pilotes,  
...avant même de goûter,  
faut savoir payer!

VENISE 1090 F  
MARRAKECH 1200 F  
TUNIS 1280 F  
ATHENES 1390 F  
BANGKOK 3 890 F  
HERAKLION 1390 F  
MONTREAL 2 190 F  
DAKAR 2 370 F  
LES ANTILLES 2 600 F  
LA REUNION 4 200 F

VOL ALLER RETOUR. DÉPART DE PARIS. PRIX MINIMUM  
TAPEZ 36 15 NF. TÉLÉPHONÉZ AU (1) 42 73 10 64

PAUL FABRA

Le Monde de la Fonction Commerciale

## POLITIQUE

Avant le congrès du CDS à Angoulême

## Un entretien avec M. Dominique Baudis

« L'alternance ne réussira que si elle est fortement ancrée au centre »  
nous déclare le maire de Toulouse

A quelques jours du congrès du CDS, qui aura lieu du 11 au 13 octobre à Angoulême, M. Dominique Baudis, candidat au poste nouvellement créé de président exécutif, nous explique les raisons de cette candidature.

« Maire de Toulouse depuis huit ans, député depuis cinq ans, ancien président du conseil régional de Midi-Pyrénées, vous avez semblé longtemps manquer une certaine résonance à vous engager sur la scène nationale. Pourquoi maintenant ?

— Pour deux raisons : l'une de caractère international, parce qu'il se passe dans le monde, et plus particulièrement en Europe, des bouleversements historiques, et lorsque l'histoire se remet en marche, on n'a pas le droit de rester spectateur passif. La deuxième raison est de caractère intérieur. Lorsqu'on atteint un tel degré de contestation de la politique, on ne peut plus rester sur sa réserve, on ne peut pas avoir une attitude de Ponce-Pilate en se disant : La démocratie est en train de se décomposer. Mais je me borne à observer. Pour ma part je me suis pleinement consacré depuis plusieurs années à un travail de terrain et de gestion à Toulouse, la quatrième ville de France. J'y ai beaucoup appris. J'espère pouvoir apporter un regard neuf et un langage concret.

— Vous avez été, au printemps de 1989, l'un des principaux animateurs de l'entreprise avortée des rénovateurs de l'opposition. Vous expliquez alors que les partis politiques tels qu'ils existaient étaient pratiquement obsolètes. Votre engagement d'aujourd'hui n'est-il pas la preuve que vous vous êtes en définitive trompé ?

— Je suis toujours aussi convaincu

de la nécessité de la rénovation. Je le suis même de plus en plus. Car l'obsolescence dont vous parlez n'a atteint plus seulement les structures partisans, elle frappe aussi les mécanismes mêmes de la vie démocratique. J'avais sous-estimé, en 1989, la capacité de résistance des hommes



et des structures qui quadrillent le paysage politique français. Comme la plupart des « rénovateurs », j'ai compris qu'il fallait agir à l'intérieur du système existant pour le faire évoluer.

— Quelles peuvent être les spécificités du message centriste ?

— Notre courant de pensée est porteur des valeurs fortes de la démocratie chrétienne, car toute action politique doit s'attacher à un idéal. Les idéologies se sont effondrées. Tant mieux, car elles n'étaient que le socle des totalitarismes. Mais apparaît l'angoisse de se trouver

dans un désert sans boussole. C'est ce qui se passe à l'Est où des millions de citoyens nouveaux-nés à la démocratie, vivant à quelques centaines de kilomètres de chez nous, cherchent des repères. Or l'histoire aujourd'hui donne enfin raison à la démocratie chrétienne qui s'est toujours battue contre les totalitarismes.

## Des idées durables

« A nous donc d'affirmer plus fortement ce que nous sommes : des démocrates chrétiens, membres d'une grande famille politique internationale. La démocratie chrétienne ne dirige-t-elle pas six des douze pays de la Communauté européenne ? N'est-elle pas déjà la première force politique des nouvelles démocraties de l'Europe centrale et orientale ?

— J'entends dire souvent : « Il faut inventer des idées nouvelles ! » Je n'en suis pas sûr. Les idées nouvelles ne cessent de fleurir et de se faire aussitôt avec l'expérience de vie que confère l'instabilité médiatique. Je crois davantage à la nécessité de retrouver des idées fortes et durables.

— La voie pour faire vivre le centre en France n'apparaît-elle pas de plus en plus étroite au moment où droite et gauche semblent à l'approche des échéances électorales, retrouver le goût du débat « francassant » ?

— Notre mission est précisément d'empêcher que le balancier ne revienne trop à droite en cas d'alternance. Celle-ci ne réussira que si elle est fortement ancrée au centre. Non pas en termes de géométrie parlementaire mais en termes de valeurs : celles du personnalisme communautaire. Les gens ne croient

plus aux systèmes inspirés du collectivisme, mais ils redoutent également les excès du « chacun pour soi ».

— M. Giscard d'Estaing a dit autrefois que la France devait être gouvernée au centre. Ses récentes écrits n'ont-ils pas montré qu'il avait abandonné ce postulat ?

— Confrontés à l'immigration, les Français souffrent d'une inflation de mots et d'une pénurie d'idées. Dans leur immense majorité, ils souhaitent deux choses : d'une part l'arrêt de l'immigration, d'autre part l'acceptation de l'intégration des étrangers en situation régulière qui veulent s'intégrer à la société française.

— Chacun sait que la France a toujours réussi à intégrer, à assimiler tous ceux qui l'avaient adoptée. A condition de ne pas saturer ses capacités d'intégration.

— Il faut, par ailleurs, engager avec les pays du Maghreb et les pays d'Afrique francophone qui sont les pays d'émigration vers la France une politique de développement, mais avec des aides ciblées, appliquées et orientées. Ce dialogue, il faut l'avoir également avec les pays d'Europe de l'Est. Il est tout à la fois de notre devoir et de notre intérêt de les aider à éviter le naufrage. En attendant, la France ne peut continuer à être un pays d'intégration que si elle cesse d'être, au moins pour plusieurs années, un pays d'immigration.

— Pourquoi le pouvoir laisse-t-il s'envenimer la situation ? Pendant que le débat s'accroît, le rapport de la commission Marceau Long dort au fond des tiroirs des ministères. Tout se passe comme si le Parti socialiste lassait délibérément monter la fièvre qui favorise le discours extrémiste et justifie à son tour les appels à la défense des droits de l'homme. Tout cela ressemble fort à une sorte de jeu convenu entre le pouvoir et l'extrême droite.

— Seriez-vous disposé à constituer un front républicain pour lutter contre la montée de l'extrême droite en France ?

— Le pouvoir et le Parti socialiste ont déjà fait beaucoup de cadeaux au Front national, et ce serait là le plus beau des cadeaux. Ce serait organiser la vie politique française autour du Front national. Ce serait le faire apparaître comme le seul recours et le seul lieu d'avenir pour la France. Ce serait installer à des postes électoraux importants et lui donner peut-être un jour la possibilité d'exercer le pouvoir.

## La question des « primaires »

— Certains interprètent votre arrivée à la tête du CDS comme l'arrivée d'un porte-parole ou d'un vendeur d'images ?

— N'est-ce pas justement le rôle d'un responsable politique dans une formation de l'opposition : faire entendre ses convictions et ses propositions, et s'efforcer de les faire partager ? Je souhaite notamment réactiver les cercles de réflexion autour de la revue *France forum*, renforcer nos outils de communication à travers le *Journal du CDS moderne*, rechercher les moyens de nous donner plus d'impact dans l'opinion publique.

— Si des responsabilités me sont confiées lors du congrès d'Angoulême, je ne saurais les exercer que grâce à une méthode de travail collégiale réunissant chaque semaine les responsables exécutifs des différents organes du mouvement. La politique française est intoxiquée par les excès de la personnalisation. L'antidote, c'est le travail en équipe.

— D'autres imaginent que les centristes veulent s'engager dans les primaires ?

— Tout à l'heure « vendeur d'images », maintenant président de la République... épargnez-moi ces excès d'honneur ou d'indignité !

— Les primaires peuvent être pour l'opposition la meilleure ou la pire des choses. La meilleure des choses si c'est un mécanisme de désignation et de légitimation officielle pour avoir un candidat et un seul à l'élection présidentielle. C'est la pire des choses si, quatre ans avant l'échéance, les primaires deviennent la grille de lecture de tous les actes, de tous les propos des hommes politiques de l'opposition. Ces primaires peuvent être un poison mortel. Si nous continuons ainsi, il y aura des primaires parce que l'opposition aura explosé entre-temps. Tous ceux qui n'organisent leur démarche politique qu'en fonction de ces primaires et des rivalités présidentielles portent préjudice à l'opposition.

Propos recueillis par DANIEL CARTON

M. Jean-Luc Moudenc (JDS)  
un « idéaliste pragmatique »

TARBES

de notre correspondant

« Un idéaliste pragmatique » : tel se définit lui-même M. Jean-Luc Moudenc, le nouveau président national des Jeunes Démocrates sociaux. Elu le 27 août 1991 avec sa liste « L'esprit d'équipe », ce Toulousain de trente et un ans ne se contente pas d'imprimer des rêves dans son discours. Il cherche surtout à les concrétiser... La polysyllabie des mots et le choc des images : cet ancien journaliste de l'hebdomadaire régional catholique *la Croix du Midi* en fait son credo quotidien à Toulouse et à Lourdes, ses deux ports d'attache, politique et professionnel.

M. Moudenc est venu à la politique par l'information. A Toulouse, il est le benjamin du conseil municipal. Il y est entré en 1987 après avoir été le directeur de la communication du conseil régional de Midi-Pyrénées, sous la présidence de M. Dominique Baudis (CDS) de 1986 à 1988, puis sous celle de son successeur, M. Marc Censi (UDF-PR) jusqu'en 1989. A cette date, il s'est mis au service de M. Philippe Douste-Blazy, maire CDS de Lourdes, député européen, dont il est devenu le directeur de cabinet. La suite logique d'une amitié plus que d'une carrière.

M. Moudenc milite au CDS depuis 1977, satisfait de l'équilibre assuré par celui-ci « entre l'efficacité économique et la justice sociale ». Il avait, à l'époque, dix-sept ans, et se destinait déjà à jouer les vedettes américaines en politique. Président de la corps de droit de Toulouse, il se fabrique un destin d'homme en étant l'un des principaux animateurs de la grève de l'université en 1983 contre la loi Savary, puis en s'investissant dans son rôle de vice-président de l'université des sciences sociales de Toulouse, où il obtient au passage une maîtrise en droit privé et un DESS de droit du travail et de gestion du personnel.

Sa récente fonction de président du CDS de la Haute-Garonne, jointe à son titre antérieur au sein du JDS, font de M. Moudenc une des valeurs montantes de la

famille des démocrates sociaux, et pas seulement en Midi-Pyrénées, où il apparaît comme l'un des candidats potentiels au conseil régional. Pour le moment, il fait partie de l'équipe de campagne de M. Censi, et œuvre en faveur de sa réélection à la présidence de la région. Etrange dilemme pour ce juriste toulousain. Il se façonne sa trajectoire politique dans le sillage et à l'ombre de celle de ses deux chefs de file, MM. Baudis et Douste-Blazy. Il devra sûrement un jour faire ses choix : voler de ses propres ailes ou se cantonner au décor administratif sous d'éventuels lambris ministériels...

## « La rénovation au sommet »

Pour changer l'image de son parti, M. Moudenc mise beaucoup sur le congrès d'Angoulême : « Ce sera celui du renouvellement. Il faut que le CDS s'affiche ambivalent et moderne. Il doit se préparer à l'alternance. Si elle survient, il ne faudra pas renouveler l'erreur de 1986. Il faut qu'elle se fasse au centre... » Dans la perspective de la transition, le président du CDS, M. Pierre Méhaignerie, devra, selon lui, jouer un rôle décisif. Le président du JDS ne veut plus d'un CDS hésitant : « Nous ne devons plus nous contenter d'être une famille, dit-il. Il faut que le CDS cesse dans sa tête d'être une force d'appoint. Il doit devenir une force motrice, et pour cela reformuler les doctrines de la démocratie chrétienne ».

L'idée de rénovation n'a pas été enterrée au CDS, affirme M. Moudenc. A Angoulême, on ne mettra les rénovateurs au pouvoir. MM. François Bayrou (secrétaire général de l'UDF), Dominique Baudis (président exécutif du CDS) et Bernard Bosson (secrétaire général du CDS), les trois B, comme on les a appelés, tiennent toujours la route. Le CDS sera le premier parti de l'opposition à faire la rénovation au sommet. Le mouvement des Jeunes Démocrates sociaux et son président entendent bien contribuer à ce changement d'état d'esprit.

JEAN-JACQUES ROLLAT

Le Monde  
NUMÉRO SPÉCIAL

## Voyage avec Colomb

par Edwy Plenel



Le feuillet de l'été disponible en un seul volume

Les trente étapes du reportage d'Edwy Plenel sur les traces de Christophe Colomb réunies en un seul volume. D'Europe aux côtes africaines, des Caraïbes à l'Amérique centrale, des ruelles de Gênes à la côte des Moustiques, ce numéro spécial invite à un voyage entre deux mondes, dans un jeu de miroirs où le présent se dévoile à la lumière du passé.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

## BON DE COMMANDE « VOYAGE AVEC COLOMB »

NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_ LOCALITÉ \_\_\_\_\_

PAYS \_\_\_\_\_

FRANCE (métropole uniquement) \_\_\_\_\_ Nombre d'ex. : \_\_\_\_\_ X 35 F (port inclus) = \_\_\_\_\_ F

DOM-TOM et ÉTRANGER \_\_\_\_\_ Nombre d'ex. : \_\_\_\_\_ X 40 F (port inclus) = \_\_\_\_\_ F

Bulletin et règlement à retourner à :  
Le Monde - Service vente au numéro - 15, rue Falguière, 75015 PARIS CEDEX 15 - FRANCE. LM 1/4

**INSEE**  
la référence au bout des pages...

**BULLETIN MENSUEL DE STATISTIQUE**

5000 séries chiffrées en 100 tableaux ; les indices calculés en permanence.

Abonnement 1 an (12 n°s) 301 F

INSEE - CNGP - BP 2718 - 93027 AMIENS Cedex

**Le Monde PHILATELISTES**  
l'Officiel de la philatélie

OCTOBRE 1991

**NUMÉRO SPÉCIAL**

**Quarantième anniversaire du Monde des philatélistes**

**ÉVÉNEMENT**  
Le Monde des philatélistes sera le « bureau temporaire » de vente et d'oblitération « premier jour » du timbre Marcel Cerdan les 19 et 20 octobre 1991, au siège du Monde (15, rue Falguière - 75015 Paris).

**CADEAU**  
Dans le Monde des philatélistes, en cadeau, un bloc de timbres des Nations unies.

**ANNIVERSAIRE**  
Seize pages pour revivre « l'histoire » du Monde des philatélistes depuis sa création en 1951 par Hubert Beuve-Méry et Adalbert Vitalioz.

**THÉMATIQUE**  
Le champagne.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

**Le Monde ARTS et SPECTACLES**



## POLITIQUE

### DIAGONALES

BERTRAND POIROT-DELPECH  
de l'Académie française

### On cherche valeurs

Hussonnet et Regimbert étaient des amis de trente ans. Ils avaient fait 68, par haine des bourgeois. Depuis, Hussonnet apprenait aux patrons à restructurer (licencier) au nom de la compétition économique mondiale, pour deux millions par an. Regimbert gagnait dix fois moins en enseignant les beautés raciniennes à des petits envahisseurs maghrébins pleins d'odeurs. Régulièrement, ils déjeunaient et causaient.

La crise n'est pas seulement politique, stras-que Hussonnet.

Quelle crise ? riposta d'emblée Regimbert, qui s'était fait une hygiène et une coquetterie de chasser les idées reçues et les mots vagues.

Hussonnet s'éleva.

Enfin quoi : les « affaires », l'Est, la faim dans le monde, les sondages, l'âge du président, la conduite sur route... Ouvrez les journaux, les radios... Tu ne vas tout de même pas nier qu'il y a une crise !

Soit, consentit Regimbert, afin de savoir la suite.

Eh bien, tout ça vient d'un effondrement moral, mon bonhomme. Que dis-je, moral ?

Ethique, enchâma Regimbert en étouffant un sourire.

Hussonnet avala de travers.

Parfaitement : éthique.

Connais-tu seulement la différence entre morale et éthique ? crâna Regimbert.

Je sais que le mot « éthique » se vend bien mieux aux entreprises, tranche Hussonnet. Et sans les entreprises, pas de progrès social, pas d'Europe forte. Ne me dis pas que tu en es resté à la haine des riches et au discours anti-fric, si ?

Regimbert souriait pour lui seul : c'était sa sauvegarde, depuis quelques mois que les esprits et le vocabulaire lui semblaient tourner fous.

Et ta solution ? dit-il. Retrouver certaines valeurs, je parie.

Hussonnet tomba dans le piège, tant sa foi était vive.

Parfaitement, sauça-t-il son œuf en gelée. Des valeurs !

Regimbert passa du rire sous cape au rire jeune, comme chaque fois que la conversation le rejetait dans sa solitude.

Le mot « valeurs », au moins vous le maniez depuis longtemps en Bourse, vous ne l'avez pas piqué ailleurs comme « culture » ou « éthique » d'entreprise !... Et alors, quelles valeurs ? Actions ou obligations ?

Hussonnet se fâcha.

Ton humour de perdant ne te mène à rien... Attends un peu que le Sud nous réclame à bouffer sous peine de bombe atomique.

La menace enchantait Regimbert.

Tu sais ce que tu me rappelles ? Les mor-

teurs des années 30 qui salivaient à la pensée d'une « bonne guerre ». Le ciel les a exaucés : sans que ce remède à l'immoralité fasse vraiment ses preuves. Alors, tes valeurs ?

Hussonnet avait déjà rédigé sa réponse dans des séminaires de communication.

Les valeurs qui sont inscrites dans la nature.

L'appel à la nature, cette fripouillerie des puissants ! s'affligea Regimbert à voix basse.

Hussonnet enchaînait, sans vergogne ni mémoire.

Le travail, la famille, la France aux Français, tout ça !

Ce programme a déjà servi, marmonna Regimbert, en riant de plus en plus jaune.

Hussonnet continuait sans ciller. Depuis qu'il avait gagné son premier milliard, il n'écouait plus personne.

Ce qu'il faut, proféra-t-il, c'est partir du bon instinct des gens et les élever au-dessus d'eux-mêmes, ils ne demandent que ça. L'institution du peuple : telle était la définition de l'éthique, pour Diderot. Si tu es contre, c'est que...

Hussonnet cherchait une insulte à la mode.

Tu fais du populisme, mon vieux !

C'est quoi, le populisme ? gémit Regimbert. Les dictionnaires ne parlent que du roman populiste, celui qui décrit les « petites gens ».

Etre populiste, c'est jouer sur les instincts des peuples, mais les bas, comme Le Pen.

Et qui va aider le peuple à sublimer ses instincts ? s'affola Regimbert. Giscard ?

A chaque déjeuner venait un moment (fromage ou dessert) où il suffisait à Hussonnet d'un aveu soudain de cynisme pour que Regimbert bascule dans le sérieux navré. Ce moment était venu.

Depuis que « ça » gauche ne jure plus que par le fric et en croque, triomphe Hussonnet (que cette dérive de leur commune famille d'origine avait bougrement arrangé), il reste... les philosophes, dressés hier contre les maîtres à penser et tout prêts à prendre la place, à l'aide des bons vieux préceptes bourgeois réhabilités « universels » !

Regimbert écarquilla. Il s'essaya à son tour dans le fléage, oubliant que la supériorité y était affaire de pouvoir d'achat, et qu'elle lui échapperait fatalement.

La bourgeoisie n'a fait que reprendre depuis deux siècles, en trichant, les valeurs aristocratiques.

*"Cette œuvre est une contribution de première importance à la réflexion nécessaire sur ce que doit être la démocratie."*

Philippe Meyer L'Événement du Jeudi

## Marc FUMAROLI L'État culturel

*"Il fait bon lire cette sainte colère d'un procureur du collège de France contre l'auto-encensement de l'État culturel. C'est l'œuvre d'un censeur exigeant."*

Alain Peyrefitte, de l'Académie Française - Le Figaro

*"Le plaisir que l'on éprouve à la lecture de cet essai pamphlétaire relève d'abord du dévouement."*

*D'un bout à l'autre, ses trois cents pages sont une réaction joyeuse et salutaire contre l'esprit cul-de-plomb des années soixante."*

Jacques Julliard - Le Nouvel Observateur

*"Comment la culture, synonyme jadis à la fois d'épanouissement individuel et de civilisation universelle, est-elle devenue en France un moyen d'uniformiser les masses dans ce qu'elles ont de moins original et de glorifier le pouvoir dans ce qu'il a de plus personnel ?"*

*Un maître livre, comme on disait à l'époque où la culture était conçue non comme l'immersion dans un torrent anonyme, mais comme la conquête d'un jugement et d'un goût personnels."*

Jean-François Revel Le Point

Éditions de Fallois

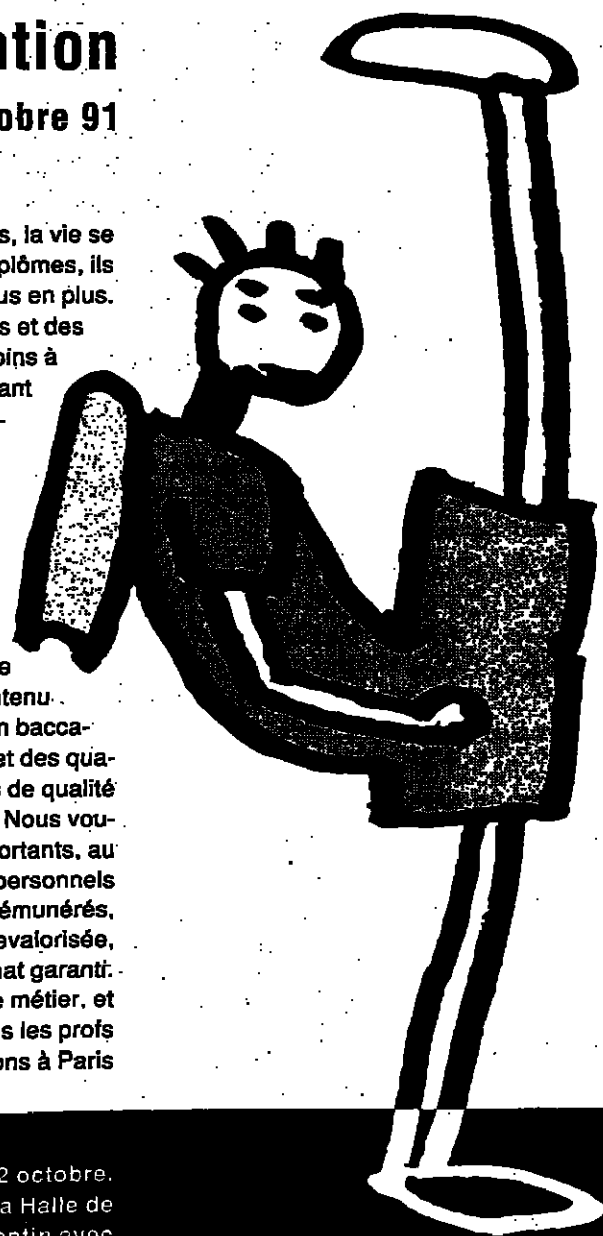
Paris

### Marche nationale pour l'éducation

Paris le 12 octobre 91

Pour des millions de jeunes, la vie se prépare maintenant. Les diplômes, ils en ont besoin, et de plus en plus.

Alors, il leur faut des profs et des bons. On ne peut donner moins à chaque élève en demandant toujours plus aux enseignants, et prendre son parti de la crise de recrutement. Pour que ça marche mieux dans les collèges et les lycées, nous voulons des effectifs moins lourds, une réflexion sérieuse sur le contenu des enseignements pour un baccalauréat de valeur nationale et des qualifications professionnelles de qualité au sein du service public. Nous voulons des recrutements importants, au niveau de la maîtrise, de personnels titulaires, et justement rémunérés, à la fonction revalorisée, au pouvoir d'achat garanti. Parce qu'il s'agit de notre métier, et donc aussi de notre vie, nous les profs nous marcherons à Paris



L'Université syndicaliste

le 12 octobre.  
Rendez-vous à 10 h à la Halle de La Villette, Porte de Pantin avec le Snes, le Snep, le Snesup, le Snetap, le Sncs.  
Rendez-vous du Snes à 14 h 30 à Censier-Daubenton pour la manifestation.

**snes**

ANATOME

### le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

### LE SPORT ET L'ARGENT

Envoyer 60 F (timbre à 2,60 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolenc, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro)

### ISTH INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES

EXAMENS D'UNIVERSITÉ

• DROIT  
• SCIENCES ÉCO.  
1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> années

TOUTES ÉPREUVES SUCCÈS CONFIRMÉS

Enseignement annuel et stages intensifs d'été

Centre Italie 45.85.59.35

Centre Auteuil 45.27.10.15

PLUS QU'UN INSTITUT, UNE INSTITUTION

### B P & F BOUCHARD PÈRE & FILS

Depuis 1731

• Domaine du Château de Beanne

• 92 hectares dont 71 hectares de Premiers crus et Grands crus

Documentation LM sur demande à Maison

Bouchard Père & Fils au Château

Bois Foville 70 - 21202 BEAUNE CEDEX

Tel. 03-23-14-41 - Téléc. Bouchard 390334 F

\* L'abus d'alcool est dangereux pour la santé

مركز البحث

# CHRONOLOGIE

## Septembre 1991 dans le monde

La chronologie paraît le deuxième mardi (daté mercredi) de chaque mois.  
Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

par ÉDOUARD MASUREL

### ÉTRANGER

2-3. - CHINE-GRANDE-BRETAGNE : M. John Major, premier ministre britannique, se rend en visite officielle en Chine depuis la répression du « printemps de Pékin » en juin 1989, vient des propos très fermes sur le respect des droits de l'homme (3 et 5).

6. - SAHARA OCCIDENTAL : Un cessez-le-feu entre en vigueur sous l'égide de l'ONU pour mettre fin à près de seize ans de conflit entre les troupes marocaines et celles du Front Polisario. Un référendum d'autodétermination doit être organisé au début de 1992 (du 5 au 9, 17, 18, 20, 21 et 28).

6. - SURINAM : M. Ronald Venetiaan, candidat de la coalition multi-ethnique hostile aux militaires, est élu chef de l'Etat en recueillant les suffrages de 645 des 860 élus nationaux et locaux (14).

6. - VANUATU : M. Walter Lini, premier ministre depuis décembre 1979, est renversé par un vote de défiance du Parlement. Il est remplacé par M. Donald Kalpokas qui lui avait succédé le 7 août à la tête du parti au pouvoir (7 et 8-9).

7-8. - ÉTATS-UNIS : La Yougoslave Monica Seles, le 7, et le Suédois Stefan Edberg, le 8, remportent les Internationaux de tennis de Flushing-Meadow (du 28/VIII au 10/IX).

8. - ARGENTINE : Les succès du parti péroniste lors d'élections locales et législatives partielles confortent la politique néolibérale menée depuis deux ans par le président Menem (4, 8-9, 10, 14 et 21).

9-12. - FRANCE-ÉMIRATS ARABES UNIS : Visite officielle en France de Cheikh Zayed, souverain d'Abou-Dhabi et président des Emirats arabes unis (4 et du 10 au 13).

9-12. - GRANDE-BRETAGNE : Des jeunes gens participent à des scènes de vandalisme et d'affrontements avec la police dans des quartiers défavorisés de Newcastle. Depuis la fin août, des bandes de jeunes ont été le théâtre de violences (5, 12, 13, 14, 20 et 22).

12. - ÉTATS-UNIS-ISRAËL : Le président Bush menace d'opposer son veto aux garanties bancaires demandées par Israël pour un emprunt de 10 milliards de dollars destiné à financer l'intégration des trois cent mille juifs soviétiques arrivés depuis vingt ans. M. Bush se prononce sur la demande israélienne qu'en janvier 1992, c'est-à-dire après l'ouverture de la conférence de paix au Proche-Orient. Du 16 au 20, M. Baker, secrétaire d'Etat américain, se rend à Jérusalem, au Caire, à Damas et à Amman pour sa septième tournée dans la région en six mois (du 6 au 10, du 13 au 23, 26 et 27).

13. - ÉTATS-UNIS : Le taux d'escompte est ramené de 5,50 % à 5 % afin de stimuler la reprise économique. Cette décision accentue la baisse du dollar sur les marchés financiers : le 17, il atteint 1,66 DM, 133 yens et 5,69 F à

Paris (8-9, 11, 13, 15-16, 17, 22-23 et 29-30).

13. - MAROC : M. Abraham Serfaty, le plus ancien prisonnier politique marocain, est libéré et expulsé vers la France. Le 20 est annoncée la destruction du bagne de Tazmamart, où croussaient encore une trentaine de détenus politiques (5, du 14 au 17 et du 21 au 25).

14. - AFRIQUE DU SUD : Le président De Klerk et une vingtaine d'organisations politiques, syndicales et religieuses, dont l'ANC et le Parti Inkatha à dominante zouloue, signent un accord de paix destiné à mettre fin aux violences entre factions noires rivales, qui ont fait près de dix mille morts depuis 1984 et plus de deux mille en treize mois dans la banlieue de Johannesburg où cent vingt-cinq personnes ont encore été tuées entre le 8 et le 14 (4, 6, 10, 11, 12, 17 et 24/IX, 1-2/IX).

15. - MAURICE : Aux élections législatives, la coalition gouvernementale dirigée par M. Anerood Jugnauth, premier ministre depuis juin 1982, remporte 57 des 62 sièges (18 et 19/IX, 1-2/IX).

15. - SUÈDE : Aux élections législatives, le Parti social-démocrate, au pouvoir de 1932 à 1976 et depuis 1982, ne recueille que 138 (-18) des 349 sièges du Parlement. Le Parti de la gauche (ex-communiste) recule aussi, avec 16 (-5) sièges. Mais la coalition de centre droit (conservateurs, libéraux, centristes et chrétiens-démocrates), avec 170 (+18) sièges, n'obtient pas la majorité absolue en raison de l'entrée au Parlement avec 25 sièges, de la Nouvelle Démocratie (populiste). Après la démission, le 16, de M. Ingvar Carlsson, premier ministre depuis mars 1986, M. Carl Bildt, président du Parti conservateur, est pressenti, le 24, pour former le nouveau gouvernement (du 14 au 17 et 26).

16. - PHILIPPINES : Le Sénat refuse, par 12 voix contre 11, de ratifier l'accord sur le maintien des bases américaines conclu le 17 juillet entre Manille et Washington. Le président Cory Aquino, après avoir menacé d'organiser un référendum sur cette question, accepte le principe du départ des forces américaines mais leur accorde trois ans pour évacuer la base de Subic-Bay (10, 11, 12, 17, 19, 20 et 24/IX, 3/IX).

16-17. - LIBÉRIA : Lors d'un sommet de la CEDEAO réuni à Yamoussoukro (Côte-d'Ivoire), M. Charles Taylor, chef des maquisards du Front national patriotique du Libéria (FNPL), accepte de désarmer ses troupes qui contrôlent 90 % du territoire libérien (8-9 et 19).

17. - ONU : Le nombre des pays membres de l'Organisation des Nations unies passe à cent soixante-six avec l'admission des deux Corées, des trois Etats baltes, de la

2. - Le plan de paix présenté le 27 août par la CEE est accepté par les dirigeants de la Fédération et des six Républiques yougoslaves après une nuit de discussions à Belgrade, en présence du ministre néerlandais des affaires étrangères représentant les Douze. La Serbie a fini par admettre la venue d'observateurs étrangers pour contrôler le cessez-le-feu en Croatie. Mais dans plusieurs régions croates majoritairement peuplées de Serbes, en particulier en Slavonie, les combats se poursuivent entre les forces de l'ordre croates et les nationalistes serbes soutenus par l'armée fédérale.

7. - La conférence de paix proposée par la CEE se réunit à La Haye, les Douze ayant renoncé à exiger l'arrêt des hostilités avant l'ouverture des négociations. Tous les invités, les présidents des six Républiques, le président et le premier ministre de la Fédération, ainsi que les ministres des affaires étrangères des Douze participent à cette séance inaugurale. Lord Carrington, ancien chef de la diplomatie britannique, a été nommé le 3 à la tête de la conférence. Une commission d'arbitrage, constituée pour trancher les litiges juridiques et frontaliers, est présidée par M. Robert Badinter et composée des arbitres Lord Carrington, Lord Justice Mustill, Lord Justice Goff, Lord Justice Millett, Lord Justice Hoffmann, Lord Justice Neill, Lord Justice Balcanquhall, Lord Justice Goff, Lord Justice Millett, Lord Justice Hoffmann, Lord Justice Neill, Lord Justice Balcanquhall.

8. - En Macédoine, 95 % des électeurs se prononcent par référendum en faveur de l'indépendance de leur République, qui est proclamée le 15.

17. - Alors que l'armée fédérale, qui s'est ouvertement ren-

gée dans le camp serbe, accentue son offensive dans plusieurs régions de Croatie, avec l'aide de l'aviation et de la marine de guerre, et que les forces croates, qui ont perdu le contrôle de près de 20 % de leur territoire, multiplient les opérations de blocus des casernes fédérales, Lord Carrington rencontre à La Haye, sur la côte monténégrine, les présidents de Serbie et de Croatie, ainsi que le ministre fédéral de la défense. Un accord de cessez-le-feu est conclu, mais il n'est pas respecté : les combats s'intensifient et gagnent Zagreb, tandis que les forces croates attaquent des casernes fédérales pour s'emparer d'armes.

19. - Les ministres des affaires étrangères de la CEE, réunis à La Haye, accueillent l'envoi en Croatie d'une force européenne d'interposition, proposée par la présidence néerlandaise ainsi que par MM. Mitterrand et Kohl. La France, qui présida en septembre le Conseil de sécurité, demande que les Nations unies se saisissent « sans délai » du conflit yougoslave.

22. - Un cessez-le-feu est instauré en Croatie après un accord entre le président croate et le ministre fédéral de la défense. Mais, après la peine d'une semaine de relative accalmie, les combats redoublent d'intensité à partir du 29.

25. - Le Conseil de sécurité de l'ONU vote une résolution déclinant l'embargo sur les livraisons d'armes à la Yougoslavie. L'envoi d'une force d'urgence, proposé par la France, n'a pas été accepté. Les pays cherchent à limiter la possibilité d'ingérence de l'ONU dans les affaires intérieures des Etats membres.

29. - ALGERIE : L'état de siège, instauré le 5 juin, est levé. Plus de cent cinquante islamistes, dont les principaux dirigeants du FIS, restent détenus et doivent être jugés par des tribunaux militaires (31/VIII, 3, 6, 10, 12, 24, 26 et 29-30/IX, 1-2/IX).

30. - HAÏTI : Le Père Jean-Bertrand Aristide, président élu démocratiquement en décembre 1990, est renversé par un coup d'Etat militaire dirigé par le général Raoul Cédras, commandant en chef de l'armée. Ce putsch, qui fait des dizaines de morts, est fermement condamné par les Etats-Unis, la France et d'autres pays occidentaux, qui suspendent toute aide économique et militaire (27/IX et à partir du 1-2/IX).

16. - M. Edith Cresson annonce, devant les petits patrons de la CGPM réunis à Bordeaux, un « plan global » en faveur des petites et moyennes entreprises, en le présentant comme « la première étape du programme Marignan » d'action économique du gouvernement. Les principales mesures, qui sont de nature fiscale, sont inscrites dans le projet de budget pour 1992 (du 13 au 18, 20, 21 et 27).

17. - Lors de la première audition publique de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur le financement des partis et des campagnes électorales, M. Jean-Marie Le Pen, qui n'avait pas été invité, vient dénoncer le « climat de corruption de la vie politique ». Le 24, la troisième séance publique est suspendue après que le PS a accusé l'opposition de « jouer la carte de l'obstruction » (11, du 17 au 21, 26, 27 et 28).

17-26. - Le dixième congrès forestier mondial, réuni à Paris, est

### FRANCE

2. - Alors que M. Chirac est à Moscou du 2 au 4, accompagné de MM. Lottard, Malsbenden et Juppé, M. Giscard d'Estaing, président de l'UDF, s'étend de n'avoir été « ni invité, ni prévenu » par le président du RPR (du 3 au 7, 13 et 20).

3-5. - Le comité central du PCF approuve, par 128 voix contre 13 et un refus de vote, les réactions de la direction du parti face au putsch de Moscou et à l'effondrement du communisme en URSS. Mais les débats prouvent que le front des contestataires s'élargit. Du 13 au 15, la Fête de l'Humanité à la Courneuve obtient le même succès populaire que les années précédentes. Le 16, le PS refuse la « confrontation d'idées » proposée la veille par M. Georges Marchais (du 3 au 10, 12, du 14 au 21, 24, 27 et 28/IX, du 1-2 au 3/IX).

7. - M. Jean-Marie Le Pen annonce qu'il conduira la liste de l'extrême droite pour les élections régionales de mars 1992 dans les Alpes-Maritimes. Le 8, M. Bernard Tapie confirme qu'il sera aussi candidat au conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, en étant tête de liste pour la majorité présidentielle dans les Bouches-du-Rhône (du 8 au 13, 18, 20, 26 et 28).

9. - M. Lionel Jospin annonce qu'en juin 1992 les conseils de classe et les épreuves du baccalauréat seront retardées de deux semaines afin de ne pas désorganiser le troisième trimestre (5 et du 8 au 14).

11. - M. Mitterrand réunit à l'Elysée sa sixième conférence de presse depuis 1981. Saluant la « naissance d'une nouvelle Europe », il estime que la « géopolitique » du continent « a un grand besoin d'une théorie des relations ». Soulignant un « strict contrôle » des armes nucléaires, il propose une réunion des quatre puissances détentrices de charges atomiques en Europe. Sur le plan intérieur, il donne son aval à la cession d'actifs minoritaires d'entreprises publiques « pour accroître l'investissement » et les « capacités d'emploi ». Il demande aussi que tous les parlementaires soient « soumis à la publicité sur leur situation de fortune » (du 11 au 16).

11. - L'avant-projet socialiste « pour l'an 2000 », présenté à la direction du PS, constate que « l'idée de socialisme ne sort pas intacte » de l'effondrement du communisme (10, 13, 14, 19, 20 et 24).

12. - M. Mitterrand, parlant à Chamonix lors des premières assises de l'Association des petites villes de France, demande au gouvernement d'envisager un « projet de solidarité financière qui soutiendrait les petites villes et les communes rurales dans leurs projets de développement » (14 et 22-23).

13. - Suicide d'Yves Laurent, maire socialiste de Saint-Sébastien-Lore-près-de-Nantes, dont le nom avait été cité dans des articles de presse sur une affaire de fausses factures. Des responsables du PS mettent en cause la « condition de fonctionnement de la justice et des médias » (15-16, 17, 20 et 25).

16. - M. Edith Cresson annonce, devant les petits patrons de la CGPM réunis à Bordeaux, un « plan global » en faveur des petites et moyennes entreprises, en le présentant comme « la première étape du programme Marignan » d'action économique du gouvernement. Les principales mesures, qui sont de nature fiscale, sont inscrites dans le projet de budget pour 1992 (du 13 au 18, 20, 21 et 27).

17. - Lors de la première audition publique de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur le financement des partis et des campagnes électorales, M. Jean-Marie Le Pen, qui n'avait pas été invité, vient dénoncer le « climat de corruption de la vie politique ». Le 24, la troisième séance publique est suspendue après que le PS a accusé l'opposition de « jouer la carte de l'obstruction » (11, du 17 au 21, 26, 27 et 28).

17-26. - Le dixième congrès forestier mondial, réuni à Paris, est

### CULTURE

2. - M. Jack Lang inaugure la première Biennale d'art contemporain de Lyon, consacrée à la création en France (6).

3. - Mort de Frank Capra, cinéaste américain (5).

10. - Merve Cunningham et sa compagnie de danse ouvrent le Festival d'Automne à Paris avec une création mondiale, *Laosense*, donnée au Théâtre de la Ville (12, 13, 20, 27).

10. - Mort de Michel Soutter, cinéaste suisse (5).

12. - A l'Alte Museum de Berlin, l'exposition « Rembrandt, le maître et son atelier » présente quarante-six tableaux attribués avec certitude au peintre hollandais (26).

13. - La Royal Academy of Arts de Londres consacre une vaste

exposition à l'histoire du pop art dans les années 60 (26).

14. - *Urga*, du Soviétique Nikita Mikhalkov, obtient le Lion d'or de la quarante-huitième Mostra du cinéma de Venise (3 et du 7 au 17).

17. - Mort du violoniste Zino Francescatti (18 et 19).

21. - Le Théâtre impérial de Compiègne est inauguré cent vingt et un ans après sa construction, avec *Henri VIII*, opéra de Saint-Saëns, mis en scène par Pierre Jourdan (25).

26. - Mort de l'actrice Viviane Romance (27 et 28).

27. - Le Théâtre du Châtelet ouvre sa saison avec *Lulu*, opéra d'Alban Berg, avec Patricia Wise dans le rôle-titre (29-30).

28. - Mort de Miles Davis, trompettiste de jazz (1-2/IX).

### Les bouleversements en URSS

2-5. - Une session extraordinaire du Congrès des députés du peuple se tient à Moscou. Après des débats limités mais houleux, elle s'achève par l'adoption d'un dispositif institutionnel transitoire élaboré par M. Gorbatchev et les dirigeants de dix Républiques. Alors que le « centre » est privé de beaucoup de ses pouvoirs au profit des Républiques, un nouvel organe exécutif est créé, le Conseil d'Etat, composé du président de l'Union et des hauts responsables des Républiques qui acceptent le maintien d'une certaine forme d'union. Sont ensuite prévues l'élaboration et la signature d'un traité sur une « union d'Etats souverains » et d'un autre traité d'union économique. Le Conseil d'Etat, réuni pour la première fois le 6, reconnaît l'indépendance des trois Républiques baltes (Lituanie, Lettonie, Estonie). Les Etats-Unis, le 2, et la Chine, le 7, reconnaissent à leur tour les trois Etats, qui sont admis au sein de la CSE, le 10, et de l'ONU, le 17 (du 3 au 14, du 17 au 23 et 27).

6. - Leningrad reprend son ancien nom d'avant 1914, Saint-Petersbourg (8-9, 18, 19, 21, 22-23 et 28).

8. - En Azerbaïdjan, M. Ayaz Moutalibov, communiste qui a démissionné du parti le 29 août après avoir paru soutenir le putsch du 18 août, est élu président de la République, tandis qu'au Kazakhstan le PC se transforme en Parti socialiste sans que l'appareil du pouvoir en place change. Dans l'Ouzbékistan voisin, le PC est rebaptisé, le 14, Parti démocratique populaire, mais il n'abandonne pas l'orthodoxie socialiste. Au Tadjikistan, autre République d'Asie centrale, l'indépendance est proclamée le 9, et le PC se transforme, le 21, en Parti socialiste : mais la vieille garde du parti fait nommer, le 23, un président conservateur à la tête du Parlement (10, 11, 17, 21, 24, 25 et 26/IX, 2/IX).

10. - Les ministres des affaires étrangères des trente-huit pays membres (dont trois nouveaux : l'Eslo-

nie, la Lettonie et la Lituanie) de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) participent, à Moscou, à la séance d'ouverture d'une réunion sur les droits de l'homme. Le 11, M. Gorbatchev annonce à M. Baker, secrétaire d'Etat américain, que l'URSS va retirer deux mille huit cents des onze mille soldats soviétiques présents à Cuba. Une déclaration américano-soviétique, rendue publique le 13, prévoit que les Etats-Unis et l'URSS cesseront, le 1<sup>er</sup> janvier 1992, toute livraison d'armes aux parties en conflit en Afghanistan (4, 5, 7, du 11 au 26 et 28).

17. - Alexandre Soljenitsyne est blanchi de l'accusation de « trahison » contre lui lors de son exil forcé en 1974 (17 et 19).

21. - En Arménie, 99,31 % des 95 % d'électeurs se prononcent par référendum en faveur de l'indépendance de la plus petite des Républiques soviétiques. Les dirigeants indépendantistes, au pouvoir depuis plus d'un an, souhaitent respecter le processus légal de sortie de l'Union et conserver des liens économiques avec Moscou (22-23, 24 et 27).

23. - Un accord sur un cessez-le-feu au Haut-Karabakh (région azerbaïdjanaise peuplée en majorité d'Arméniens, où des affrontements inter-ethniques ont fait près de mille morts en trois ans) est conclu par les présidents arménien, Levon Ter-Petrosian, et azerbaïdjanais, Ayaz Moutalibov, grâce à la médiation engagée le 20 par les présidents russe, Boris Eltsine, et turc, Turgut Özal. Nouroullah Nazarbajev (4, 18 et du 22 au 28).

24. - L'état d'urgence est instauré en Géorgie par le président Zviad Gamsakhourdia, alors que se multiplient les manifestations à Tbilissi pour protester contre ses méthodes autoritaires et réclamer sa démission. Les principaux dirigeants de l'opposition sont retranchés depuis le 22 dans l'immeuble de la télévision, sous la protection de la garde nationale rebelle (du 4 au 12, 14, 17, 18, 20, 24 et du 26/IX au 2/IX).

### La guerre civile en Croatie

2. - Le plan de paix présenté le 27 août par la CEE est accepté par les dirigeants de la Fédération et des six Républiques yougoslaves après une nuit de discussions à Belgrade, en présence du ministre néerlandais des affaires étrangères représentant les Douze. La Serbie a fini par admettre la venue d'observateurs étrangers pour contrôler le cessez-le-feu en Croatie. Mais dans plusieurs régions croates majoritairement peuplées de Serbes, en particulier en Slavonie, les combats se poursuivent entre les forces de l'ordre croates et les nationalistes serbes soutenus par l'armée fédérale.

7. - La conférence de paix proposée par la CEE se réunit à La Haye, les Douze ayant renoncé à exiger l'arrêt des hostilités avant l'ouverture des négociations. Tous les invités, les présidents des six Républiques, le président et le premier ministre de la Fédération, ainsi que les ministres des affaires étrangères des Douze participent à cette séance inaugurale. Lord Carrington, ancien chef de la diplomatie britannique, a été nommé le 3 à la tête de la conférence. Une commission d'arbitrage, constituée pour trancher les litiges juridiques et frontaliers, est présidée par M. Robert Badinter et composée des arbitres Lord Carrington, Lord Justice Mustill, Lord Justice Goff, Lord Justice Millett, Lord Justice Hoffmann, Lord Justice Neill, Lord Justice Balcanquhall, Lord Justice Goff, Lord Justice Millett, Lord Justice Hoffmann, Lord Justice Neill, Lord Justice Balcanquhall.

8. - En Macédoine, 95 % des électeurs se prononcent par référendum en faveur de l'indépendance de leur République, qui est proclamée le 15.

17. - Alors que l'armée fédérale, qui s'est ouvertement ren-

gée dans le camp serbe, accentue son offensive dans plusieurs régions de Croatie, avec l'aide de l'aviation et de la marine de guerre, et que les forces croates, qui ont perdu le contrôle de près de 20 % de leur territoire, multiplient les opérations de blocus des casernes fédérales, Lord Carrington rencontre à La Haye, sur la côte monténégrine, les présidents de Serbie et de Croatie, ainsi que le ministre fédéral de la défense. Un accord de cessez-le-feu est conclu, mais il n'est pas respecté : les combats s'intensifient et gagnent Zagreb, tandis que les forces croates attaquent des casernes fédérales pour s'emparer d'armes.

19. - Les ministres des affaires étrangères de la CEE, réunis à La Haye, accueillent l'envoi en Croatie d'une force européenne d'interposition, proposée par la présidence néerlandaise ainsi que par MM. Mitterrand et Kohl. La France, qui présida en septembre le Conseil de sécurité, demande que les Nations unies se saisissent « sans délai » du conflit yougoslave.

22. - Un cessez-le-feu est instauré en Croatie après un accord entre le président croate et le ministre fédéral de la défense. Mais, après la peine d'une semaine de relative accalmie, les combats redoublent d'intensité à partir du 29.

25. - Le Conseil de sécurité de l'ONU vote une résolution déclinant l'embargo sur les livraisons d'armes à la Yougoslavie. L'envoi d'une force d'urgence, proposé par la France, n'a pas été accepté. Les pays cherchent à limiter la possibilité d'ingérence de l'ONU dans les affaires intérieures des Etats membres.



# Le Monde

## SCIENCES • MEDECINE

### L'intelligence hors normes

Peut-on identifier les gènes humains impliqués dans le développement des facultés mentales ? Après cent ans de controverses sur l'« hérédité » de l'intelligence, la question rebondit

L'ENTREPRISE paraît spectaculaire. Est-elle pour autant « intelligente » ? Pendant trois ans, une équipe de chercheurs de l'université de Pennsylvanie va tenter de localiser, sur les chromosomes de l'espèce humaine, les gènes qui influencent le développement intellectuel. Premier de ces chercheurs, le projet a reçu le soutien financier de l'Institut national de la santé de l'enfant (600 000 dollars, soit près de 2 millions de francs).

Selon la revue *Science* (du 20 septembre), il prévoit de localiser plus de cent marqueurs génétiques, pour l'essentiel associés à des fonctions neurologiques, sur six cents enfants âgés de 6 à 12 ans, estimés de « légèrement retardés » à « doués » quant à leurs facultés mentales. Corrélation aux données fournies par les tests d'intelligence, l'analyse de ces marqueurs génétiques devrait permettre, selon les psychologues responsables de cette étude, Robert Plomin et Gerald McClearn, d'en savoir un peu plus sur les mécanismes biologiques qui gouvernent les processus mentaux.

Vaste programme... Si vaste qu'il fait sourire nombre de spécialistes, quand il ne provoque pas, chez d'autres, une franche hilarité. Car, d'abord, qu'est-ce que l'intelligence ? Question aussi ancienne que métaphysique, à laquelle la psychologie, à son tour, tente en vain de répondre depuis le début du siècle. Tout à la fois « faculté de connaître, de comprendre », « ensemble des fonctions mentales ayant pour objet la connaissance conceptuelle et rationnelle » et « aptitude d'un être vivant à s'adapter à des situations nouvelles », tantôt considérée comme spécifique à l'homme, tantôt reconnue comme partagée par l'ensemble des animaux supérieurs, la notion d'intelligence se dérobe à l'entendement de ceux-là mêmes qui tentent de la cerner par une approche scientifique.

D'où la réflexion quelque peu désabusée du psychologue Alfred Binet, auteur d'une *Étude expérimentale de l'intelligence* (1903) et cofondateur du test Binet-Simon (1905), première échelle de développement intellectuel dont l'emploi ait été généralisé : « L'intelligence, c'est ce que mesure mon test ».

Boutade ? En partie seulement. En 1912, le psychologue allemand Wilhelm Stern définissait le quotient intellectuel (QI) : un indice susceptible selon lui d'exprimer les capacités intellectuelles d'un enfant, calculé en rapportant l'âge mental (défini par les tests Binet-Simon) à l'âge réel de l'individu, - le tout multiplié par 100 pour plus de commodité. Un QI égal

à 100 indiquerait ainsi un âge mental correspondant exactement à l'âge réel, les quotients situés au-dessous et au-dessus de 100 révélant respectivement des facultés inférieures et supérieures à la moyenne.

#### La mort du QI

Les progrès des statistiques et des sciences cognitives aidant, la plupart des scientifiques s'accordent aujourd'hui à reconnaître que le QI, dont la définition a connu de multiples réformes au cours des décennies, n'a aujourd'hui plus grand-chose à voir avec un quotient au sens mathématique du terme. De plus, reconnaissent-ils, le QI ne mesure pas l'« intelligence » des enfants, mais tout au plus leur aptitude à apporter de « bonnes réponses » à des questions imaginées par des adultes. Enfin, on sait aujourd'hui que le QI, chez un même individu, varie avec le temps et selon le test utilisé.

« Dans trente ans, on n'en parlera plus », affirmait, il y a quelques années, le généticien Albert Jacquard. Certes, les références au QI continuent, ça et là, d'apparaître dans les publications scientifiques (comme si les chercheurs, face à cette fonction essentiellement qualitative qu'est l'intelligence, tentaient malgré tout de se raccrocher à des tests quantitatifs qu'ils savent déjà dépassés). Mais l'on peut prévoir sans trop de risque d'erreur que l'usage du quotient intellectuel dans la recherche ne survivra pas à la fin de ce siècle.

Si le QI est mort, par quels outils le remplacer ? Quels protocoles expérimentaux inventer qui permettront aux théoriciens de l'intelligence de progresser dans leur recherche ? Seule certitude : les limites méthodologiques du QI rendent caduques, voire dénuées de sens, la plupart des recherches menées depuis les années 60 pour tenter de faire la part, dans le développement de l'intelligence, de l'environnement et de l'hérédité.

#### La fascination des nombres

Travaux d'autant plus controversés qu'ils se fondent, pour l'essentiel, sur l'étude de « vrais » jumeaux élevés séparément dès les premiers mois de leur vie : une situation à première vue idéale pour étudier la part de la nature et de la culture dans l'acquisition des facultés mentales - les jumeaux monozygotes, provenant de la division d'un seul œuf fécondé, possèdent un patrimoine génétique identique, - mais dont la fiabilité est



les progrès ni les limites actuelles de la biologie moléculaire

Au-delà des problèmes méthodologiques, on peut, en l'occurrence, se demander si le projet américain n'accorde pas trop de crédit à la génétique moléculaire. Quand on sait que plusieurs années d'efforts - et des budgets considérables - restent nécessaires pour localiser et étudier un unique gène impliqué dans une maladie grave (chorée de Huntington, myopathie de Duchenne), quand on se souvient qu'aucun gène exerçant un effet positif sur le développement des facultés mentales n'a pu, à ce jour, être identifié avec certitude, peut-on raisonnablement espérer cerner, en trois ans, ne serait-ce qu'une partie des multiples gènes qui interviennent sur l'activité intellectuelle ?

« Dire qu'un comportement est lié à l'hérédité implique seulement qu'une certaine combinaison de gènes, placée dans tel environnement, a favorisé tel comportement », résume Antoine Danchin, responsable de l'unité de régulation de l'expression génétique de l'Institut Pasteur (Paris). La cause est entendue : chaque individu façonne sa personnalité et ses aptitudes mentales sous l'influence conjointe de son milieu et de sa constitution génétique. Mais, pour le moment, la connaissance scientifique s'arrête là.

Pour faire progresser le débat sans cesse recommencer sur l'inné et l'acquis, pour avancer sur ce territoire presque vierge, il faudra sans nul doute ouvrir de nouvelles pistes de recherche. Multiplier par exemple les études cognitives ponctuelles, puis, pour chacune d'entre elles, procéder méthodiquement à une analyse génétique.

Cette démarche, qui semble mobiliser un nombre croissant de chercheurs, commence à donner des résultats dans la compréhension de certains troubles mentaux (schizophrénie, psychoses maniaques-dépressives), ainsi que dans celle des mécanismes cognitifs qui régissent l'apprentissage des nouveau-nés (le *Monde* daté 23-24 décembre 1990). Pourra-t-elle être appliquée à la nature de l'intelligence, à son degré de variabilité entre individus et à l'éventuelle transmission héréditaire de ces variations ? Si tel était le cas, elle mettrait peut-être fin à cent ans de controverses, de récupérations idéologiques et de faux débats.

CATHERINE VINCENT

d'adoption », affirme Pierre Roubertoux.

Directeur du laboratoire de génétique, neurogénétique et comportement du CNRS (URA 1294, Paris), ce chercheur est l'un des rares, en France, à cumuler la double formation de psychologue et de généticien. En opérant de subtils croisements sur des lignées de souris consanguines, les recherches menées dans son laboratoire ont montré que le milieu utérin pouvait influer sur la vitesse de développement du souriceau nouveau-né, par exemple sur l'âge (12 à 15 jours) auquel il ouvrait les yeux.

#### Inné/acquis : un territoire presque vierge

« Bien que l'influence de l'environnement prénatal sur le développement des facultés humaines reste pour le moment inaccessible à la recherche, on ne peut exclure que ce que l'on découvre chez la souris soit aussi vrai chez l'homme. Cela doit nous inciter à la prudence vis-à-vis des séparations trop sommaires entre influence génétique et influence environnementale », insiste Pierre Roubertoux, pour qui, à en juger par certaines études, « tout se passe comme si la génétique quantitative avait intégré les progrès de la modélisation mathématique, mais ni

temment du QI), certains chercheurs se fondent également sur un certain « paramètre H », formule mathématique définie à partir des écarts constatés entre les aptitudes mentales des vrais et des faux jumeaux. Mais, ainsi que le rappelle Albert Jacquard (1), l'assimilation entre le paramètre H et l'hérédité du caractère étudié ne peut être faite sans de multiples hypothèses, rarement proches de la réalité.

« Le pire danger vient sans doute de ce que l'application de cette formule aboutit toujours, quelle que soit la validité des données, à un nombre dont on peut calculer plusieurs décimales, précise-t-il. La fascination opérée par les nombres est telle que l'on risque fort de se contenter de ce résultat et d'oublier de se demander sur sa signification. Or, bien souvent, l'hérédité qu'il est censé mesurer n'est simplement pas définissable... »

Autre critique souvent évoquée : les jumeaux sélectionnés pour ces expériences ne sont pas toujours séparés immédiatement après la naissance, alors que les études les plus récentes ne cessent de confirmer l'importance des premières semaines de la vie, voire des premiers jours, dans le développement de l'enfant. De plus, les milieux d'adoption de ces jumeaux sont le plus souvent très semblables au plan socio-économique, ce qui fausse bien évidemment l'estimation du rôle joué par l'environnement sur leur développement.

Face à tant de biais méthodologiques, on conçoit que la méthode des vrais jumeaux ne soit pas tout à fait apte à démêler les interactions complexes qui se jouent entre hérédité et milieu dans le développement de l'intelligence. Et l'on peut s'étonner de trouver, dans un numéro récent de la revue *Science*, une longue étude sur « Les origines des différences psychologiques humaines » (2) menée depuis 1979 à l'université du Minnesota (États-Unis), par l'équipe de Thomas Bouchard, sur 59 paires de vrais jumeaux séparés dès la naissance, dans laquelle ces limites méthodologiques sont à peine évoquées.

Pour déterminer quels sont les gènes qui influencent le développement de l'intelligence, les chercheurs de l'université de Pennsylvanie dont le projet vient d'être mis en œuvre s'appuient sur une autre méthode, dite « des enfants d'adoption ». Le principe en est simple : fondé sur une séparation en deux familles de l'inné et de l'acquis, il part de l'hypothèse que ces enfants reçoivent l'influence du milieu de leurs seuls parents adoptifs, tandis que l'influence héréditaire provient de leurs seuls parents biologiques. Mais il est encore ce parti-pris de simplicité laisse sceptiques bon nombre de chercheurs.

Outre les restrictions déjà évoquées à propos des vrais jumeaux, « il est actuellement impossible d'affirmer que l'influence des parents biologiques se traduit uniquement par les gènes dont hérite l'enfant. Selon toute vraisemblance, le fœtus intègre également de multiples facteurs d'environnement durant les neuf mois de la grossesse, hypothèse dont ne tient absolument pas compte la méthode des enfants

aujourd'hui, elle aussi, remise en cause par de nombreux chercheurs.

Première restriction : cette classification ne tient pas compte des conditions de vie intra-utérine. On sait, en effet, que le fœtus est séparé de l'organisme maternel par une série d'enveloppes, amnios, chorion et placenta. Concernant les vrais jumeaux, différents cas de figure peuvent se présenter : ils partagent parfois ces trois types d'enveloppes (5 % des cas), mais il se forme le plus souvent deux amnios (50 % des cas), parfois deux amnios et deux chorions (15 %), ou encore deux amnios, deux chorions et deux placentas (30 %). Autant de conditions environnementales qui influent sans doute sur le degré de ressemblance que présenteront les jumeaux après la naissance, mais dont les études cognitives fondées sur la génétique, faute de données précises en la matière, ne tiennent en général aucun compte.

Pour tenter de mesurer l'« hérédité » de l'intelligence (ou plus exac-

### Les tranquillisants à la raison

En annonçant, lundi 7 octobre, qu'il venait, le jour même, de signer un arrêté limitant les durées de prescription des médicaments tranquillisants et sédatifs, M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, a pris une décision tout à fait conforme à l'intérêt de la santé publique. Sans doute une telle mesure aurait-elle pu intervenir plus tôt, si elle n'avait été retardée par les lenteurs ministérielles et administratives ne sauraient pour autant en masquer le caractère positif.

En janvier 1989, M. Claude Evlin, alors ministre des affaires sociales, demandait à un groupe de cinq experts - les professeurs Gérard Dubois, Claude Got, François Grémy, Albert Hirsch et Maurice Tubiana - un plan d'action afin de véritablement promouvoir les intérêts de la santé publique. Première concrétisation de leur travail : la loi Evlin de lutte contre l'alcoolisme et le tabagisme dont on mesure jour après jour le *Monde* daté 6 octobre l'impact qu'elle peut avoir sur la vie quotidienne de millions de Français.

Le rapport des cinq « sages » comportait aussi un chapitre sur la limitation dans le temps des consommations de médicaments tranquillisants et sédatifs : « La prescription massive de tranquillisants est une solution inadéquante aux problèmes de l'anxiété et des difficultés à vivre dans des sociétés qui associent de multiples contraintes à un affaiblissement des rapports affectifs et de la solidarité « non financière » entre les individus, expliquaient en 1989 les cinq « sages » (le *Monde* du

14 novembre 1989). Accepter cette dépendance serait admettre que le traitement d'une maladie de société consiste à prendre un produit qui pourrait aider à la supporter. Quelque temps plus tard, un important groupe de travail multidisciplinaire était créé et placé sous l'autorité du professeur Marcel Legrain, ancien président de la Commission d'autorisation de mise sur le marché et autorité incontestée dans le monde cosmopolite du médicament.

#### La modification du conditionnement

Publié en janvier dernier ce rapport confirmait sans équivoque la boulimie des Français pour les médicaments psychotropes (le *Monde* Sciences-Médecine du 9 janvier). Ainsi on estime que 33 % de la population générale consomme, au moins de façon occasionnelle, des tranquillisants au premier rang desquels figurent les représentants de la famille des benzodiazépines (Témosta, Valium, Halcion ou Rohypnol...). Au total, 7 % de la population française sont des consommateurs réguliers sur de longues - voire très longues - périodes. Plus inquiétant encore, la France apparaît le seul pays industrialisé où ce phénomène de consommation s'accroît sans qu'aucune donnée médicale ou épidémiologique ne permette de le justifier.

Neuf mois après la publication du rapport Legrain et deux ans après les propositions des cinq « sages », M. Durieux a décidé de retenir l'une de leurs proposi-

tions : dorénavant, la durée de prescription des médicaments somnifères (hypnotiques) sera limitée à quatre semaines et celle des anxiolytiques à douze semaines. Ces mesures entraîneront un accroissement des consultations, contraire à la politique de maîtrise des dépenses de santé. Mais ces « nouveaux actes médicaux » sont des actes nécessaires », en termes de santé publique, a précisé M. Durieux.

Une telle décision devrait notamment permettre d'en finir avec les pratiques fréquentes et éminemment critiquables que sont les prescriptions « renouvelables » sans justification aucune et les reconductions systématiques d'ordonnances de médicaments psychotropes. On devra attendre encore un peu pour l'application d'une autre des propositions des experts : la modification du conditionnement des médicaments psychotropes. Un rapport sur ce thème a été demandé au professeur Bernard Avouac, président de la Commission de la transparence. Il restera dès lors à savoir si le ministre chargé de la santé osera un jour mettre en œuvre la plus importante et sans doute la plus raisonnable - sinon la plus simple du point de vue politique - des propositions formulées par les cinq « sages » : la limitation du remboursement de ces médicaments aux seuls cas pathologiques clairement diagnostiqués comme étant des affections de longue durée.

J.-Y. N.

CULTURE

Le Monde EDITIONS

### LES MUTATIONS DE L'ECONOMIE MONDIALE

par le service économique du *Monde* et

Alain Gélédan

Des effets du premier choc pétrolier à la reprise contrariée ce livre est la synthèse unique des années de crise, l'ouvrage de référence des lycéens, étudiants et enseignants comme de tous ceux qui veulent comprendre mieux le monde dans lequel ils vivent.

«Voici un ouvrage à ne loucher sous aucun prétexte»

L'étudiant

«Lorsque des professeurs d'économie s'allient à des journalistes qui savent de quoi ils parlent, le résultat est tout bonnement excellent»

Jeune-Afrique Économie

EN VENTE EN LIBRAIRIE

## Un ciel débouché

A Brétigny-sur-Orge (Essonne), Eurocontrol travaille à la mise au point d'un système de surveillance de la navigation aérienne qui pourrait aider les aiguilleurs du ciel à supprimer les encombrements aériens

Ce ne sont plus tant les risques de catastrophe qui préoccupent les responsables de la navigation aérienne, mais les « bouchons du ciel ». Depuis 1910, année de la première collision en vol, à Vienne (Autriche), les procédures et les matériels de contrôle ont fait d'énormes progrès, au point de réduire à peu de chose les aléas. Aujourd'hui, tous les vols sont surveillés par des contrôleurs qui s'assurent que les appareils ne se rapprochent pas dangereusement les uns des autres en circulant dans les couloirs aériens répertoriés. *Grosso modo*, les avions y sont séparés par des espaces de 7,5 kilomètres en plan horizontal et de 300 mètres (jusqu'à 9 000 mètres) à la verti-

Pour vérifier que ces règles sont respectées et que la trajectoire des appareils ne risque pas de les conduire à la collision, les contrôleurs disposent d'informations portées sur des bandes de papier, les strips, qui comportent l'indication de l'avion, sa vitesse, ses coordonnées de départ et de destina-

tion, l'altitude demandée et l'heure de passage dans le secteur sous la responsabilité du contrôleur. Le progrès aidant, on a associé ces informations avec l'image radar et avec la puissance de calcul de l'ordinateur pour faire apparaître sur l'écran de contrôle la progression des appareils et alerter deux minutes à l'avance des menaces éventuelles (1).

Mais l'homme n'est pas omnipotent, et un même contrôleur ne peut prendre en charge plus d'une quinzaine d'avions. On a donc pris le parti de segmenter l'espace aérien en secteurs qui, selon l'affluence, peuvent être redécoupés jusqu'à représenter seulement 8 minutes de vol, par exemple en Allemagne. Malheureusement, cette astuce trouve vite ses limites : d'une part, la croissance du trafic aérien est telle que la subdivision de l'espace ne suffit plus à diminuer la charge de travail du personnel ; d'autre part, en morcelant le ciel, on oblige le contrôleur à multiplier les communications avec le secteur d'où vient l'avion et celui où il se rend. L'emploi du téléphone est néces-

saire pour prévenir le collègue suivant qu'on lui envoie un vol, et ce procédé est lent.

Enfin, l'isolement dans lequel travaille le contrôleur ne permet pas d'anticiper les problèmes de trajectoire et c'est souvent dans les dernières minutes qu'il ordonne au pilote de modifier altitude, vitesse ou cap, ce qui augmente sa tension nerveuse. Ces complications ne mettent pas en jeu la sécurité, car une marge importante a été calculée pour qu'aucun risque ne soit pris, mais ces précautions et les limites humaines ont pour conséquence de faire des contrôleurs aériens l'un des goulets d'étranglement du transport aérien.

C'est pourquoi l'organisme multinational Eurocontrol, qui regroupe douze pays (2), même, en région parisienne, à Brétigny, un programme de recherche baptisé ODID (Operational Display and Input Development) afin de mettre au point les programmes informatiques, les procédures et les matériels qui libéreront le contrôleur d'un maximum de tâches. Des expérimentations ont été menées à Mas-

tricht, à Reims, en Grande-Bretagne et en Irlande. Si tout se passe bien avec les industriels (Thomson, Siemens, TRT, Hughes Aircraft, IBM) et si les administrations nationales de l'aviation civile en sont d'accord, les centres de contrôle « en route » d'Alz-en-Provence et de Genève pourraient profiter les premiers de ces recherches.

### L'apport de la couleur

Celles-ci veulent simplifier, clarifier et automatiser. Il s'agit de centraliser sur un seul écran les informations dont le contrôleur dispose sur deux écrans, sur des bandes papier et par téléphone. D'autre part, pour en faciliter la compréhension, les données apparaissent en huit couleurs au lieu de deux. Grâce à ces symboles, il est possible de saisir d'un coup d'œil si l'avion qui va pénétrer dans le secteur dont vous avez la responsabilité est trop haut ou trop bas. Inutile de téléphoner, il suffit de frapper sur un clavier les changements de trajectoire demandés et

d'appuyer sur la « souris » de son ordinateur : les nouveaux paramètres apparaîtront instantanément sur l'écran du contrôleur du secteur voisin. On peut aussi faire apparaître sur l'écran des « fenêtres » donnant des informations plus détaillées sur un vol à problèmes.

Ce nouveau système est beaucoup plus intelligent que l'ancien. Par exemple, avec les sécurités actuelles, un avion qui est en montée en direction d'un autre appareil volant plus haut déclenche automatiquement une alarme sur l'écran du contrôleur, même s'il est prévu qu'il doit s'arrêter de grimper avant d'atteindre un niveau dangereux. ODID est programmé pour tout savoir et ne pas tenir compte de ce genre d'alertes parasites.

Les expériences et les simulations ont permis de démontrer qu'un contrôleur assisté par ODID serait capable de s'occuper de 50 % de vols de plus que ceux qu'il aurait pu traiter le jour le plus chargé de l'année 1989. On estime qu'un aiguilleur du ciel pourra prendre en charge, simultanément et sans ten-

sion excessive, une quarantaine d'avions au lieu de quinze aujourd'hui.

Ces progrès ne seront que les premiers d'une longue série. Beaucoup plus tard, la reconnaissance de la parole permettra d'entrer dans l'ordinateur les données au moyen de la voix. Plus tard encore, lorsque le dialogue sera permanent entre les calculateurs de bord des contrôleurs et ceux des avions, les modifications de trajectoire souhaitées par le contrôleur s'inscriront automatiquement sur l'écran du pilote, voire actionneront même les commandes de la navigation aérienne... et des pilotes. Mais ce n'est pas pour demain, tout au plus pour l'an 2015 ou 2020 !

ALAIN FAUJAS

(1) Le Contrôle de la navigation aérienne, par Georges Maignan. Coll. « Que sais-je ? », PUF, 1991.

(2) Allemagne, Belgique, Chypre, France, Grande-Bretagne, Grèce, Irlande, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Portugal, Turquie.

## Irradiéux Kazakhstan

Suite de la première page

Edifiée sur la rive gauche de l'Irtysch, à quelque 120 km de la ville de Semipalatinsk, Kourchatov - du nom du physicien Igor Kourchatov, le père de la bombe A soviétique - fut, pendant plus de quarante ans, la cité des scientifiques et techniciens, des « expérimentateurs » des armes nucléaires soviétiques. Elle a fait partie de ces « cités interdites », dites « régimentées » (à régime spécial) comme Arzamas-16, dans la région de Gorki (haut lieu de recherches nucléaires militaires), ou « Tcheliabinsk-40 » ou 70 dans l'Oural, pour la production de plutonium militaire (le Monde du 26 septembre 1990).

Elle comptait au début des années 1950 15 000 habitants, familles comprises, trois réacteurs de recherche souterrains, et de nombreux laboratoires. On peut encore y voir la maison d'hôte où vécut et travaillèrent Kourchatov, Sakharov, Khariton et bien d'autres, et où le ministre Bériia venait souvent pour superviser les progrès des travaux sur les bombes.

Légèrement plus grand que le polygone américain du Nevada, le site de Semipalatinsk est un vaste plateau caillouteux de 18 500 kilomètres carrés pour un périmètre de 600 km, remontant vers le sud, vers les massifs montagneux qui surplombent la dépression du lac Balkash. Quelques 200 des 343 essais souterrains menés sur le site ont été effectués dans des galeries creusées à plus ou moins grande profondeur dans les flancs de ces derniers. Les autres, effectués dans des puits verticaux, ont eu lieu, pour la plupart, dans la partie centrale du polygone.

Parfois, explique M. Les Nefedov, l'un des responsables scientifiques du polygone, plus spécialement chargé de la sécurité, la même galerie a servi à plusieurs essais. « Une galerie permet d'effectuer davantage d'expériences, et d'obtenir davantage d'information. Les effets atomiques sont, en outre, bien moindres que ceux provoqués par des explosions en puits verticaux qui, il est vrai, coûtent moins cher. » Selon lui, les deux tiers de ces essais avaient un caractère scientifique : expériences de biologie, études des effets des radiations sur des animaux, mise au point de moyens de radioprotection, de chélateurs (substances servant à la décontamination de l'organisme), études de physique fondamentale, etc.

Dans ces paysages dévastés de la steppe kazakhe la nature reprend son cours. Les zones jugées susceptibles de se trouver sous le nuage étaient évacuées. Ce fut grâce notamment à l'action d'Andrei Sakharov qui se vit réattribuer un jour par le maréchal Nedelko, responsable de la campagne d'essais, que « la défense de la nation ne peut se construire sans victimes ».

Il a fallu attendre mai 1989, quarante ans après le premier essai, trois ans après Tchernobyl, pour que les autorités s'intéressent sérieusement à l'état sanitaire de la population. Une commission de 70 membres, présidée par M. Anatoly Tsyt, directeur de l'Institut de recherche de radiologie médicale de l'Académie des sciences médicales d'URSS, et comprenant des scientifiques de haut niveau de disciplines différentes,

dessine à 35 mètres au-dessus de la steppe environnante. La radioactivité sur les rejets et le bord du lac reste encore supérieure à la normale. Mais des carpes y ont élu domicile et il arrive que, violant les consignes, des gens viennent les pêcher.

Paradoxalement, le polygone n'est, en effet, pas gardé de façon très rigoureuse, sauf en quelques endroits bien précis, lieux d'essais récents, ou site de concentration de contamination élevée pour des raisons topographiques. Les habitants des villages situés à la périphérie du site ont reçu l'autorisation de pratiquer des cultures fourragères sur au moins un tiers de sa superficie. Et, à la fin de l'été, on peut apercevoir l'alignement des meules de foin. La radioactivité de ces récoltes est, en principe, contrôlée. Mais la plupart des panneaux indiquant les zones dangereuses ont été volés, ainsi que les poteaux qui les portaient : le bois est un matériau précieux dans la steppe. Et puis, comment vérifier où sont allés paître les troupeaux de moutons ?

### Des milliers d'irradiés

Pourtant, en dépit de ces aimables anecdotes, le polygone fait peur. Il a fait des victimes, et continue à en faire. Des milliers d'habitants, et de militaires ont été irradiés, principalement entre le 29 août 1949, date du premier tir, et 1963, année de l'accord sur l'interdiction des essais dans l'atmosphère. Les témoignages des vétérans des premiers essais nucléaires, regroupés tout récemment en association de défense des droits des combattants de la guerre invisible, font dresser les cheveux sur la tête. « Les militaires venaient deux ou trois jours avant le tir pour creuser une tranchée, explique un témoin des premiers tirs. Peu avant l'heure H, les habitants étaient pris de s'y réfugier. L'ensemble était recouvert à l'aide de bâches. Une à deux heures après l'essai, nous étions autorisés à sortir. » A Tchegan, un village situé à moins de 100 kilomètres du site utilisé pour les explosions aériennes, les villages étaient conviés à sortir, car on craignait que les maisons ne résistent pas à l'onde de choc. « Nous en profitâmes pour admirer le flash de l'explosion », se souvient le président du soviet du village.

Plus tard, des précautions un peu plus rigoureuses furent prises. C'est ainsi que les zones jugées susceptibles de se trouver sous le nuage étaient évacuées. Ce fut grâce notamment à l'action d'Andrei Sakharov qui se vit réattribuer un jour par le maréchal Nedelko, responsable de la campagne d'essais, que « la défense de la nation ne peut se construire sans victimes ».

Il a fallu attendre mai 1989, quarante ans après le premier essai, trois ans après Tchernobyl, pour que les autorités s'intéressent sérieusement à l'état sanitaire de la population. Une commission de 70 membres, présidée par M. Anatoly Tsyt, directeur de l'Institut de recherche de radiologie médicale de l'Académie des sciences médicales d'URSS, et comprenant des scientifiques de haut niveau de disciplines différentes,

mais aussi des spécialistes et des parlementaires du Kazakhstan, s'est livrée pendant trois semaines à des investigations poussées dans une zone de 200 km autour du polygone.

Dans un volumineux rapport de 400 pages, la commission Tsyt estime qu'environ 10 000 des 70 000 personnes vivant à l'époque dans les régions les plus contaminées ont été soumises aux radiations. Reçues durant les 14 années d'essais aériens et au sol, de 1949 à 1963 (dont 70 % pour la seule période 1949/1953), les doses pouvaient atteindre jusqu'à 160 rems (1), par exemple, pour les 900 habitants du village de Dolon, situé sur l'Irtysch à mi-chemin de Semipalatinsk et de Kourchatov. Elles sont estimées à 20 à 37 rems pour 3 500 autres personnes, 2 à 20 rems pour 1 900 d'entre elles, et moins de 2 rems (soit une dose annuelle inférieure aux limites réglementaires internationales) pour le reste du groupe.

En quarante ans, quelque 55 cas supplémentaires de tumeurs cancéreuses dues aux radiations auraient dû être décelés dans ce groupe de 10 000 irradiés, indique le rapport. En fait, les statistiques manquent. D'autant plus qu'il n'y a aucune trace des archives concernant les sept premières années des essais, et tenues par les services spéciaux du ministère de l'Intérieur, n'a pu être retrouvée.

L'examen des personnes irradiées pendant la période 1949-1963 a montré que le nombre de cas d'aberrations chromosomiques était plus élevé - jusqu'à 2,5 et 4,5 fois la moyenne nationale - dans certains villages comme Tchegan, Sargal et Kainar. Dans l'ensemble de la région de Semipalatinsk, le nombre de décès par leucémie a été multiplié par trois au cours de la période 1959-1987. La commission Tsyt a constaté également, en analysant l'état sanitaire des populations au moment de l'enquête, et en se fon-



Ce bunker a été en partie détruit par l'onde de choc et de chaleur d'une explosion nucléaire.

dant sur les statistiques des quelques années la précédant, une forte mortalité infantile, surtout dans les régions les plus proches du polygone, ainsi qu'un nombre élevé de maladies des organes respiratoires, de maladies infectieuses, de naissances d'enfants mentalement retardés (jusqu'à 2 à 3 fois plus que le reste du Kazakhstan).

### Maladies et suicides

Certes, reconnaissent les experts, beaucoup de maladies doivent être attribuées à l'état sanitaire déplorable dans l'ensemble, à une nourriture souvent très mal équilibrée, et au manque de soins médicaux. En revanche, estiment-ils, l'effet des secousses sismiques provoquées par les essais souterrains, la crainte de fuites radioactives (il s'en est produit à plusieurs reprises), l'attente en quelque sorte de ces événements, se traduisent par une véritable « épidémie » superposée à une « radiophobie » bien compréhensible. Cela se traduit, indique encore le rapport Tsyt, par une augmentation sensible,

des dernières années, du nombre de maladies psychosomatiques, de troubles nerveux et psychiques, et même de suicides.

« Lors des essais aériens, il y a eu assurément des victimes. Je pense qu'on aurait pu les éviter », reconnaît Youri Trounev, qui fit partie des premières équipes. « Mais de nos jours, avec les technologies appropriées, les essais souterrains ne présentent pas de danger », ajoute M. Trounev, qui est aujourd'hui responsable scientifique d'Arzamas-16, le principal centre de recherche militaire nucléaire soviétique. Il est injuste de les rendre responsables de tous les maux qui frappent la population de Semipalatinsk. Il est dommage que l'on n'ait pas suivi l'exemple du polygone américain du Nevada où il n'y a aucun problème, et où, moyennant de solides indemnités, les habitants de l'Etat ne protestent pas. »

La commission Tsyt propose toute une série de mesures, comme la création de centres de diagnostic et de médecine nucléaire, l'amélioration générale des structures médicales,

l'approfondissement des enquêtes et des analyses, une étude plus rigoureuse des migrations des radionucléides dans le sol, le versement de compensations aux victimes, ainsi qu'une réduction du nombre des essais et de leur puissance. « Mais nous avons perdu un temps trop précieux, la confiance a disparu. Les populations ne nous croient plus », reconnaît quelques jours avant la fermeture du polygone l'un de ses commandants adjoints, le général Guennady Sokolov.

Pour tenter de la restaurer, les autorités kazakhes organisent une opération « portes ouvertes » sur le site du 16 au 24 octobre, à laquelle sont conviés des observateurs et les médias étrangers. Au début de ce mois, le conseil des ministres du Kazakhstan a arrêté une série de mesures destinées à transformer le polygone en un « centre scientifique-productif ». Plusieurs commissions ont été formées pour examiner les différents aspects de cette mutation : utilisation du potentiel scientifique et technique, réhabilitation des familles et des enfants du polygone. Une conférence est prévue sur ce sujet fin novembre à Almaty, la capitale, avec, affirmant les autorités locales, une forte participation étrangère.

SERGE BERG

(1) Le rem est une unité d'équivalent de dose, qui mesure l'effet des rayonnements sur l'organisme (autre unité, le sievert : 1 Sv = 100 rems). A titre de comparaison, l'irradiation due au fond naturel est, en moyenne de 2 rems par an en France. Pour la radioactivité artificielle, les normes internationales fixent la limite annuelle d'exposition à 0,5 rem pour la population, et 5 rems pour les travailleurs du nucléaire.

## Les polygones de l'akoutie et de Sibérie

Les experts savaient que l'Union soviétique avait procédé, à des fins civiles, à nombre d'essais nucléaires dans certaines zones de son territoire, en particulier en Sibérie. Mais peu d'entre eux connaissaient l'existence du « polygone d'essais nucléaires de l'akoutie », dont la presse soviétique s'est récemment faite l'écho. Le principal site d'essais de ce polygone se trouverait à l'ouest de la ville de l'akoutie, non loin de la ville de Mirny, entre la Léna, au sud, et un de ses affluents, l'Iloï, plus au nord.

Si l'on en croit les déclarations de l'académicien Vitali Goldanski, directeur adjoint de l'Institut physico-chimique de l'Académie des sciences de l'URSS, ce centre était, il y a peu, encore en activité. C'est ainsi, a révélé M. Goldanski à la revue *Etudes soviétiques* de mai 1991, que trois essais y ont eu lieu en 1987.

En Sibérie, l'URSS exploite depuis 1957 le « polygone du Nord », sur l'archipel de Nouvelle-Zemble. Situé dans l'océan Arctique,

entre les 70° et 77° parallèles, la mer de Barentz, à l'ouest, et celle de Kara, à l'est, il s'étend sur 750 kilomètres de long et 150 kilomètres de large, couvrant 90 200 kilomètres carrés, zone maritime comprise. L'épicentre des essais souterrains, en puits à 650 mètres de profondeur (moyenne) ou en galeries, se trouve à 1 100 kilomètres au nord-est d'Arkhangelsk, et à 200 kilomètres de Selys-Goubas, la base-vie où vivent les militaires, les techniciens et leurs familles.

Au total, 132 essais y ont été effectués, dont 42 souterrains, et 90 aériens, au sol et sous-marins. Les effets de ces derniers sur l'environnement et les populations autochtones vivant jusque dans la presqu'île des Tchoukotch, loin à l'est, sont controversés. Un rapport officiel soviétique publié en février dernier reconnaît que la durée de vie moyenne chez les Tchoukotch et les populations du Grand Nord soviétique n'est que de trente-cinq ans et que la mortalité par

cancer y était deux fois plus importante que la moyenne en URSS, entre 1961 et 1975.

Mais le même rapport, citant des études récentes, met en doute le lien entre les essais et le nombre élevé de cancers, tout en reconnaissant cependant que la baisse du système immunitaire et le nombre élevé de cataractes chez les éleveurs de rennes méritent « des études approfondies afin de déterminer s'il existe des corrélatifs entre ces faits et les essais ». En attendant, la Russie entend jouer de sa souveraineté, et son président, Boris Eltsine, s'est prononcé pour l'arrêt des essais en Nouvelle-Zemble.

### Réactiver le site

La situation n'est pas très simple pour les autorités soviétiques, qui aimeraient pouvoir mener à bien au moins les deux derniers essais, dits « de calibration », prévus dans le cadre d'accords bilatéraux avec les Etats-Unis. Une

série d'essais similaires a déjà eu lieu en mai et en septembre 1988, respectivement au Nevada et à Semipalatinsk, en présence des spécialistes des deux pays, qui ont ainsi la possibilité de comparer les résultats de leurs mesures obtenus à l'aide de procédés différents.

Faute de pouvoir utiliser le polygone de la Nouvelle-Zemble, ou celui de Semipalatinsk (au ministère de la Défense à Moscou on n'a pas abandonné l'espoir d'arriver à une entente avec les autorités kazakhes), une solution pourrait être de réactiver le site de l'akoutie. La chroniqueur militaire du quotidien moscovite *Rabotchny Tribuna* (Tribune ouvrière) a évoqué cette hypothèse le 5 septembre dernier, tout en soulignant que cela lui semblait difficile, dans la mesure où ce territoire relève de la souveraineté de la Russie, comme la Nouvelle-Zemble...

S. B.



SCIENCES • MEDECINE

# Archives en danger

La conservation des manuscrits, imprimés, dessins, photographies, pose de difficiles problèmes techniques quand ils ne sont pas économiques

**«M**OINS Y EN A, mieux c'est. La formule est lapidaire et familière. Mais elle décrit parfaitement les problèmes de conservation auxquels sont confrontés les responsables des archives, bibliothèques, musées et autres institutions où s'entassent les documents graphiques, témoignages du passé de l'humanité. Elle a tout de suite donné le ton de la conférence tout à fait sérieuse et documentée, mais pleine d'humour, de Gaël de Guichen, ingénieur chimiste et assistant du directeur de l'ICCROM (1), qui a ouvert les premières Journées internationales d'études sur la sauvegarde et la conservation des photographies, dessins, imprimés et manuscrits, organisées à l'Institut du monde arabe (Paris) par l'Association pour la recherche scientifique sur les arts graphiques (ARSAG) du 30 septembre au 4 octobre.

Le titre «Pour ou contre le contrôle de l'environnement» (des bibliothèques, archives, musées, etc.) était déjà provocateur. La conférence proprement dite, illustrée de dessins et croquis amusants, ne l'était pas moins.

Huit facteurs contribuent à détériorer l'environnement d'un lieu où sont conservés des documents graphiques : la poussière, la pollution,

les insectes, les micro-organismes, la lumière visible, les infrarouges, les ultraviolets et l'humidité relative. Aux sept premiers, qui sont parfaitement identifiables et mesurables, s'applique la formule «Moins y en a, mieux c'est».

Le huitième - l'humidité relative - en revanche, est beaucoup plus flou. Et d'autant plus que ses effets sont fonction, entre autres, de la température, de la durée, de ses variations. Alors qu'il joue un rôle essentiel puisqu'il est le propagateur, le catalyseur et souvent l'élément déclenchant des sept autres.

Qu'est donc cette humidité relative redoutable et souvent mal connue car elle est une notion complexe ? L'humidité absolue est facile à comprendre : elle se définit par le poids de vapeur d'eau en grammes contenu dans un 1 mètre cube d'air ou 1 kilo d'air sec. L'humidité relative est le pourcentage de la vapeur d'eau présente dans un volume d'air donné par rapport à la totalité de la vapeur d'eau qui pourrait, à saturation (c'est-à-dire avant de commencer à se condenser), être contenue dans le même volume d'air. Or le point de saturation varie avec la température : 1 mètre cube d'air à 5°C est saturé avec 7 grammes de vapeur d'eau ; à 10°C avec 9 grammes ; à 20°C avec 18 grammes ; à 30°C avec 31 grammes. L'humidité relative est donc fonction de la

température. Et le contenu des documents (papiers, parchemins, bois, cuir, etc.) en vapeur d'eau est fonction de l'humidité relative de l'air dans lequel ils sont conservés.

## Les matériaux ne respirent pas

Gaël de Guichen a tordu le cou à une idée trop généralement acceptée. Non, le matériau des documents et objets à conserver ne «respire» pas : il n'absorbe pas d'oxygène et ne rejette pas de gaz carbonique. En revanche, il réagit avec la vapeur d'eau de l'air. Tant qu'il n'est pas en équilibre avec l'humidité relative de l'air ambiant, il absorbe de l'eau et se dilate, ou il rejette de l'eau et se contracte. Ce qui, à la longue, peut faire fendre le matériau en question. Il faut donc impérativement sceller les vitrines d'exposition au lieu de laisser passer l'air «pour que les objets puissent respirer».

L'humidité relative idéale pour la conservation est ainsi très difficile à définir. Les normes d'humidité relative qu'il n'y aurait qu'à appliquer n'existent pas. Certes, des chiffres variés sont souvent avancés mais ils relèvent de la pure fantaisie, même celui qui est le plus fréquemment cité : 50 % ou - 1 d'humidité relative. Et d'autant plus que l'humidité relative «supportable» varie selon

le matériau et selon la durée d'exposition de ce matériau à une humidité relative donnée. Ainsi, des documents conservés à Rio-de-Janeiro dans une humidité relative énorme mais constante ont-ils supporté les siècles sans dommage important. Alors que les 300 000 volumes de la bibliothèque universitaire de Naples apportés il y a quelques années dans des locaux tout neufs et fort humides (comme la ville) ont été couverts en trois mois de moisissures et autres micro-organismes, et qu'il a fallu huit mois pour les sécher et les désinfecter.

Il existe cependant quelques règles de bon sens pour conserver les documents : tenir compte de leur matériau constitutif, de leurs techniques de fabrication, de leur état de détérioration, de leur histoire : éviter les microclimats accidentels ; ventiler (mais pas aérer) ; dépoussiérer ; mettre à l'abri de la lumière ; les soustraire très vite à un environnement où une détérioration rapide se manifeste.

Les Journées internationales d'études de l'ARSAG ont réuni 400 participants de 25 nationalités différentes. Et les 40 communications ont été consacrées à trois thèmes : les photos, les arts graphiques (dessins, miniatures, etc.) et les traitements de masse des documents graphiques. On admet aisément que

l'on dépense beaucoup de temps et d'argent pour sauver les œuvres d'art uniques que sont souvent les dessins. Mais on se pose des questions quand il s'agit de sauver, pour les générations futures, les millions de documents (livres, journaux et autres imprimés) que conservent toutes les grandes bibliothèques du monde (2). Or, depuis 1850 environ, le papier est fait industriellement à partir de pulpe de bois.

## 302 fois le budget annuel

Au fil des années, il s'acidifie, devient cassant et perd sa résistance mécanique : en outre, il est souvent attaqué par des champignons et parfois par les encres. Si on veut conserver tous les documents ainsi menacés et parfois tellement endommagés qu'on ne peut plus les prêter aux lecteurs, il faut songer à des traitements de masse. Mais on est loin d'être en mesure de résoudre ce problème gigantesque.

La plupart des communications consacrées aux traitements de masse étaient très techniques. En revanche, celle de Jeanne-Marie Dureau (archives municipales de Lyon) a abordé l'aspect économique de ces traitements. Les archives de Lyon sont forcément très hétérogènes dans leur nature (manuscrits, im-

més, plans, affiches, etc.), leurs supports (papiers anciens ou modernes, parchemins, etc.), leurs encres et leurs formats. Mais on peut additionner le tout et dire qu'elles sont faites de 76 071 000 «feuilles».

Sachant que le budget de fonctionnement annuel des archives municipales de Lyon est d'environ 1 280 000 francs, les calculs de Jeanne-Marie Dureau sont assez terrifiants : le coût du simple nettoyage se monterait à 10 % de ce budget ; celui de la protection (mise des documents dans des cartons) à 1,8 fois ce budget ; celui des transferts (sur microfilms, vidéodisques, etc.) évitant les dégâts mécaniques occasionnés par la manipulation à 89 fois ce budget ; celui de la désacidification à 208 fois ce budget ; celui du renfort (des documents fragilisés) à 302 fois ce budget. Et il ne s'agit «que» d'archives municipales...

YVONNE REBEYROL

(1) L'ICCROM, centre technique autonome de l'UNESCO créé en 1958 et installé à Rome, est un centre international de perfectionnement pour des spécialistes déjà confirmés travaillant dans différents domaines de la préservation du patrimoine.

(2) La Bibliothèque nationale de Paris, par exemple, possède plus de 10,3 millions de livres, 350 000 collections de périodiques, 650 000 cartes et plans, etc. Et ce «stock» s'accroît tous les jours par le dépôt légal, les achats et les échanges...

## Sida, préservatifs, militaires et abstinence

De quels éléments objectifs peut-on disposer pour mesurer l'efficacité des campagnes de prévention contre l'épidémie de sida ? Pour tenter de répondre à ce véritable casse-tête pour épidémiologistes, les spécialistes estiment généralement que les meilleurs indicateurs dans ce domaine sont, outre l'incidence des cas de séropositivité, la fréquence des maladies sexuellement transmissibles, l'évolution des ventes de préservatifs et les résultats, souvent hypothétiques, des études socio-comportementales sur la sexualité des populations.

Les résultats de l'un des trop rares travaux menés sur ce thème viennent d'être publiés dans le dernier numéro (37-1991) du Bulletin épidémiologique hebdomadaire de la Direction générale de la santé. Cette étude a été conduite par un groupe de l'Institut de médecine tropicale du service de santé des armées (Le Pharo, Marseille) auprès d'un groupe de 146 militaires engagés ou de carrière, ayant effectué «en cécité» un séjour de quatre mois en Afrique centrale, au cours de l'année 1990. Parmi ces 146 hommes âgés de dix-neuf à quarante ans, 42 étaient mariés ou concubins, 104 célibataires. Soixante-trois d'entre eux ont déclaré, lors d'entretiens confidentiels, n'avoir eu aucune relation sexuelle durant leur séjour africain. La fidélité et la crainte du sida et des maladies sexuellement transmissibles sont les principaux motifs invoqués pour expliquer le choix de l'abstinence.

Parmi les 40 militaires ayant eu des relations sexuelles, 30 déclarent n'avoir eu qu'une seule partenaire, presque toujours africaine et «de rencontre», et 10 plus d'une ; 31 militaires expliquent avoir toujours utilisé un préservatif, 4 parfois et 5 jamais. L'utilisation du préservatif, fourni gratuitement et répondant aux normes de sécurité AFNOR, ne constitue pas tou-

jours une garantie absolue : sur 94 rapports sexuels, le taux de rupture est évalué à 7,5 %.

«Notre étude montre la place importante occupée par l'abstinence sexuelle comme moyen prophylactique dans un groupe de militaires en court séjour en Afrique», concluent les auteurs de cette étude. Plus généralement, les médecins militaires notent une très nette régression des cas de maladies sexuellement transmissibles (syphilis et gonococcie, notamment) depuis quelques années.

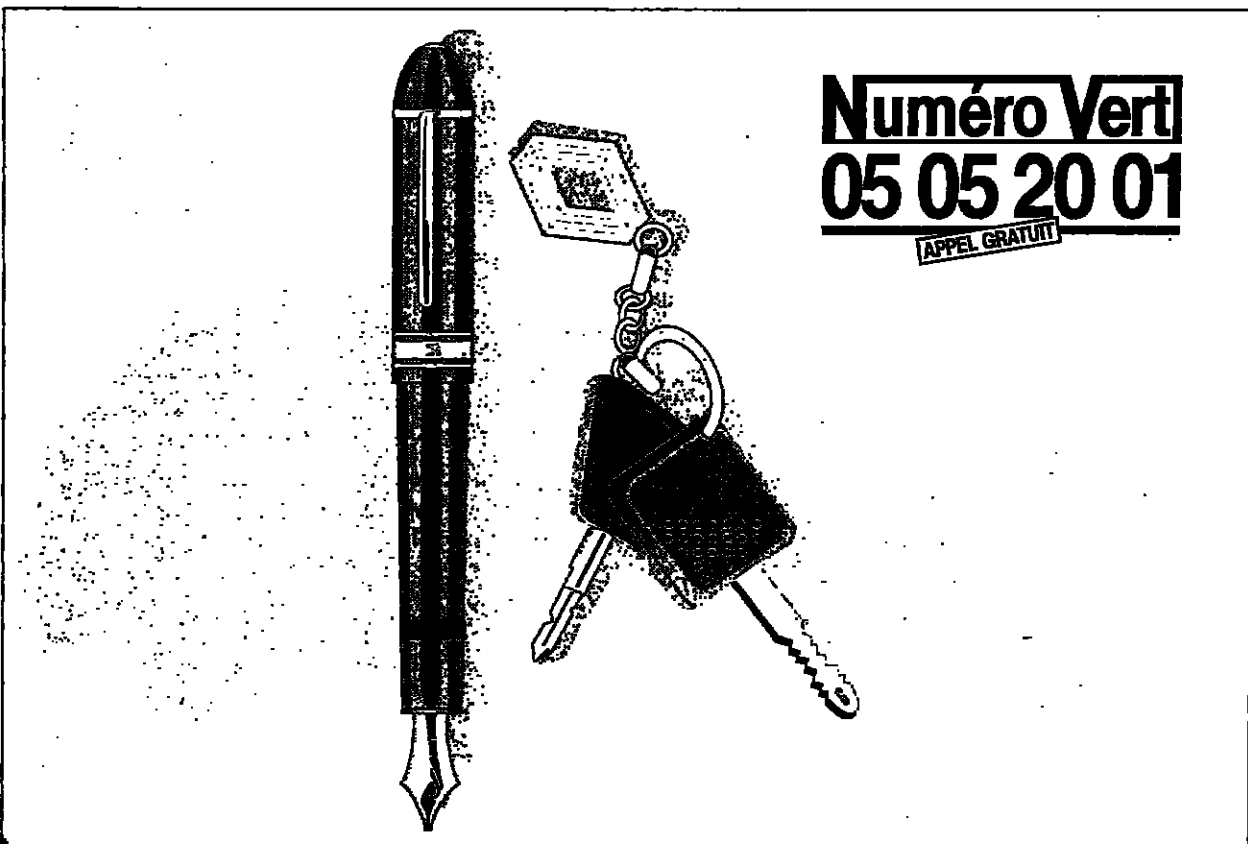
On est ainsi passé d'une incidence de 1,6 % militaires français stationnant en Europe en 1986 à 0,4 % en 1990. Outre-mer, durant la même période, ce taux est passé de 125,6 % à 47,6 %. On ne dispose malheureusement pas de chiffres aussi précis en ce qui concerne la population générale où, selon certaines indications, après un fléchissement durant la même période, on observe à nouveau une inquiétante augmentation des cas de maladies sexuellement transmissibles, très fréquemment liées à la séropositivité due au virus du sida.

Les chiffres dont on dispose sur l'évolution des ventes de préservatifs laisse, par ailleurs, fort sceptique quant à l'efficacité des campagnes de prévention incitant à son usage. L'Agence française de lutte contre le sida indique ainsi que l'on est passé de 38,7 millions d'unités vendues en 1986 à 70 millions en 1990. Après une notable progression, de 63 %, entre 1986 et 1987, les ventes semblent, quoi qu'on fasse, stagner, démontrant ainsi l'incapacité des responsables sanitaires à agir efficacement à titre préventif sur les comportements à risque vis-à-vis de cette maladie mortelle sexuellement transmissible.

JEAN-YVES NAU

# LOCATION LONGUE DUREE

## Pourquoi préférer Renault ?



Numéro Vert  
05 05 20 01  
APPEL GRATUIT

■ Pour votre entreprise, le parc automobile est un authentique outil de travail. La location longue durée constitue aujourd'hui la solution la plus simple et la plus complète pour gérer cet outil avec rigueur tout en maîtrisant les coûts. Chez Renault, des spécialistes de la location

longue durée et de la vente sont là pour vous conseiller. Ils sauront apporter à vos exigences les réponses les mieux adaptées : choix de véhicules, financement, assistance, sans oublier l'accueil, le service et la qualité ■

**Direction Regionale Paris-Ile de France**  
330, Bureaux de la colline. 92213 Saint Cloud

Je souhaite recevoir :

☐ Votre dossier Location Longue Durée

☐ La visite de l'un de vos conseillers

Société : .....

Nom, prénom : .....

Adresse : .....

Tél : .....

Fonction : .....

Nombre de véhicules du parc : .....

## SOURDS ET MALENTENDANTS

LA MUTUELLE DE LA PRESSE ET DU LIVRE organise les lundi 14 et mardi 15 octobre 1991 (service acoustique) deux journées réservées aux sourds et malentendants.

- Faire contrôler votre audition.
- Faire réviser vos appareils auditifs.
- Essayer les nouvelles prothèses auditives ultraminiauturisées.

PRENEZ RENDEZ-VOUS AU 40-39-75-75  
M.N.P.L. SERVICE ACOUSTIQUE  
29, rue de Turbigo - 75002 PARIS

## SOCIÉTÉ

## DÉFENSE

Eprouvé par l'arrêt de ses exportations

## Le groupe Dassault-Aviation est frappé de plein fouet par le déclin des commandes militaires françaises

Face au ralentissement prévisible des commandes passées par les armées françaises et devant l'absence, depuis trois ans maintenant, de contrats militaires à l'exportation, le groupe Dassault va devoir préparer une série d'initiatives lors d'un comité central d'entreprise réuni mardi 8 octobre. Après avoir diminué, durant ces dernières années, ses effectifs de 16 000 à 12 000 salariés et tenté de rationaliser l'outil industriel en spécialisant ses différentes usines, le groupe aéronautique est de nouveau confronté à une situation difficile qui risque d'entraîner une érosion supplémentaire de son personnel, avec notamment des départs en préretraite à cinquante-cinq ans.

Avec un chiffre d'affaires (hors taxes) de 6 224,4 millions de francs, tous produits civils et militaires confondus, pour le premier semestre, le groupe Dassault-Aviation enregistre une chute de près de 30 % de ses activités par rapport aux six premiers mois de 1990. Certes, prétendent ses dirigeants, ces résultats ne sont pas véritablement représentatifs du chiffre d'affaires annuel. Il n'en demeure pas moins qu'ils traduisent une tendance lourde dans la mesure où cet effondrement menace de se prolonger compte tenu d'un contexte international qui ne plaide pas en faveur d'une expansion des marchés militaires.

Depuis trois ans, Dassault n'a placé aucun de ses avions de guerre (Mirage-2000 ou Atlantique-2) à l'exportation, et il lui est même arrivé de devoir suspendre ou reprendre des contrats précédemment établis (avec l'Irak, la Jordanie ou les Emirats arabes unis) du fait d'un embargo décrété par le

gouvernement français ou d'une renouveau en cause des accords par le client.

Sur ces entrefaites, survient la décision de la France, qui s'exprime dans son projet de budget pour 1992 et son projet de loi de programmation 1992-1997, de ralentir sensiblement ses dépenses militaires. Devant les députés de la commission de la défense, le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, a été, de ce point de vue, catégorique : « Le gouvernement s'oriente vers un taux de référence des dépenses de défense, par rapport au produit intérieur brut marchand (PIBM), qui sera inférieur au taux actuel (3,37 % en 1991 et probablement 3,15 % en 1996). Le prochain projet de loi de programmation militaire organisera la stabilisation et la diminution des dépenses de défense. »

## Dans l'attente du Rafale

La semaine dernière, en prévision de leur comité central d'entreprise, les dirigeants du groupe Dassault ont donc fait les comptes à la lumière de ce qu'ils croient être le projet de budget pour 1992 et la prochaine programmation militaire.

S'il paraît maintenu dans ses grandes lignes, le programme Rafale devrait subir quelques retouches et, en particulier, un léger glissement dans le temps. Ainsi, la livraison des seize premiers exemplaires de la version « marine » - de quoi former la première flottille embarquée sur porte-avions - serait attendue pour la mi-1998 et celle des dix-huit premiers exemplaires de la version « air » - de quoi créer le premier escadron dans la Force aérienne tactique - ne se ferait pas avant la mi-2000.

En attendant l'entrée en service du Rafale, l'armée de l'air continuera de moderniser les Mirage-F1, qu'elle retire de la défense aérienne, pour les transformer en appareils d'attaque au sol (Mirage-F1CT) sur le modèle de ce qu'a fait, bien avant elle, la force aérienne ira-

lienne. Quinze exemplaires seront livrés et quatorze nouvelles commandes passées cette année, sur un programme total de cinquante-cinq avions de ce type.

C'est le programme Mirage-2000 qui sera le plus perturbé. D'abord, les commandes de Mirage-2000 DA (défense aérienne) seraient interrompues à leur niveau actuel. Ensuite, seule la commande de Mirage-2000 D (diversité), qui est un avion apte à larguer des armements nucléaires ou classiques en attaquant à basse altitude, serait maintenue. Au stade des livraisons, l'armée de l'air continuera de recevoir en 1992 seize nouveaux Mirage-2000 DA et elle recevrait son premier Mirage-2000 D après 1993. Mais c'est à plus long terme que les livraisons des Mirage-2000 DA et de Mirage-2000 D devraient être étalées.

En effet, selon les scénarios de Dassault, les cadences de livraison de ces deux modèles tomberaient, entre 1992 et 1996, à vingt et un exemplaires par an, quand elles ont été jusqu'à présent à vingt-six en moyenne et, même, à trente-trois il y a encore quelques années. C'est tout le problème du maintien en l'état, ou non, de son stock opérationnel d'avions de combat par l'armée de l'air qui est en jeu avec ces livraisons.

## Un désarmement « structurel »

Avec vingt et un Mirage-2000 livrés par an, il n'est plus question de pouvoir garder en ligne - prête à entrer en action - une flotte de quatre cent cinquante avions de combat au sein d'un parc qui en compte, en outre, entre six cents et sept cents. Compte tenu des traités du service, des problèmes de vieillissement, et des accidents en vol, le renouvellement nombre pour nombre des appareils n'est plus assuré. Dans ces conditions, l'armée de l'air française est, faute de crédits, condamnée à un désarmement dit « structurel », alors même que le

traité Est-Ouest de désarmement classique en Europe, conclu en 1990, lui a reconnu la possibilité de disposer jusqu'à huit cents avions en parc pour quatre cent cinquante en ligne. En clair, la France s'achemine, surtout lorsque le Rafale entrera en service, vers une capacité limitée à trois cent cinquante avions en ligne, au lieu des quatre cent cinquante à ce jour.

Du côté de l'aéronavale maintenant, selon les projections avancées par Dassault au vu de ce que le groupe connaît des projets de budget et de programmation, il semble qu'on s'oriente vers une cadence maintenue à trois exemplaires par an des commandes de l'Atlantique-2, destiné à la surveillance maritime et à la lutte anti-sous-marine. Cet avion est particulièrement onéreux : son coût budgétaire est estimé à quelque 600 millions de francs.

En 1992, trois nouveaux Atlantique-2 seront commandés - ils s'ajouteront aux vingt-deux qui l'ont déjà été - et six livrés. Ce rythme serait maintenu jusqu'en 1996. Pourtant, la commande totale resterait très en deçà de celle qui avait été prévue à l'origine. Des quarante-deux exemplaires destinés à l'objectif, la marine devrait se contenter de trente, voire de vingt-huit.

Lors du comité central d'entreprise, direction et syndicats de Dassault devraient examiner les conséquences possibles de ces décisions - si elles se confirment comme il y a tout lieu de le croire - sur le plan de charge à venir (bureaux d'études, services administratifs et production) du groupe. Différents scénarios, en effet, ont été préparés par les responsables de Dassault, qui ont prévu de les commenter devant le personnel. Les hypothèses les plus pessimistes seraient état de quelque huit cents départs - dont la plupart seraient des mises en préretraite à cinquante-cinq ans - mais les responsables du groupe affirment que cette perspective est prématurée.

JACQUES ISNARD

## POLICE

Alors que la baisse de la délinquance se confirme

## Onze arrondissements parisiens bénéficieront de l'ilotage

Le ministre de l'intérieur, M. Philippe Marchand, a étendu le dispositif d'ilotage à quatre nouveaux arrondissements parisiens (les II, V, XVI et XX), lundi 7 octobre, en présence du préfet de police de Paris, M. Pierre Verbrugghe. A cette occasion, le ministre a confirmé la tendance à la baisse de la délinquance dans la capitale.

Non content d'être un îlot de sécurité alors que la délinquance augmente dans toute la France, Paris se flatte d'avoir mis en place un dispositif d'ilotage présenté comme le modèle de la police de proximité dans plus de la moitié de ses arrondissements.

« Je pense que la baisse de la délinquance à Paris est due pour une forte part à la mise en place de l'ilotage », a commenté M. Philippe Marchand en divulguant des statistiques qui font état d'une diminution sensible, au cours des huit premiers mois de 1991, pour les vols à la tire (-16 %), les vols à la roulotte (-2 %), et la délinquance dans le métro (-13 %). Le ministre de l'intérieur s'est d'ailleurs engagé à ce que la totalité de la capitale puisse bénéficier, d'ici à la fin de 1992, d'un dispositif d'ilotage.

Depuis mai 1990, Paris a progressivement étendu à onze de ses arrondissements cette technique policière traditionnelle qui consiste à affecter un policier en uniforme à un quartier déterminé ; le gardien de la paix doit être le plus souvent possible sur la voie publique, que ce soit de jour ou de nuit, avec la population et d'exercer une mission essentiellement préventive et dissuasive. Conçu à l'origine comme une organisation uniforme, le dispositif s'est peu à peu adapté pour tenir compte des particularités de chaque secteur de la capitale.

Dans les quartiers populaires du vingtième arrondissement, comme dans les îlots du Forum des Halles

ou des Champs-Élysées, les fonctionnaires sont ainsi des volontaires spécialement recrutés qui sont exclusivement affectés à une mission d'ilotage. Tandis que dans les arrondissements situés du septième et du seizième, l'ilotage est effectué par des policiers du service général rendus disponibles par une meilleure gestion des effectifs, notamment par une réduction des gardes statiques devant les institutions, omniprésentes dans ces arrondissements.

Les horaires ont aussi été adaptés, avec une extension aux dimanches et jours fériés dans le vingtième arrondissement, et une présence accrue jusqu'à 23 h 30 pour veiller sur les nuits du Quartier latin. Dans la nouvelle zone piétonne du secteur Montparnasse, appelée à devenir la plus importante d'Europe, les îlotsiers viendront en complément de la quinzaine d'inspecteurs de sécurité et de salubrité des espaces piétonniers mis en place par la Ville de Paris. Habituellement prompts à crier à l'insécurité dans la capitale, les élus de la majorité municipale se félicitent, lundi 7 octobre, du développement de l'ilotage dans leurs quartiers.

## Un policier pour 147 habitants

Si Paris peut développer un îlotage très coûteux en effectifs policiers, c'est parce qu'elle dispose de « réserves » en ressources humaines envoyées par les autres villes de France. Un policier sur quatre est affecté dans la capitale et ses trois départements voisins (Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne). Il suffit de comparer le nombre de policiers à la population pour mesurer l'ampleur du privilège : Paris intra-muros compte un policier pour 147 habitants, au lieu d'un policier pour 345 habitants en petite couronne et un policier pour 682 habitants en grande couronne.

En outre, plus de la moitié des appels du service national affectés dans la police (les « versés ») se font à Paris. Et la capitale voit s'y ajouter dans ses rues les forces de l'ordre mobiles, compagnies de CRS et escadrons de gendarmes. Malgré tous ces atouts, la capitale a dû attendre la sortie d'école d'une nouvelle promotion de gardiens de la paix avant de pouvoir mettre en œuvre l'ilotage dans le vingtième arrondissement.

Parler d'une « police à plusieurs vitesses » serait abusif. D'abord parce que les policiers de la capitale doivent assurer des missions liées à la « grandeur » de l'Etat, de la garde des institutions aux voyages officiels, en passant par le maintien de l'ordre lors des manifestations sur la voie publique ou des événements culturels. Ensuite, parce que près d'un million de banlieusards venant travailler à Paris s'ajoutent, chaque jour, aux deux millions de personnes y résidant en permanence.

Cependant, les départements voisins - très touchés par la montée de la délinquance - ne peuvent qu'envier l'ilotage, qui reste la marque d'une police de riches. Sortant sa règle à calcul, la Fédération autonome des syndicats de police (FASP) met en avant l'exemple du Val-de-Marne, de ses 1,2 million d'habitants et de ses 13 000 policiers en exercice, moins de quatre-vingts fonctionnaires ont pu y être affectés à l'ilotage l'an passé.

ERICH INCYAN

## SCIENCES

Grâce à une coopération internationale

## La « mouche tueuse » a été éradiquée de Libye

Au terme d'une campagne d'un an, qui aura coûté 100 millions de dollars à quatorze pays, la « mouche tueuse » ou lucille bouchère (*Cochliomyia hominivorax*, ou en anglais *screw worm*) est éradiquée de Libye. En annonçant la nouvelle, lundi 7 octobre, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a précisé qu'une grave catastrophe a pu être évitée.

La déclaration faite par M. Patrick Cunningham, directeur du Centre d'intervention d'urgence de la FAO contre la lucille bouchère en Afrique du Nord, est un peu triomphale. Mais à juste titre. « Si la lucille bouchère n'avait pas été éliminée aussi rapidement de Libye, elle aurait pu s'étendre à l'Afrique, au Moyen-Orient, au sud de l'Europe et même à l'Asie. Les dommages causés aux cheptels, à la faune sauvage et même à l'homme auraient été incalculables. »

Connue exclusivement en Amérique tropicale et subtropicale où elle a infligé, dans le passé, des pertes très importantes dans les troupeaux, la lucille bouchère a été identifiée en Libye à la fin de 1988. Comment avait-elle traversé l'Atlantique ? Nul ne peut le dire avec certitude. Mais son apparition dans l'Ancien Monde a suscité la mobilisation, non seulement de la Libye, mais aussi de quatorze pays donateurs et de plusieurs institutions financières.

La lucille bouchère est un insecte redoutable. Dès leur fécondation, les femelles sont irrésistiblement attirées par la moindre plaie ou saignement survenant chez un animal à sang chaud (les mammifères, y compris l'homme). Là, elles pondent plusieurs fois au cours des dix à quinze jours qui leur restent à vivre : chaque femelle pouvant ainsi pondre en tout 4 000 à 5 000 œufs.

En vingt-quatre heures, les œufs produisent des larves très voraces, qui commencent à dévorer leur

« hôte » tout vivant. Au bout de quelques jours, les larves, mesurant 1 à 2 centimètres de long, se laissent tomber sur le sol. Elles s'y enfouissent de quelques centimètres pour s'y transformer en pupes (ou nymphes) puis, au bout de six à sept jours, en insectes adultes prêts pour se reproduire.

La méthode de lutte, qui a montré son efficacité aux Îles Vierges (vers 1957), puis à Porto-Rico (vers 1960), au Texas et dans la plus grande partie du Mexique (de 1970 à 1982) consiste à produire en masse des lucilles bouchères mâles stérilisées par irradiation. Lâchés sur les zones infestées, ces mâles stériles attirent toujours les femelles, mais sans fécondation. Cette méthode de lutte est parfaitement propre pour l'environnement.

## Par avion spécial

Sur les 40 000 kilomètres carrés infestés en Libye, au cours des premiers mois de 1991, 40 millions de mouches stériles ont été apportés chaque semaine par avion spécial de l'« usine » mexicaine de stérilisation. Plus d'un million de mouches stériles ont ainsi été lâchées au-dessus du territoire libyen. Depuis avril dernier, aucun cas n'a été relevé chez les deux millions d'animaux contrôlés, alors que 12 000 cas avaient été recensés au cours de 1990.

La campagne qui a réussi en une année (au lieu des deux prévues) a coûté plus de cent millions de dollars (dont douze millions pris en charge par la Libye), c'est-à-dire la moitié de ce à quoi on s'attendait. Etant donné le manque de relations entre les Etats-Unis et la Libye, la mise sur pied et la réalisation du programme ont été assez difficiles mais, comme l'a souligné M. Patrick Cunningham, « notre expérience en Libye a montré comment les principaux partenaires peuvent oublier leurs divergences politiques face à l'urgence et s'associer pour mettre en œuvre une opération très complexe ».

Y. R.

## MÉDECINE

Quinze ans après le lancement d'une campagne par les Nations unies

## Cent millions d'enfants sont vaccinés contre les maladies infectieuses

En présence du docteur Nakajima, directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), et de M. James P. Grant, directeur général du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, devait annoncer mardi 8 octobre à New-York que pour la première fois, en 1990, plus de 100 millions d'enfants de moins d'un an ont été vaccinés contre les six grandes maladies infectieuses (rougeole, diphtérie, coqueluche, tétanos, poliomyélite et tuberculose) dans les pays en voie de développement, soit 80 % en moyenne des enfants de la planète.

Régulièrement assemblée par l'annonce des multiples flambées épidémiques comme aujourd'hui celles du choléra et plus encore par le spectre de la pandémie de sida, l'actualité médicale fournit rarement des motifs d'optimisme quant à la lutte contre les maladies infectieuses. C'est pourtant le cas avec le bilan rendu public le 8 octobre, sous l'égide de l'ONU, par les directeurs généraux de l'OMS et de l'UNICEF. Il s'agit sans doute la de l'un des événements les plus importants dans ce domaine après l'éradication de la variole.

Le PEV (programme élargi de vaccinations) est une initiative mondiale qui fut officiellement lancée dans le cadre de l'assemblée mondiale de la santé de 1974. A cette époque, la couverture vaccinale chez les enfants des pays en voie de développement se situait à moins de 5 %. Outre l'OMS, l'UNICEF et les gouvernements concernés, ce programme devait rapidement réunir de multiples acteurs de la galaxie des organisations, de développement et des organisations non gouvernementales (Rotary Interna-

tional et Fondation Rockefeller notamment), et s'agissait de prévenir, grâce à la vaccination des jeunes enfants, les morts ou les séquelles dues aux six maladies infectieuses que sont la rougeole, la diphtérie, le tétanos, la polio, la tuberculose et la coqueluche.

## « Une vie sauvée toutes les dix secondes »

« Il y a dix ans, on ne pouvait pas imaginer qu'en 1990 80 % des enfants du monde seraient immunisés contre les six principales maladies de l'enfance ? Or, aujourd'hui, nous pouvons annoncer que cet objectif a été atteint, que des millions de vies ont été sauvées et que ce résultat durable aura une influence sur les progrès de l'humanité pendant les prochaines décennies », ont déclaré à New-York le Dr Nakajima et M. Grant. Il s'agit du succès le plus retentissant pour la santé publique de la dernière décennie et de l'un des exemples les plus remarquables de mobilisation en faveur d'un but précis auquel il n'a jamais été donné d'assister.

Au début des années 80, le taux moyen de vaccination n'était encore que de 20 % environ. Il devait rester faible jusqu'en 1985 lorsqu'une nouvelle mobilisation initiée par les Nations unies permit, grâce à quelques améliorations techniques mais sans révolution médicale particulière, de parvenir aux 80 % d'aujourd'hui. Soucieux de trouver des images simples et mobilisatrices, on souligne à l'UNICEF que ce taux équivaut à 3,2 millions d'enfants sauvés chaque année, soit « une vie toutes les dix secondes ».

En dépit d'un tel bilan, l'autosatisfaction ne peut être de mise. On estime que 1,8 million d'enfants meurent encore chaque année des suites de ces six maladies infectieuses, 120 000 cas annuels de poliomyélites paralytiques continuant à être enregistrés. Soucieux de profiter de la dynamique ainsi acquise et prenant la mesure de l'importance de ces résultats dans l'optique de l'utopie symbolique de l'OMS (la « santé pour tous en l'an

2000 ». Les responsables du PEV annoncent aujourd'hui un objectif qui ne peut plus être ambitieux : « une couverture vaccinale universelle de l'enfance ». Dans l'attente, le calendrier est déjà fixé : 90 % de couverture vaccinale en l'an 2000 ; éradication d'ici là de la poliomyélite, élimination du tétanos néonatal et réduction en 1995 de la quasi-totalité des décès dus à la rougeole.

Quel que soit le degré des prochaines années de la mobilisation internationale, ces objectifs ne pourront raisonnablement être atteints sans la mise au point d'une nouvelle génération de vaccins qui devrait permettre une meilleure résistance à la chaleur et surtout la réduction du nombre des injections. « Le rêve ultime est de mettre au point un vaccin à dose unique qui, administré en une seule fois, protégerait les enfants contre de nombreuses maladies », indiquent-ils auprès de l'OMS et de l'UNICEF.

JEAN-YVES NAU

## EN BREF

○ Attentat contre une agence immobilière au Pays basque. - Une agence immobilière de Ciboure (Pyrénées-Atlantiques) a été partiellement détruite lundi 7 octobre vers 23 h 30 par une violente explosion qui n'a pas fait de victime. L'attentat n'a pas été revendiqué. Selon les enquêteurs, il s'inscrirait toutefois dans la ligne des actions de l'organisation séparatiste basque dissoute Iparratarak.

○ L'incendie pétrolier de Saint-Herblain : les installations « étaient pas conformes ». - Après l'incendie du dépôt d'hydrocarbures dans la banlieue de Nantes (le Monde du 8 octobre), le ministre de l'environnement fait observer que les modifications prescrites pour ce genre d'installation depuis novembre 1989 n'avaient pas encore été mises en œuvre et qu'elles auraient sans doute contribué à limiter les

dégâts. M. Brice Lalonde, ministre de l'environnement, demandait à son service des risques industriels un rapport sur les causes et les circonstances de cet accident.

○ Etang de Berre : M. Brice Lalonde annonce un « plan de reconquête ». - Après le différend sur l'étang de Berre et la victoire des partisans de la fermeture de l'usine électrique de Saint-Chamas (le Monde du 8 octobre), M. Strauss-Kahn, ministre de l'industrie, entend réunir « toutes les parties intéressées » et M. Lalonde, ministre de l'environnement, engager un « plan de reconquête » qui portera sur le traitement des rejets urbains, le contrôle des pollutions agricoles et l'assainissement des industries (devant émettre à 700 millions de francs). EDF étudie la possibilité de réduire ses déversements de boue et de rejeter l'eau de la Durançe ailleurs que dans l'étang.



## SOCIÉTÉ

### JUSTICE

Le procès Chaumet au tribunal correctionnel de Paris

#### « Raymond, que faites-vous donc de votre argent ? »

La quatrième journée du procès des joailliers faillis Pierre et Jacques Chaumet, lundi 7 octobre, a été consacrée à l'inculpation d'exercice illégal d'activité d'établissement de crédit.

Jusqu'en 1987, fonctionnait place Vendôme un curieux commerce, à la raison sociale inédite. « Maison Chaumet, banque, joaillerie et placements sûrs » en eût été l'enseigne le moins mensongère. Car les Chaumet, pour quelques-uns de leurs clients, étaient devenus des banquiers que joailliers, empruntant et rémunérant hors de toute référence aux pierres ou aux bijoux.

Un de leurs clients racontera aux enquêteurs comment, entré pour acheter une pierre, il était ressorti de la place Vendôme avec, en tout et pour tout, un reçu de la prestigieuse maison, à qui il s'était laissé convaincre de prêter 300 000 F, rémunérés par de confortables intérêts (12 % à 15 % en général). En France, c'est un délit. Cela s'appelle « exercice illégal d'activité d'établissement de crédit ».

Les Chaumet se sont efforcés de convaincre le tribunal que cette activité n'était pas si étrangère à leur spécialité officielle que des esprits profanes auraient pu l'imaginer. Mais comme on peut difficilement faire passer des enveloppes de gros billets pour des rivières de diamants, ils en ont été réduits à faire rentrer par la fenêtre les bijoux désespérément absents du dossier. Ils ont donc expliqué que tous ces emprunts étaient « garantis » par des pierres leur appartenant, tout en étant « virtuellement » propriété des emprunteurs, déposés au port franc (non soumis aux douanes) de Genève.

Esprément-ils ainsi démontrer que leurs prêteurs n'avaient pas simplement, comme dans une banque, des déposants, mais

des clients effectuant des placements spéculatifs ? L'écart était tout de même un peu large, et le président Bernard Peyrat ne s'est pas privé du plaisir de s'y engouffrer, citant plusieurs témoignages selon lesquels les prêteurs n'attendaient qu'une chose : des intérêts, et se moquaient totalement des pierres.

#### Confiance à la confiance

Des témoignages malgré tout limités, la plupart de ces prêteurs, depuis la déconfiture des Chaumet, s'étant bien gardés de se faire connaître. Et aucun document écrit n'ayant été retrouvé au siège de la société. « Ce n'est pas la première fois que je vois des prêts occultes », s'étonne le président. Mais habituellement, nous pouvons retrouver les identités des créanciers. Il y a des traces écrites. Dès que le système prend une certaine ampleur, personne ne peut garder tout cela en tête... »

Rien de tel chez les Chaumet, qui faisaient si bien confiance à la confiance qu'eux-mêmes ne gardaient aucune trace de ces emprunts, se contentant de laisser à leurs prêteurs une reconnaissance de dette. Jacques Chaumet : « Les seuls documents qui existent concernant ces dettes, ce sont nos prêteurs qui les ont. Nous n'en tenons pas de liste. »

« Mais comment pouviez-vous être sûrs que vos créanciers seraient de bonne foi ? », interroge le président, éberlué de cette pratique bancaire assurément peu orthodoxe.

Avant que Jacques Chaumet ne le prononce, on pressent la réponse : « Monsieur le président, nous avions toute confiance. »

Une fois de plus, les Chaumet, sortant de leur marche un système de confiance à la dernière minute qui semble par-

fois surprendre jusqu'à leurs défenseurs, dégagent un boulevard aux notations ironiques du président, qui a beau jeu de souligner ce « paradoxe » : alors que les Chaumet aux abois n'ont pas hésité à offrir aux banques la garantie de pierres qui ne leur appartenaient pas (le Monde du 3 octobre), ils n'ont jamais touché à ces « dépôts-garantis » du port franc, pourtant leur propriété légale ? « Vos indications pourraient être intéressantes pour le tribunal, ironise encore le président, si nous pouvions les mettre sous une forme comptable précise. Si nous avions, par exemple, le nom de vos prêteurs occultes... » Un ange passe.

De la même incompréhension désempée pour la curiosité dépeçée de la justice, trois des anciens salariés des Chaumet, aujourd'hui inculpés de complicité, portant témoignage à leur manière. Le premier « ne voyait pas la différence » entre un prêt d'argent et un achat de pierres. Le dernier, qui a porté bien des enveloppes, explique à voix basse au tribunal que l'on ne sait jamais si elles contiennent des pierres ou des billets de banque.

Reste le cas de M. Raymond Puel de Lobel, alerte septuagénaire, « public relation » occasionnel de la joaillerie, accusé d'avoir emmené plusieurs clients chez Chaumet. « Je disposais moi-même d'une petite somme, à laquelle les Chaumet ont donné l'hospitalité », raconte-t-il. Je l'ai senti comme un honneur. Puis, quand plusieurs amis m'ont demandé : « Raymond, que faites-vous donc de votre argent ? », je les ai envoyés aux Chaumet. C'était comme une sorte d'actionnariat pour une société que je chérissais, et qui était un des fleurons de notre industrie du luxe. »

DANIEL SCHNEIDERMAN

### Défenseur du maire de Toul

#### M. Vergès fait un lien entre les fausses factures de Nancy et Urba

##### NANCY

de notre correspondante

M. Jacques Gossot, maire RPR de Toul (Meurthe-et-Moselle), a demandé à M. Jacques Vergès de venir assurer sa défense dans l'affaire des fausses factures de Nancy. L'avocat parisien était, lundi 7 octobre, à la mairie de Toul pour dévoiler les grandes lignes de sa stratégie.

Il est passé à l'offensive d'emblée, affirmant que, dès janvier 1988, il existait des liens entre l'affaire dite des fausses factures de Nancy et le dossier Urba-Gracco. L'avocat, qui estime que l'instruction conduite en Lorraine l'a été avec « parti pris et discrimination », a déclaré qu'il allait déposer plainte pour « forfaiture » contre l'« autorité judiciaire ».

Il a lu un extrait des cahiers Delcroix se rapportant à une réunion en date du 15 janvier 1988 et faisant suite à l'affaire Cora. M. Gérard Monate, PDG d'Urba, M. Faulx, conseiller juridique de l'entreprise, et M. Joseph Delcroix, directeur administratif d'Urba-Technic, étaient présents.

M. Delcroix notait : « Ce qui m'inquiète, c'est Cora... Son responsable flancherait, mais il a bien travaillé avec l'UDF. PS a été en affaire avec Cora sur Montbéliard, où nous ne sommes pas intervenus directement, et sur Massy ». M. Vergès a affirmé que en Lor-

raine le PS avait « traité directement avec Gussot ».

M. André Gussot, l'entrepreneur toulousain, ancienne relation politique de M. Gossot, est le nœud de l'affaire des fausses factures de Nancy. C'est par l'intermédiaire de son entreprise de travaux publics qu'étaient établies les fausses factures. Le 24 juin 1986, son ancien contremaître, M. Pierre Vilmont, avait notamment déclaré à la police que trois factures d'un montant de 3,5 millions de francs, correspondant à des travaux fictifs, avaient été établies pour la construction d'un hypermarché Cora à Montbéliard.

M. Vergès ne s'est pas prononcé sur le fond de l'affaire pour l'instant. Mais il s'est interrogé publiquement : « Pourquoi cette procédure, qui met en cause des son début le Parti socialiste, vient-elle s'enlisar à Toul et braver tous les jeux sur le bouc émissaire qu'est M. Gossot ? Nous exigeons que toute la lumière soit faite, a-t-il déclaré, et nous demandons l'audition de MM. Monate, Delcroix et Faulx. »

Le maire de Toul, impliqué dans l'affaire des fausses factures, a bénéficié de l'annulation de la procédure pour vice de forme par la Cour de cassation. Il n'a jamais cessé de clamer son innocence. Tout le dossier est à présent entre les mains de la cour d'appel de Metz.

MONIQUE RAUX

o Affaire Touvier : réquisitions de transmission de dossier. - Le parquet du tribunal de Paris a pris lundi 7 octobre des réquisitions de transmission de pièces à la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris en vue d'un renvoi devant la cour d'assises de Paul Touvier, a-t-on appris de bonne source. Il appartenait désormais au juge d'instruction, M. Jean-Pierre Cotti, de rendre une ordonnance. Le 23 septembre, le magistrat instructeur avait communiqué le dos-

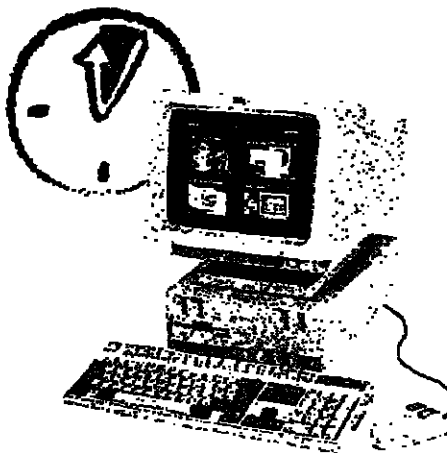
sier au parquet pour que celui-ci puisse prendre des réquisitions estimant que le dossier était clos (le Monde du 25 septembre). Paul Touvier, soixante-seize ans, ancien chef des renseignements de la milice lyonnaise, a été inculpé de crimes contre l'humanité et placé sous mandat de dépôt le 24 mai 1989 par M. Cotti. Le 11 juillet dernier la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a remis Paul Touvier en liberté sous contrôle judiciaire.

o Trafic d'armes entre le Liban et la France : libération d'Alain André. - Un retraité de la police, Alain André, inculpé d'infraction à la législation sur les armes, le 26 juillet 1990, dans le cadre de l'enquête sur un trafic d'armes entre le Liban et la France, a été remis en liberté le 4 octobre par le juge d'instruction marseillais, M. Patrick Ardid. Le prévenu est présenté comme le correspondant parisien de Jean-Claude Labourdette, l'ancien responsable des services de sécurité de l'ambassade de France à Beyrouth, l'un des principaux organisateurs présumés de ce trafic portant sur près de trois cents armes de poing, fusils d'assaut et lance-roquettes antichars (le Monde du 11 septembre 1990). Vingt-quatre personnes, dont trois policiers et deux gendarmes mobiles, ont été inculpées dans cette affaire. Huit d'entre elles sont toujours incarcérées.

o Attentat à la poudrière : six ans de réclusion criminelle pour un directeur d'école. - Yves Gundermann, trente-sept ans, un directeur d'école du conseil municipal de Metz en mars 1989 sur la liste d'ouverture conduite par M. Jean-Marie Rauch, a été condamné à six ans de réclusion criminelle, lundi 7 octobre à Metz, par la cour d'assises de Metz, aux termes d'une enquête consécutive à une plainte déposée par les parents de la victime, une fillette de neuf ans, le condamné est père de deux enfants. L'audience n'a pas eu lieu à huis clos à la demande de la partie civile qui a estimé que « ce type de débat intéresse le public ».

o Huit ans de prison pour un vol à l'arraché. - Un cyclomotoriste, qui avait arraché en février 1990 dans le quartier du Mirail à Toulouse le sac à main d'une quinquagénaire, déçédée trois semaines plus tard des suites de ses blessures, a été condamné lundi 7 octobre à huit ans de prison par la cour d'assises de la Haute-Garonne. L'avocat général avait requis une peine de sept ans d'emprisonnement contre l'auteur du vol, mineur au moment des faits, qui a comparu à huis clos.

## NOUVEAU PS/1 386 SX JAMAIS LA PUISSANCE N'A ÉTÉ AUSSI ACCESSIBLE.



Avec le nouveau et puissant APS/1 386 SX d'IBM, vous accédez tout de suite à l'informatique. Rapidement, facilement et pour longtemps. Car ses possibilités vont vous mener très loin, comme aucun micro de ce prix-là ne l'avait fait jusqu'à présent. Avec le nouveau micro PS/1 d'IBM, vous entrez dans le monde de l'informatique par la grande porte.

Micro PS/1 IBM.  
Cinq minutes et vous êtes dans le coup.

Pour en savoir plus, appelez le Point réponse IBM : 05.03.03.03 ou consultez votre Minitel : 3616 IBM.

IBM

## FESTIVALS

## Mixed-grill à Musica

Informers sans exclusive sur les tendances contemporaines : la lourde mission du marathon alsacien

## STRASBOURG

de notre envoyé spécial

Tandis que le Festival d'automne se partage à Paris entre perspective et rétrospective - dans le style d'une grande galerie d'art, attentive à la lisibilité de ses projets - Musica joue à Strasbourg, pendant quinze jours, le rôle débridé d'une foire des musiques de notre siècle. « Foire » au sens noble, s'entend.

En cette année de passation des pouvoirs de Laurent Spielmann à Jean-Dominique Marco le Monde du 27 septembre), la capitale alsacienne, chauffée à blanc par les médias - appels quotidiens à la mobilisation des *Dernières Nouvelles d'Alsace* et de la radio locale - s'est généreusement déversée partout où le festival la convoitait, dans des entrepôts, au palais de justice, dans une ancienne laiterie, une brasserie reconstruite en loft alternatif.

Il faudra bien prévoir un jour, pour Paris aussi, mais comme supplément à ce qui existe, ces amusants parcours du combattant qui commencent très tôt dans une salle de tribunal en compagnie d'un trombone et d'un saxophone (Meunier-Nisson) : un duo d'anges noirs à ne pas quitter de l'oreille. Marathons qui se poursuivent sous une nef d'église face à quelques centaines d'instrumentistes et de choristes (magnifique *Messe cum Jubilo* de Gilbert Amy, sommet probable de cette programmation ne serait-ce que par la précision de l'exécution, dirigée par l'auteur en personne). Itinéraires-surprises qui passent par l'inauguration à 200 km/heure de la ligne rapide Strasbourg-Mulhouse, à la poursuite d'un oratorio. Croisières qui supposent qu'on risque sa peau pour Rhys Chatham et ses cent guitares électriques, en une nuit proche du court-circuit. Pour découvrir *in extremis*, en un samedi matin pluvieux, le plus sportif, le plus décontracté, le plus simplement musicien des contre-bassistes (Stefano Scodanibbio,



Iannis Xenakis, Paris 1979.

dédicataire d'œuvres de Nono, Bussotti et tant d'autres).

Alors que le maire de la ville, M. Catherine Trautmann, soude aux ambitions décapitantes de son festival, rognait 10 % de son budget, Radio-France n'acceptait de payer les droits de diffusion que pour quatre concerts (elle capitait naguère la totalité du programme : l'aide à la création ne fait-elle pas partie de sa vocation ?).

Pourtant, Musica n'a jamais donné une telle image d'expansion en tous sens, à tout prix. À Strasbourg, les musiques de notre temps sont définitivement sorties du ghetto : la ville la plus musicienne d'Europe continue à soutenir sa réputation. On en vient donc à se dire que le plus difficile sera désormais de gérer l'expansion, au plus près de la qualité et

de la précision dans l'information.

Les invités d'honneur de l'année étaient Iannis Xenakis, Klaus Huber et James Dillon. Soit un Français en pleine gloire, un Suisse quasi inconnu en France et un Ecossais en presque début de course.

On comprend que Dillon doive être suivi et accompagné dans les méandres d'une recherche axée sur la transgression (mais s'enlissant en d'épuisantes proliférations dans l'incertitude à la grande formation symphonique : *Helle Nacht*, le 6 octobre, en première française). On conçoit que l'humanisme militant du Suisse Huber puisse être cerné par une œuvre parlante - ainsi fut fait avec *Humilis, Asservis, Abandonnés*, Méprisés, immense machine à émouvoir et à mobiliser, dirigée

## Euphonie pour un naufrage

A Strasbourg, un spectacle audacieusement contemporain signé par une jeune femme à suivre

## STRASBOURG

de notre envoyé spécial

Ils sont huit dans l'obscurité relative de la salle des machines sous les ordres d'un chef mécanicien que ne quitte jamais son curieux compagnon, un perroquet vert. Dans leurs mains, les instruments de navigation ressemblent à s'y méprendre à des instruments tout court : deux violons, deux basses et quatre objets musicaux mal identifiés, deux vents, une guitare, un clavier dits « Midy », qui ne seraient rien s'ils n'étaient raccordés à un système informatique sophistiqué.

Quand Philippe II d'Espagne commande à sa flotte, l'*Invincible Armada*, de s'en aller en Angleterre bouter l'Elisabeth à terre, on se rendrait-on au théâtre, il ne faut pas mégarer sur les moyens. En l'occurrence, le concours en soutie des musiciens de l'ensemble Ars Nova dirigé par Philippe Nahon.

Pendant une heure et trente minutes, ils seront le moteur d'un spectacle résolument contemporain, comme on dit « art contemporain », remarquable, au moins dans son ambition. Ce spectacle s'appelle *L'Exercice de la bataille*. Il est né

de l'imagination d'une jeune femme, femme-poète, Anne Törres - un nom qui sonne comme celui d'une héroïne de Victor Hugo. On l'avait remarquée l'an passé, au Théâtre Gérard-Philipe, où elle présentait un court texte d'Eugène Ionesco, *Le Maître à parler*, sous la direction de Philippe Nahon. D'emblée, elle affichait sous de l'imagination, son acuité de lectrice, son autorité de directrice d'acteurs. Autant de qualités que l'on a retrouvées à Strasbourg, augmentées d'une : l'oreille.

Petite, mince, discrète aussi, elle paraît pourtant capable de tout. Ecrire d'abord. Longtemps des poèmes et aujourd'hui cette pièce. Une idée venue de la lecture d'un livre sur les grands naufrages de l'histoire, dont celui de l'*Invincible Armada*. Et la découverte d'une anecdote troublante : les empires espagnol et britannique n'avaient pas le même calendrier. Dans la péninsule, on se référait au calendrier grégorien et la bataille devait avoir lieu le 31 juillet 1588. Dans l'île, le calendrier indiquait au même jour la date du 21. Anne Törres a donc imaginé ce qui avait bien pu se passer durant ces dix jours qui n'ont jamais existé.

Cela nous vaut une œuvre épi-

que dont des envolées poétiques sont nombreuses, belles, mais quelquefois abscones. Si bien que l'on se demande, à certains endroits, ce que peuvent bien raconter le Mousse, le Capitaine, l'Espagnol et l'Anglais qui sont le quartet de la pièce. C'est le défaut de l'entreprise.

Cela serait grave si *L'Exercice de la bataille* était une pièce comme les autres. Car l'est moins quand on comprend que les mots du texte sont comme des notes jetées sur une partition, point qu'ils se superposent parfois aux sons de l'ensemble Ars Nova dont ils prolongent, quand la musique n'est pas, les stridences atonales et les combinaisons harmonieuses, le tout formant une euphonie comme on peut en avoir été jamais conçue pour le théâtre.

Jouant sur la mémoire, savante et enfantine, sur le récit, ordonné et déconstruit, sur le temps, réel et inventé, *L'Exercice de la bataille* est une singulière machine à tuer l'idée de représentation d'une œuvre de théâtre.

En ce sens, c'est une œuvre importante. D'autant qu'elle est servie par de bons comédiens ou on retrouve avec joie la découverte de B. M. C., l'excellent Mohamed Rouabhi aux côtés de Philippe Crubey, Jérôme Kircher et Grégoire Estermann. Et qu'elle a pour cadre un décor très beau, à la fois sculpture et peinture, de François Martin. Son rocher à l'aplomb d'une mer prête à tout rappelle un peu, toutes proportions gardées, et dans des tons pastels, celui de Iannis Xenakis pour le *Soulier de satin*, une référence.

OLIVIER SCHMITT

► Créé le 30 septembre au Centre culturel du Mallion à Strasbourg dans le cadre du Festival Musica, tous deux coproductions, *L'Exercice de la bataille* sera donné les 11 et 12 octobre à Poitiers (Espace. Tél. : 49-41-28-33), le 18 octobre à Mâcon (Séonara. Tél. : 88-38-56-13), le 13 novembre à La Rochelle (La Couraive. Tél. : 48-51-54-00) et le 9 décembre à Angoulême (CAC. Tél. : 45-95-36-40).

## Hommage à Maderna

Liberté et raffinement sont les qualités du compositeur italien salué par le Festival d'Automne

S'il fallait tenter de définir la spécificité du langage de Bruno Maderna (1920-1973), à qui le Festival d'automne à Paris rend enfin l'hommage que la France lui devait, on pourrait dire, au point de vue de l'esthétique, qu'il se distingue par la richesse de l'invention mélodique, qualité si rare dans les années 60 et, d'une manière générale, par la somptueuse délicatesse de son écriture orchestrale.

D'un point de vue technique, c'est le recours très fréquent aux procédés dits aléatoires qui apparaît dans ses partitions, comme une marque de fabrique. C'était là, en revanche, chose courante à l'époque. Mais si cette façon de laisser aux musiciens une part plus ou moins importante de liberté contrôlée, de donner au chef une certaine latitude quant à la succession des séquences, n'était pour beaucoup de compositeurs qu'un cache-misère, elle correspondait si intimement à la sensibilité créatrice de Maderna qu'il s'agissait pour lui d'une véritable forme d'expression : « J'ai pensé en compositeur, écrit-il à propos de sa dernière œuvre, le *Troisième Concerto* pour hautbois, que la musique existe déjà. Elle a toujours existé et celle que j'écris aussi. Il faut seulement un acte de foi pour la sentir autour de soi, à l'intérieur de soi et dans la transcrire sur le papier de façon « formelle » ou « informelle ». C'est la même chose ».

Dans cet ultime chef-d'œuvre, véritable chant du cygne tant la mélodie, inextinguible, semble un appel à l'éternité (l'écho mélancolique du cor anglais est particulièrement émouvant), le rapport entre la partie « obligée » du soliste et la musique aléatoire de la partie orchestrale offre une image idéale, presque idéale, aussi, l'interprétation qu'en ont donnée, jeudi soir 3 octobre au Théâtre des Champs-Élysées, Heinz Holliger et l'Orchestre national de France, placé sous la direction de Hans Zender.

## Quelques-uns des meilleurs solistes

Le seul regret vient de ce que cette partition, essentiellement mobile dans sa conception, a été fixée par l'éditeur en suivant ce qu'en fit Maderna lors de la première exécution, enregistrée et filmée à Amsterdam en 1973. Certes, Pierre Boulez a fini par couler dans le bronze son *Rituel in memoria Maderna* pour mettre le résultat à l'abri des mauvais chefs ; mais, visiblement, Maderna n'attachait aucune importance aux conséquences négatives de ses libéralités : il voulait être compris par les meilleurs et non pas être correctement joué par n'importe qui.

Les séquences filmées de la création du *Troisième Concerto* pour hautbois sont à peu près les seuls moments qui, en faisant simplement entendre la musique de Maderna, rachètent la laborieuse

indigence du film de la télévision hollandaise (NOS) *Maderna retrouvé*, projeté samedi 5 octobre en ouverture de la soirée d'hommage au compositeur italien au grand auditorium de Radio-France. Quelques évocations émouvantes de la femme du compositeur italien et le témoignage de Stockhausen ou de quelques interprètes, deux ou trois photos d'archives ne suffisent pas à justifier qu'on en apprenne si peu en une heure et demie.

Pour le concert proprement dit (qui sera diffusé sur France-Musique le 10 octobre à 20 h 30), Radio-France avait confié quelques-uns des meilleurs solistes de l'Orchestre philharmonique à la direction attentive de Diego Masson. Dans *Amanda* (1966), l'extrême délicatesse, la fluidité des timbres (mandoline, guitare, harpe), le lyrisme intime des cordes solistes répondaient bien au sous-titre de *Sérénade n° 6*.

## Une partition-jardin

C'est cette liquidité des sonorités, produite par l'extrême rapidité des notes et des traits chromatiques, par les glissandos ou les chuintements, que le jeune compositeur italien Claudio Ambrosini a cultivée dans sa pièce pour piano solo (l'excellente Louise Bessette) et orchestre, intitulée *Veneziano*, en hommage implicite à Maderna et à l'élément liquide de sa ville natale. De beaux effets mais un désastre finalement un peu banal.

Le *Giardino religioso* (1972) est une des pages les plus abstraites de Maderna, une de celles où la liberté laissée aux interprètes de se promener dans une partition-jardin riche de détours, de raccourcis et d'occasions à saisir produisent les résultats les plus rares. D'une exécution à l'autre, les détails peuvent changer beaucoup, mais c'est la même musique que l'on retrouve, on peut le pressentir, et elle ne déçoit jamais. Ces « riens » dont elle est faite reviennent les uns par les autres à la baguette du chef sans les éveiller.

Après cela, les citations et les collages du *Journal républicain* paraissent un peu fades. Il y a toujours de beaux moments, mais, surtout si l'on ne comprend pas le texte anglais dit ou chanté tout à tour par le ténor (Paul Sperry), la construction d'ensemble est plutôt décevante, sinon laborieuse. On peut voir dans cette œuvre, créée à New-York, une référence à Charles Ives, mais, au-delà, l'hétérogénéité et l'irréductibilité même de ses éléments constitutifs sont des « inconvénients » dont Maderna ne pouvait sans doute faire l'économie. Là est, malgré tout, l'expression de son génie, en même temps que de ses limites. C'est tout un, précisément.

GÉRARD CONDÉ

► Prochains concerts Maderna du Festival d'automne : les 30 octobre, 18 et 29 novembre ; Hyperion : les 22, 23 et 24 novembre. Tél. : 42-96-12-27.

## DANSE

## L'effet Pina Bausch

La nouvelle création de Maguy Marin : une loufoque leçon d'anatomie

## CORTÈX

à Créteil

Lorsque le public commence à entrer dans la salle, il se joue déjà sur scène *Cataglyphes* au supermarché : le plateau est entièrement jonché d'oranges, pommes, seaux de plastique bleu, chaises de plastique jaune renversées, paquets de lessive, balais, bouteilles, sacs de pommes de terre, débouchoirs pour WC, filtres à café, serpilières, boîtes de conserves, porte-manteaux, marteaux qu'une quinzaine de personnes - sans doute les employés du supermarché - rangent soigneusement dans des cadidies, espèce par espèce. Leur tâche terminée, ils s'en vont, ne laissant que les chaises qu'ils ont alignées contre le mur du fond.

Prologomène à une satire de notre triviale société de consommation ? On ne revient aucun de ces objets - sinon quelques pommes que croqueront des Éves provocantes devant des Adames dangereux - telle la présentation successive de cinq générations de Raoul Campion, tous nés à Clermont-Ferrand, fonctionnaires de banque, se mariant à vingt-cinq ans, et enfantant aussitôt un petit Raoul Campion, sur fond de *Vous n'aurez pas l'Alsace et la Lorraine*.

Il y a des moments drôles, comme la leçon sur le polygone de sustentation : une fille enduit ses pieds de peinture rouge et, dans la position du poirier, les applique sur une feuille de papier. Ou celle sur le sein féminin et le sexe masculin, chaque pièce décrite étant exhibée avec un sérieux forcé comique. Le plus souvent illustrative du discours, la chorégraphie se borne volontairement à des mouvements élémentaires, marches, courses, sauts, mais il y a aussi de brefs passages plus « dansés », assez jolis.

Si l'on oublie la référence baudsienne - d'autant plus que Pina est autrement corrosive et cruelle - on peut prendre plaisir à ce spectacle alambiqué, loufoque, qui se termine par un tour défilé d'une bonne trentaine de squelettes - ça, c'est très Maguy Marin. Et on admirera la précision millimétrique avec laquelle il est exécuté par des danseurs très pinco-sans-rire, tous épatants.

SYLVIE DE NUSSAC

► Maisons des arts, du mardi au samedi jusqu'au 27 octobre. 20 h 30, dimanche à 15 h 30. Tél. : 49-80-18-68.

## EN BREF

► Pierre Boulez annule ses concerts. - Souffrant, Pierre Boulez est contraint d'annuler sa participation aux concerts qu'il devait diriger aux mois d'octobre et de novembre. Le jeune chef d'orchestre Esa-Pekka Salonen le remplacera à la tête de l'Ensemble InterContemporain et de l'Orchestre Philharmonia, les 14 et 15 octobre, au Théâtre du Châtelet, à Paris.

► Michel Dubois, directeur de la Comédie de Caen, nouveau président du SYNDEAC. - Michel Dubois, directeur du Centre dramatique national de Caen, vient d'être élu président pour un an du Syndicat national des directeurs d'entreprises artistiques et culturelles (SYNDEAC). Le Syndicat

regroupe 208 responsables d'institutions publiques.

► Palmarès du Festival de cinéma de Viareggio. - Le Grand Prix du festival du cinéma européen Euro-pacine, qui s'est tenu du 28 septembre au 5 octobre à Viareggio (Toscane), a été attribué à *Berliet*, du réalisateur turc Atif Yilmaz, tiré d'un roman d'Esma Oca, histoire d'un homme qui souffre de ne pas avoir d'enfant mâle. L'actrice française Judith Godrèche a remporté le Prix de l'interprétation féminine pour *Paris s'éveille* d'Olivier Assayas, également Prix du meilleur scénario original. Le Prix du meilleur acteur est allé à l'Allemand Rolf Ludwig pour *Sten* d'Egon Günther.



# CULTURE

CINÉMA

## Tokyo joue les grandes puissances

Un palmarès très diplomatique  
a conclu le Festival international du film

TOKYO

de notre envoyé spécial

Les deux loustics sont ravis : leur film vient non seulement d'être primé dans un festival international mais de leur rapporter un joli pactole. Grand prix de la compétition « Jeune cinémas », *Delicatessen* a ainsi été gratifié de la somme rondelette de 20 millions de yens (environ 1 million de francs), que se partagent ses deux réalisateurs, Jean-Pierre Jeunet et Marc Caro. Un prix qui a également le mérite d'inscrire la France, notable puissance cinématographique, au palmarès, puisque le concurrent triomphal de la compétition officielle, *Mississippi One*, de Sarah Moon, ne pouvait guère

prétendre à une récompense. Les résultats de cette compétition officielle doivent, semble-t-il, autant à la géopolitique qu'à la cinéphilie : les heureux lauréats portent les couleurs des membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU (moins la France, mais augmenté du Japon). Le grand prix a ainsi été attribué au film américain *City of Hope*, de John Sayles : conflit de générations et de communautés ethniques dans une ville en proie à la corruption.

L'URSS et la Chine se partagent les prix d'interprétation masculine pour *Gei Thee Hence*, de Dimitri Astrakhan, qui évoque l'antisémitisme en Russie au début du siècle, féminine pour la *Fête de printemps*, de Huang Jian-zhong, consacré à la dissolu-

tion des liens familiaux traditionnels. L'édifiant et solidement académique film japonais *Rivière Shimanto* a, lui, reçu le prix de la meilleure contribution artistique, tandis que l'Anglais Alan Parker était proclamé meilleur réalisateur pour les *Commitments*.

Face à Hollywood

Mais c'est probablement *Iron Maze* (prix du meilleur scénario) qui traduit le mieux les enjeux du Festival de Tokyo, tentative de créer un pôle consistant en Asie face à Hollywood, sans toutefois s'y opposer. Produit par un Américain, Edward Pressman, et réalisé par un Japonais, Hiroaki Yoshida, le film raconte une

enquête sur l'agression commise par un chômeur américain contre un homme d'affaires japonais, sur fond de crise économique et morale aux États-Unis.

Construit à partir de versions successives des faits données par les divers protagonistes, *Iron Maze* montre aussi comment une mise en scène standardisée peut transformer un récit inspiré d'un classique du cinéma japonais, *Rashomon*, de Kurosawa, en série télé américaine. La politique aura encore pesé sur la véritable découverte de ce festival, clairement destiné à promouvoir des cinématographies asiatiques. Vu de Tokyo, le pays le plus promoteur est d'évidence Taïwan, mais les titres de cette origine ont dû, pour ménager la Chine populaire, battre pavillon de complaisance.

Ainsi *Cinq filles et une corde* de Yeh Hung-wei, qui conte les malheurs des femmes dans la Chine traditionnelle (un genre en soi pour les cinémas chinois), était-il présenté comme un film de Hongkong. La beauté de ses images lui a valu le deuxième prix (10 millions de yens) de la compétition Jeune cinémas.

Ainsi, surtout, du meilleur film sélectionné par le Festival, *A Brighter Summer Day*, réalisé par Edward Yang. Complexe, émouvant, superbement filmé, son évocation d'une adolescence au début des années 60, entre dissolution des liens avec la Chine continentale, dictature militaire et emprise de la culture américaine, jusqu'au sanglant fait divers final, compose une fresque subtile et pleine de souffle. Présentée officiellement comme américano-japonaise (!), elle méritait amplement, à défaut de mieux, le prix spécial du jury qui lui a été attribué.

JEAN-MICHEL FRODON

## Une fable d'autrefois

« MOHAMMED  
BERTRAND-DUVAL »  
d'Alex Métyer

Le personnage ne s'appelle pas Mohammed, mais Maurice. C'est une blague, Alex Métyer aime bien les blagues. Ce personnage est joué par Alex Métyer, qui a aussi réalisé le film. Et comme tout véritable humoriste, il tient également à faire partager sa philosophie profonde. En focurrence, l'argent ne fait pas le bonheur (en fait, les avis sont partagés).

Métyer extrait ainsi son personnage d'une riche demeure et d'un rémunérateur emploi, pour l'expédier seul, fauché, chômeur

et passablement abruti, dans un bidonville au bord de la Méditerranée. Après y avoir été victime de diverses arnaques et agressions de la part des habitants, sa gentillesse naturelle lui vaudra l'amitié de ses voisins et l'amour d'une belle Marocaine qui s'appelle Fatma dans le film et Netti dans la vie.

Sur ce canevas légèrement usé, Métyer brode ses gags avec un aplomb trop gentil pour rivaliser avec la comédie italienne de naguère, trop désinvolte pour évoquer même de loin le souvenir de Capra. Surtout, son film semble avoir été conçu il y a quarante ans, tant il paraît aveugle et sourd aux réalités du présent, qu'il s'agisse du

chômage ou de l'immigration - graves sujets dont un comique devrait bien s'occuper, mais Coluche est mort.

Et si Alex Métyer raconte quelques saynètes distrayantes ou chaleureuses, il n'a pas la moindre idée quant à la façon de les filmer. Aussi lorsque son personnage, en signe d'assimilation, joue de la clarinette à l'unisson de zonards honorant la mémoire de Django Reinhardt, on se dit qu'après un bon clarinettiste qui fait des films (Pupi Avati) et un bon cinéaste qui joue de la clarinette (Woody Allen), on vient de découvrir un joueur de clarinette qui n'est en rien un cinéaste.

J.-M. F.

## Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Télécopieur : 206.806F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10  
Télécopieur : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944  
Capital social :  
620 000 F  
Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »,  
« Association Hubert-Beuve-Méry »  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises,  
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimé par  
« Le Monde »  
112, rue de Valenciennes  
94052 IVRY CEDEX  
Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037  
PRINTED IN FRANCE  
Renseignements sur les microfilms  
et index du Monde au (1) 40-65-29-33

**Le Monde  
PUBLICITE**  
Jacques Lesourne, président  
Françoise Hugues-Duvall, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur commercial  
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avis  
75002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 46-62-72-72  
Télécopieur : 46-62-74-73 - Société filiale  
de la SARL Le Monde et de Médias et Régies Europe SA

**Le Monde  
TÉLÉMATIQUE**  
Composées 30-15 - Tappez LEMONDE  
ou 30-15 - Tappez LM  
Reproduction interdite de tout article,  
sans accord avec l'administration.

## ABONNEMENTS

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs normales-CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 085 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

PP-Paris RP  
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐  
Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_  
Veuillez avoir l'obligeance d'indiquer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PHOTO

## Une balade en enfer

Entre documentaire et autobiographie, Nan Golding  
poursuit le roman familial de sa vie intime

Révélateur en France aux Rencontres d'Arles 1987 où était présenté son travail de quinze années mettant au scène sa vie privée et celle de ses amis, sous le titre *The Ballad of Sexual Dependency*, Nan Golding, trente-sept ans, avait totalement disparu, dévorée par l'alcool, la drogue et la dépression. Aujourd'hui, elle est sortie de l'enfer, enseigne à l'université de New-York et s'apprête à vivre un an à Berlin grâce à une bourse. Cette survivante - ses amis les plus proches ont disparu - continue d'écrire le roman de sa vie.

La galerie Urbi et Orbi vient d'exposer une fresque en quinze images aux tons sourds, aux dominantes orange et turquoise, où Nan Golding conte chronologiquement la vie de Cookie Mueller, écrivain rebelle, actrice et critique d'art, morte du sida.

Une série récente de petits formats, agencés en patchwork, est le résultat d'un travail plus récent sur son amie « Siobhan », qu'elle suit dans son intimité. Un choix plus ancien, des portraits de mâles seuls, assexués ou exhibitionnistes, traités dans de désespérants tons glauques, complète ces deux séries poignantes, impudiques mais révélatrices d'un tragique quotidien, portrait-vérité d'une époque. La crudité choquante de certaines scènes est insupportable de la vague puritaine qui sévit actuellement à New-York.

Cela se vérifie chez Agnès B qui révèle son travail inédit sur les travestis, commencé en 1972. Les vues intimes alternent avec les photos posées. Brut mais sincère, ce travail maladroit, en

noir et blanc, se rapproche des clichés d'amateurs que Diane Arbus aimait tant et dont elle disait qu'ils étaient les plus beaux qu'on puisse faire. Ils ont en tout cas une densité qui manque aux Cibachromes clignotants de travestis exubérants saisis lors de manifestations de rues ou de fêtes dans les night-clubs.

Nan Golding dit vouloir défendre socialement ces modèles en exhibant leurs conditions de vie. Et en les acceptant tels qu'ils sont : « Comme un troisième sexe et non comme des hommes déguisés en femmes. »

PATRICK ROEGERS

► Galerie du Jour, 6, rue du Jour, 75001 Paris. Jusqu'au 19 octobre.

PETIT MARIGNY

RAYMOND GEROME

L'EVANGILE  
SELON SAINT MARC

« Étonnante direction d'acteur... Raymond Gérôme superbe... Un grand acteur au service du verbe... »

Spectacle rare

Pierre MARCABRU.

LE FIGARO

DANSE



MICHELE  
ANNE DE MEY

8 ET 9 OCTOBRE 20H30

CHATEAUX  
EN ESPAGNE

11 ET 12 OCTOBRE

SINFONIA EROICA

15 ET 16 OCTOBRE 20H30

JAN FABRE

SWEET TEMPTATIONS

LOC. 42 74 22 77

2 PL DU CHATELET PARIS 4<sup>e</sup>

ENSEMBLE  
INTER  
CONTEMPORAIN

AU CHATELET

Esa-Pekka Salonen

dirige

Alban Berg

14 octobre - 20h30

Châtelet

Peter Eötvös dirige

Webern, Zimmermann,

Eötvös, Jarrell

28 octobre - 19h

L'Auditorium/Châtelet

Ed Spanjaard dirige

Janacek, Varèse,

Hurel, Martin

28 novembre - 19h

L'Auditorium/Châtelet

Kent Nagano dirige

Messiaen

9 décembre - 20h30

Châtelet

42 60 94 27

ORCHESTRE COLONNE

Lundi 14 octobre 1991 à 20 h 30

SALLE PLEYEL

STRAVINSKY

Circus Polka

PROBST

Une journée à Versailles

BEETHOVEN

Concerto pour piano n°3

RAVEL

Boléro

PIERRE DERRAUX

GABRIEL TACCHINO

Rens. 42 33 72 89

GAVEAU

LES GRANDS RENDEZ-VOUS

10 octobre 1991 - 20 h 30

Boris BELKIN

Michael DALBERTO

22 octobre 1991 - 20 h 30

Moura LYMPANY

29 et 30 octobre 1991 - 20 h 30

Keith JARRETT

Intervalle au 15<sup>e</sup> étage

300 57 de Châtelet

Tél. réservation : 42 52 02 07

MAISON DES ARTS

CORTEX

du 4 au 27 octobre

Chorégraphie

MAGUY

MARIN

LOCATION 49.80.88.88

FNAC Virgin Megastore

FORSCHUNGSINSTITUT  
FÜR PHILOSOPHIE  
HANNOVER

INSTITUT CATHOLIQUE  
DE PARIS

KATOLICKI UNIWERSYTET  
W LUBLINIE

IMAGINER L'EUROPE  
LE BIEN COMMUN

EUROPÉEN EN

THÉOLOGIE, ÉTHIQUE  
ET ÉCONOMIE

Congrès international  
avec le soutien

de la Fondation Basse-Saxe

du 24 au 27 octobre 1991

à Hanovre, Stadthalle

Les orateurs sont des philosophes,

théologiens, économistes et

hommes politiques, entre eux :

C. Flesch, B. Gerneth, J. Greisch,

J. Honneter, P. Koslowski,

G. Madec, J. B. Metz, M. Quesnel,

P. Ricoeur, J. Rovan.

Location et informations :

SCS Seminar-Congress-Service

Pöschel 51 06 25 D-3000 Hannover 51

CINZANO

et

L'ANNIVERSAIRE

DE SMIRNOVA

de Ljoudmila Petrouchny ska

MIKSEN SCÈNE

STEPHAN MELDEGG

JUSQU'AU 10 NOVEMBRE

CALENDRIER

DES ADMINISTRATEURS

DE CONCERTS

JOHN

MOUILLÈRE

Violon

Mohs

BOEGNER

Piano

INTÉGRALE DES

SONATES DE MOZART

Violon piano

en 4 concerts

CHATELET

THEATRE

MUSICAL

DE PARIS

Département 13

OCTOBRE

20 h 30

(p.a. Valentin)

THÉÂTRE

CHAMPS-ÉLYSÉES

Lundi

14 octobre

20 h 30

Tél. loc.

47-20-30-37

(p.a. Valentin)

AUDITORIUM

CHATELET

Mardi 15

OCTOBRE

19 heures

(p.a. Valentin)

SOIRÉE

SAINT-MÉDARD

141, rue

Moutonard

JOURN 17

OCTOBRE

20 h 30

Tél. res. :

42-76-04-12

(p.a. Valentin)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES



18 représentations exceptionnelles du 8 au 27 octobre

Molière

LE MISANTHROPE

mise en scène de Christian Rist

LES LECTURES DU STUDIO

par les acteurs du Studio Classique

à 18h30

du 9 au 26 octobre

47.42.67.27

Le Monde de la Fonction Commerciale





23 L'Etat s'apprête à prélever 5,2 milliards de francs sur le dos des collectivités locales

25 Les constructeurs automobiles reprennent l'offensive. Un répit pour British Aerospace

26 Marchés financiers  
27 Bourse de Paris

BILLET

Épargne et investissement

«Épargne et financement des investissements productifs à l'horizon 1993» : le rapport de M. Jean-Paul Escande, PDG de la Société marseillaise de crédit, présenté le 8 octobre au Conseil économique et social, repose après d'autres le problème de l'orientation de l'épargne vers les entreprises.

Moins que la diminution de l'épargne nationale en France, le rapport déplore l'insuffisance de l'investissement. La proportion du seul investissement productif des entreprises est passée de 13 % du produit intérieur brut en 1973 à 10 % en 1984 et, malgré un redressement depuis 1988, à 12 % en 1989. Et le rapport de constater que le niveau des fonds propres des sociétés françaises par rapport au total de leur passif est plus faible que celui des autres pays : 27 % en France en 1988, 34 % au Japon, 38 % au Royaume-Uni, 41 % en Allemagne fédérale et 45 % aux États-Unis.

Fort de ce constat, le rapport Escande pose la question : comment les pouvoirs publics peuvent-ils, dans une économie largement ouverte, inciter l'épargne vers le long terme ? Les solutions préconisées feront pour la plupart l'unanimité, certaines étant même déjà incluses dans le projet de budget 1992 : développement de l'épargne de proximité, réforme de l'impôt sur les sociétés, allègement de la fiscalité sur les comptes bloqués d'associés, suppression de l'impôt de Bourse, création d'un plan d'épargne en actions...

Mais le point le plus sensible du rapport — car il suscite la méfiance des syndicats — réside dans le lien établi entre le problème de l'épargne-investissement et celui des retraites. Pour tenter d'éviter toute polémique, le rapporteur se garde bien d'utiliser le terme d'épargne-retraite, recourant à la subtile périphrase d'épargne longue disponible à cessation d'activité, et réaffirme que cette nouvelle forme d'épargne longue n'a vocation ni à émietter sur les régimes actuels de retraite ni à s'y substituer. Il n'empêche : le problème est de nouveau effleuré sinon traité.

Alors que les fonds de retraite allemands représentent une fois la capitalisation boursière de la place de Paris (1 850 milliards de francs en août 1991) et les fonds anglais deux fois, alors que les Sicav monétaires représentent un «ballon de 1 000 milliards de francs» dangereux en raison de son aspect volatil, on ne peut manquer de penser qu'un mécanisme d'épargne-retraite, collectif ou non, serait une bonne façon d'orienter durablement l'argent des Français vers les entreprises, alors même que la retraite constitue avec le logement l'un des deux moteurs de l'épargne des particuliers français.

CLAIRE BLANDIN

Baisse de 30 % à 35 % en moyenne des prêts au logement

La crise du crédit a gagné la France

Avec un an de retard sur les États-Unis, la crise du crédit gagne la France : au cours du premier semestre 1991, le volume des prêts au logement consentis par les banques a chuté de 30 % à 35 % en moyenne, et aucune reprise n'est perceptible à l'heure actuelle dans ce secteur.

Cette crise ne touche encore que les particuliers, car les entreprises, dont les trésoreries se resserrent, continuent à tirer sur leurs lignes de crédit, mais à un rythme beaucoup moins rapide qu'auparavant, leur progression devenant, souvent, nulle.

Cette chute des prêts au logement, qui est due autant au comportement des prêteurs qu'à celui des emprunteurs, n'est certes pas comparable à la contraction véritable qui sévit de l'autre côté de l'Atlantique, où la mauvaise situation des banques les contraint à limiter leur activité, tandis que les ménages croulent sous le poids de leurs dettes. Dans notre pays, les banques jouissent, on le sait, d'une situation relativement saine, et les particuliers sont tout de même moins endettés. Mais, par certains côtés, ce qui se passe en France présente quelques analogies avec le phénomène américain.

L'effet fondroyant de la loi Neiertz

Du côté des prêteurs, un changement d'attitude très net s'est produit à partir du milieu de l'année dernière, lorsque le ralentissement de l'économie a multiplié les défauts de paiement chez les emprunteurs. Depuis trois à quatre ans, il est vrai, les prêts au logement avaient été libéralement accordés, à la faveur de la véritable angèle de crédit qui salua la levée de l'encadrement au début 1987. A cette époque, les banques commerciales, anxieuses de regagner le terrain perdu depuis trente ans au profit des établissements

spécialisés, se sont rués sur les particuliers, prêtant assez souvent dans des conditions risquées, qu'il s'agisse du logement ou de la trésorerie des ménages. Depuis une quinzaine de mois, la multiplication des défauts de paiement a incité les banques à la prudence, les contraignant à devenir plus sélectives, c'est-à-dire plus draconniennes sur les garanties offertes par les emprunteurs.

A cet égard, la mise en vigueur de la loi Neiertz, destinée à lutter contre le surendettement des particuliers, a eu un effet fondroyant. Pratiquement, elle écarte du crédit un quart à un tiers des Français, catalogués clients à risques, et dont les banques ne veulent plus, puisque la procédure Neiertz débouche soit sur un abandon total ou partiel des créances bancaires, événement qui dans tous les cas se traduit par une perte pour les prêteurs. Résultat : la sélectivité plus sévère de la clientèle ; pour effet de limiter l'accès au crédit. Une loi votée dans un but fort louable — protéger les emprunteurs contre le fléau du surendettement — peut donc se retourner contre eux : l'enfer est pavé de bonnes intentions. On comprend, maintenant, les réticences du ministère des finances, qui, redoutant l'effet «boomerang» d'une telle loi, aurait préféré une procédure plus souple.

Du côté des emprunteurs, on observe une réticence accrue, due à la contraction de certains revenus, à la crainte de perdre son emploi, et, surtout, au niveau extraordinairement élevé des taux d'intérêts : 7 % à 9 % hors inflation, un record historique. Plus ou moins supportables en période d'expansion, ces taux deviennent dissuasifs lorsque la conjoncture faiblit et que les revenus progressent tout juste comme l'inflation, parfois moins. L'année, depuis le début du siècle, les ménages n'ont payé aussi cher pour se loger. Les économistes réputés ont beau assurer que ces taux meurtriers sont inévitables, avec une foule

d'arguments de circonstance, on va s'apercevoir qu'à force de violer et de torturer les lois économiques, elles finissent par se venger.

Pour ne rien arranger, il faut savoir que les taux des crédits au logement ont monté de 1,5 à 2 points depuis un an, passant de 10 % ou même moins à 11 % ou 12 %. Cette évolution est lourde d'importance, car une hausse d'un point sur un crédit à 10 % à quinze ans majore de 10 % le prix global du logement.

Paradoxalement, la chute des prêts à la construction n'affecte guère ou relativement peu les comptes d'exploitation des banques, puisque le relèvement du coût de ces prêts et le renforcement de la sélectivité restaurent les marges et atténuent les conséquences d'une concurrence qui devenait littéralement suicidaire (le Monde date 14-15 octobre 1990). En revanche, cette chute préfigure un ralentissement sévère des mises en chantier l'année prochaine, et donc un chômage accru dans le bâtiment, cela en dépit des incitations budgétaires à l'investissement dans le logement local.

Les risques de la pierre

Les particuliers vont prendre conscience d'un phénomène nouveau : la pierre peut n'être plus un bon placement, ou en tout cas ne plus l'être automatiquement. En France, dans beaucoup d'endroits, à l'extérieur de la couronne des villes, maisons et immeubles voient leur valeur fléchir, parfois dès leur achèvement. Il arrive maintenant qu'un an après leur mise en vente ces bâtiments ne trouvent même pas preneurs. Les banques prêteuses qui, en cas de carence de l'emprunteur, veulent réaliser leurs gages hypothécaires s'en aperçoivent à leurs dépens. Quelque chose est en train de changer dans l'immobilier, peut-être pour de longues années.

FRANÇOIS RENARD

Craignant des pertes importantes

Les constructeurs du tunnel sous la Manche menacent de stopper le chantier

Les gestulations recommandées autour du tunnel sous la Manche, où les constructeurs menacent, ni plus ni moins, d'arrêter le chantier si leurs pertes ne sont pas compensées par le concessionnaire Eurotunnel.

Les trois galeries qui comportera l'ouvrage ont été achevées au mois de juin, mais Eurotunnel n'est pas, pour autant content, des entreprises chargées du chantier. Dans son rapport semestriel aux actionnaires, son président, M. André Bénard, et son directeur général, M. Alastair Morton, soulignent que les dix entreprises responsables réunies dans le groupement Transmanche Link (TML) «ont réalisé un départ décevant pour la pose des équipements électromécaniques dans les tunnels et sur les terminaux. Des mois précieux ont été perdus». Pis, TML a déposé «pour plus de 8 milliards de francs (valeur 1985) de modifications de commandes et de prétendues réclamations sur la partie équipements fixes du contrat à forfait».

Une bombe atomique

TML — qui regroupe du côté français Dumez, Bouygues, SPIE-Batignolles, SAE et SOE et du côté britannique Balfour, Tarmac, Taylor, Wimpey et Woodrow — a manifestement décidé de se battre pour réduire les pertes énormes que le chantier provoque dans leurs comptes et qui menacent leur existence. Ces pertes ont plusieurs origines. La plus importante est la sous-estimation considérable des coûts d'un chantier colossal par sa taille et techniquement difficile, qui est passé de 50 à 75 milliards de francs. La seconde raison tient aux exigences de la commission intergouvernementale chargée de veiller à la sécurité, qui a considérablement alourdi la note en demandant des modifications importantes du maté-

riel roulant et des redondances qui n'étaient pas prévues à l'origine.

Les entreprises savent depuis plusieurs années qu'elles perdront de l'argent avec le tunnel sous la Manche qui, en compensation, représentera une référence exceptionnelle pour elles. Leur espoir de gain tient dans les résultats d'Eurotunnel, dont elles sont toutes actionnaires. Si elles réalisent si violemment aux déficits qui s'annoncent, c'est qu'elles sont égarées par le contrat qu'elles ont signé et qui prévoit notamment un forfait pour les équipements fixes (rails, canalisations, câbles, signalisation, etc.). Elles viennent de demander à Eurotunnel de payer, à ce titre, 12,7 milliards de francs au lieu de 6,2, plus une commission de 1,6 milliard, apparemment sans justifier cette rallonge. L'affaire est entre les mains d'un comité d'experts.

En attendant un arbitrage, certains responsables de TML laissent entendre que le chantier pourrait s'arrêter, éventuellement qu'il écarte M. André Bénard, président d'Eurotunnel, qui reconnaît que son partenaire «dispose d'une bombe atomique qui pourrait entraîner tout le monde dans la ruine». Imperturbable, Eurotunnel attend de TML «qu'il nous livre un système de transport opérationnel pour la date d'ouverture prévue du 15 juin 1993. C'est réalisable».

Personne n'envisage que le lien Transmanche, pour lequel on a déjà dépensé 42 milliards de francs, puisse demeurer inutilisé. En revanche, les secousses successives, les surenchères de la commission intergouvernementale en matière de sécurité et les difficultés de TML qui perdureront laissent prévoir des conséquences techniques et financières. Tout d'abord, le retard dans la livraison des navettes ne permettra pas un service complet avant le printemps 1994. D'autre part, Eurotunnel, qui entendait verser des dividendes à ses actionnaires en 1992, puis en 1993, ne sera pas en mesure de le faire avant l'an 2000.

ALAIN FAUJAS

La progression des salaires se ralentit en France et en Grande-Bretagne

«La modération salariale esquisse au premier semestre devrait se poursuivre jusqu'à la fin de l'année et même au-delà», estime une étude du ministère du travail, rendue publique lundi 7 octobre. Le ralentissement de la progression du taux de salaire horaire (TSH) des ouvriers (+ 2,6 % au premier semestre 1991 contre 2,9 % un an plus tôt) doit se confirmer au second semestre (1,7 % à 1,8 %). Dans ces conditions, «l'année 1991 se solderait par des gains de pouvoir d'achat brut de l'ordre de 1,2 point, compte tenu des prévisions d'inflation». Il faudra toutefois en déduire la hausse de 0,9 point de la cotisation d'assurance-maladie au 1<sup>er</sup> juillet et celle, probable, de la cotisation d'assurance-chômage.

Le ministère, qui ne relève «aucune tension à la hausse pour les mois à venir», remarque une stabilité des hausses contractuelles des salaires début 1991. Les revalorisations générales uniformes seules ne concernent plus qu'un accord sur deux. De plus en plus, les hausses sont différenciées en fonction des catégories de personnel. Enfin, il apparaît que l'opération de relèvement des bas salaires lancée mi-1990 s'est «ralentie quelque peu en 1991».

après une année 1990 particulièrement intense.

En Grande-Bretagne, le rythme des hausses de salaires s'est brusquement ralenti dans le sillage de l'inflation, tombant à 5,5 % en rythme annuel au troisième trimestre contre 9 % à la fin de 1990, a indiqué lundi 7 octobre la Confédération de l'industrie britannique (CBI, patronat). Il s'agit de la plus faible hausse des rémunérations depuis quatre ans. Dans le même temps, la productivité de l'industrie a progressé de 3,8 % pendant l'année écoulée. Elle devrait s'améliorer de 5,1 % dans les douze mois à venir. Ces deux chiffres vont alimenter les satisfécits du gouvernement conservateur. Ils confirment en effet une amélioration «structurelle» de l'économie britannique.

Malgré dix ans de «thatcherisme» et la baisse du pouvoir syndical, l'augmentation des salaires a toujours été forte, à tel point que la majorité des économistes en ont fait le problème principal de l'économie britannique.

Le mauvais fonctionnement du marché du travail est jugé responsable, notamment par les experts de l'OCDE, du retour de l'inflation au milieu de la décennie 80 et du taux élevé du chômage.

Afin de limiter le déficit budgétaire

L'Etat va ponctionner 6,4 milliards de francs sur le budget social des non-salariés

Pour limiter les déficits budgétaires de 1991 et de 1992, le gouvernement épluche les comptes de tous les organismes publics et essaie d'y puiser ce qu'il peut. Après les comptes spéciaux du Trésor, après la Caisse des dépôts (le Monde du 4 octobre), le travail de ratissage l'a conduit au budget annexes des prestations agricoles (BAPSA).

L'Etat va y récupérer 6,4 milliards de francs en 1992 au travers d'un mécanisme complexe, qui va revenir à financer les prestations sociales agricoles

moins par l'Etat et plus par les caisses des autres professions non salariées comme les artisans et commerçants.

L'Etat va fusionner la contribution sociale de solidarité des sociétés, instituée en 1970, dont le produit (un peu plus de 9 milliards) est versé à différents régimes de «non-non» (non salariés non agricoles) et une cotisation semblable existant au profit du BAPSA, rapportant seulement 7 millions.

La contribution de 1970 est un

impôt, égal à 0,1 % du chiffre d'affaires payé par les entreprises réalisant un chiffre d'affaires de plus de 3 millions de francs.

La plus grande partie des sommes qu'il dégage (6,4 milliards sur 9,2 milliards) était versée à diverses caisses (CANAM, ORGANIC, CANCAY, CNREBTP). Elle sera dorénavant affectée au BAPSA, qui recevra de l'Etat 6,4 milliards de francs de TVA en moins.

CE SIMPLE NUMÉRO



VOUS PERMET DE CONNAITRE  
LE BILAN DE VOS CLIENTS,  
LE REGISTRE DU COMMERCE  
DE VOS FOURNISSEURS,  
LE CHIFFRE D'AFFAIRES  
ET LE RÉSULTAT NET DE  
VOS CONCURRENTS.



Sur votre minitel, en un instant, vous pouvez visualiser tous les éléments vous permettant de vous faire une idée claire sur les Entreprises :

- extraits du Registre du Commerce et des Sociétés,
- bilans et comptes annuels (S.A. et S.A.R.L.),
- chiffre-clés (chiffre d'affaires, résultat net, effectif),
- renseignements sur les défaillances

d'entreprises notamment les déclarations de cessation des paiements. Pour prévenir difficultés et impayés, consultez systématiquement le 36 29 11 11.



**INFOGREFFE**  
La Source de l'Information sur les Entreprises  
1, quai de Corne - 75181 PARIS CEDEX 04  
Tél. (1) 43 29 06 75

## ÉCONOMIE

## L'affaire De Havilland

## Les paradoxes de la concurrence

Suite de la première page

La Commission dispose pour exercer cette mission d'une administration compétente et bien rodée (la direction générale 4). Depuis 1986, la mise en place du marché unique n'a fait que galvaniser son énergie, et cela d'autant plus qu'elle a été constamment animée par des commissaires à la fois déterminés et marqués par la pensée la plus libérale, d'abord l'Irlandais Peter Sutherland, puis le Britannique Leon Brittan.

## Le rôle de la Cour

Elle a été encouragée par les États membres eux-mêmes, qui, en décembre 1989, sous présidence française, après bien des hésitations, ont adopté ce fameux règlement sur les concentrations qui a servi de base juridique pour interdire le rachat de De Havilland par Aérospatiale et Alenia. Mais elle l'a été aussi par la Cour européenne de justice de Luxembourg, qui, de manière régulière, lorsqu'elle a été saisie d'un litige né d'une affaire de concurrence, a donné raison à la Commission. A cet égard, l'action que semble vouloir maintenant engager Paris devant la Cour peut paraître aléatoire.

La Commission n'est certainement pas sortie de ses compétences en se saisissant de l'affaire De Havilland et en interdisant l'acquisition projetée. Ce qu'on peut éventuellement lui reprocher, c'est d'avoir fait preuve d'partialité, de s'être prononcée, comme elle l'a fait, sur un dossier présenté de manière biaisée, et dénoncé comme tel, deux jours plus tôt, par la majorité des chefs de cabinet, c'est-à-dire par les adjoints les plus directs des commissaires. Rien n'indique que la Cour acceptera de s'aventurer sur un terrain aussi incertain.

Sir Leon Brittan a été habile, a parlé d'emplois créés au Canada, mais qui seraient détruits en Europe (en cas de rachat de De Havilland par le groupe franco-italien), a fait état d'interventions des syndicats de British Aerospace et de Fokker contre l'opération et surtout en a fait une affaire de principe personnelle, faisant valoir à ses collègues que la Commission perdrait sa crédibilité si, dans une telle affaire, elle désavouait le commissaire responsable du dossier portefeuille.

C'est cet argument qui a conduit M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, à ne pas intervenir dans le débat et, ensuite, à s'abstenir au moment du vote. Alors qu'il lui a souvent été reproché de conduire la Commission à la baguette, de façon très peu collégiale, le président a voulu faire vivre son institution, éviter de bannir le vice-président Brittan sur un dossier relevant directement de sa compétence.

## Manque de discernement

Il a d'autant plus été incité à agir de la sorte qu'il a déjà eu, à maintes reprises, l'occasion de s'opposer à M. Brittan sur des dossiers concernant la concurrence (aides à Pechiney, à Renault, fusion entre Air France, Air Inter et UTA...), que d'autres affaires litigieuses se profilent à l'horizon, telles celles concernant la recapitalisation d'Air France, de Bull, ou de Thomson. Même s'il n'est pas d'accord avec bon nombre de ses analyses, M. Delors respecte les qualités de Sir Leon (qualités, il est vrai, peu partagées au sein d'un collège de niveau très moyen) et peut estimer qu'il est dans l'intérêt de la Commission et, au-delà, de la Communauté de pacifier leurs relations.

« Nous allons le payer très cher », estime toutefois un collaborateur

de M. Karel Van Miert, le commissaire chargé de la politique des transports, qui a voté contre la proposition de M. Brittan. L'objectif de ce dernier est en effet de baisser les seuils (actuellement 5 milliards d'euros de chiffre d'affaires cumulé) à partir desquels il revient à la Commission - et non plus aux organisations anti-trusts des États membres - de se prononcer. La décision éventuelle de modifier ces seuils devra être prise par le conseil des ministres de la CEE avant le 1<sup>er</sup> janvier 1993. M. Brittan, et c'était son souci, vient de démontrer que la Commission était capable de faire preuve de rigueur.

Mais, le moment venu, les Douze trouveront peut-être qu'elle a manifesté, à l'occasion de cette affaire De Havilland, un manque de discernement politique. De façon plus immédiate, son intervention, jugée au moins à Paris et à Rome comme intempestive, pourrait amener les gouvernements à avoir une attitude plus méfiante, lorsqu'il s'agira d'envisager, dans le cadre des débats sur l'union

politique, une extension des pouvoirs de la Commission.

« La politique industrielle ne se dérive pas », fait remarquer avec raison un proche du président Delors. On ne trouve rien dans le traité de Rome la concernant. A l'époque, l'industrie, n'était-ce pas essentiellement le charbon et l'acier pris en charge par le traité de la CEEA? Vint ensuite, pour le nucléaire, le traité d'Euratom, qui échoua... Les programmes de recherche communautaire, tels ESPRIT ou RACE, conçus afin d'essayer de rattraper le retard technologique accumulé face aux États-Unis et au Japon, furent lancés au milieu des années 80 sans base juridique. L'acte unique combla cette lacune ayant trait à la recherche, mais resta très timide en matière de politique industrielle.

Depuis un an environ, la Commission, sous l'influence du président Delors, s'efforce de redéfinir, de réhabiliter ce concept de politique industrielle, mais jusqu'ici avec un succès limité. M. Martin Bangemann, le vice-

président de la Commission compétent en la matière, a fait approuver par le conseil des ministres une communication qui souligne la nécessité de créer un environnement favorable à la modernisation des entreprises de la CEE et à leur coopération; il a ensuite transmis aux Douze un rapport plein de bonnes intentions décrivant les démarches à entreprendre pour sauver l'électronique européenne, mais qui reflétait aussi, bien involontairement, les dissensions internes qui subsistent au sein de la Commission. Une telle approche est sans doute utile mais demeure insuffisante pour parer au plus pressé.

En avril dernier, M. Delors, soucieux d'agir, rencontra à Saulieu les principaux dirigeants de l'industrie électronique communautaire pour essayer d'arrêter la crise qui la frappe. Cependant, les résultats tangibles de ce rendez-vous bourguignon se font attendre. « Il y a des projets en cours », nous assure-t-on. L'idée de regrouper, d'une façon ou d'une autre, les fabricants de semi-conducteurs

(Philips, Siemens et SGS-Thomson) ne progresse guère. En revanche, Bull, Siemens, Olivetti pourraient coopérer à la mise au point de logiciels, Philips, Alcatel, Thomson à celle de cristaux liquides pour écran de télévision. La Commission a encore dans ses cartons, avec les informaticiens, la création d'un institut de formation avancée pour la mise au point et l'usage de logiciels.

Autant de projets qui restent à concrétiser, de même que celui, toujours en panne, dont l'objet est de persuader l'ensemble des acteurs concernés par la télévision à haute définition (industriels, chaînes, opérateurs de satellite, producteurs de programmes) de se rallier à la norme internationale européenne D2MAC. Rien n'est simple. Les industriels sont davantage habitués à rivaliser qu'à coopérer. Ils ont été souvent échaudés par des expériences malheureuses. « Entre Siemens et Bull il y a trente ans de culture dans les placards! », s'exclame l'un de nos interlocuteurs. Et puis réapparaît très vite, non tranchée, la crainte des foudres de la direction générale de la concurrence, donc de M. Brittan et de ses services. Les dirigeants de Bull, de Siemens et d'Olivetti viennent, nous dit-on, d'écrire à M. Delors pour obtenir des éclaircissements sur la position exacte de la Commission. La lettre, paraît-il, n'a pas encore obtenu de réponse.

« Il n'y a pas de pilote dans cet avion de la politique industrielle », plaisante le collaborateur de M. Van Miert. De fait, ce que pourrait réclamer légitimement le gouvernement français, plutôt que de contester à la Commission des pouvoirs qui sont indiscutables, c'est plus de diligence pour traiter ces dossiers. Et peut-être aussi plus d'imagination. Dans l'affaire De Havilland, où l'intérêt collectif est de donner des atouts à l'industrie communautaire, mais certainement sans négliger les intérêts de British Aerospace ni de tout autre constructeur européen, il devait être possible, il doit toujours être possible, de trouver une formule ne laissant personne en plan.

PHILIPPE LEMAITRE

## Les inquiétudes de M. Quilès

LUXEMBOURG (Communautés européennes)

de notre correspondant

En marge de la réunion des ministres des transports des Douze, lundi 7 octobre à Luxembourg, M. Paul Quilès, ministre français de l'équipement, du logement, des transports et de l'espace, a exprimé son inquiétude après la décision de la Commission européenne d'interdire l'acquisition de De Havilland par l'Aérospatiale et Alenia. Déplorant le mauvais usage fait par la Commission européenne des pouvoirs qui lui sont confiés, il a suggéré... d'amputer ceux-ci en révisant le règlement sur le contrôle des concentrations

adoptées par les Douze en décembre 1989. Ledit contrôle pourrait désormais être opéré par un organisme indépendant, dont l'avis ne lierait pas de manière définitive les gouvernements concernés. Il semble impensable que les partenaires de la France acceptent de la suivre sur cette voie. Tout au plus peut-on imaginer qu'ils se montreraient méfiants lorsque, dans un an, se posera le problème de l'opportunité d'un renforcement des pouvoirs de contrôle de la Commission en matière de fusion et d'acquisition.

Quant à l'affaire De Havilland elle-même, M. Quilès explique qu'elle pourra être réglée si le GIE franco-italien, qui construit les ATR, changeait de statut jur-

dique et se trouvait promu au rang de société commerciale à part entière. Ce serait alors son chiffre d'affaires additionné à celui de De Havilland, et non plus celui des maisons mères, Aérospatiale et Alenia, qu'il faudrait prendre en considération pour apprécier l'acquisition. Intérieur au seuil de 5 milliards d'euros (35 milliards de francs) à partir duquel le règlement communautaire prévoit que la Commission doit approuver une concentration, il permettrait aux aviateurs français et italiens d'échapper à la foudre de Sir Leon Brittan! Un tour de passe-passe auquel ne voudront se prêter ni la Commission de Bruxelles, ni la Cour de justice de Luxembourg.

Ph. L.

## Partez en Amérique avec les meilleurs.

Tous les hommes d'affaires rêvent de voyager aux U.S.A. sans encombre. Avec American Airlines et American Express, vous êtes sur la bonne voie.

Un service reconnu dans le monde entier. Vous comprendrez pourquoi à bord de nos vols transatlantiques, notre service international Flagship a été primé. Repas et vins délicieux y sont servis par un personnel attentif et chaleureux. Si vous choisissez de voyager en Première Classe ou en Classe Affaires, vous bénéficierez de nombreux avantages réservés aux V.I.P. L'extrême confort de nos fauteuils recouverts de cuir et de laine d'agneau est un exemple parmi d'autres.

Un service international 24 h sur 24. Acceptée quasiment partout dans le monde, votre carte

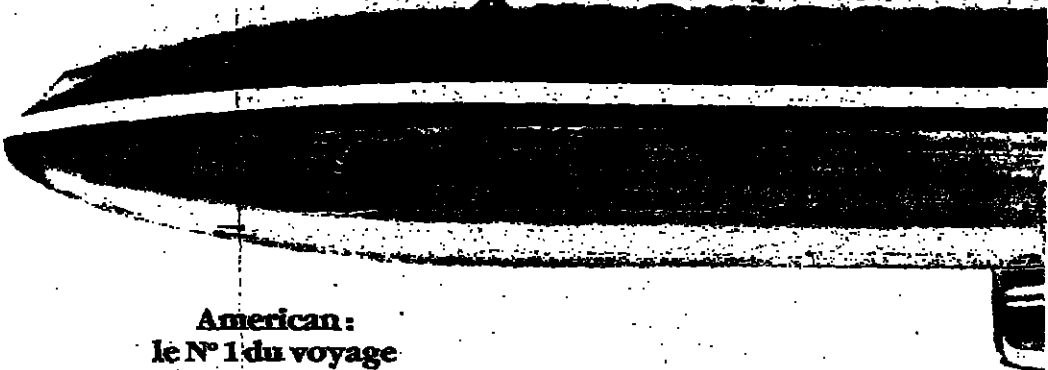
American Express est une compagne inestimable lors de vos voyages. En cas de perte ou de vol, une assistance permanente vous permettra de la remplacer en toute urgence sur un simple coup de fil. Où que vous soyez dans le monde, il y aura toujours un bureau American Express tout proche.



Un réseau de correspondances inégalé. American Airlines assure 200 vols hebdomadaires au départ de l'Europe vers les États-Unis.

Mais qu'en est-il une fois arrivé aux U.S.A.? Aucune autre compagnie aérienne ne dessert chaque jour autant de villes américaines. Grâce à un réseau de correspondances très important, American Airlines relie plus de 250 destinations en Amérique du Nord, au Canada, au Mexique, aux

Caribbes, en Amérique Centrale, en Amérique du Sud et dans le Pacifique. Partout où va American Airlines, la carte American Express sera la bienvenue. Elle est reconnue dans les meilleurs restaurants, les plus grands hôtels et magasins sur tout le territoire américain.



American: le N°1 du voyage. Lors de votre prochain voyage d'affaires, choisissez le bon numéro! American Airlines et American Express.

American Airlines Cards



## ÉCONOMIE

### ÉTRANGER

Pour améliorer l'approvisionnement de l'URSS

## La CEE va accorder deux milliards d'écus à Moscou

LUXEMBOURG  
(Communauté européenne)  
de notre envoyé spécial

La Communauté européenne va accroître très sensiblement l'effort financier consenti pour permettre à l'URSS de se nourrir pendant le prochain hiver. Les ministres des finances des Douze, réunis lundi 7 octobre à Luxembourg (nos dernières éditions), ont décidé de lui accorder des crédits supplémentaires pour un montant de 1,250 milliard d'écus (8,750 milliards de francs). Ils viendront s'ajouter à la contribution de 750 millions d'écus (5,25 milliards de francs) approuvée par les chefs d'Etat et de gouvernement des Douze, en décembre 1990 à Rome, (250 millions d'écus sous forme d'aide alimentaire, en cours de livraison, 500 millions d'écus sous forme de crédits). Si bien qu'au total la Communauté mobilisera 2 milliards d'écus (14 milliards de francs ou bien encore 2,4 milliards de dollars) pour faciliter l'approvisionnement de l'URSS.

Cette opération d'envergure devrait intervenir dans le cadre du G7 (qui rassemble les sept principaux pays industrialisés de la pla-

nète) conformément aux engagements de principe pris par le sommet de Londres en juillet dernier. Ses principales modalités ont été arrêtées jeudi dernier lors d'entretiens ayant réuni à Londres M. John Major qui assure actuellement la présidence du G7, M. Rudolf Lubbers, le premier ministre néerlandais qui assure la présidence de la Communauté, et M. Jacques Delors, le président de la Commission européenne. L'idée est que la Communauté, les Etats-Unis et le Japon consentent, chacun de son côté mais de manière coordonnée, un effort d'ampleur analogue, si bien qu'au total les crédits ouverts à l'URSS s'élèvent à 7,5 milliards de dollars. Les Etats-Unis ont déjà plus ou moins formellement annoncé leur intention d'accorder 2,5 milliards de dollars.

Une mission du G7 à laquelle pourraient prendre part MM. Major, Lubbers et Delors, devrait se rendre très prochainement en URSS afin d'examiner avec les autorités soviétiques, et le cas échéant avec celles des Républiques, les conditions de mise en œuvre de cette assistance financière. Dans les couloirs à Luxembourg, on notait que le nouveau traité de coopération économique

qui vient d'être signé à Moscou par les Républiques devrait permettre de régler, sans trop de risque de contestation, l'essentiel de l'opération avec les autorités centrales.

Ph. L.

Le Japon débouche une aide de 2,5 milliards de dollars pour l'URSS. - Le gouvernement japonais a décidé mardi 8 octobre de financer un programme d'aide à l'Union soviétique pour un montant total de 2,5 milliards de dollars (14 milliards de francs), a annoncé le ministre japonais des affaires étrangères. Cette assistance comprend un prêt de 500 millions de dollars pour l'aide alimentaire et médicale d'urgence, 1,8 milliard d'assurance pour les exportations japonaises vers l'URSS et 200 millions de prêts pour des projets financés par l'Exim-Bank japonaise. Le Japon s'était jusqu'à présent toujours opposé à l'idée d'une aide financière autre qu'humanitaire ou technique à l'URSS en raison de la persistance d'un différend territorial datant de 1945 portant sur les îles Kouriles du Sud, occupées par l'Union soviétique et revendiquées par Tokyo (le Monde du 14 septembre). - (AFP, Reuters)

### FINANCES PUBLIQUES

Selon la Commission des finances du Sénat

## L'Etat s'apprete à prélever 5,2 milliards de francs « sur le dos des collectivités locales »

MM. Christian Poncelet (RPR) et Roger Chénou (UDF), respectivement président et rapporteur général de la commission des finances du Sénat, viennent d'écrire à l'ensemble des maires de France pour les mettre en garde contre plusieurs dispositions « décriées sans préavis » et contenues dans le projet de loi de finances pour 1992. Ces dispositions, estiment-ils, « sont défavorables aux collectivités, pénalisent particulièrement les communes et risquent de contraindre les élus locaux à augmenter leur pression fiscale ».

Le gouvernement a en effet décidé de supprimer à partir de 1992 une partie des compensations

que l'Etat verse aux collectivités en contrepartie des exonérations et abattements d'impôts locaux pour tant décidés par la loi.

La commission des finances cite trois chapitres :

• cette suppression concerne d'abord la compensation versée en contrepartie de la réduction de taxe professionnelle pour embauche ou investissement ;

• il ne serait plus versé de subvention compensatrice pour les exonérations de taxe sur le foncier bâti accordées pour deux ans aux constructions nouvelles ;

• s'agissant de la taxe d'habitation, les dégrèvements accordés notamment aux personnes âgées

seraient transformés en exonérations qui ne seraient plus compensées par l'Etat pour la partie correspondant aux augmentations de taxes décidées par les collectivités locales.

En définitive, ajoutent les sénateurs, la ponction ainsi opérée « sur le dos des collectivités » s'élèverait - si le Parlement entérinait ces propositions - à 5,2 milliards de francs.

(Selon le projet de loi de finances pour 1992, tel qu'il apparaît dans le document officiel du Quai de Bercy, l'ensemble des concours de l'Etat aux collectivités locales augmentera de 6 % l'an prochain, les compensations d'exonérations et de dégrèvements législatifs augmentant pour leur part de 4,9 %.)

### REPÈRES

#### INFORMATIQUE

Réductions d'effectifs chez IBM-France

IBM-France n'est pas épargnée par la crise qui ébranle l'informaticque mondiale : après la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, c'est au tour de la direction de la filiale française de « Big Blue » d'annoncer son intention de mettre en place un programme de départs volontaires qui pourrait, selon elle, concerner entre 500 et 1 000 personnes « d'ici à la fin de l'année et « quelques centaines supplémentaires » au début de l'année 1992.

Ce programme prévoit d'offrir aux salariés nés entre 1932 et 1934 de partir en préretraite et à ceux ayant plus de dix-huit ans d'ancienneté dans l'entreprise une indemnité de départ. D'autre part, quelque 450 personnes de l'usine de Boigny, près d'Orléans, ont été

transférées à une autre société. Le nombre total d'employés d'IBM-France passera à la fin 1991 en dessous de la barre des 20 000 personnes pour la première fois depuis 1972.

#### TOURISME

Wagons-lits achète un réseau d'agences de voyages en Grande-Bretagne

La Compagnie internationale des wagons-lits a signé, samedi 5 octobre, le rachat de la division « service aux entreprises » de Pickfords Travel, un des premiers réseaux britanniques de voyages d'affaires, avec 77 agences, 700 salariés et un chiffre d'affaires de 200 millions de livres (2 milliards de francs). Cette acquisition, préparée depuis longtemps (le Monde du 26 janvier

1991), confirme la décision de la CIWL de relancer sa branche « tourisme » et d'étendre son réseau de distribution de voyages professionnels. Le volume d'affaires « tourisme » de la CIWL (déjà 18 % de son activité), qui devait progresser de 8 % cette année, augmentera de 27 % grâce à l'acquisition de Pickfords, et devrait atteindre 19 milliards de francs, avec 1 016 agences dans 38 pays et 6 700 salariés.

Livres anciens sur les

PROVINCES DE FRANCE

Catalogues par Provinces  
Librairie GUÉNÉGAUD  
10, rue de l'Odéon  
75006 Paris  
Tél. : 43-26-07-91

### MATIÈRES PREMIÈRES

## Tollé en Guyane après l'annonce d'une participation sud-africaine à l'exploitation d'un gisement aurifère

CAYENNE

de notre correspondant

L'information selon laquelle le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) serait sur le point de céder 45 % de ses intérêts au groupe minier sud-africain Gencor pour l'exploitation du gisement aurifère découvert sur le territoire de la commune de Régina, au lieu-dit la Montagne-Tortue (le Monde daté 22-23 septembre), a provoqué en Guyane l'effet d'une bombe. Le tollé est unanime.

Tous les partis locaux, qu'ils se situent du côté de la majorité miterrandiste ou dans l'opposition, font chorus contre une telle perspective. Des élus du Parti socialiste guyanais (PSG, principale formation guyanaise) aux militants indépendantistes du Parti national populaire guyanais (PNPG), tout le monde somme le gouvernement de revenir sur cette intention, en parlant notamment de « pillage des richesses locales » et de « mépris des élus ».

« Nous partons en guerre contre

le BRGM et contre le gouvernement, qui vont amener des capitalistes sud-africains adeptes de l'apartheid dans notre pays. Le Pen et la », a déclaré - avant son départ pour Paris, où il va essayer d'empêcher cette opération - M. Elie Castor, président du conseil général et député apparenté socialiste, en n'excluant pas, si le gouvernement persistait dans son intention, de quitter le groupe socialiste de l'Assemblée nationale pour siéger parmi les députés non-inscrits.

EDMOND FRÉDÉRIC

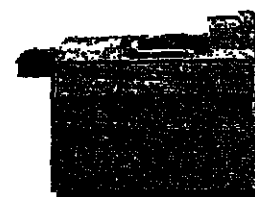
Pour beaucoup de copieurs, le prix de la copie est aussi flou que la copie.



Vous voulez savoir ce que vous coûte une copie. Vous avez raison, mais n'oubliez pas de prendre en compte toutes les copies jetées, toutes les feuilles coincées dans la machine. A ce gâchis onéreux, ajoutez le temps perdu, en cas de panne, par les utilisateurs.

Voilà pourquoi Océ a décidé de développer une race de copieurs radicalement différente. D'abord, nous avons simplifié le transport du papier, en amenant directement l'image sur le papier. Ce trajet très court réduit considérablement les risques de bourrage.

Et pour que chacune de vos copies paraisse avoir été vraiment imprimée, nous avons créé les seuls copieurs qui fonctionnent sur le principe de l'offset. Avec Océ, chaque copie est parfaite. Votre productivité monte en flèche et votre prix copie diminue. C'est parfaitement clair. **Océ=Q.I.**



Copier et imprimer avec une simple touche de génie.

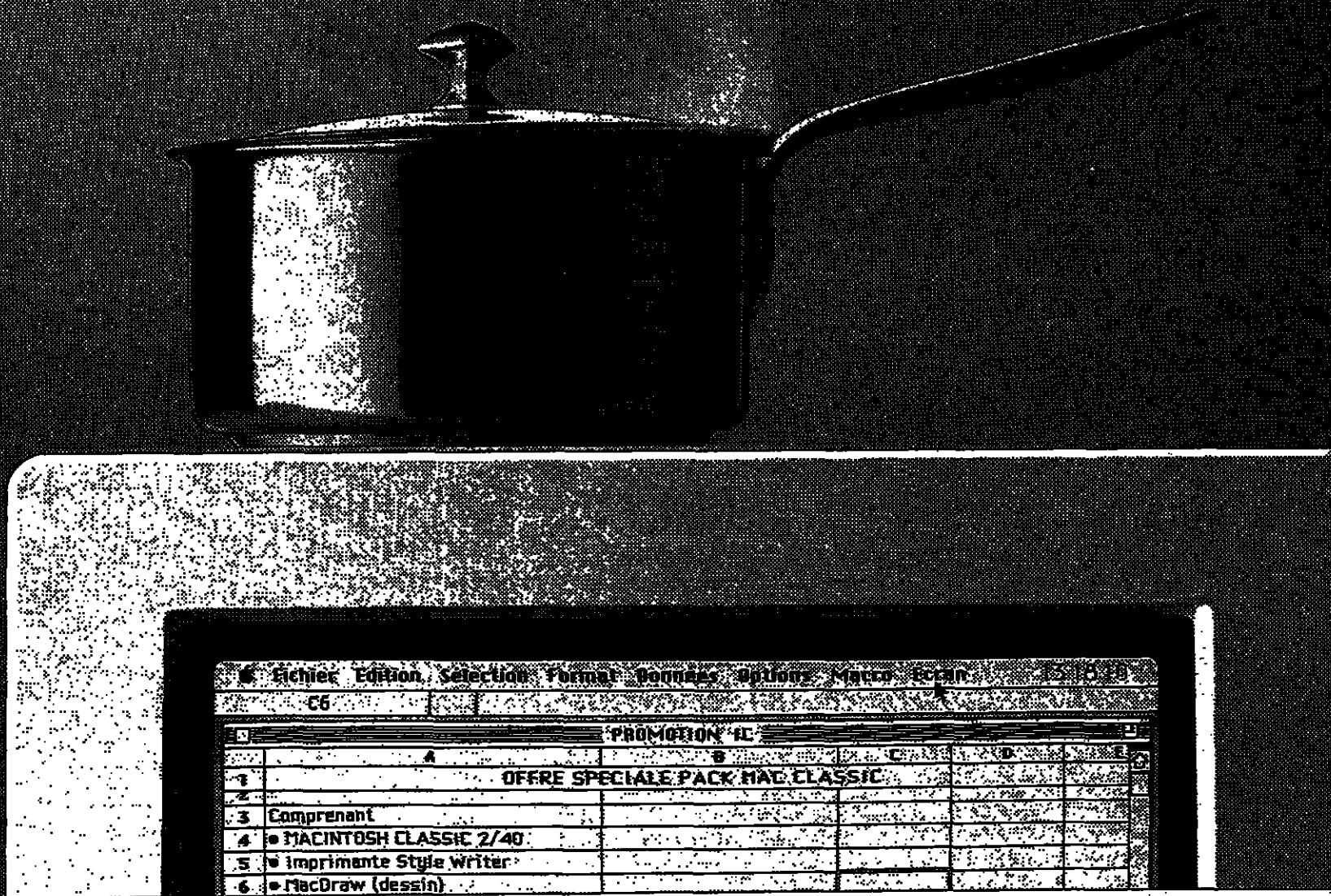
Océ-France S.A., 32 avenue du Pavé Neuf, 93180 NOISY-LE-GRAND, Tél. : (1) 45.92.50.00.

Le Monde de la Fonction Commerciale

PAUL FABRA

هكزامن النحل

Pour obtenir  
un bon Macintosh,  
prenez le meilleur  
prix IC et rajoutez  
délicatement  
les services IC.



Pour obtenir un bon Macintosh, il ne suffit pas de choisir le meilleur prix, il faut être assuré que le conseil et les services seront à la hauteur. Chez IC, en ce qui concerne le prix, il n'y a pas grand chose à dire, sinon que vous aurez du mal à trouver aussi intéressant ailleurs, et que dans ce cas (peu probable) IC vous fera alors une meilleure proposition. Voilà qui clôt le débat. En devenant client chez IC, vous aurez en plus accès aux conseils et aux services IC : une maintenance au moindre coût, sans être obligé de payer un contrat à l'année,

une hot line efficace, payable à la carte, installation, formation... Depuis plus de 10 ans, IC propose à ses clients le meilleur service mais aussi et surtout le meilleur conseil. Et ça n'a pas de prix. Aujourd'hui avec plus de 20 000 Macintosh installés dans les entreprises et chez les particuliers, IC est devenu le premier distributeur Apple en Europe. C'est déjà une bonne raison de choisir IC pour acheter votre Macintosh ou toutes vos configurations Apple. Mais vous le verrez ce n'est pas la seule.

(1) 42 72 26 26



10 ANS D'APPLE ÇA COMPTE

APPLE CENTER IC BEAUBOURG (1) 42 72 26 26  
APPLE CENTER IC VENDOME (1) 42 86 90 90  
IC MARSEILLE 91 37 25 03 • IC TOULOUSE 61 25 62 32  
IC NANTES 40 47 08 62 • IC LYON 78 62 38 38



ÉCONOMIE

INDUSTRIE

Près de 8 000 suppressions d'emplois en 1991

Les constructeurs automobiles renouent avec des stratégies de combat

Course à la productivité et à la qualité face aux concurrents japonais égale moins d'emplois et davantage de flexibilité dans l'organisation du travail. Depuis plusieurs années, cette équation dicte les choix stratégiques des constructeurs automobiles français. Pourtant, ses douloureuses conséquences sociales, masquées par trois années de boom des immatriculations, ont tardé à se manifester. Désormais, elles apparaissent au grand jour.

Avec près de huit mille suppressions d'emploi en 1991, l'automobile n'est pas à la fête. La signature controversée de l'accord commercial nippo-européen, le maintien d'une conjonction morose, et, sans doute, la multiplication des licenciements dans la plupart des secteurs économiques sonnent le retour des discours de combat du milieu des années 1980. M. Raymond Lévy, PDG de Renault, a donné le ton en assurant que si son entreprise n'est pas capable d'accroître sa production, elle devra réduire de 40 % ses effectifs dans les huit prochaines années. Chez Citroën, on estime que les mêmes calculs aboutiraient à diminuer de moitié les emplois productifs. Dans ces conditions, il est clair que les 1 800 suppressions d'emploi de Citroën-Renault, les 4 000 autres prévues en 1991 chez Renault, comme les 940 départs programmés à Peugeot-Saatchi et les autres mesures prévues dans d'autres établissements des constructeurs ne découlent pas seulement de difficultés passagères.

Pour son usine de Rennes (14 000 salariés) qui n'avait, en trente ans d'existence, connu que des départs volontaires, Citroën a apporté plusieurs améliorations au plan social initialement annoncé.

Devant le comité central d'entreprise, réuni lundi 7 octobre, la direction a confirmé que le processus se déroulerait par étapes et que les personnes âgées de plus de cinquante ans ne seront pas licenciées. Des congés de conversion seront proposés aux autres salariés, qui pourront bénéficier d'au moins une proposition de reclassement. Quant aux efforts de reconversion, ils seront accrus. Dans ces conditions, Citroën devrait obtenir du ministère du travail l'autorisation de proposer à Rennes 900 départs en préretraite FNE à cinquante-cinq ans (au siège social, où 155 salariés sont visés, le seuil sera fixé à cinquante-six ans et deux mois). Pour autant, l'avenir du site rennais n'est pas totalement dégagé. « Une reprise assez sensible du marché est indispensable » pour éviter, malgré les mesures de reclassement, le recours à des licenciements « secs », reconnaît-on chez Citroën.

Une double pression

La réduction de 40 % des effectifs évoquée par M. Lévy correspond à une hypothèse d'un gain annuel de productivité de 6 %, représentant les performances réalisées au cours des cinq dernières années. Si les progrès dans ce domaine étaient plus rapides, les effectifs théoriques seraient, donc, accrus. Pour leur part, les dirigeants de PSA assurent que l'accord commercial du 31 juillet entre le Japon et la CEE va directement peser sur l'emploi : « Nous allons connaître de plus en plus de difficultés pour trouver des débouchés alors que l'ouverture du marché nous contraint d'accroître notre productivité. Avec l'arrivée des japonais, le pire est à craindre ». Plus question d'espérer une hausse de la production pour dissimuler les problèmes sociaux.

En évoquant sans fard des perspectives aussi sombres, les constructeurs visent aussi - pour ne pas dire surtout - à exercer une double pression. Sur leur personnel et sur les pouvoirs publics. Au plan interne, les firmes françaises cherchent en priorité à se doter d'une organisation plus souple. Pour répondre aux à-coups de l'activité, elles ont jusqu'à présent recouru aux heures supplémentaires ou au chômage partiel et à l'embauche de travailleurs temporaires dont les effectifs se sont spectaculairement réduits depuis un an. A ce mode d'ajustement jugé « parfaitement absurde », elles préféreraient substituer une plus grande flexibilité dans leur mode de fonctionnement. En clair, le personnel doit accepter d'être plus mobile et se plier à des contraintes nouvelles en termes d'aménagement du temps de travail.

Les dirigeants de PSA ont déjà instauré la semaine de quatre jours chez Talbot-Poissey, opérant une opération de « transposition » à l'usine Citroën d'Aulnay en remplaçant du personnel non qualifié par cinq cents salariés plus jeunes

et mieux formés. Renault a opté pour des formules moins radicales et, contrairement à ses concurrents, recherche l'accord de ses interlocuteurs syndicaux, comme ce fut le cas pour la fermeture de Billancourt. L'entreprise nationale a d'ailleurs l'intention d'ouvrir sans tarder des négociations sur l'annualisation du temps de travail et n'a pas abandonné l'idée de créer une troisième équipe à Flins lorsqu'elle lancera - peut-être en 1993 - son nouveau petit véhicule. Mais ces marges de manœuvre ne suffisent pas. En outre, la moyenne d'âge assez élevée (autour de 40 ans) des salariés de l'automobile constitue un sérieux handicap.

Le sentiment d'insécurité

Pourtant, en envisageant le pire - même s'ils précisent qu'il « ne s'agit pas d'une prévision » - et en appliquant mécaniquement une règle de trois fondée sur des ratios observés au Japon, les constructeurs automobiles risquent à contrario de créer un fâcheux sen-

timent d'insécurité parmi leurs salariés. Est-ce parce que Citroën observe, dans le contexte actuel, une sensible diminution de l'absentéisme que s'opérera une « prise de conscience » salutaire ? Les dirigeants de Renault admettent qu'on ne saurait avancer sur la voie de la modernisation avec un personnel qui craindrait en permanence pour son avenir. A ce titre, estime M. Michel Praderie, secrétaire général de la société nationaliste, « le débat sur les réductions d'effectifs est un débat tranquille et démobilisateur ». Reste que, dans l'immédiat, c'est surtout sur l'Etat que comptent les groupes automo-

Le gouvernement est en effet prié avec insistance de mettre à la disposition des constructeurs les instruments susceptibles de faciliter l'ajustement de leurs effectifs. Après avoir annoncé un plan social assez fruste pour son établissement de Rennes, Citroën a amélioré son dispositif et devrait obtenir les départs en FNE souhaités. Jusqu'au prochain plan social ? Pour sa part, Renault suggère des relations contractuelles à moyen

terme. L'entreprise vient officiellement de proposer aux pouvoirs publics un accord « donnant-donnant » : elle s'engage à maintenir un volume minimal d'embauche (incluant des jeunes sans formation) à condition que lui soit garanti un quota annuel suffisant de préretraites. De même, elle réclame des aides de la Communauté européenne centrées sur des zones industrielles en difficulté et se dit déterminée à « faire beaucoup mieux en matière de reclassement », en développant un partenariat plus étroit avec les sous-traitants.

La négociation sera difficile. Rigueur budgétaire oblige, le gouvernement n'est nullement disposé à accorder à l'automobile ce qui fut naguère consenti à la sidérurgie. Renault et PSA devront d'abord compter sur eux-mêmes en modernisant leurs structures et en améliorant leurs positions sur le marché européen. Or, pour « progresser plus vite que les japonais », il n'est pas sûr que la dramatisation soit plus efficace que le dialogue social.

JEAN-MICHEL NORMAND

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GROUPE CREDIT LYONNAIS  
RESULTATS DU 1<sup>er</sup> SEMESTRE 1991

Progression soutenue de l'activité du Groupe

Au 30 juin 1991, le total du bilan consolidé du Crédit Lyonnais connaît à nouveau une vive progression puisqu'il s'établit à 1.591 milliards de francs, en hausse de 19 % par rapport au 30 juin 1990. La croissance externe contribue pour 3 % à cette hausse, le solde (16 %) résultant simultanément d'une croissance interne soutenue et de la hausse du dollar.

L'activité d'intermédiation a poursuivi sa progression : l'encours des prêts à la clientèle atteint 764 milliards de francs (+24 %). Les crédits octroyés par les entités européennes hors de France du Groupe Crédit Lyonnais atteignent 23 % du total des emplois, reflétant ainsi le déploiement d'une stratégie européenne. Les prêts aux entreprises et divers sont en augmentation de 28 % alors que les prêts aux particuliers connaissent une progression moins vive (+13 %).

Les ressources de clientèle, certificats de dépôt inclus, s'élèvent à 647 milliards de francs (+29 %). Les ressources à vue augmentent de 6 %, celles d'épargne de 14 %, tandis que les ressources à terme connaissent une vive progression (+53 %).

Le Crédit Lyonnais a continué à être très actif sur les marchés de capitaux : sur le marché des actions en France, il occupe la première place pour les augmentations de capital, pour les offres publiques et pour les introductions en Bourse. Sur le marché des obligations, le Crédit Lyonnais reste leader des émissions en francs (domestiques et euro) alors que, par ailleurs, il a maintenu sa place sur le marché des euro-émissions.

L'encours des capitaux gérés et conseillés par le Groupe pour compte de tiers a atteint 345 milliards de francs.

Dans la ligne de sa stratégie de partenariat avec l'industrie, le Crédit Lyonnais a continué à resserrer ses liens avec les entreprises : au 30 juin 1991, le portefeuille de participations industrielles et commerciales figure pour 28,1 milliards de francs dans les comptes du Groupe, pour une valeur estimée de 31,4 milliards de francs.

Bons résultats de l'activité d'intermédiation

Le produit net bancaire global atteint 21.044 millions de francs au premier semestre 1991, en progression de 6 %.

Le résultat reflète les bonnes performances de la banque commerciale en France, où les nouveaux crédits enregistrés ont amélioré de leur marge, et de la banque commerciale à l'étranger, tandis que les activités de marché obtiennent des résultats contrastés : en amélioration en France et en Grande-Bretagne, ils sont affectés négativement chez Altus Finance par les conséquences de la guerre du Golfe sur les marchés des changes.

Après imputation des frais généraux, en hausse de 14 % (9 % à périmètre constant) et des amortissements, le résultat brut d'exploitation atteint 5.088 millions de francs, contre 5.982 millions de francs au premier semestre 1990 (-15 %), du fait d'une contribution négative d'Altus Finance que n'a pas compensée la contribution accrue du reste du Groupe (+13 %).

Hausse sensible des provisions

La charge nette des provisions d'exploitation s'inscrit à 3.369 millions de francs, en hausse de 21 % par rapport aux six premiers mois de 1990. Les dotations nettes

aux provisions pour risques individuels s'élèvent à 3.883 millions de francs contre 1.210 millions de francs au premier semestre 1990 et représentent un montant presque équivalent à la dotation de l'ensemble de l'exercice 1990 : elles prennent en considération la situation de quelques engagements importants et l'accroissement des défaillances de petites et moyennes entreprises. Tout en maintenant à 60 % le taux moyen de couverture des risques-pays, une reprise de 359 millions de francs sur les provisions pour risques souverains a été effectuée en raison de cessions de créances réalisées dans de bonnes conditions ; la part des risques non couverts rapportée aux fonds propres durs ne représente plus que 16 % au 30 juin 1991, contre 83 % au 31 décembre 1988, 31 % au 30 juin 1990 et 20 % au 31 décembre 1990.

Fléchissement du résultat net

Le solde des opérations exceptionnelles et hors exploitation s'élève à 386 millions de francs dont 280 millions de francs au titre de diverses plus-values de cession sur le portefeuille de participations et filiales. La part du Groupe dans le résultat net consolidé atteint 1.610 millions de francs au premier semestre 1991 contre 1.818 millions de francs un an plus tôt, soit un fléchissement de 11 %. Par action ou certificat d'investissement, le résultat part du Groupe est de 45,9 francs, en retrait de 18 % mais pour un nombre moyen de titres augmenté de 8 % dans l'intervalle.

Le résultat net global s'établit à 1.809 millions de francs au 30 juin 1991 contre 2.417 millions de francs au 30 juin 1990. Ce recul s'explique par les pertes enregistrées par Altus Finance.

Nouveau renforcement des fonds propres

Compte tenu des augmentations de capital intervenues au 2<sup>e</sup> semestre 1990, les fonds propres durs atteignent 48.500 millions de francs après inclusion du résultat du semestre, soit +22 %. Les fonds propres et assimilés nets s'établissent au 30 juin 1991 à 65.596 millions de francs (+19,6 %).

L'actif net estimé du Groupe, déterminé naturellement après impôt latent et sans valorisation des fonds de commerce créés, s'établit à 61 milliards de francs. Après déduction de la part des intérêts minoritaires dans les filiales, il s'élève à 49,7 milliards de francs. Il représente 1.416 francs par action ou certificat d'investissement existant au 30 juin 1991 contre 1.367 francs par titre existant au 30 juin 1990.

Perspectives pour l'ensemble de l'année

Le second semestre devrait confirmer les tendances favorables observées au premier semestre sur les résultats de l'activité d'intermédiation. Altus Finance, qui rassemble beaucoup d'activités non récurrentes, devrait enregistrer un redressement significatif de ses résultats. Toutefois, le niveau de provisionnement reflètera une politique de prudence appropriée à la nature de certains engagements. Il restera vraisemblablement élevé notamment tant qu'une reprise de l'activité économique ne sera pas nettement intervenue.

Les fonds propres enregistreront une nouvelle amélioration à la suite de l'augmentation de capital de 3 milliards de francs qui sera souscrite par l'Etat à l'occasion de la prise de participation de 20 % du Crédit Lyonnais dans Usinor-Sacilor.

Alors que les perspectives d'avenir du groupe restent préoccupantes

L'augmentation de capital procure un répit à British Aerospace

Les actionnaires de British Aerospace, réunis lundi 7 octobre, ont approuvé une augmentation de capital de 432 millions de livres (4,49 milliards de francs). Le premier groupe industriel britannique retrouve ainsi une stabilité financière à court terme, d'autant plus nécessaire que les perspectives d'avenir de «BAe» restent préoccupantes.

LONDRES

de notre correspondant

Les actionnaires de British Aerospace avaient une double mission : soutenir la situation financière de l'entreprise sur le plan purement comptable et redonner confiance aux partenaires et clients d'un groupe qui, à tort ou à raison, était présenté comme vulnérable à une OPA (offre publique d'achat), il y a moins de huit jours. Au cours des six premiers mois de l'année 1991, les dettes de «BAe» ont augmenté de 808 millions de livres à 1,5 milliard, et les profits du groupe ne dépasseront pas 150 millions de livres cette année, contre 376 millions pour l'exercice précédent.

Cette situation a des causes multiples, notamment la contraction présente et, probablement, future du marché de l'aéronautique, de «BAe», la récession économique, une diversification contestable des activités du groupe (le rachat de Rover, l'immobilier), enfin une crise de direction. Sur le plan conjoncturel, c'est ce dernier aspect qui l'a emporté. Sir Roland Smith, président «démis» de ses fonctions le 25 septembre, a été remplacé par Sir Graham Day pour une période «interiminaire», cette précision ne rassurant ni la City ni les principaux clients de British Aerospace, notamment l'Armée soviétique.

Lundi, le président de «BAe» a tenté de redonner confiance aux actionnaires (les actions de British Aerospace ont enregistré une chute sensible), inquiets des rumeurs persistantes de la semaine dernière à propos du lancement d'une OPA

sur «BAe». Sir Graham a affirmé que cette initiative n'avait jamais été formellement avancée et que les «spéculations» à propos de l'éclatement du groupe étaient encouragées, à des fins de «conspiration», par le «square mille», c'est-à-dire le quartier financier de la City. La Compagnie générale électrique (GEC), partenaire industriel important de «BAe» (les composants électroniques des avions Tornado de British Aerospace sont fabriqués par GEC), avait été présentée comme étant à l'origine de cette tentative de rachat.

Selon une hypothèse moins ambitieuse, Lord Weinstock, le directeur général de GEC, était supposé acquiescer à 15 % à 20 % de British Aerospace, investir de nouveaux capitaux et changer une grande partie de la direction. La Compagnie générale électrique, elle-même contrainte à une phase de restructuration coûteuse (quelque 11 000 emplois sont menacés), aurait alors pu prendre la direction d'un consortium européen, dont le groupe français Thomson-CSF et la banque d'affaires Lazard étaient les principales composantes. Le gouvernement britannique s'était inquiété de cette tentative de mainmise étrangère sur l'un des principaux fleurons de l'industrie nationale et a fait savoir qu'il s'y opposerait.

A l'avenir, British Aerospace devra nécessairement alléger son fardeau financier. Des «joint ventures», par exemple avec Dynamics, la branche missiles dont les perspectives sont peu satisfaisantes, pourraient être conclues. Il n'est d'autre part, pas exclu que GEC puisse accroître sa collaboration avec «BAe» (mais de façon moins agressive), par exemple sur le modèle de Honda avec Rover, branche automobile de British Aerospace. L'augmentation de capital qui vient d'être entérinée ne lève cependant pas toutes les incertitudes, et il est probable que la tentative d'OPA mort-née à laquelle on vient d'assister aura des prolongements.

LAURENT ZECCHINI

CREDIT LYONNAIS LE POUVOIR DE DIRE OUI

PAUL FABRA

Le Monde de la Fonction Commerciale





هكمان النجیل

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 8 OCTOBRE

Cours relevés à 13 h 47

Règlement mensuel														Compos.														VALEURS													
Compos.	VALEURS	Cours	Préc.	Dernier	%	Compos.	VALEURS	Cours	Préc.	Dernier	%	Compos.	VALEURS	Cours	Préc.	Dernier	%	Compos.	VALEURS	Cours	Préc.	Dernier	%																		
4051	C.A.S.E.	4070	4070	4080	+0.25	4051	C.A.S.E.	4070	4070	4080	+0.25	4051	C.A.S.E.	4070	4070	4080	+0.25	4051	C.A.S.E.	4070	4070	4080	+0.25	4051	C.A.S.E.																
4052	B.N.P. T.P.	871	871	871	0.00	4052	B.N.P. T.P.	871	871	871	0.00	4052	B.N.P. T.P.	871	871	871	0.00	4052	B.N.P. T.P.	871	871	871	0.00	4052	B.N.P. T.P.																
4053	C.Lyon T.P.	888	888	888	0.00	4053	C.Lyon T.P.	888	888	888	0.00	4053	C.Lyon T.P.	888	888	888	0.00	4053	C.Lyon T.P.	888	888	888	0.00	4053	C.Lyon T.P.																
4054	Renault T.P.	1386	1386	1386	0.00	4054	Renault T.P.	1386	1386	1386	0.00	4054	Renault T.P.	1386	1386	1386	0.00	4054	Renault T.P.	1386	1386	1386	0.00	4054	Renault T.P.																
4055	St. Gobain T.P.	1038	1038	1038	0.00	4055	St. Gobain T.P.	1038	1038	1038	0.00	4055	St. Gobain T.P.	1038	1038	1038	0.00	4055	St. Gobain T.P.	1038	1038	1038	0.00	4055	St. Gobain T.P.																
4056	Thomson T.P.	988	988	988	0.00	4056	Thomson T.P.	988	988	988	0.00	4056	Thomson T.P.	988	988	988	0.00	4056	Thomson T.P.	988	988	988	0.00	4056	Thomson T.P.																
4057	Alcatel	777	777	777	0.00	4057	Alcatel	777	777	777	0.00	4057	Alcatel	777	777	777	0.00	4057	Alcatel	777	777	777	0.00	4057	Alcatel																
4058	Al. Indus.	884	884	884	0.00	4058	Al. Indus.	884	884	884	0.00	4058	Al. Indus.	884	884	884	0.00	4058	Al. Indus.	884	884	884	0.00	4058	Al. Indus.																
4059	Alcatel-Alcan.	884	884	884	0.00	4059	Alcatel-Alcan.	884	884	884	0.00	4059	Alcatel-Alcan.	884	884	884	0.00	4059	Alcatel-Alcan.	884	884	884	0.00	4059	Alcatel-Alcan.																
4060	Alcatel	1800	1800	1800	0.00	4060	Alcatel	1800	1800	1800	0.00	4060	Alcatel	1800	1800	1800	0.00	4060	Alcatel	1800	1800	1800	0.00	4060	Alcatel																
4061	A.S.P.	381	381	381	0.00	4061	A.S.P.	381	381	381	0.00	4061	A.S.P.	381	381	381	0.00	4061	A.S.P.	381	381	381	0.00	4061	A.S.P.																
4062	Alcatel	2225	2225	2225	0.00	4062	Alcatel	2225	2225	2225	0.00	4062	Alcatel	2225	2225	2225	0.00	4062	Alcatel	2225	2225	2225	0.00	4062	Alcatel																
4063	A.S.P.	480	480	480	0.00	4063	A.S.P.	480	480	480	0.00	4063	A.S.P.	480	480	480	0.00	4063	A.S.P.	480	480	480	0.00	4063	A.S.P.																
4064	A.S.P.	287	287	287	0.00	4064	A.S.P.	287	287	287	0.00	4064	A.S.P.	287	287	287	0.00	4064	A.S.P.	287	287	287	0.00	4064	A.S.P.																
4065	A.S.P.	544	544	544	0.00	4065	A.S.P.	544	544	544	0.00	4065	A.S.P.	544	544	544	0.00	4065	A.S.P.	544	544	544	0.00	4065	A.S.P.																
4066	A.S.P.	181	181	181	0.00	4066	A.S.P.	181	181	181	0.00	4066	A.S.P.	181	181	181	0.00	4066	A.S.P.	181	181	181	0.00	4066	A.S.P.																
4067	A.S.P.	120	120	120	0.00	4067	A.S.P.	120	120	120	0.00	4067	A.S.P.	120	120	120	0.00	4067	A.S.P.	120	120	120	0.00	4067	A.S.P.																
4068	A.S.P.	77	77	77	0.00	4068	A.S.P.	77	77	77	0.00	4068	A.S.P.	77	77	77	0.00	4068	A.S.P.	77	77	77	0.00	4068	A.S.P.																
4069	A.S.P.	120	120	120	0.00	4069	A.S.P.	120	120	120	0.00	4069	A.S.P.	120	120	120	0.00	4069	A.S.P.	120	120	120	0.00	4069	A.S.P.																
4070	A.S.P.	523	523	523	0.00	4070	A.S.P.	523	523	523	0.00	4070	A.S.P.	523	523	523	0.00	4070	A.S.P.	523	523	523	0.00	4070	A.S.P.																
4071	A.S.P.	735	735	735	0.00	4071	A.S.P.	735	735	735	0.00	4071	A.S.P.	735	735	735	0.00	4071	A.S.P.	735	735	735	0.00	4071	A.S.P.																
4072	A.S.P.	800	800	800	0.00	4072	A.S.P.	800	800	800	0.00	4072	A.S.P.	800	800	800	0.00	4072	A.S.P.	800	800	800	0.00	4072	A.S.P.																
4073	A.S.P.	1021	1021	1021	0.00	4073	A.S.P.	1021	1021	1021	0.00	4073	A.S.P.	1021	1021	1021	0.00	4073	A.S.P.	1021	1021	1021	0.00	4073	A.S.P.																
4074	A.S.P.	360	360	360	0.00	4074	A.S.P.	360	360	360	0.00	4074	A.S.P.	360	360	360	0.00	4074	A.S.P.	360	360	360	0.00	4074	A.S.P.																
4075	A.S.P.	718	718	718	0.00	4075	A.S.P.	718	718	718	0.00	4075	A.S.P.	718	718	718	0.00	4075	A.S.P.	718	718	718	0.00	4075	A.S.P.																
4076	A.S.P.	324	324	324	0.00	4076	A.S.P.	324	324	324	0.00	4076	A.S.P.	324	324	324	0.00	4076	A.S.P.	324	324	324	0.00	4076	A.S.P.																
4077	A.S.P.	324	324	324	0.00	4077	A.S.P.	324	324	324	0.00	4077	A.S.P.	324	324	324	0.00	4077	A.S.P.	324	324	324	0.00	4077	A.S.P.																
4078	A.S.P.	324	324	324	0.00	4078	A.S.P.	324	324	324	0.00	4078	A.S.P.	324	324	324	0.00	4078	A.S.P.	324	324	324	0.00	4078	A.S.P.																
4079	A.S.P.	324	324	324	0.00	4079	A.S.P.	324	324	324	0.00	4079	A.S.P.	324	324	324	0.00	4079	A.S.P.	324	324	324	0.00	4079	A.S.P.																
4080	A.S.P.	324	324	324	0.00	4080	A.S.P.	324	324	324	0.00	4080	A.S.P.	324	324	324	0.00	4080	A.S.P.	324	324	324	0.00	4080	A.S.P.																
4081	A.S.P.	324	324	324	0.00	4081	A.S.P.	324	324	324	0.00	4081	A.S.P.	324	324	324	0.00	4081	A.S.P.	324	324	324	0.00	4081	A.S.P.																
4082	A.S.P.	324	324	324	0.00	4082	A.S.P.	324	324	324	0.00	4082	A.S.P.	324	324	324	0.00	4082	A.S.P.	324	324	324	0.00	4082	A.S.P.																
4083	A.S.P.	324	324	324	0.00	4083	A.S.P.	324	324	324	0.00	4083	A.S.P.	324	324	324	0.00	4083	A.S.P.	324	324	324	0.00	4083	A.S.P.																
4084	A.S.P.	324	324	324	0.00	4084	A.S.P.	324	324	324	0.00	4084	A.S.P.	324	324	324	0.00	4084	A.S.P.	324	324	324	0.00	4084	A.S.P.																
4085	A.S.P.	324	324	324	0.00	4085	A.S.P.	324	324	324	0.00	4085	A.S.P.	324	324	324	0.00	4085	A.S.P.	324	324	324	0.00	4085	A.S.P.																
4086	A.S.P.	324	324	324	0.00	4086	A.S.P.	324	324	324	0.00	4086	A.S.P.	324	324	324	0.00	4086	A.S.P.	324	324	324	0.00	4086	A.S.P.																
4087	A.S.P.	324	324	324	0.00	4087	A.S.P.	324	324	324	0.00	4087	A.S.P.	324	324	324	0.00	4087	A.S.P.	324	324	324	0.00	4087	A.S.P.																
4088	A.S.P.	324	324	324	0.00	4088	A.S.P.	324	324	324	0.00	4088	A.S.P.	324	324	324	0.00	4088	A.S.P.	324	324	324	0.00	4088	A.S.P.																
4089	A.S.P.	324	324	324	0.00	4089	A.S.P.	324	324	324	0.00	4089	A.S.P.	324	324	324	0.00	4089	A.S.P.	324	324	324	0.00	4089	A.S.P.																
4090	A.S.P.	324	324	324	0.00	4090	A.S.P.	324	324	324	0.00	4090	A.S.P.	324	324	324	0.00	4090	A.S.P.	324	324	324	0.00	4090	A.S.P.																
4091	A.S.P.	324	324	324	0.00	4091	A.S.P.	324	324	324	0.00	4091	A.S.P.	324	324	324	0.00	4091	A.S.P.	324	324	324	0.00	4091	A.S.P.																
4092	A.S.P.	324	324	324	0.00	4092	A.S.P.	324	324	324	0.00	4092	A.S.P.	324	324	324	0.00	4092	A.S.P.	324	324	324	0.00	4092	A.S.P.																
4093	A.S.P.	324	324	324	0.00	4093	A.S.P.	324	324	324	0.00	4093	A.S.P.	324	324	324	0.00	4093	A.S.P.	324	324	324	0.00	4093	A.S.P.																
4094	A.S.P.	324	324	324	0.00	4094	A.S.P.	324	324	324	0.00	4094	A.S.P.	324	324	324	0.00	4094	A.S.P.	324	324	324	0.00	4094	A.S.P.																
4095	A.S.P.	324	324	324	0.00	4095	A.S.P.	324	324	324	0.00	4095	A.S.P.	324	324	324	0.00	4095	A.S.P.	324	324	324	0.00	4095	A.S.P.																
4096	A.S.P.	324	324	324	0.00	4096	A.S.P.	324	324	324	0.00	4096	A.S.P.	324	324	324	0.00	4096	A.S.P.	324	324	324	0.00	4096	A.S.P.																
4097	A.S.P.	324	324	324	0.00	4097	A.S.P.	324	324	324	0.00	4097	A.S.P.	324	324	324	0.00	4097	A.S.P.	324	324	324	0.00	4097	A.S.P.																
4098	A.S.P.	324	324	324	0.00	4098	A.S.P.	324	324	324	0.00	4098	A.S.P.	324	324	324	0.00	4098	A.S.P.	324	324	324	0.00	4098	A.S.P.																
4099	A.S.P.	324	324	324	0.00	4099	A.S.P.	324	324	324	0.00	4099	A.S.P.	324	324	324	0.00	4099	A.S.P.	324	324	324	0.00	4099	A.S.P.																
4100	A.S.P.	324	324	324	0.00	4100	A.S.P.	324	324	324	0.00	4100	A.S.P.	324	324	324	0.00	4100	A.S.P.	324	324	324	0.00	4100	A.S.P.																

COMPTANT (sélection)

SICAV (sélection)

7/10

VALEURS			% du nom.	% du coupon	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Franch. incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Franch. incl.	Rachet net									
Obligations										Etrangères																			
C.I.M.										1091	1091	Mag. Libérat.	185	180	A.A.A.	1042	1016	98	Providence	871	850	72	Petit Orléans	20545	20524	94			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										2800	2800	Magnum	750	750	Amélie	221	216	218	Providence	28	23	25	Providence	61789	61789	08			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										98	97	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			
C.I.T.A.I.R.M. (B)										286	286	Magnum	500	500	Amélie	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027	Providence	1027	1027	1027			

## COMMUNICATION

Deux études sur l'économie des équipements et des programmes

## Le marché mondial de l'audiovisuel toujours dominé par les matériels

Deux études sur l'audiovisuel mondial et européen montrant que les dépenses en matériel surpassent celles en services et révèlent la croissance de la filière vidéo.

Comme il le fait depuis trois ans pour les télécommunications, l'Observatoire mondial des systèmes de communication (OMSYC) vient de publier son premier recueil de statistiques sur l'audiovisuel mondial de 1985 à 1990. Les experts de l'association estiment ce marché, en 1990, à 248,1 milliards de dollars. Les équipements audiovisuels constituent la majorité de ce marché (53,8 %) avec une croissance annuelle de 6,3 %, particulièrement marquée pour les caméras et caméscopes (+28 %) et les lecteurs de disques compacts (+30,7 %).

Côté services, la croissance est de 7,4 % par an. Si la télévision hertzienne en représente toujours l'essentiel (83,2 milliards de dollars de recettes, dont 79 % issues de la publicité), les recettes de la télévision par câble croissent deux fois plus vite et atteignent 20,5 % du total, contre 15,9 % en 1985. Quant au cinéma en salles, son poids reste stagnant avec 9,8 milliards de dollars. Analyses par pays, les recettes

des télévisions montrent la prépondérance de l'Amérique du Nord (46,7 %), même si la part de l'Europe est en croissance (22 % contre 19 % en 1985) et dépasse largement celle du Japon (13 %).

## 2106 francs en moyenne par ménage

De son côté, la société BIPE-Conseil vient de rendre publics les premiers résultats tirés d'une banque de données sur l'audiovisuel européen, qu'elle a bâti avec un réseau de dix organismes partenaires baptisés MERGE (Media Economics Research Group of Europe). Les 620 pages d'indicateurs de cette bible couvrent les douze pays de la Communauté, de 1980 à 1990 pour les résultats, et font des prévisions jusqu'en 1995, sur un champ plus large que celui de l'OMSYC, puisqu'il inclut l'audiovisuel institutionnel et l'édition vidéo.

MERGE estime que les ménages européens dépensent 264 milliards de francs pour l'audiovisuel, dont 164 milliards pour les équipements, soit, en moyenne, 2106 francs par an pour un ménage, dont 813 francs en services. Sur ces dépenses en services, 16 % vont au cinéma (contre 30 % il y a dix ans), 60 % à la télévision (via la radio-

vance et les abonnements), et 24 % à la vidéo (contre 3 % en 1980). Les ménages français sont un peu au-dessus de cette moyenne : leurs 2373 francs de dépenses annuelles se décomposent en 1 509 francs d'équipements et 864 francs de services, dont 20 % pour le cinéma et 20 % pour la vidéo. Pour 100 francs de dépenses des ménages français, les entreprises investissent 75 francs en achat d'espace publicitaire. Les éditeurs et distributeurs reçoivent 142 francs et peuvent donc dépenser 93 francs en programmes, dont 20 en achats de droits et 73 en production nouvelle. Ce niveau de production nouvelle, presque équivalent à la moyenne européenne, alors que la moyenne des ressources des éditeurs et distributeurs est bien supérieure (173 francs pour 100 francs de dépenses des ménages européens, grâce à la publicité) semble indiquer que le système français d'incitation à la production joue son rôle.

L'étude de BIPE-Conseil souligne aussi le poids croissant de la vidéo, dont les recettes, marginales au début de la décennie, forment maintenant une part substantielle des revenus de la production.

M. C. I.

Avec Radio-Neige et de nouvelles stations en URSS et en Espagne

## Offensive de Radio-Nostalgie en France et à l'étranger

Avec 140 émetteurs en France et une audience de 4,4 %, Radio-Nostalgie, contrôlée majoritairement par Radio-Monte-Carlo (RMC), veut conquérir de nouveaux auditeurs hexagonaux et internationaux, a indiqué M. Jean-Noël Tassez, directeur général de RMC et président de Radio-Nostalgie internationale.

Avec une campagne publicitaire de 50 millions de francs sur le thème de la réconciliation des générations, Radio-Nostalgie veut séduire un auditoire plus jeune

Quatrième jour de grève à RFO-Tahiti. Une grève illimitée a été déclenchée depuis quatre jours par 60 des 80 salariés de RFO-Tahiti (Polynésie française), qui demandent la titularisation de 14 travailleurs précaires. Soutenus par la CFDT et le Syndicat national des journalistes (SNJ), par la deuxième centrale syndicale du territoire, Aia i mua, et par deux députés de la Polynésie française et le maire de Papeete, les grévistes ont empêché la diffusion des programmes radio et télévision. Le SNJ et la CFDT ont en outre demandé la démission du directeur de l'information de RFO, M. Jean-Paul Circo. Selon des sources syndicales, le PDG de RFO, M. François Giquel, aurait refusé de rencontrer récemment un des élus du territoire. (J.P.)

que son auditoire actuel (30-50 ans) et dépasser 5 % d'audience. Autre initiative : la création d'une radio hivernale, baptisée Radio-Neige. Pour la première fois en France, 1 800 télécabines seront équipées dans vingt stations. Elles recevront et diffuseront un programme spécial de Radio-Nostalgie. Radio-Neige devrait toucher plus de 4 millions d'auditeurs et intéresserait plusieurs annonceurs, dont BSN.

Radio-Nostalgie ne néglige pas d'autre part sa vocation internationale. Déjà présente à Moscou, en Belgique et à Genève, la station négocie avec Gosteleradio, l'organisme qui gère l'audiovisuel soviétique, l'extension de son réseau à Kiev, Sochi et Minak. « Il s'agit de ne pas laisser cette main radiophonique entre les mains de la concurrence étrangère », affirme M. Tassez, qui ne nie pas cependant les problèmes de législation à l'Est et les imprévus de la situation politique. Bientôt, Nostalgie s'installera aux Baléares, avec l'appui d'Antena 3 du groupe Pedro Serra, et pourrait, à plus long terme, essayer aux États-Unis et en Amérique latine. Ces perspectives internationales semblent confirmer une ouverture prochaine du capital du groupe RMC-Nostalgie à de nouveaux partenaires (Le Monde du 7 juin).

Au sommaire du « Monde de l'éducation » d'octobre

## A qui profite l'école privée ?

Plus d'un élève sur trois a recours à l'enseignement privé à un moment ou à un autre de sa scolarité, selon une étude de deux sociologues, Gabriel Lagoutet et Alain Léger. C'est beaucoup plus qu'on ne pensait. Parents déçus de l'enseignement public, adeptes de la « bonne vieille discipline » ou confrontés aux difficultés scolaires de leur enfant, ils sont nombreux à utiliser le privé comme recours.

Ce choix est-il efficace, et l'école privée tient-elle ses promesses ? Tel est le sujet de l'enquête d'octobre du Monde de l'éducation menée par Catherine Bédaride. Il est dès lors possible de comparer, pour la première fois, les performances du privé avec celles du public. Certaines catégories sociales – et pas toujours les plus privilégiées – profitent nettement d'une scolarité passée sur les bancs catholiques. Leurs enfants redoublent moins : ils ont davantage de chances de parvenir en terminale. D'autres élèves, à l'inverse, n'y trouvent aucun bénéfice, bien au contraire. Voici donc une enquête qui bouscule

sérieusement les idées reçues... Également au sommaire du Monde de l'éducation d'octobre, plusieurs dossiers d'actualité :

– CE2-6 : les profils de la réussite, selon les résultats des élèves en maths et en français ;  
– Les facettes du « malaise enseignant » ;  
– Les premières réactions des instituteurs à la réforme par cycles d'apprentissage ;  
– Les premiers pas des IUFM.

Et des dossiers sur :  
– L'école des langues orientales ;  
– Les formations aux métiers de la mer et de l'aquaculture.

Notre thème « Société » de ce mois : « Ces mères de 15 ans », 8 000 mineures, en France, donnent chaque année le jour à un enfant.  
Et une revue de presse, sur les thèmes « École » et « Jeunesse », relative à plusieurs pays étrangers : États-Unis, Japon, Grande-Bretagne, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg.

Notre évaluation mensuelle, enfin, porte sur les DEUG de psychologie.

Pour résorber ses dettes

## M. Maxwell vend les « annuaires » Macmillan et se désengage de Scitex

M. Robert Maxwell, dont le groupe Maxwell Communication Corporation (MCC) doit résorber un endettement de l'ordre de 10 milliards de francs, a annoncé lundi 7 octobre la vente au groupe britannique Reed International de la division « annuaires » de sa maison d'édition américaine Macmillan, pour 146 millions de dollars (environ 832 millions de francs). Parmi les annuaires de Macmillan figure notamment le célèbre *Who's Who in America*.

En outre, le groupe Maxwell va céder la part (19,3 %) qu'il possède dans la société israélienne Scitex, première société mondiale dans le traitement informatique de l'impression couleur. Cette dernière, qui compte parmi ses principaux clients le *New York Times*, *Time Magazine*, le journal japonais *Asahi Shimbun* et des publications de l'Italie Mondadori, a réalisé un bénéfice de 95 millions de dollars en 1990 (541 millions de francs) pour un chiffre d'affaires de 400 millions. Mais « captain Bob » doit faire face à des désaccords au sein de son management, qui se traduisent, notamment, par la démission du vice-président de MCC, M. Jean-Pierre Anselmini.

Didier Pourquoy et François Vey quittent la rédaction en chef de Science et vie économique. Didier Pourquoy et François Vey, respectivement rédacteur en chef et rédacteur en chef adjoint du mensuel Science et vie économique depuis un an, ont décidé de démissionner de leurs fonctions pour marquer leur désaccord avec la nomination d'un responsable qui devait les couvrir. Le magazine, qui diffusait 111 866 exemplaires payés en 1990 selon l'OJD (Office de justification de la diffusion), a augmenté sa vente en kiosque en 1991 et gagné 2 % de part de marché. Comme les autres titres de la presse économique généraliste, ce titre du groupe Excelsior publications (Science et vie, *Vingt ans*, *Option finance*, etc.) souffre d'une baisse de ses recettes publicitaires d'environ 25 %.

Pour toutes vos commémorations de fleurs

Naissance, baptême, fiançailles, mariage et décès

## Le Fleuriste de Vaugrand

Livraisons à domicile, Paris, banlieue et grande banlieue.  
131, rue de Vaugrand, 75015 PARIS

Tél. : 47-34-56-09

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

ARTS

Le Monde et SPECTACLES

## CARNET DU Monde

## Naissances

– Pierre et Marie GUILLARD, née Georges Paul et Edouard,

ont la joie de faire part de la naissance de

Adèle,

le 2 octobre 1991.

6, rue des Cèdres, 94210 La Varenne-Saint-Hilaire.

– Anne et Jean-Philippe GUERAND sont heureux d'annoncer la naissance de

Charles Woody David,

le 4 octobre 1991, à la maternité Baudouin de l'hôpital Cochin, Paris-14.

33, rue Alexandre-Dumas, 75011 Paris.

– Bénédicte DE PERETTI, Gerardo WINDORFER et Constante

sont heureux d'annoncer la naissance de

Johannes,

le 25 septembre 1991.

– Dominique et Philippe LE CORROLLER

ont la joie d'annoncer la naissance de

Marion,

le 4 octobre 1991, à Paris.

11, avenue Fayolle, 94300 Vincennes.

## Mariages

– Catherine ANKER et Benoît CHAUCHAT

sont heureux de faire part de leur mariage célébré dans l'intimité le 5 octobre 1991.

15, rue des Nanettes,

75011 Paris.

– Jacques BORRICAND et Hélène DUSSERRE

sont heureux de faire part de leur mariage célébré à Neuilly-sur-Seine dans la plus stricte intimité.

15, rue Guyard,

13100 Aix-en-Provence.

## Décès

– M<sup>me</sup> Marie Buchband, son épouse, Clarisse, sa fille, M<sup>me</sup> Hélène Delanoë, sa sœur.

Toute la famille, et tous ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Gilbert BUCHBAND,

survenu le 6 octobre 1991.

Les obsèques auront lieu le mercredi 9 octobre, à 13 h 15, au cimetière de Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14.

Réunion porte principale.

8, rue des Canettes,

75006 Paris.

– On nous prie d'annoncer le décès de

Georges Henri CHARREIRE de MARTEL,

survenu le 28 septembre 1991.

La cérémonie, suivie de l'inhumation dans le caveau familial, a eu lieu dans la plus stricte intimité.

– Valence (Drôme), Saint-Etienne-du-Gros (Bouches-du-Rhône).

M. Pierre Jouve, M. et M<sup>me</sup> Paul Constantin et leurs enfants, Les familles Carrière, Chais, Ponsinet, Latain, Brogini, Latain, Latain, Coullomb, Massip, Parents et amis,

ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Yvonne ANDRÉ JOUVE,

née Lucy Constantin,

survenue à l'âge de soixante et onze ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 9 octobre 1991, à 10 h 15, au temple Saint-James, à Valence, où le corps sera déposé, dans l'attente de la cérémonie de la sépulture, d'amour et de courage.

« Le Seigneur gardera ton départ et ton arrivée »  
Psaume 121, verset 8.

Notre abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les abonnements du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

## Anniversaires

– Le 9 octobre 1976,

M<sup>me</sup> Marguerite BUREAU

disparaissait.

Le 9 novembre 1981, sa fille,

Catherine BUREAU

décédait de nous quitter.

Que ceux et celles qui les ont aimés se souviennent.

– En souvenir de

Berto TAUBERT,

artiste peintre,

disparu subitement le 8 octobre 1974.

Sa famille demande une pensée émue à ceux qui l'ont connu et aimé.

## Communications diverses

– Les séminaires annuels du Beit Hamidrach de l'Alliance Israélite vaudoise (Bible, Cabale, Talmud, pensée juive...) débuteront le lundi 14 octobre 1991. Renseignements au 42-80-35-00.

## JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal officiel du samedi 5 octobre 1991 :

## UN DÉCRET

– N° 91-1014 du 3 octobre 1991 modifiant le décret n° 78-1067 du 9 novembre 1978 modifié relatif à l'organisation de la Loterie nationale et du Loto national.

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 6 octobre 1991 :

## DES DÉCRETS

– N° 91-1019 du 1<sup>er</sup> octobre 1991 modifiant le décret n° 46-448 du 18 mars 1946 portant application des articles 8 et 24 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative à l'entrée et au séjour des étrangers en France ;

– N° 91-1020 du 4 octobre 1991 portant application du décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Ile-de-France ;

## MOTS CROISÉS

## PROBLÈME N° 5624

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

## HORIZONTALEMENT

I. Fait rebondir sur terre après que l'on a atteint des sommets. – II. Fait abandonner le violon. – III. Moyen de savoir. Il faut payer pour lui. – IV. Mauvaise tête. Appartient au passé. – V. Obtenue par un cliché. Porte des nob. – VI. Devenue bien grasse. Pousse maintes gens à se mouiller. – VII. Mieux vaut qu'il ne prenne pas de grasse. – VIII. Se fait sentir. Démontre. – IX. Avoir de grands enfants. « Cigares » qui peut nous faire fumer. – X. Donne des nouvelles. Dans le fond, elle est utile. – XI. Il y a quelque chose à en tirer. Père d'un aventurier.

## VERTICALEMENT

1. N'est pas sans intérêt pour ceux qui se font du mauvais sang. – 2. Ne laisse pas tomber. Peut renfermer dans le « lard ». – 3. Vraiment pas obscures. Tel le frère de la fable. – 4. Homme d'affaires. Note. – 5. Brûlé du feu. Ont plus d'une dent contre elles. – 6. Préposition. Du bois sous lequel on trouve des feuilles. Va sur le terrain. – 7. Lieu d'élevage. Odeur de saleté. – 8. Faisait suivre. Source de sobres. – 9. Adverbe. Homme des bois.

## Solution du problème n° 5623

## Horizontalement

I. Racoleuse. – II. Ébénistes. – III. For. Ca. – IV. Évalets. – V. Césarion. – VI. Tut. Trial. – VII. Ore. Eon. – VIII. Issu. – IX. Rougir. Ar. – X. Et. Essai. – XI. Sesse. Ana.

## Verticalement

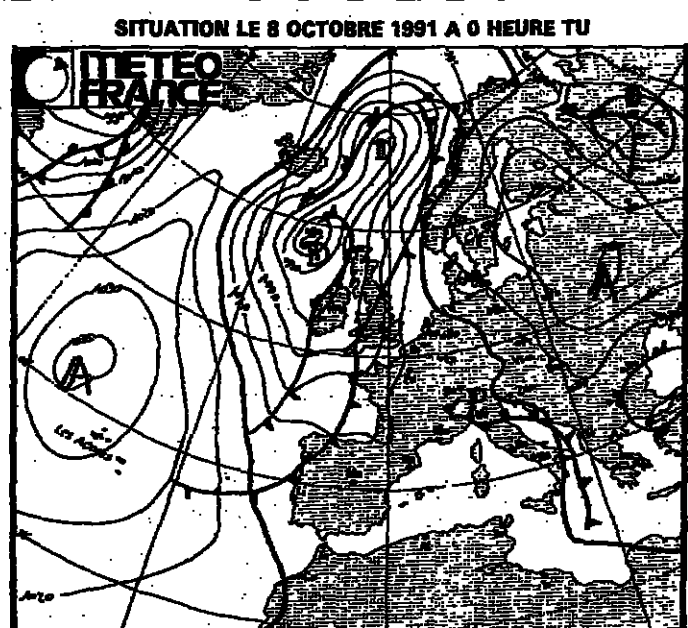
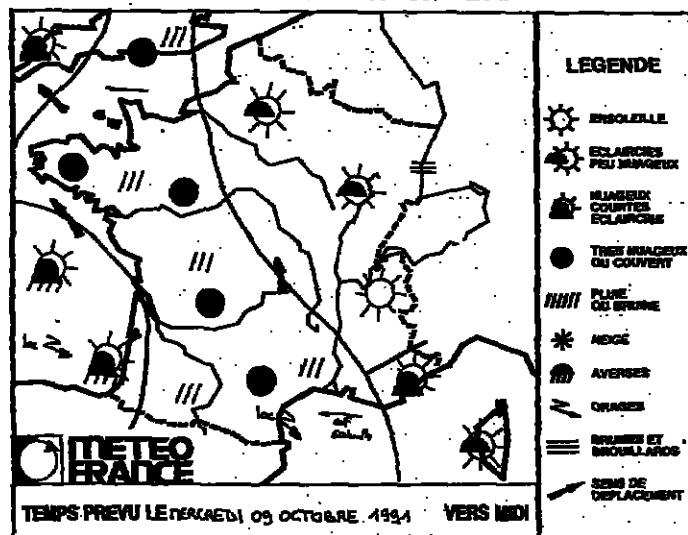
1. Réfectoires. – 2. Aboyeur. Ota. – 3. Céraste. – 4. On. La. Ages. – 5. Liberté. Iss. – 6. Es. Tirols. – 7. Ut. Seins. Aa. – 8. Sec. Na. Sain. – 9. Esad. Louise.

GUY BROUTY



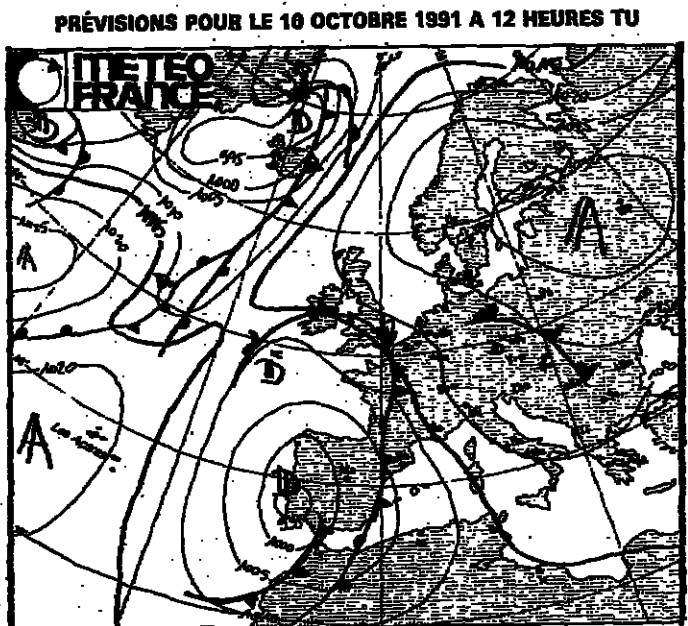
# MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le mercredi 9 octobre 1991  
Pluvieux du golfe du Lion à la Manche.  
Ensoleillé sur le Nord-Est.



Jeu : nuages et ondées. Sur la Provence-Côte d'Azur, la Corse, Rhône-Alpes et un petit quart nord-est, il pleuvra encore le matin. Puis le ciel restera très nuageux l'après-midi.

Sur toutes les régions d'une large moitié ouest, les nuages seront généralement très nombreux tout au long de cette journée, les déversant quelques ondées. Ces dernières seront un peu plus importantes sur le Sud-Ouest le matin et également sur le Poitou-Charentes, les pays de Loire, le Sud Bre-



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé															le 8-10-91		
Valeurs extrêmes relevées entre le 7-10-1991 à 18 heures TU et le 8-10-1991 à 6 heures TU																	
FRANCE			MONT-PÈRE			L'ÉTRANGER			MADRID			MARRAKECH			MEXICO		
ALGER	20	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
BARCELONE	17	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23
BELGRADE	14	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
BOMBAY	28	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34
BRAZILIA	25	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31
BUDAPEST	16	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22
CHONGQING	22	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
CHONGQING	22	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
CHONGQING	22	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
CHONGQING	22	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
CHONGQING	22	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
CHONGQING	22	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
CHONGQING	22	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
CHONGQING	22	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
CHONGQING	22	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
CHONGQING	22	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
CHONGQING	22	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
CHONGQING	22	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
CHONGQING	22	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
CHONGQING	22	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
CHONGQING	22	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
CHONGQING	22	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
CHONGQING	22	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
CHONGQING	22	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
CHONGQING	22	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
CHONGQING	22	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
CHONGQING	22	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
CHONGQING	22	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
CHONGQING	22	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
CHONGQING	22	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
CHONGQING	22	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
CHONGQING	22	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
CHONGQING	22	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
CHONGQING	22	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
CHONGQING	22	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
CHONGQING	22	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
CHONGQING	22	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
CHONGQING	22	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
CHONGQING	22	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
CHONGQING	22	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
CHONGQING	22	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
CHONGQING	22	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
CHONGQING	22	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
CHONGQING	22	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
CHONGQING	22	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
CHONGQING	22	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
CHONGQING	22	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
CHONGQING	22	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
CHONGQING	22	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
CHONGQING	22	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
CHONGQING	22	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
CHONGQING	22	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
CHONGQING	22	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
CHONGQING	22	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
CHONGQING	22	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
CHONGQING	22	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
CHONGQING	22	13	14	15													

Reprise des combats dans le Kurdistan

## Une soixantaine de militaires irakiens exécutés par les combattants kurdes

Les Nations unies ont confirmé, lundi soir 7 octobre, que de « sérieux incidents » avaient à nouveau éclaté dans le nord de l'Irak entre les forces de Bagdad et des Kurdes, provoquant des centaines de blessés et probablement des morts. Les combattants kurdes ont exécuté lundi une soixantaine de militaires irakiens, dans la ville de Souleymanieh. Les soldats de Bagdad, probablement faits prisonniers au cours des accrochages qui s'étaient multipliés depuis samedi autour de la ville, étaient agenouillés, les mains sur la tête, dans un bâtiment public. Les combattants kurdes les ont abattus à bout portant, rapporte Kurt Shorok, envoyé spécial de l'agence Reuters qui a assisté à l'exécution.

Selon l'organisation Médecins sans frontières de Bruxelles citant ses équipes sur place, l'armée de l'air irakienne aurait effectué des bombardements intensifs lundi dans la région de Souleymanieh, au nord-est de l'Irak. L'organisa-

tion humanitaire a ajouté que les bombardements avaient fait de nombreux morts et des centaines de blessés. Les affrontements avaient débuté samedi, à proximité de l'agglomération de Kifri, à 30 km au sud-est, puis, lundi, Arbat, à 20 km au sud-est de Souleymanieh, où un calme précaire régnait lundi soir dans le centre de la ville. Mais la population a commencé à fuir et les banlieues étaient la cible de tirs de mortier et peut-être de chars irakiens. (AFP, Reuters).

## Avant la visite à Istanbul du premier ministre grec L'assassinat à Athènes d'un diplomate turc est revendiqué par le groupe terroriste 17-Novembre ATHÈNES

de notre correspondant

Le groupe terroriste grec 17-Novembre a revendiqué l'attentat contre l'attaché de presse adjoint de l'ambassade de Turquie à Athènes, Cetin Gorgu, âgé de vingt-huit ans, tué, lundi 7 octobre, par deux inconnus près du centre de la capitale grecque (le Monde du 8 octobre). Dans un tract envoyé au journal *Eleftherotypia* (socialiste indépendant), le groupe, responsable de seize assassinats depuis 1975, accuse la Turquie de « visées expansionnistes » contre la Grèce et lui reproche d'être responsable de l'enlèvement du dossier de Cypre, dont la partie nord est occupée par les troupes turques depuis 1974.

Le chef de l'Etat, M. Constantinos Karamanlis, a envoyé un message à son homologue turc Turgut Ozal pour lui exprimer ses « profonds regrets » en soulignant que le crime était condamné par « l'ensemble du peuple grec ». L'assassinat a eu lieu à la veille du déplacement du premier ministre, M. Constantinos Mitsotakis, à Istanbul, où il doit assister aux funérailles du patriarche œcuménique (orthodoxe grec) de Constantinople, Dimitrios I<sup>er</sup>, décédé la semaine dernière. Le premier ministre a condamné l'attentat. Le Parlement « se réunit demain au moment où l'orthodoxie dans le monde entier porte le deuil de son représentant ».

DIDIER KUNZ

## La guerre en Yougoslavie

### M. Michel Vanzelle : « Il faut que l'Europe passe à l'action »

Evolution la crise yougoslave. M. Michel Vanzelle, président socialiste de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, a déclaré, mardi 8 octobre sur RFI : « Il faut que l'Europe cesse de porter et qu'elle passe maintenant, ou qu'elle envisage de passer, à l'action ».

« Nous avons essayé de préserver la Yougoslavie pour le bien des Yougoslaves, malheureusement cette Yougoslavie n'existe plus (L) le conflit yougoslave est une guerre entre des nations, une guerre internationale. » Pour M. Vanzelle, « en reconnaissant la Croatie et la Slovénie, nous aurions pu peut-être nous donner les instruments juridiques qui auraient permis une intervention européenne dans un cadre qui, cette fois, serait devenu international » (...). « Nous devons comprendre que ces peuples qui redécouvrent la liberté doivent à la fois pouvoir s'appuyer sur leurs propres libertés nationales et tout aussi sur se réinsérer dans des ensembles confédéraux ».

« La France condamne le bombardement de Zagreb. La France a condamné, mardi 8 octobre, l'attaque, la veille, du palais présidentiel croate à Zagreb par l'aviation yougoslave. « C'est un acte condamnable », a déclaré le porte-parole du Quai d'Orsay, M. Daniel Bernard. « Les auteurs (de cette attaque) ont pris une lourde responsabilité devant la communauté internationale », a-t-il ajouté, en ajoutant que la France espérait voir les deux camps adopter une attitude commune concernant la reconnaissance de la Slovénie et de la Croatie : « La France souhaite que les deux régimes ensemble ».

Figure de premier plan de la littérature italienne

## Natalia Ginzburg est morte

Natalia Ginzburg est morte dans la nuit de lundi 7 au mardi 8 octobre à Rome. Elle était âgée de soixante-trois ans.

Figure de premier plan de la littérature italienne, auteur de nombreux romans, de pièces de théâtre, d'essais, de biographies, Natalia Ginzburg avait publié son premier livre, *La route qui mène à la ville*, sous un pseudonyme en 1942, les lois raciales mussoliniennes interdisant la publication d'écrivains juifs. Elle avait épousé l'écrivain Leone Ginzburg, l'un des fondateurs de la maison Einaudi, animateur de la résistance italienne contre le fascisme, assassiné lors d'une opération de représailles en 1942.

Natalia Ginzburg, qui avait reçu le prix Strega, le « Goncourt italien » pour *Les Mots de la tribu*, avait également été députée au Parlement pendant deux législatures dans les rangs de la gauche indépendante. Parmi ses livres traduits en français, les plus connus sont : *Je t'écris pour te dire*, *Les Voix du soir*, *Les Petites vertus*, *Les Mots de la tribu* (Flammarion), *Ne me demande jamais et la Ville et la maison* (Denoël).

## Une trompeuse modestie

Le nom de Natalia Ginzburg restera en Italie fondamentalement lié à l'histoire des éditions Einaudi. Cette amie de Pavese devait, en effet, jouer un rôle prépondérant dans les lettres italiennes dès la fin de la guerre. Elle était connue pour l'insouciance et la sileté de son goût. Mais on lui reprochera, à tort ou à raison, d'avoir fait refuser le premier livre de Primo Levi. Quoiqu'elle ait régné jusqu'à ces dernières années dans le bureau romain d'Einaudi, Natalia Ginzburg n'était pas seulement une éditrice. C'est par son autobiographie *Lessico Familiare* (*Les Mots de la tribu*, Flammarion) qu'elle devait s'imposer au grand public. Son humour mélancolique, son style dépouillé aux tonalités volontairement enfantes, à la syntaxe apparemment relâchée, son franc-parler reconnaissable entre tous, lui valurent un public fidèle et fanatique. Elle affiche, dans ses brefs romans, qui étaient tous destinés à devenir des classiques de son vivant, une sorte de trompeuse modestie : en réalité, obstinée à défendre toute forme de marginalité, elle excelle dans le portrait des marginaux pauvres, homosexuels, femmes rouées. Elle devait représenter un type assez unique d'intellectuel sans forfanterie, sans pédantisme, sans morgue. Ses brefs essais (sur le cinéma, la littérature, les faits divers) réunis en France sous le titre *Tu ne dois pas me demander*, sont caractéristiques de son extrême liberté de pensée.

Proche du Parti communiste, Natalia Ginzburg siégeait au Parlement, ce qui pouvait surprendre un lecteur superficiel, qui se serait arrêté à une certaine revendication d'irréversibilité que contenait ses romans. En fait, l'œuvre de Natalia Ginzburg, au dialogue léger des quotidiens, possédait une forme de profondeur rare, plus insidieuse, plus inavouée que chez ses confrères. Son théâtre, aussi, était une œuvre de savoir-faire sur les paradoxes de la superficialité, devait obtenir un grand succès à Rome et à Paris.

Natalia Ginzburg s'était attachée à un mythe de la littérature italienne, Manzoni, pour le présenter sous un jour inusité, entouré de ses proches, presque terre à terre, dans la *Famille Manzoni* : encore une fois, elle déconcertait le lecteur et montrait que, mine de rien, elle, la mère du célèbre historien Carlo Ginzburg, elle savait déjouer les ruses de l'histoire. Son dernier livre, paru en Italie, était curieusement consacré à un drame de l'adolescence : une fillette philippine, Serena Cruz, venait d'être arrachée à sa famille adoptive, Natalia Ginzburg, avec la

générosité et la combativité qu'on lui a toujours connue, partait en guerre contre les absurdités de la justice et de l'administration. Elle voulait, une fois encore, dénoncer les contradictions d'une société où tout conjure à écarter les faibles. On a souvent prononcé le nom de Natalia Ginzburg pour le Prix Nobel, il ne faut pas douter qu'après Elsa Morante et à côté d'Anna Maria Oates c'était la figure féminine italienne dominante de l'après-guerre.

RENE DE CECCATY

## « Ce n'est pas en creusant les déficits qu'on peut créer des emplois »

déclare M. Bérégovoy

Le ministre de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, a affirmé mardi 8 octobre qu'il « comprenait parfaitement l'impopularité syndicale concernant le chômage » mais qu'« il n'y a pas de recette magique ».

Refusant une nouvelle fois toute perspective de dévaluation, qui « serait un aggraveusement du problème », le ministre des finances a déclaré que « les pays qui ont laissé dériver l'inflation ont connu au bout du compte plus de chômage qu'aujourd'hui ».

Il a qualifié les dévaluations effectuées dans le passé de « prime donnée au capitalisme industriel au détriment des salariés qui l'ont connu » et repoussé également tout dérapage du déficit budgétaire.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Debout, là-dedans !

ILS sont tombés de l'armoire, nos princes, dites donc ! Si on n'a plus le droit de se bourrer de tranquillisants pendant plus de douze semaines, si pour rouquiller peinaud faut pointer chez le toubib tous les mois, histoire de renouveler sa compresses contre le stress, ça va être l'enfer.

Déjà que notre moral était au plus bas, voilà qu'il en a repris un coup, à en croire le dernier sondage IFOF pour RTL et le Parisien. L'avenir, rien que d'y penser, on panique. Le boulot, on supporte mal. L'absence de boulot, on supporte plus. La télé, beurk. L'amour, le vie de famille, bof. Et la politique, ras le bol. Alors, c'est peut-être pas très prudent de rognier sur les euphorisants. Sauf à vouloir qu'on voie rouge au lieu de noir.

Jusqu'à présent, qui n'était pas encore trop abruti par les neuroleptiques pour gueuler ? Les lycéens, des mômes, ils ont pas accès à l'armoire à pharmacie. Les agriculteurs, eux, sortis d'un cachet d'aspirine ou d'un remède contre le rhume des foies, les médicaments, ils se méfient. Les infirmières, à force d'en dis-

buer, elles sont complètement mythridatisées. Quant aux handicapés, c'est pas avec un Témesta qu'on va calmer leurs souffrances et leur désespoir.

Mais supprimer la pilule, au lieu de la leur donner, aux chômeurs, aux artisans, aux fils, aux retraités, aux commerçants, aux mecs de la SNCF et de la RATP, sans parler des femmes, qui en ont gros sur la patate vu que la leur n'est plus remboursée, c'est de la provocation. Vous imaginez un peu l'agitation causée par tous ces agités. Après avoir passé des nuits blanches à sauter comme une puce dans leur plumedier en rasant leurs rancunes et leurs déboires, ou ils se jettent par la fenêtre ou ils descendent manifester sous celles des ministères. De toute façon, ça se termine dans la rue.

En apocalypses ! Bloqués par les menaces, au lieu de s'endormir au volant, les automobilistes vont foncer dans le tas en sonnant l'alarme à coups de klaxon. Non, franchement, sorti du Mimi, lui, il serait vraiment temps, je vois pas l'intérêt de réveiller qui que ce soit, là, en ce moment.

## « Le moment venu, le PS, et lui seul, donnera le signal du rassemblement »

assure M. Pierre Mauroy

Le premier secrétaire du Parti socialiste, M. Pierre Mauroy, a affirmé, mardi 8 octobre, à propos d'éventuelles alliances électorales : « Le moment venu, le Parti socialiste, et lui seul, donnera le signal de rassembler tous ceux qui veulent discuter de son projet. On appellera cela les états généraux ou d'un autre nom, mais ce grand rassemblement se fera après le congrès extraordinaire », a-t-il déclaré à l'issue de son entretien hebdomadaire avec le premier ministre, M. Edith Cresson. Il a souligné que le congrès extraordinaire du PS, prévu en décembre, sera doublement « extraordinaire » puisqu'il aura à examiner le projet du parti et à « décider de ses alliances » car « le moment venu, pour les législatives, le PS aura besoin d'alliances ».

## Nouvelles mesures en faveur de la danse

M. Jack Lang, ministre de la culture et de la communication, devait exposer, au cours d'une conférence de presse, mardi 8 octobre, le développement de sa politique en faveur de la danse, en soulignant que l'augmentation du budget de la Délégation à la danse - 12,5 MF en 1991, soit environ +11 % - est la plus forte enregistrée au sein du ministère de la culture. Si l'on ajoute à ce budget (118,6 MF contre 15 MF en 1981) les crédits consentis par d'autres directions et délégations du ministère, l'aide de l'Etat à la danse se monte cette année à plus de 307 millions de francs.

Les mesures nouvelles portent, d'une part, sur l'enseignement : mise en application de la loi de 1989 réglementant l'enseignement de la danse (vingt-neuf centres de formation sont habilités à conduire au diplôme d'Etat de professeur), mise en œuvre d'un nouveau schéma directeur définissant les objectifs, cursus et méthodes pédagogiques, priorité accordée à la création de postes de professeurs de danse dans les écoles et conservatoires nationaux, ouverture à Bordeaux d'un nouveau centre de formation, aide à la construction ou à l'aménagement de studios de danse, installation du Conservatoire de Lyon dans de nouveaux locaux (en septembre 1992), soutien à deux grandes écoles privées (celle de Rosella Hightower à Cannes, celle de Roland Petit à Marseille qui doit s'ouvrir au printemps prochain), développement de la présence de la danse à l'école et à l'université.

D'autre part, ces mesures portent sur la création et la diffusion avec, notamment, la création de deux nouveaux centres chorégraphiques nationaux (Odile Duboc, à Belfort, Claude Brumachon, à Nantes) s'ajoutant aux quinze existants ; une aide à la politique de création des ballets de la RTTF (Réunion des théâtres lyriques de France) grâce à un fonds de promotion spécifique ; le développement des « résidences » associant des créateurs à des institutions régionales ; une aide à certains projets (Gallotta, Bagout, Ballets du Rhin) grâce au Fonds de programmation chorégraphique ; la nomination à la direction du Centre national de danse contemporaine d'Angers, dont les activités vont s'élargir, de Joëlle Bouvier et Régis Obadia (jusqu'ici à la tête du CCN de Haute-Normandie) ; et une participation accrue à l'aménagement de nouveaux lieux pour la danse, à Paris et en province.

Enfin, le statut social et professionnel des danseurs fait l'objet d'une attention croissante, notamment avec la création, au sein du Théâtre contemporain de la danse, d'un Centre d'information et d'orientation du danseur, dont les services seront gratuits.

S. de N.

Prochaine visite de M. Roland Dumas au Albanie. - Le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, se rendra en visite en Albanie, jeudi 17 octobre, à annonç, mardi, le porte-parole du Quai d'Orsay, M. Daniel Bernard. M. Dumas répond ainsi à une invitation que le président albanais.

## L'ESSENTIEL

### SECTION A

#### Débats

Planification : « L'Etat stratège », Pierre-Yves Cosé, Bonheurs : « Lettre aux fils », par Albert Memmi..... 2

La guerre civile en Yougoslavie..... 3

Les préparatifs de la conférence de paix au Proche-Orient Les conditions posées par M. Shamir..... 5

Les relations entre la Chine et la Corée du Nord Le maréchal Kim Il-sung à Pékin..... 7

Code pénal Les députés ont adopté les nouvelles dispositions contre le terrorisme..... 8

La préparation des élections régionales La FN présente ses têtes de liste. Au PS, la région PACA au centre des litiges..... 9

Diagonales « On cherche veilleurs », par Bertrand Poirot-Delpech..... 11

#### Chronologie

Septembre 1991 dans le monde 12

### SCIENCES ♦ MÉDECINE

« L'intelligence hors normes » Les tranquillisants à la raison « A Brétigny-sur-Orge, la mise au point d'un système de surveillance de la navigation aérienne » Archives en danger « Sida, préservatifs, militaires et absténence »..... 13 à 15

La sécurité à Paris Onze arrondissements bénéficieront de l'Itotege..... 16

### SECTION B

Crise du crédit en France Les prêts au logement ont diminué d'un tiers au premier semestre..... 21

Les suppressions d'emplois dans l'automobile Les constructeurs renouent avec des stratégies de combat..... 25

Le marché de l'audiovisuel Les matériels s'emparent tous les jours sur les programmes..... 28

### Services

Abonnements..... 19  
Carnet..... 28  
Marchés financiers..... 26-27  
Météorologie..... 29  
Mots croisés..... 28  
Radio-Télévision..... 29  
Spectacles..... 20

La technique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un supplément « Initiatives » folioté de I à XX

Le numéro du « Monde » daté 8 octobre 1991 a été tiré à 522 694 exemplaires.

## HONEST LIQUIDATION TOTALE

jusqu'à épuisement du stock de prêt-à-porter pour homme

37, rue Marbeuf 75008 PARIS

(Publicité)

## Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, les Français ont les attractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ces fenêtres qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Devis gratuit. Magasin d'exposition 111, rue La Fayette (109) - M<sup>e</sup> Gare-du-Nord. Tél. 48-87-18-18.

## RODIN, STAR DE LA MODE!

OUI, nous sommes, dans notre genre, parmi les « Stars de la Mode » (et de la Décoration), modeste mise à part... Les femmes se déclarent séduites et même passionnées par nos tissus. Malgré ces succès flatteries, nous restons raisonnables et abordables.

Après tout, ce n'est pas notre faute si nous, et nos tissus, plaisons à ce point ! (depuis 30 F le mètre)

RODIN 36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

LE LIVRE DU JOUR MARABOUT

50 ans de la culture générale

Supplément à la revue

Marabout

36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS